

Russel Aurore Bouchard

citoyenne libre et historienne professionnelle,
Chicoutimi, Ville de Saguenay (1948 -)

2008

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu
de la Nouvelle-France

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique avec le concours de Diane Brunet, bénévole, guide retraitée du Musée de La Pulperie, Chicoutimi

Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_brunet_diane.html

à partir du texte de :

Russel Aurore Bouchard

Jean-Daniel Dumas, héros méconnu de la Nouvelle-France.

Russel Bouchard, Les Éditions Michel Brulé, 2008, 311 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteure le 6 décembre 2020 de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : Russel-Aurore Bouchard : bouchard9@icloud.com
ou rbouchard9@videotron.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

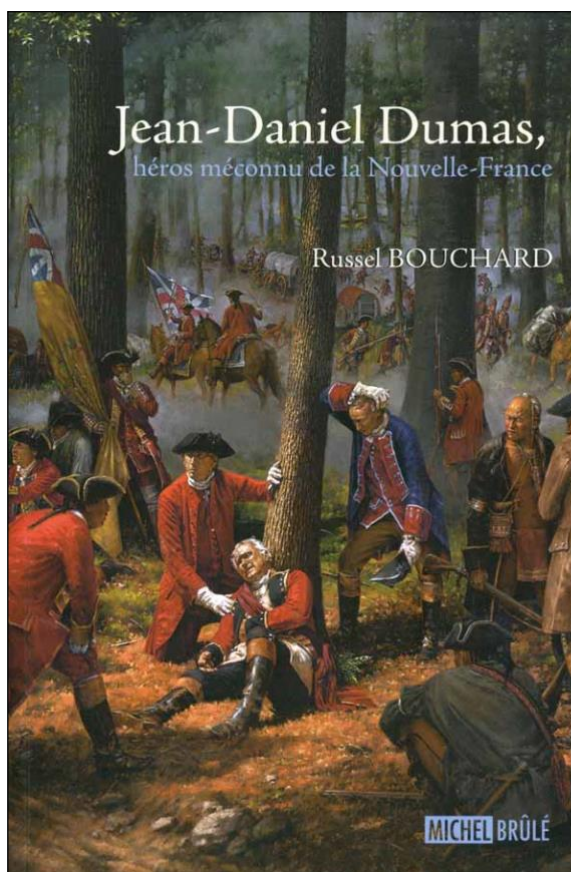
Édition numérique réalisée le 14 mai 2021 à Chicoutimi, Québec.



Russel Aurore Bouchard

citoyenne libre et historienne professionnelle,
Chicoutimi, Ville de Saguenay (1948 -)

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France



Russel Bouchard, Les Éditions Michel Brulé, 2008, 311 pp.

Illustration de la couverture :

« *The Wounding Of General Braddock* », par Robert Groffomgé ©
Paramount Press inc.

Vous trouverez toutes les illustrations du livre, en haute
définition, sur le site Les Classiques des sciences
sociales. [JMT]

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/bouchard_russel_aurore/
Jean-Daniel_Dumas/Jean-Daniel_Dumas_illustrations.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bouchard_russel_aurore/Jean-Daniel_Dumas/Jean-Daniel_Dumas_illustrations.html)



Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

En Flandre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Portugal, le Général le plus habile peut être déconcerté dans ses projets par un contendant aussi habile que lui.

Il n'en est pas ainsi dans les colonies. L'attaque et les moyens de défenses doivent être respectivement calculés, la guerre ne dure qu'un moment ; et si le Canada a résisté pendant cinq années, à un contre quatre, c'est un exemple unique, un phénomène que les siècles ne reproduiront pas : il régnait entre les troupes et les Canadiens une heureuse émulation dont les Généraux surent tirer le meilleur parti : quel peuple !

Je lui rendrai, toute ma vie, le tribu de louanges que je dois à son courage, à sa franchise, à sa générosité.

Cette apologie des Canadiens français n'est pas de n'importe qui. Elle est de Jean-Daniel Dumas, un officier de la Marine française, qui les a côtoyés dans les pires moments de la guerre de la Conquête, un militaire d'une rare bravoure, qui les a formés et dirigés pendant les heures les plus sombres de leur histoire. Arrivé en 1750 comme modeste officier cantonné au fort Gaspareau, une des portes d'entrée de l'Acadie française, Dumas quittera l'Amérique dix ans plus tard, le front haut, à juste titre fier d'avoir résisté et essuyé le feu de l'ennemi anglais jusqu'à la toute fin. Ce qui n'est pas peu dire à l'époque. Il part blanchi de toutes les souillures dont étaient imprégnés jusqu'au cou Bigot et la clique de concussionnaires appelés à rendre compte de la perte de la Nouvelle-France.

C'est cette histoire, vue sous des angles nouveaux et présentée à travers les écrits inédits de ce héros authentique d'une guerre à finir, que nous livre ici l'auteure Russel Bouchard.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[4]

Michel Brûlé
4703, rue Saint-Denis
Montréal, Québec H2J 2L5
Téléphone : 514 680-8905
Télécopieur : 514 680-8906
www.michelbrule.com

Conception graphique et infographie : Gagné Vaillant
Illustration de la couverture : The Wounding Of General Braddock by Robert Griffing. ©Paramount Press inc.
Révision : Corinne Danheux Correction : Nicolas Therrien

Distribution : Prologue
1650, boul. Lionel-Bertrand Boisbriand, Québec J7H 1N7 Téléphone : 450 434-0306 / 1 800 363-3864 Télécopieur : 450 434-2627 / 1 800 361-8088

Distribution en Europe : Librairie du Québec
30, rue Gay-Lussac
75005 Paris, France
Télécopieur : 01 43 54 39 15
Adresse électronique : liquebec@noos.fr

Les éditions Michel Brûlé bénéficient du soutien financier du Gouvernement du Québec - Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres - Gestion SODEC et sont inscrites au Programme de subvention globale du Conseil des Arts du Canada. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

© Russel Bouchard, Les éditions Michel Brûlé, 2008 Dépôt légal - 2008
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 13 :978-2-89485-410-5

[5]

Jean-Daniel Dumas,

héros méconnu de la Nouvelle- France

Russel BOUCHARD

Michel Brûlé

[6]

Le triomphe est la plus belle chose du monde, les vive le roi, les chapeaux en l'air au bout des baïonnettes ; les compliments du maître à ses guerriers ; la visite des retranchements, des villages, et des redoutes si intactes ; la joie, la gloire, la tendresse ; mais le plancher de tout cela est du sang humain, des lambeaux de chair humaine.

D'Argenson à Voltaire,
du champ de bataille mythique
de Fontenoy, le 11 mai 1745

Qui peut dire de combien de déception, de combien de douleur se compose une gloire !

Octave Crémazie,
en pleurant le décès de l'historien Garneau

[7]



Jean-Daniel Dumas,
héros authentique de la guerre de la Conquête 1721-1794
Tiré de l'œuvre de H. R. Casgrain

[8]

[309]

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[En guise d'avant-propos](#) [9]

Partie I - [Sur la piste de Jean-Daniel Dumas](#) [25]

**Partie II - [Traité de la défense
et de la conservation des colonies](#)** [135]

Épître dédicatoire [137]

Préface [139]

Introduction [145]

Chapitre I. [Des colonies en général](#) [147]

Chapitre II. [Suite du même sujet](#) [163]

Chapitre III. [Sur les divers caractères des colonies et leurs rapports respectifs](#)
[165]

Chapitre IV. [Sur la guerre défensive en général](#) [171]

Chapitre V. [Sur la guerre défensive particulière aux colonies](#) [175]

Chapitre VI. [Suite du même sujet](#) [177]

Chapitre VII. [Suite du même sujet](#) [181]

Chapitre VIII. [Suite du même sujet](#) [185]

Chapitre IX. [Suite du même sujet](#) [187]

[14]

Chapitre X. [Suite du même sujet. Sur la descente des troupes](#) [189]

Chapitre XI. [Sur les troupes entretenues dans les colonies](#) [195]

Chapitre XII. [Suite du même sujet](#) [201]

Chapitre XIII. [Sur les hôpitaux](#) [203]

- Chapitre XIV. [Sur les milices dans les colonies](#) [209]
- Chapitre XV. [Suite du même sujet](#) [217]
- Chapitre XVI. [Sur le genre de fortification qui convient le mieux aux colonies en général](#) [219]
- Chapitre XVII. [Suite du même sujet](#) [225]
- Chapitre XVIII. [Sur l'artillerie](#) [227]
- Chapitre XIX. [Sur la sûreté des ports](#) [231]
- Chapitre XX. [Sur les devoirs des gouverneurs généraux dans les colonies](#) [233]
- Chapitre XXI. [Sur la mutation triennale des gouverneurs généraux dans les colonies](#) [235]
- Chapitre XXII. [Sur les dépenses excessives de l'administration des colonies](#) [237]
- Chapitre XXIII. [Sur Pondichéry](#) [241]
- Chapitre XXIV. [Sur l'administration des colonies et la sollicitude que mérite cet objet important de la part du gouvernement](#) [251]
- Chapitre XXV. [Sur la législation des colonies](#) [257]
[311]
- Chapitre XXVI. [Sur le danger des mémoires présentés par le premier venu](#) [275]
- Chapitre XXVII. [Sur le commerce des colonies](#) [281]

[Conclusion](#) [293]

[Repères bibliographiques](#) [299]

[10]

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France.

EN GUISE D'AVANT-PROPOS

*L'histoire qui naît de leurs mains
ne sait plus le nom des héros.*

Louis Aragon, *Le roman inachevé*

***Au hasard d'un banal événement,
l'Histoire prend pied***

[Retour à la table des matières](#)

Le 9 juillet 1755, alors que l'Angleterre cherchait désespérément un prétexte pour déclarer officiellement la guerre à son ennemie séculaire, la France, le premier épisode d'un conflit militaire à finir entre les deux puissances belligérantes se jouait brutalement en ce sens, en Amérique du Nord, au cœur même de la frontière, au confluent des rivières Oyio (Ohio) et *Malangueulée* (Monongahéla), où les Français tenaient le coup dans un fort de campagne, le fort Duquesne, lequel allait devenir, après sa capture trois ans plus tard, le fort Pitt (Pittsburgh). Ce pays revendiqué de part et d'autre par la force des armes était alors le centre géostratégique de la Nouvelle-France, une sorte de pivot continental reliant, au nord, le Canada laurentien, d'où venait le gros du contingent qui occupait le fort ; au sud, la Louisiane française, qui y comptait aussi quelques soldats ; à l'est des Allegheny, les colonies anglaises de la côte Atlantique ; et à l'ouest de cette frontière violemment disputée, les territoires indiens. Compte tenu de la vigueur et de la direction du cours [10] de la rivière Ohio, le fort Duquesne formait une sorte de clé de voûte qui assurait l'unité de la Nouvelle-France. Et, dans l'esprit de ses

occupants, le perdre aux mains des Anglais annonçait « la chute prochaine de la Louisiane ¹ ».

Les premiers coups de feu de la tragique rencontre détonnèrent dans le ciel bleu des Appalaches, à une heure de l'après-midi de ce jour historique ; les derniers fusèrent aux environs de cinq heures. À la troisième décharge, ainsi que le raconta le chevalier de La Pause, un officier français du régiment de Guyenne qui fit son propre récit des événements, les Français virent tomber raide mort leur chef, le capitaine Beaujeu, de suite remplacé par Jean-Daniel Dumas, encore un inconnu dans ce chapitre d'histoire ; et les Anglais ne furent pas plus chanceux avec le leur, le général Braddock, mortellement atteint lui aussi durant la bataille et aussitôt remplacé par son second qui ne survécut pas, lui non plus, à l'événement ².

Dans le chaos de la mêlée, retenons un autre nom, anglo-américain celui-là, un des trois aides de camp de Braddock, le colonel George Washington, qui se présentait lui-même comme un miraculé, puisqu'il récolta quatre balles dans ses habits, qu'il vit sombrer deux chevaux sous lui, et qu'il fut l'un des rares membres de l'état-major à en sortir vivant ³. George Washington n'en était pas, du reste, à son [11] premier échec dans cette guerre d'usure. « Réservé par Dieu à d'autres destinées », selon lui, ce brillant militaire était appelé à devenir, lui aussi, par un curieux retournement de l'histoire, un héros de cette guerre, qui plus est le libérateur de son peuple et le premier président de la République des États-Unis d'Amérique.

De tous les déboires qui affligèrent les troupes anglaises assistées de leur milice coloniale, cet événement sanglant se présente à la face de

¹ Dumas, « Mémoire sur les limites du Canada, 5 avril 1761 », dans *BRH*, 1919 : 50. Pour le curriculum vitae de Dumas, il faut prendre le temps de consulter les Archives de la Guerre, Série Y, Archives administratives, Y3D, Maréchaux de Camp (1736-1814), Microfilm F-794.

² Du côté des vainqueurs, le meilleur compte rendu de la bataille du 9 juillet 1755 est sans conteste celui de Dumas, qu'il fait dans sa lettre du 24 juillet 1756, justement rédigée au fort Duquesne et publiée, *in extenso*, dans la biographie de F.-J. Audet, 1920 : 22-34. Voir APC, série F, vol. 101 : 391.

³ Guizot, vol. V : 156. Les meilleurs extraits de la correspondance de George Washington au sujet de la défaite anglaise à la rivière Monongahéla, sont reproduits dans Parkman, 1984 : 133-135.

l'histoire comme le pire désastre qu'eut à subir la puissance anglaise dans cette contrée pendant la guerre de Sept Ans : « Nous avons été battus, écrit dans les jours suivants le colonel Washington, honteusement battus, par une poignée de Français qui ne songeaient qu'à entraver notre marche. Quelques instants avant l'action, nous croyions nos forces presque égales à toutes celles du Canada et cependant contre toute probabilité nous avons été complètement défaits et nous avons tout perdu ⁴. »

Aucun autre terme pour qualifier l'issue de cet affrontement : ce fut un massacre ! Le bilan des pertes humaines, bien qu'il varie selon les sources plus ou moins partiales, fut catastrophique pour les Anglais (456 morts et 421 blessés d'après la plus crédible des estimations), qui comptaient sur une force écrasante de quelque 2200 hommes ; et proportionnellement bénin, pour les Français (23 morts et 20 blessés), dont les effectifs n'étaient constitués que de 891 hommes, dont 637 Sauvages ⁵. Sur le plan psychologique, [12] les conséquences furent plus désastreuses pour les vaincus de l'échauffourée, qui eurent un frisson d'hésitation.

En effet ! La nouvelle de la défaite se répandit comme une traînée de poudre et sema le doute d'un bout à l'autre de la frontière anglaise ; les Indiens, qui ont un sens pratique de l'allégeance à porter à des forces occupantes, penchèrent évidemment du côté du plus fort qui ne les méprisait pas moins ; et les troupes françaises, nimbées d'une gloire aussi inattendue qu'éphémère, reprirent confiance et entreprirent de marcher en direction de l'ennemi, devenu une proie bien tentante dans cette frontière poreuse ouverte à toutes les convoitises depuis la signature du traité d'Utrecht, en 1713. Un traité qui, certes, concluait la fin d'une guerre, mais non la fin de la rivalité franco-anglaise en Amérique.

⁴ *Ibid.*

⁵ Audet, 1920 : 55-61. *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 390, 398. Frégault, 1955 : 138. Pouchot, 2003 : 38. Pour l'estimation retenue, celle du chevalier de La Pause, voir ses « Mémoires », dans *RAPQ (1932-1933)* : 308.

La mort du héros

L'extraordinaire parcours de Jean-Daniel Dumas, un officier français de la plus belle trempe, un héros canadien authentique dont le nom a été, depuis peu, rayé du panthéon canadien (comme bien d'autres d'ailleurs ⁶), nous porte à réfléchir sur cette valeur perdue qu'est celle de l'héroïcité, et plus spécifiquement de l'héroïcité canadienne française. Dans l'histoire de ce pays, où la grandeur des âmes qui l'ont faite se dilue invariablement dans la banalisation de l'histoire officielle érigée en dogme par la plume éteinte de ses nouveaux clercs (une histoire « partout polluée, dans toutes les nations », précise Guillemin dans ses *Parcours*), y a-t-il encore un [13]

moment ? un forum ? une simple stèle pour évoquer, le plus simplement du monde, les noms, les faits d'armes et les engagements de ceux et celles qui, un jour, ont pu porter un sens ?

Si les Américains prononcent encore aujourd'hui avec beaucoup de fierté, le nom des Washington, Lee, Grant, Patton et MacArthur pour évoquer les temps de gloire de leur pays et pour se retrouver entre eux à travers les noms qui les ont un jour honorés. Si les Anglais aiment bien mettre en lumière l'esprit de sacrifice de Wolfe, le courage exorcisant de Wellington, et les succès militaires d'un Montgomery ou d'un Carleton pour porter aux nues les temps forts de leur histoire nationale qui ont pourtant bien peu à voir avec la défense de leurs propres frontières. Si les Français aiment bien deviser entre eux sur les voix libératrices de Jeanne d'Arc, le génie militaire et l'esprit de conquête de Napoléon, et les engagements sacrificiels du résistant Jean Moulin.

⁶ Dans le *Dictionnaire canadien des noms propres* (Michel Veyron, Larousse, 1989 : 212), on trouve bien, l'un à la suite de l'autre, un Louis Dulongpré (peintre d'origine française), un Antoine Dumas (illustrateur et sérigraphie de Québec), et un Fernand Dumont (sociologue qui s'intéressait justement à la mémoire québécoise) ; mais entre ces trois noms, pourtant rattachés à la francophonie québécoise, nulle mention de Jean-Daniel Dumas.

Si ces puissances civilisatrices (donc conquérantes⁷), qui imprègnent toujours fortement l'histoire de la société humaine, continuent de s'abreuver à la mémoire de leurs héros nationaux, pourquoi, dans ce Québec qu'on aime bien croire des plus modernes, est-il devenu un péché, un signe de déchéance intellectuelle, que d'évoquer simplement des noms qui ont déjà porté un tel sens ? Y a-t-il une raison profonde, freudienne si ça se trouve, voire autodestructrice, pour expliquer que le simple fait de se reporter à ses propres racines est devenu sous ce ciel bleu multiculturalisé un geste suspect, un trait de caractère qui témoigne d'une quelconque médiocrité de l'esprit ? Cette élimination de ces points de référence historiques est-elle la cause ou la conséquence de [14] la disparition de la nation canadienne française, noyée par ses clercs les plus à la mode dans l'impersonnelle nation franco-québécoise ?

À notre avis, si l'Histoire est un lieu commun où se retrouve le fondement des idéaux d'une nation en marche, si le but de l'Histoire est de trouver un sens à l'humanité qu'elle construit par les individus, ce sont conséquemment ces derniers, les individus, bons ou mauvais, héros ou lâches, dignes ou indignes, qui la magnifient ou la souillent de leurs actions, voire de leurs réflexions, dans une cause commune. Comme la pensée créatrice, la raison de l'Histoire n'est pas de prouver ; elle est le fait des individus qui agissent dans le sens de la fraternité humaine dont ils participent. « Les monuments du peuple sont partout⁸ », répète l'ethnologue Luc Lacoursière à l'auteur de Menaud maître draveur, un poète à qui les Canadiens français doivent toujours l'illustration de ce qu'ils étaient en 1933 par les travers des personnages évoqués dans une époque révolue. L'historien Febvre écrit :

Les hommes, seuls objets de l'histoire, d'une histoire qui ne s'intéresse pas une époque bien déterminée de leur développement - aux hommes dotés de fonctions multiples, d'activités diverses, de préoccupations et d'aptitudes variées...

⁷ Pour explications, lire l'auteur, « La civilisation, un temps d'arrêt dans la longue marche de la caravane de l'Histoire », dans *La fin de l'Histoire par un témoin oculaire*, à compte d'auteur, Chicoutimi, 2003 : 57-78.

⁸ Luc Lacoursière et l'abbé Félix-Antoine Savard, « Le folklore et l'histoire », dans *Les Archives de folklores*, n° 1, Fides, 1946 : 14-25.

Les Québécois de notre temps déboussolé ont perdu tout pôle unificateur, tout goût de l'aventure humaine. Ils ne se soucient plus des valeurs unificatrices canadiennes- françaises ayant marqué leur propre existence par le fait d'histoire qui s'étire sur plus de quatre siècles. De leur passé, héroïque ou évocateur, plus rien ne les intéresse s'il ne peut se monnayer : une maison historique leur cache [15] la vue ou coûte trop cher à entretenir, ils la démolissent de nuit pour éviter la controverse ; un monument historique, naguère porteur d'un sens, occupe une place revendiquée par un autre, ils le déplacent ou l'éliminent ; un héros est « passé date », voilà qu'ils égratignent sa mémoire, cassent ses statues et s'en prennent à ceux qui l'ont un jour porté aux nues.

Ils méprisent ceux et celles qui ont marqué les temps forts de cette lutte existentielle qui détermine la noblesse de leur combat pour la liberté. Cette situation est assassine ! Au nom d'une fausse universalité, si ce n'est d'une déstructurante ouverture envers l'autre, qui est l'arrivant, ils ont perdu pied dans la réalité humaine censée les unir autour d'un projet, ce qu'il convient encore d'appeler un idéal commun ; ils ont négligé leurs racines ; ils se sont laissé conduire dans des lieux communs vides de sens, dépouillés de leurs valeurs fondatrices (sous prétexte qu'il leur fallait s'écarter de toute référence à un quelconque mythe fondateur), soulagés du caractère de leurs héros. Ils ont fini par oublier que ces héros étaient également en eux, qu'ils étaient eux quelque part dans leur imaginaire, dans leurs luttes, dans leurs projets, dans leur dignité et dans la manière de l'exprimer.

Éloignés des points de repère identitaires derrière lesquels se profilent les ombres évanescentes et les mânes des héros de leur histoire, les Canadiens français sont devenus sans avenir, dépersonnalisés, dénaturés, rétrécis, réduits à rien, exclus de la marche incessante de l'humanité parce qu'enfermés dans un mortel présent. Alors qu'en parallèle et par l'évocation de personnages mythiques, tels les La Tour, les Le Loutre et les Évangéline, renaît, plus vivante et plus belle que jamais, la singulière nation acadienne dont on avait déjà gravé, un peu trop vite au Québec, la pierre tombale. « Un peuple sans histoire et sans littérature », comme l'a déjà annoncé un lord anglais pas très populaire chez nous, ou plutôt... une histoire [16] sans peuple (!), n'est-ce pas là, je le crains, le pas suicidaire que nous avons fini

par franchir collectivement à force de vider notre histoire de sa substance — l'individu, l'humain —, à force de rapetisser le génie de ceux et celles qui se sont appliqués à nous en donner le sens ? Si « le souvenir est une seconde vie dans la vie », comme le disait si justement le curé d'Ars, comprenons alors que l'oubli est la mort dans la mort et qu'il incombe aux porteurs de la mémoire de faire en sorte que cela n'arrive point...

*Jean-Daniel Dumas,
témoin et lentille d'une époque*

À l'époque où Jean-Daniel Dumas a entrepris de s'élever au-dessus des normes qui marquent le parcours de la médiocrité humaine qu'il nous revient de dépasser en tant que société particulière pour avoir une voix à élever parmi les autres ; à cette époque, donc, le Canada, cette partie de la Nouvelle-France continentale, vivait des heures difficiles qui n'étaient cependant pas sans gloire et sans utilité nationale. La biographie d'un personnage comme Dumas est un peu, dans une telle mesure, une radiographie de ce temps fort de notre histoire qu'il a contribué à illustrer. L'oublier ou l'effacer de notre mémoire par lâcheté, par paresse ou pour ne pas heurter les porteurs des diktats historiographiques à la mode qui confondent nostalgie et mémoire, c'est se couper soi-même d'un point de référence qui nous est vital, un point de mémoire qui est essentiel à la libération nationale (de l'esprit national, disons, surtout) des Canadiens français et de ceux et celles qui sont venus s'ajouter à cette destinée au fil des ans.

Sans être banal, le parcours de cet homme, un Français arrivé sur cette terre d'Amérique à une heure de sa vie (fin vingtaine) où l'esprit est encore capté par la passion de l'aventure et animé par la nécessité de se démarquer au sein [17] du nombre, n'est pas unique. Il s'inscrit dans la lignée des Dollard des Ormeaux, des Madeleine de Verchères, des Marie de l'Incarnation, des Frontenac, bref, tous ces noms qui ont marqué les livres d'histoire de notre enfance et que l'histoire du Québec moderne (sic !) répudie, soit par snobisme, soit pour la rendre plus conforme aux projets politiques ébauchés dans l'effondrement du projet national québécois qui a suivi l'effondrement des années 1960, qu'on

persiste à nous présenter comme un acte de naissance alors qu'il s'agit, au contraire, d'un certificat de décès.

Je ne suis pas de ceux qui croient à l'objectivité en histoire — ni des auteurs ni des lecteurs. Chacun est mû par ses propres ressorts, par son propre moteur. Et il ne sera pas dit que j'aurai essayé d'influencer — en tentant de masquer par de beaux mots le champ de mes préoccupations humaines, valorisées par l'importance que j'accorde à l'honneur, au courage et à l'abnégation — des vertus qui n'ont rien à voir avec le sang et qui n'ont de valeur qu'en fonction de ceux et celles avec qui nous partageons une destinée intime. Ce champ, c'est plus exactement celui de la mémoire, une mémoire qui explique une réalité au lieu de la travestir à dessein, une mémoire, base de la conscience et creuset de l'âme, qui se veut un héritage et un défi plutôt qu'une contrainte et un aplatissement.

Puisque le dernier chapitre de l'histoire des Canadiens français du Québec semble s'inhumer tout doucement dans une vision confortable de ce qu'ils sont en tant que membres d'une collectivité ouverte à toutes les identités culturelles (sauf la leur !) ; puisque je refuse de participer à cette idéologie du vide où les points d'ancrage identitaires ont été dénaturés, il ne m'est pas paru sans intérêt de me redessiner un mouton à travers le prisme de ce personnage historique plus grand que nature, et de revoir le calendrier de cet épisode tragique qui nous a fait passer d'un maître à un autre. [18] Contribuer un tant soit peu, par ce reflet de mémoire et par les faits conséquents auxquels son nom est associé, à ajouter un élément de compréhension de notre histoire continentale ; contribuer à stimuler les valeurs de l'engagement, du courage, de la détermination et de l'esprit de sacrifice ne peut être que bénéfique à un peuple qui en a été écarté.

Un traité perdu dans les oubliettes de l'histoire du Québec...

L'idée de ce livre est venue très tôt dans mon propre parcours de chercheur. Elle est venue fortuitement, d'une découverte que j'ai faite en 1979, alors que je parcourais d'une main boulimique les rayons des Archives du Petit Séminaire de Québec (document coté 884). Au fil de

mes investigations, j'ai eu le bonheur de mettre la main sur un manuscrit ancien, daté de 1775 et intitulé *Traité de la défense et de la conservation des colonies, par M. Dumas, Brigadier des armées du Roy, ancien commandant général des Isles de France et de Bourbon*. Intéressé par tout ce qui concerne l'histoire militaire de notre pays, j'eus alors tôt fait d'apprendre que son auteur, Jean-Daniel Dumas, était loin d'être un personnage banal. Selon ses biographes, il avait participé aux derniers faits d'armes de la civilisation française en Amérique, mais, de son fameux *Traité de la défense*, ces auteurs n'ont fait nul usage sinon nulle mention. Appréciant ce regard critique porté à la guerre de la Conquête dans laquelle il fut un acteur militaire de premier plan (en fait, l'un des six plus importants, après Vaudreuil, Montcalm, Lévis, Boullamaque et Bougainville), j'ai donc fait une première découverte en apprenant que ce document, riche d'informations de première main, n'avait jamais été utilisé par les historiens qui ont creusé avec beaucoup de génie ce tragique épisode (notamment Parckman, Casgrain, Frégault et Trudel, pour ne nommer que les auteurs les plus réputés en la matière).

[19]

Raisons de cette absence criante ? Difficile à dire. Ignorance de l'existence du manuscrit ? Paresse intellectuelle ? Ou manque d'intérêt ? Allez savoir ! Mais cette ignorance, ce mutisme, ne rend pas moins pertinent ce témoignage quand vient le temps d'analyser les causes des défaites militaires successives de la France en Amérique du Nord, de 1758 à 1760, et de questionner la moralité de l'administration coloniale et le caractère de ceux qui ont assisté ou participé à la capitulation finale.

Certaines remarques de l'auteur rendent pourtant, à ces égards, le document incontournable. Et pour preuves ! Incontournable quand il met en doute, de par sa propre expérience, le périlleux mariage entre le gouverneur et l'intendant (« Dans l'administration des colonies, les mêmes causes produisent les mêmes effets en paix et en guerre, lorsque le gouverneur général et l'intendant ne s'entendent pas. ») Incontournable aussi lorsqu'il cite en exemple l'efficacité des hôpitaux canadiens (« Nulle part l'humanité ne reçut des secours si utiles et si consolants. ») Incontournable encore lorsqu'il expose les causes techniques de la défaite militaire française en Amérique et qu'il s'emploie à faire l'éloge de la patience et de la tactique de l'observation

de l'ennemi (« Le télescope fut contre nous l'arme la plus meurtrière. ») Incontournable, aussi et entre autres, lorsqu'il fait l'apologie des Canadiens français et qu'il témoigne de leur bravoure au combat (« Quand on compare les efforts que les colons ont fait autrefois pour se garantir de l'invasion et les succès qui les ont suivis, avec le caractère qui domine aujourd'hui, la pensée se tourne naturellement sur les Canadiens et l'on s'écrie : "Ah ! quel peuple !" ») Confondant même lorsqu'on voit hisser au sommet de la gloire le nom du controversé Vaudreuil, signataire de la capitulation de Montréal (« Les Frontenac, les Callière, les Vaudreuil, les Lamages, ces hommes précieux qui firent fleurir nos colonies. ») Et ce ne sont là que [20] quelques exemples extraits du lot pour permettre de mesurer, en gros, la richesse documentaire, la force du point de vue, et l'originalité de l'angle historique par lequel nous proviennent ces réflexions d'un témoin oculaire de notre histoire.

Comme l'auteur s'applique à le préciser d'entrée de jeu, cet ouvrage est dédié au comte de Provence (Louis-Stanislas Xavier), le frère du roi (Louis XVI), une étoile montante dans le firmament de la monarchie française. Le livre a donc des objectifs politiques et n'est pas innocent. Il se veut, affirme encore son auteur, le fruit d'une longue expérience militaire, la somme d'une vie passée à la risquer à la gloire de la nation et pour faire flotter les ors de France dans les plus hauts sommets des colonies qui ont survécu aux guerres menées contre l'Angleterre.

* * *

Dernière précision d'intérêt archivistique avant de livrer l'ouvrage en question à la curiosité du lecteur : il a été écrit en deux temps. Le premier se situe vraisemblablement au cours de l'année 1773, alors que Dumas faisait des pieds et des mains pour échapper aux attaques éreintantes menées contre lui pendant qu'il était gouverneur général des îles de France et de Bourbon. Dans ce premier volet, l'auteur, comme il l'indique avec à-propos, avait cru bon de n'aborder que les premiers chapitres (I à XXIII), c'est-à-dire ceux relatifs à la défense et à la conservation des colonies, et qu'il concluait en évoquant la perte de Pondichéry aux mains des Anglais, résultat d'un laxisme métropolitain à l'égard des concussionnaires, du vice et de la malhonnêteté de ses administrateurs. Rédigé vraisemblablement après la mort de Louis XV (le 10 mai 1774), alors que son nom est lavé des accusations pesant sur lui, le second volet se veut plutôt une sorte de testament moral. [21] En

administrateur d'une irréprochable tenue malgré le coup de sang du mois de février 1768, Dumas s'emploie à parler d'administration publique, de justice, de lois et de finances. Dans cette partie du *Traité*, il prend d'ailleurs à témoin le nouveau roi, Louis XVI, celui qui lui a permis de réintégrer les rangs de l'armée française, et il se risque même à pointer du doigt, sans le nommer directement, Voltaire, un incontournable, lui aussi, pour son histoire du règne de Louis XV dont il est témoin et pour la lutte féroce qu'il livre, depuis la triste affaire Calas, à l'infâme, qui est une manière pour lui de dénoncer l'intolérance, la tyrannie et l'injustice.

S'il est totalement écarté de l'historiographie canadienne récente — y compris par son dernier exégète, Étienne Taillemite, qui signe la biographie publiée dans le *DBC*⁹ —, le *Traité* de Dumas n'était pourtant pas totalement méconnu des premiers auteurs qui l'ont sorti des oubliettes de l'histoire il y a près d'un siècle. Au moins deux auteurs canadiens ont eu vent de son existence, effectivement. Le premier, Francis-J. Audet (1920 :116-117), cite le document dans son apologie de Dumas, mais il ne l'a manifestement pas consulté. Il date l'original de 1774 [22] et le localise dans le *Catalogue général des Manuscrits des Bibliothèques publiques de France. Bibliothèques publiques de la Marine*, par M. de La Roncière, Paris, 1907. Le second, le père P. L. Lejeune, mentionne l'existence du même document dans son *Dictionnaire général du Canada* (1931 : 553), à partir de ce qu'il a lu dans le livre d'Audet, mais il nous laisse davantage sur notre faim.

⁹ Étienne Taillemite, « Dumas, Jean-Daniel », dans *DBC*, vol. IV, 1980 : 261-262. Dans une correspondance personnelle adressée du Secrétariat d'État à la Culture et datée du 20 mai 1980, le biographe Étienne Taillemite, alors inspecteur général des Archives de France, avoue sa totale ignorance du document : « Monsieur [Russel Bouchard], Excusez-moi, je vous prie, de répondre avec bien du retard à votre intéressante lettre du 11 avril [1980] relative à Jean-Daniel Dumas. La découverte que vous avez faite de son *Traité de la défense et de la conservation des colonies* a bien excité ma curiosité, car je n'ai jamais entendu parler de ce document. — Savez-vous comment il est parvenu aux Archives de Québec ? Sa présence là-bas est un peu étonnante puisqu'il a manifestement été rédigé bien après la période française du Canada. — À ma connaissance ce document n'a jamais été publié et il est même tout à fait inconnu, car je n'en ai trouvé aucune mention lorsque j'ai préparé la notice que vous avez lu dans le *DBC*... »

Selon ce qui ressort de notre propre investigation, il existe, en fait, deux exemplaires - connus - du *Traité de la défense et de la conservation des colonies* attribué à Jean-Daniel Dumas. Le premier, qui semble être le manuscrit original et qui est daté de 1774, est conservé en France, à la bibliothèque centrale du Service historique de la Marine, sous la cote SH 42 ; consultable dans la salle de lecture du château de Vincennes, cet exemplaire est le premier jet du document intégral rédigé par Dumas. Le deuxième (dont nous publions la transcription intégrale dans la seconde partie de notre livre), date de 1775 ; propriété de la collection de manuscrits des Archives du Petit Séminaire de Québec dont la garde a été transférée au Musée de l'Amérique française, cette dernière copie (d'un transcripteur qui n'est manifestement pas Dumas) comprend des notes manuscrites en bas de pages, ajoutées ultérieurement par une main contemporaine qui n'est pas non plus celle de l'auteur du *Traité* ¹⁰. Connaissant cela, il [23] reste maintenant au lecteur à s'en approprier le contenu à sa manière, et il incombe au chercheur laissé sur sa faim d'y ajouter le fruit de ses propres efforts, ce qui serait une manière de remercier la somme des nôtres...

Russel BOUCHARD
Chicoutimi, 1^{er} mars 2008

[24]

¹⁰ Cette retranscription de l'original se trouve dans le fonds Viger-Verreau (P32), sous la cote P32/0-91. Jacques Viger (1787-1858), qui est sans doute le propriétaire originel de cette copie manuscrite, fut notamment rédacteur du journal *Le Canadien* et premier maire de Montréal (1833-1836). Milicien depuis 1807, il participa à la guerre de 1812-1813 en tant que capitaine des Voltigeurs canadiens et sous les ordres du fameux Charles Michel de Salaberry. Nationaliste modéré et ultramontain, il était également associé au puissant réseau familial regroupant D. B. Viger, Louis-Joseph Papineau, Jean-Jacques Lartigue et Côme-Séraphin Cherrier. Pour une histoire plus complète de ce fonds, on peut consulter le Centre de référence de l'Amérique française, Musée de la Civilisation, Québec.

[25]

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France.

Première partie

SUR LA PISTE DE JEAN-DANIEL DUMAIS

Les héros ne choisissent ni l'heure ni la manière de se démarquer du nombre pour illustrer l'Histoire qui les appelle ; ils sont choisis par le hasard de l'Histoire pour en marquer le caractère et lui donner un sens.

Acadie — fort Gaspareau — 1750

[Retour à la table des matières](#)

De la première et foudroyante mêlée nord-américaine qui a donné prétexte au déclenchement d'une guerre sans frontières et qui a donné lieu à des interprétations plus ou moins fondées, une ombre émerge pendant qu'une autre s'enfuit — à l'anglaise — en espérant revoir son heure qui arrivera au cours de l'année 1775. Cette ombre qui s'éclipse le temps de se refaire une image, c'est celle de George Washington, et cette étoile montante, c'est Jean-Daniel Dumas, un célibataire endurci né à Montauban (France) le 24 février 1721, du mariage de Samuel Dumas et d'Anne Martin.

Bien que l'histoire reste cruellement muette sur l'itinéraire que suivit ce militaire de carrière avant son départ de France pour l'Amérique, nous savons, à tout le moins, qu'il prit le métier des armes en 1742, dégoûté qu'il était, dit-on, [26] « de la profession d'avocat dans laquelle il avait obtenu déjà quelques succès ¹¹ ».

Nous savons aussi qu'il fut fait lieutenant en second des grenadiers du régiment d'Aginois, le 26 août 1742, et qu'il obtint le brevet de lieutenant l'année suivante. Toujours en quête d'une renommée, il eut comme champ de bataille pour faire ses premières preuves la guerre de Succession d'Autriche (1741-1748) durant laquelle il servit en Bavière, en Italie, en Corse et en Provence ; il y gagna son grade de capitaine (en 1747), et se retrouva dans les troupes de la Marine après le démembrement de son régiment (1749), une opportunité pour lui, puisque cela lui ouvrait la porte au service d'outre-mer.

Sa bonne réputation d'officier lui étant désormais acquise ¹² après avoir participé à tant de tueries, Dumas tira profit de la paix nouvellement conclue entre la France et ses ennemis, et obtint son affectation pour les colonies d'Amérique, plus que jamais soumise à la loi de l'incertitude. Nommé capitaine de l'une des deux nouvelles compagnies levées pour la Nouvelle-France, au printemps de 1750, il s'embarqua à Bordeaux pour l'Acadie ¹³, où les mouvements anglais se faisaient de plus en plus agressifs.

Malgré la paix d'Aix-la-Chapelle, qui avait permis à la France de récupérer Louisbourg au prix de Madras (18 octobre 1748), cette autre frontière, qu'il faut également présenter, était de nouveau au centre d'un litige territorial insoluble. Nullement satisfaite d'avoir hérité de la Nouvelle-Écosse par le traité d'Utrecht et de se l'être vu confirmer dans la nouvelle paix, l'Angleterre, par la voix de Lord Halifax qui [27] promettait mer et monde à ceux qui voulaient le suivre sur cette pente, réclamait maintenant l'immense pays s'étendant du golfe Saint-Laurent à la Nouvelle-Angleterre (460 lieues de côtes). Sa prétention sur cet immense territoire était évidemment impossible à satisfaire pour la France, qui aurait alors perdu à la fois le contrôle militaire de la région

¹¹ Lejeune, 1931, vol. 1 :551. Fauteux, 1940 : 161. Taillemite, 1980 : 261.

¹² Papiers Contrecoeur, 1952 : 221.

¹³ APC, 1906, vol. 1,6^e part. : 128-130.

et sa porte d'accès au continent ; dont Louisbourg, clé de voûte de son avant-poste atlantique, et la principale escale de ses navires de ligne assurant sa liaison commerciale entre Québec et les Antilles.

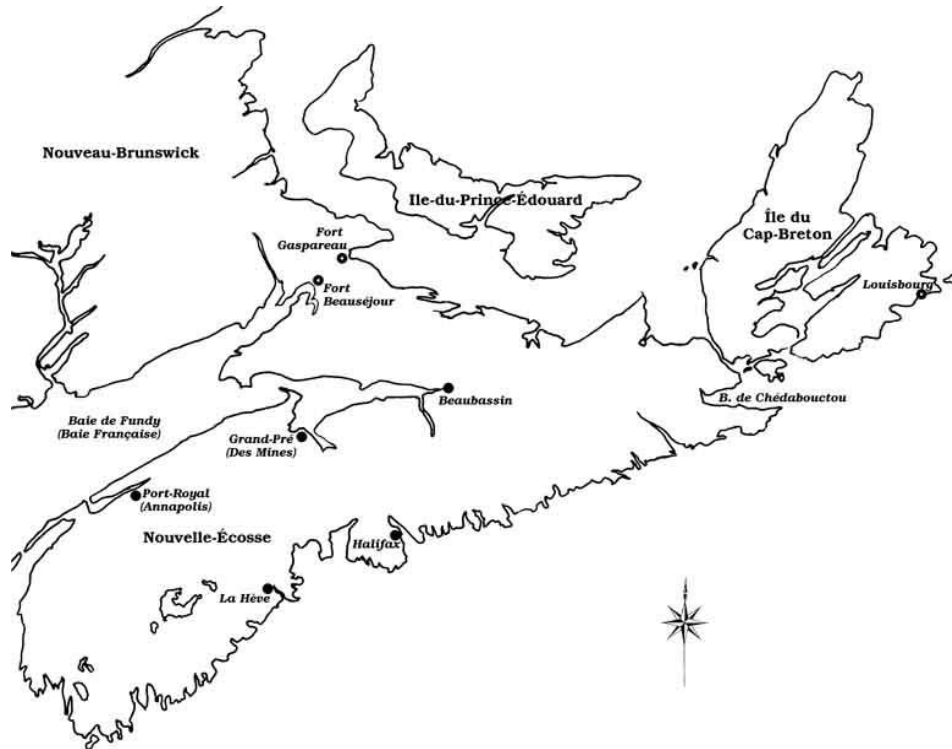
Pour affirmer ses prétentions et compenser la récente perte de Louisbourg, l'Angleterre avait détaché (au printemps de 1749) un corps expéditionnaire placé sous les ordres de Cornwallis et couplé à un ramassis de quelque 2750 émigrants irlandais, allemands et anglais ¹⁴ ; des fanatiques, disait-on de l'autre côté de la baie, qui entreprirent de s'établir à Chibouctou, un ancien village acadien situé sur la côte sud-est. Nommée Halifax en l'honneur du président du Bureau de Commerce et des Plantations, cette nouvelle place forte devait plus justement servir de pied-à-terre dans l'éventualité où le Canada serait envahi, ce qu'on planifiait déjà fiévreusement dans les grands bureaux de Londres sous la pression du gouverneur d'Annapolis qui ne trouvait pas encore assez grand le royaume colonial dont il avait la charge ¹⁵.

Suivra, dans cette foulée anglaise, l'établissement de colonies de peuplement au nord de ce qui deviendra la baie de Fundy ; à La Hève, aux Mines et à la baie Verte, une portion de l'Acadie française dont avait hérité l'Angleterre avec Utrecht. Cette pression écrasante se faisait évidemment au détriment

¹⁴ Le compte exact serait de 2756 émigrants, dont un tiers d'Irlandais et un quart d'Allemands. Voir Rumilly, 1955, vol. 2 : 352.

¹⁵ Rameau de Saint-Père, 1889, vol. 2 : 133-144

[28]

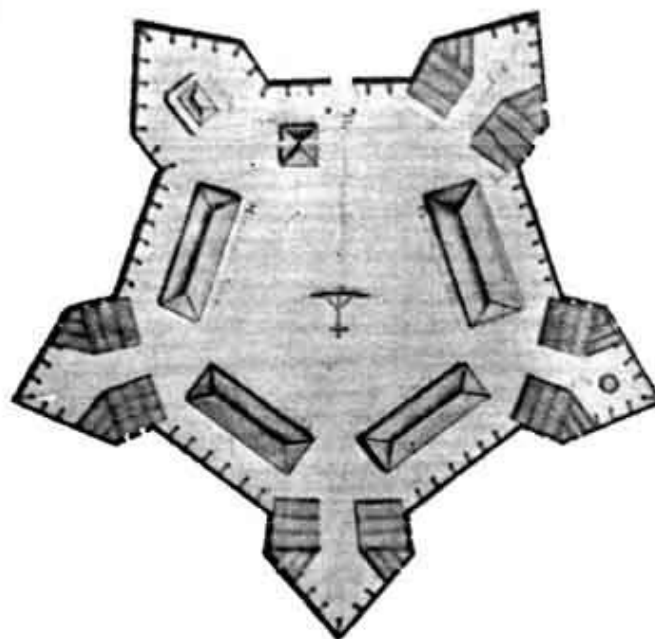


Établissements acadiens en 1750 Russel Bouchard

des Acadiens déjà en place, à qui on demandait maintenant (proclamation du 14 juillet 1749) de prêter serment d'allégeance dans les trois mois, pour pouvoir conserver leurs biens et leurs propriétés. La suite est bien connue ¹⁶. Comme l'histoire l'a puissamment retenu, le dénouement tragique de cette invasion aura lieu six ans plus tard, en septembre 1755, avec la brutale déportation des Acadiens effectuée sous la grande botte de Charles Lawrence ; une réponse, croit-on à Québec, au massacre du 9 juillet précédent dans la vallée de l'Ohio, et le début d'une nouvelle offensive anglaise pour la conquête du continent.

¹⁶ Rumilly, 1955, vol. 2 : 352-362.

[29]



Fort Beauséjour

Pour se mettre à l'abri de cette nouvelle menace, la France n'eut donc d'autre choix que de répliquer par la construction de forts frontaliers plus ou moins efficaces, dont Beauséjour (« le seul capable de mettre à couvert de l'insulte de l'Anglais ¹⁷ ») et Gaspareau, respectivement placés sous les commandements du chevalier de La Corne (officier aussi brillant que dévoué, qui fut relevé par Saint-Ours Deschaillons, en octobre 1751 ¹⁸), et du capitaine Jean-Daniel Dumas (relevé, au bout d'un an, par le chevalier Poilvillain [30] de La Houssaye ¹⁹). À eux seuls, ces deux ouvrages, une fois terminés, devaient verrouiller l'isthme de Chignectou.

¹⁷ Pour une bonne description de ce fort et du réseau auquel il est associé, voir Franquet, 1751, dans *RAPQ* (1923-1924) : 126-130 (cartes et dessins inclus). Pour le fort Beauséjour, voir également le « Mémoire adressé à M. Bouillé, en 1753 », dans *Collection de documents inédits sur le Canada et l'Amérique*, 1890, vol. 3 : 66-70.

¹⁸ Frégault, 1948, vol. 2 : 33-35.

¹⁹ Lejeune, 1931, vol. 1 : 552. Fauteux, 1940 : 173.

Cette première affectation en terre américaine fut, pour Dumas, une bonne occasion de s'initier aux lois et aux particularités de cette frontière continentale chaudement disputée. En homme pratique qui se découvrait un amour inconditionnel pour la Nouvelle-France, il en profita pour prendre contact avec ses habitants tout en se familiarisant avec le jeu de l'ennemi ; et pour apprendre à négocier avec les Indiens de la contrée, naturellement plus portés vers les Français que les Anglais, mais qui savaient négocier leur allégeance dans ces moments difficiles (des incontournables, il faut dire, dans cette histoire). Selon l'abbé Le Loutre, un rebelle de la plus belle trempe qui faisait l'honneur de ceux qui l'appuyaient dans sa lutte contre les occupants, Dumas sut tisser, très rapidement, d'excellents rapports avec les Micmacs ²⁰. Et on peut dès lors parler d'une nature d'homme exceptionnelle, pour un officier français, sorti de l'armée métropolitaine avec les honneurs de la guerre.

Le fort Gaspareau, où Dumas aboutit en ce printemps de 1750, avait été baptisé ainsi par les Acadiens du bassin des Mines qui s'y étaient réfugiés peu de temps auparavant, en souvenir du pays qu'ils avaient quitté pour échapper aux baïonnettes de Lawrence. Érigé à l'entrée de la baie Verte, face à la mer, « de manière qu'il découvre tout ce qui s'y passe ²¹ », ce fort n'avait rien d'une place forte pour bien dire. Sa mission première était de marquer une présence militaire dans ce passage obligé, de protéger la baie Verte, distante de Beauséjour d'environ 5 lieues (quelque 30 km), et d'épier les [31] mouvements de l'ennemi. Mais cette petite citadelle des bois trouvait plus justement son utilité comme port d'attache « des bâtiments de Québec et de Louisbourg destinés à y apporter les approvisionnements de bouches et de munitions nécessaires pour le fort de Beauséjour et de ses dépendances ²² ».

Le 12 avril 1751, l'achèvement de la construction des deux forts, qui n'allait pas assez vite aux yeux du gouverneur de La Jonquière, fut confié à Chaussegros de Léry ²³, un ingénieur militaire français qui, il

²⁰ Taillemite, *DBC*, 1980, vol. IV : 261.

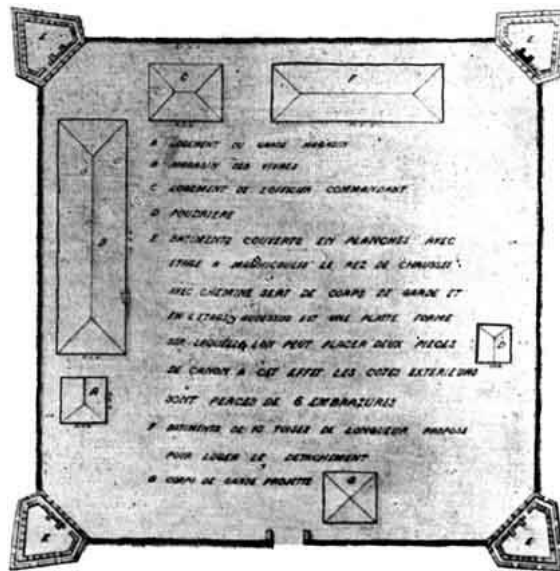
²¹ Franquet, 1751, *op. cit.* : 129.

²² « Mémoire adressé à M. Bouillé, en 1753 », *op. cit.* : 68.

²³ Frégault, 1948, vol. 2 : 34

est vrai, devait faire beaucoup avec peu, mais à qui l'histoire reprocherait une bonne part de la vulnérabilité du système défensif de la Nouvelle-France.

Les plans du fort Gaspareau sont plus spécifiquement venus à notre connaissance par la plume de Louis Franquet, un ingénieur du roi qui y séjourna en 1751 à titre d'inspecteur général des fortifications. Ses carnets, croquis et notes de travail, témoignent de la vulnérabilité de l'ouvrage : c'est un carré parfait, sans glacis devant ni banquette en terre derrière la palissade constituée d'une double rangée de « piquets adossés l'un contre l'autre » ; il est cependant solidement bastionné à ses angles par des bâtiments construits pièce sur pièce. S'ajoutent à ces quatre bastions, au sein de l'enceinte, cinq autres bâtisses, dont un logement pour l'officier et un autre pour le garde-magasin, un magasin pour les vivres, une grande bâtisse à deux étages, et une poudrière. Côté défense, bien peu pour interdire sa prise par l'ennemi s'il s'y décide avec un tant soit peu de détermination : comptons 6 canons (2 de 6 livres montés sur des affûts de campagne, 4 autres de 4 livres, dont 2 sur affûts de campagne et 2 sur affûts marins), [32] 13 soldats, « tous cabanés en dehors en attendant que les bâtiments fussent achevés », et l'officier ²⁴.



Fort Gaspareau, où a servi Jean-Daniel Dumas

²⁴ Franquet, 1751, *op. cit.* : 129.

Lac Érié — fort Le Bœuf — 1753

À la lueur des commentaires de Franquet, il semble que Dumas n'était déjà plus à la baie Verte en août 1751. Jusqu'à ce qu'on retrouve sa trace au fort Le Bœuf, durant l'été de 1753, l'histoire reste cruellement muette à son sujet. Sans doute s'y trouvait-il depuis plusieurs mois, puisque, dans [33] une lettre du 26 août de cette année-là, son supérieur, Joseph Marin (qui écrit vraisemblablement du fort Presqu'île), lui apprend l'arrivée prochaine de trois convois accompagnés de farine et de barques ²⁵. La région, encore relativement calme, se réveille. Le flou hérité du traité d'Utrecht a fait mûrir cette pomme de discorde désormais revendiquée par les deux puissances belligérantes. Toutes les nations qui se rencontrent dans ce « pays » intérieur, par puissances militaires et alliances indiennes interposées, sont donc sur un pied de guerre — officieux — depuis que le gouverneur Duquesne a ordonné, à l'automne de 1752, l'envoi d'un détachement à la Belle-Rivière pour y verrouiller le secteur (« que nous sommes à la veille de perdre si je ne fais pas donner ce coup de collier aussi pressé qu'indispensable ²⁶ »).

La ligne de défense, que les Français s'activent à édifier depuis dans cette contrée, est constituée de quatre unités plus ou moins fragiles. Du nord au sud, partant du confluent de la rivière Presqu'île et du lac Érié, à l'entrée d'une grande baie insalubre, se trouve le *fort Presqu'île* ; à l'heure qui nous occupe, ce fort, qui sert également de comptoir de traite, est toujours en chantier ; il est construit pièce sur pièce, et compte à ses angles 4 bastions garnis de 12 canons. Plus au sud, à 7 lieues du fort Presqu'île (environ 40 km), le long de la rivière au Bœuf, il y a le *fort Le Bœuf* justement celui où est affecté Jean-Daniel Dumas ; plus modeste que le précédent, ce fort est carré et fait en « pieux debout ». À la décharge de la rivière au Bœuf, à la cime de l'Ohio, se trouve encore le *fort Machault* ; un entrepôt militaire plutôt qu'un fort. Et,

²⁵ Papiers Contrecoeur, 1952 : 42-43.

²⁶ *Ibid.* : 16-17

enfin, au confluent des rivières Ohio et Monongahéla, notons l'existence du *fort Duquesne*, beaucoup plus un camp qu'un fort cependant, en cette année 1753, puisqu'on ne [34] commencera à ériger ce dernier qu'à compter du 8 avril ²⁷ de l'année suivante ²⁸.

Pour atteindre ce point désormais des plus stratégiques planté au cœur des Appalaches (entendons la Monongahéla), les Indiens, les Canadiens et les militaires français utilisent les moyens à la mode du pays : l'été, en empruntant les cours d'eau, les canots d'écorce, les pirogues et les chaloupes ; l'hiver, sur la même voie, les traînes sauvages et les raquettes ; et en tout temps de l'année, sur les Grands Lacs, des bateaux et des chaloupes précisément construits à la demande de Duquesne pour faciliter les mouvements de troupes, le transbordement des équipements militaires et des marchandises. Qu'on parte d'un point ou de l'autre, peu importe la saison, chaque voyage n'en reste pas moins une odyssée qui nécessite de soigneux préparatifs, tant en hommes, en armes et en munitions qu'en vivres et en équipements divers !

En hiver, le froid ajoute à l'équipée des contraintes et des labeurs qui n'ont rien à envier, tant en rudesse qu'en souffrance, aux douze travaux d'Hercule...

Un exemple illustre parfaitement ce défi : le voyage d'un jeune aventurier de 18 ans, effectué début 1755, alors que tout s'active dans l'Ohio. Partis de Québec le 1^{er} février avec des traînes sauvages et des raquettes aux pieds, ce J.-C. B. (il est Parisien, c'est tout ce que nous savons de lui) et ses compagnons arriveront, ainsi, au fort Duquesne 10 semaines plus tard. Le calendrier de leur parcours parle de lui-même : le 6 février, ils sont à Trois-Rivières ; le 13, à Montréal ; le 5 mars, au fort Frontenac (anciennement Cataraqui, aujourd'hui Kingston) où ils prennent des bateaux et des canots pour se [35] rendre au fort Niagara qu'ils atteignent le 15. C'est ensuite le saut jusqu'au poste de Toronto ; de là au fort Presqu'île où ils mettent le pied le 19 avant de repartir tout de go pour le fort Le Bœuf, où cantonne Dumas. Puis retour sur la piste d'eau, encore quelques portages, et arrivée, au terme du voyage, au fort Duquesne le 8 avril. Sitôt ce beau monde débarqué en ce lieu qui est

²⁷ J.-C. B., 1978 : 83.

²⁸ Bougainville, dans *RAPQ* (1923-1924) : 48. J.-C. B., 1978 : 37-96.

commandement de la Nouvelle-France commence à demander des comptes sur la qualité de sa gouvernance en ces lieux, accepte de bon gré et le dépêche de suite au fort Niagara pour y recevoir ses ordres ³⁰.

Monongahéla — fort Nécessité — 1754

Dumas tombe, semble-t-il, sous le commandement du chevalier Michel Péan — un concussionnaire « que l’intendant [Bigot] était bien aise d’éloigner de sa femme ³¹ » — dans les semaines suivantes... peut-être même jusqu’à la fin de juillet 1754. C’est du moins ce que donne à penser le post-scriptum d’une lettre que Duquesne écrit à Claude-Pierre Pécaudy de Contrecoeur (le 18 juillet), et où il est expressément demandé à ce dernier, qui s’active à la construction du fort Duquesne, de bien vouloir accueillir sous ses ordres « le Sieur Dumas qui est réputé pour bon officier ³² ». Manifestement, malgré une si mauvaise compagnie, Dumas n’a pas perdu de temps et a su profiter de cette année pour se mettre en valeur face à ses supérieurs et pour arriver, enfin, là où l’histoire l’appelle.

[37]

Quand Dumas débarque au fort Duquesne, à l’automne de 1754 ³³, le haut commandement militaire de la Nouvelle-France est en état de choc ; le Haut-Mississippi, sur le pied de guerre. L’affaire remonte au 28 mai précédent, et celui qui lui a donné son nom — Jumonville — l’a payé de sa vie ! Elle ramène du reste sur le devant de la scène un personnage qui fera bientôt parler de lui, George Washington, alors âgé de 22 ans.

À travers les récits plus ou moins contradictoires faits par des témoins plus ou moins oculaires et plus ou moins partiels dans cette cause où il est difficile de démêler l’écheveau de la vérité, il appert qu’un détachement formé d’une trentaine de Canadiens dirigé par Jumonville (J. C. de Villiers de) avait été dépêché par le

³⁰ *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 49-50.

³¹ Pouchot, 2003 : 28.

³² *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 221.

³³ *Ibid.* : 261

commandement du fort Duquesne pour aller déloger Washington. Prétexe évoqué pour partir en campagne de la sorte en temps de paix : Washington, venait-on d'apprendre, « avait passé la fourche de la Manenguelée ³⁴ » avec une centaine d'hommes et il s'était mis en frais d'occuper officiellement l'endroit. La rencontre se fit de bon matin, « dans un endroit baptisé de la Nécessité », situé à environ « 65 milles de marche du fort Duquesne ³⁵ ».

Le face à face fut aussi bref que radical : les deux hommes parlementèrent, semble-t-il, assez sèchement ; des coups de feu claquèrent ensuite du retranchement anglais ; un échange meurtrier s'ensuivit ; Jumonville et neuf de ses compagnons tombèrent au cours de la pétarade, raides morts. [38] Il n'en fallait pas plus pour allumer les passions et produire l'étincelle qui allait mettre le feu aux poudres ³⁶.

Du côté anglais, il s'agissait d'un incident malheureux typique de la frontière ; du côté français, on cria au guet-apens et à « l'assassinat », ce que l'histoire ne saurait trancher sans nuances. En moins de deux, les Français du fort Duquesne se donnèrent pour mission de « venger cet assassinat » de l'officier canadien. Une expédition punitive fut levée, puis placée sous les ordres de Louis Coulon de Villiers (le frère de J. C. de Jumonville), qui s'en remettait à la vengeance du ciel contre l'enfer. Les Indiens alliés furent appelés à la rescousse comme il était d'usage, et la troupe (composée de 500 hommes et de 11 Sauvages ³⁷) se mit en mouvement, le 28 juin.

De Villiers atteignit l'ennemi le 3 juillet, tout près du fort Nécessité où gîtaient environ 500 hommes. À forces égales en nombre, l'échange de coups de feu fut sans merci. Washington fut refoulé jusqu'au fort où,

³⁴ Pouchot , 2003 : 29

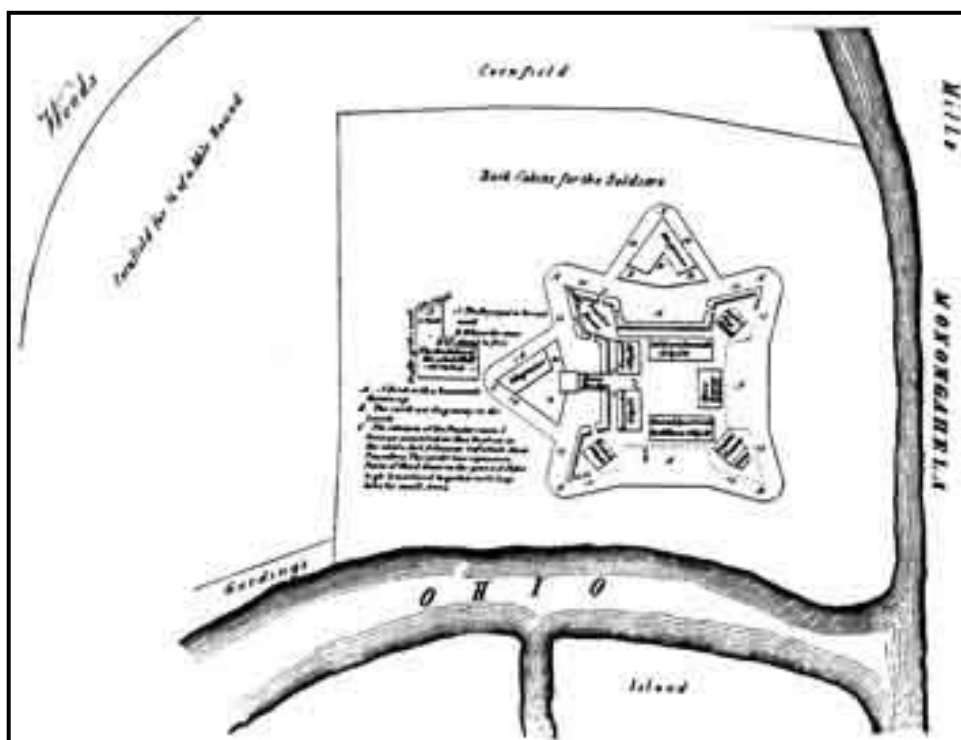
³⁵ Ibid.

³⁶ Pour bien saisir les enjeux historiques, évaluer les forces et les faiblesses des différentes écoles, lire absolument Marcel Trudel, « L'affaire Jumonville », 1952. Pour un bon suivi du parcours suivi par Braddock et pour un bon compte-rendu illustré des événements, lire également Chartrand et Walsh, *Monongahela 1754-55*, 2004.

³⁷ Pouchot (p. 29) parle de 300 hommes, un chiffre invraisemblable pour une telle expédition. Le chiffre proposé provient du « Journal de la campagne de M. de Villiers au fort Nécessité », dans *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 196.

au terme d'une beuverie à l'indienne à ce qu'il paraît ³⁸, il capitula honteusement à huit heures du soir ³⁹. Le 4 juillet, à la pointe du jour, le délai accordé par la capitulation était épuisé. Les Français prirent possession des lieux pendant que l'ennemi s'enfuyait sans ses drapeaux — Washington y abandonnant même son journal personnel dans lequel il avait consigné, avec de nombreux

[39]



Plan du fort Duquesne, en 1754
Par le capitaine Robert Stobo, du Virginia Régiment

³⁸ Lacoursière, Provencher, Vaugeois, 2000 : 130.

³⁹ « Capitulation du fort. Necessite », dans *Papiers Contreccœur*, 1952 : 202-205.

détails, l'épisode du 28 mai ⁴⁰. Le fort fut aussitôt démoli, les canons mis hors d'usage, et la cargaison de boisson détruite « pour obvier au desordre qui serait infailliblement arrivé ⁴¹ ».

Monongahéla — fort Duquesne — 1755

L'affaire Jumonville et la réplique de l'armée française eurent pour conséquence immédiate de durcir les positions de part et d'autre de la frontière. Cette finalité, à laquelle les esprits semblaient déjà préparés, précipita à son tour la construction du fort Duquesne, à moitié achevée lors des événements fatidiques. Contrecoeur commandait alors une garnison d'environ 1000 hommes ; il était assisté dans sa [40] tâche par six officiers : Dubuisson, de Bailleul, de Corbière, Le Sausaye, Raimbault la Môle, Godefroy ⁴².

Lors de l'arrivée de Dumas, le fort Duquesne n'est pas tout à fait terminé. Encore vulnérable, il n'en présente pas moins, déjà, une bonne pièce de résistance pour tout ennemi qui nourrirait dessein d'y planter drapeau. J.-C. B. s'y trouve justement dans le cours de l'année ; il le décrit en bois équarri muni d'un terre-plein de douze pieds du côté de terre :

Ce fort, [écrit-il], fut construit en bois équarri d'une épaisseur de douze pieds du côté de terre, l'épaisseur remplie de terre avec un fort parapet et trois bastions garnis chacun de quatre canons, avec un profond fossé en dehors, et un pont-levis au nord, qui est le côté haut de l'Ohio ; la partie du fort qui est du côté de l'eau à l'ouest, n'était qu'un corps d'arbres piqués en terre comme des pieux et une boulangerie du même côté. Dans l'intérieur était quatre corps de bâtiments séparés, savoir. Un à droite, en entrant par le pont-levis, est le logement du commandant, vis-à-vis à gauche est le corps de garde et la caserne ; dans le fond en face de l'entrée est le magasin de

⁴⁰ « Journal de Washington », dans *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 133-181.

⁴¹ « Journal de la campagne de M. de Villiers... », dans *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 196-202.

⁴² *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 124, 194.

vivres et marchandises et à côté du côté de l'eau est le logement des canonniers ⁴³.

Au printemps de l'année 1755, les travaux avancent rondement, mais rien n'est acquis. Le temps presse et il reste encore beaucoup à faire pour achever cette défense qui n'a pas encore tout son glacis et qui a pressant besoin d'une bonne poudrière. Moins enthousiaste que Duquesne, en ce qui a trait à la capacité du fort de résister face à un ennemi un tant soit peu déterminé, Bougainville, le futur aide de camp du général Montcalm, le décrira plutôt — au moment de la rédaction de son « Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France », en 1757 — comme peu respectable, incapable de contenir plus de 150 hommes de garnison, difficile à approvisionner, « insoutenable en un mot s'il était attaqué [41] dans l'état présent ⁴⁴ ». Et ce qui n'aide en rien sa capacité de résistance, conclut-il, les Sauvages qui y viennent sont les Loups, les Chouanons et les Iroquois, « des renégats de toutes les nations des Cinq-Nations ».

Avec Dumas arrivent le remplacement de la garde et celui d'une partie des officiers. Selon ce qui ressort de la correspondance de Duquesne ⁴⁵, le laisser-faire qui s'est installé dans le fort au cours des mois précédents en fait une proie potentielle et bien tentante pour l'ennemi qu'on croit déjà en campagne. Contrecoeur, à qui le haut commandement n'en reconnaît pas moins le mérite d'avoir mené rondement les travaux de construction, est informé qu'il devra céder, d'ici peu, son commandement au capitaine Liénard de Beaujeu (Daniel-Hyacinthe-Marie), alors âgé de 44 ans ; un âge relativement avancé pour la mission difficile qui l'attend. Comme Dumas, Beaujeu a eu l'occasion de faire ses classes d'officier, en Acadie, et d'y mitrailler l'ennemi anglais au terme d'une historique équipée (à Grand-Pré, le 11 février 1747). Il était commandant du fort Niagara depuis 1749, « un parque à vaches » peuplé de gredins et d'ivrognes, lorsque son ordre d'affectation au fort Duquesne lui a été dépêché ⁴⁶.

⁴³ J.-C. B., 1978 : 83.

⁴⁴ Bougainville, dans *RAPQ* (1923-1924) : 47-48.

⁴⁵ *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 275-278.

⁴⁶ Malcolm MacLeod, *DBC*, 1974, vol. III : 431-434.

Au printemps 1755, alors que Beaujeu prépare son barda pour rejoindre sa nouvelle affectation, des rumeurs de plus en plus tenaces veulent que les Anglais étudient depuis plusieurs mois un audacieux plan d'invasion du Canada, en attaquant sur trois fronts, voire quatre : l'Acadie, l'Ohio, le lac Champlain et le lac Ontario. Les préparatifs et la direction de l'opération par terre ont été confiés au général Edward [42] Braddock, un militaire d'expérience âgé de 60 ans, débarqué à Hampton, Virginie, en février.

Le vieil homme a le front haut ! Formé sur les grands champs de bataille d'Europe, il est d'un naturel arrogant —étroit d'esprit et indolent, dira Frégault. Du reste, Braddock ne connaît pas ce « pays » à conquérir, et n'a pas l'air de s'en inquiéter plus qu'il ne faut ; il méprise les Français et les Canadiens, ce qui est une erreur quand on a dessein de les soumettre ; et il ignore tout de la guerre d'escarmouche telle qu'on la pratique dans ces déserts où l'adresse, la vitesse et la mobilité des hommes font toute la différence entre la victoire et la défaite ⁴⁷, dans ces moments d'énervement où une hachette et un fusil placés dans des mains habiles peuvent faire plus de mal à l'ennemi qu'une pièce de canon embourbée dans la vase. Autre obstacle de taille : les colonies anglaises, jalouses de leur, à l'époque). La machine de guerre qu'il a construite avec le concours empressé de l'autonomie, refusent de l'assister dans sa campagne. Le Sud lui est même hostile ; seul le soutien de la Compagnie de l'Ohio lui est acquis.

Confiant dans son succès malgré tout, Braddock réussit à rassembler une force de frappe telle qu'on n'en a jamais vu dans ces montagnes qui s'imposent comme une puissante ligne de défense naturelle placée à l'avantage des troupes françaises, de la milice (canadienne et louisianaise) et des Sauvages alliés (le terme n'a rien de péjoratif Benjamin Franklin, est monstrueuse ⁴⁸ : comptons 2200 hommes ; une artillerie de siège munie de canons de marine détachés à la hâte d'un vaisseau de ligne (le Norwich) ; 600 chevaux ; et 200 chariots péniblement rassemblés : c'était « beaucoup plus qu'il n'en [fallait],

⁴⁷ Frégault, 1955 : 88, 137, 164

⁴⁸ Franklin, 1818, vol. 1 : 238-239.

remarquera après coup [43] un observateur français, pour faire Le siège des forts de ce pais ⁴⁹ ». Les faits confirmeront cette évaluation.

⁴⁹ APC, AG, 3405, n° 106 (cité dans *Frégault*, 1988 : 137)



George Washington n'était encore qu'un jeune officier lorsqu'il prit part à la bataille du 9 juillet 1755.

D'après un portrait de la Galerie de Versailles

[44]

Braddock quitte le fort Cumberland le 10 juin. Le 18, il n'est encore qu'à trois milles de son point de départ. L'équipée s'avère déjà douloureuse ; trop étroite pour un si lourd matériel, la piste doit être élargie au fil de la progression ; les hommes sont mal nourris ; la fièvre et la dysenterie font des ravages ; les chevaux n'en peuvent déjà plus ; bref, tout s'écroule avant que l'expédition n'ait perdu de vue le beau ciel bleu du fort Cumberland. Découvrant l'ampleur du défi qu'il s'est imposé, Braddock accepte finalement les bons conseils de Washington et abandonne sur place tout ce qui n'est pas jugé essentiel avant de reprendre la route. Le 8 juillet, la force d'invasion est à 6 lieues du fort Duquesne (environ 30 km), qui est toujours commandé par Contrecoeur malgré l'arrivée de Beaujeu ⁵⁰.

Comprenant que le fort Duquesne ne pourra soutenir un siège aussi puissant, informé du moindre mouvement de l'ennemi, Contrecoeur décide d'aller à sa rencontre avant qu'il ne puisse traverser le gué de la rivière Malanguelée. Il place Beaujeu à la tête d'un détachement de 891 hommes (dont 70 % d'indiens), avec Dumas et Ligneris comme seconds. Sûr de sa puissance, Braddock n'a pas pris soin de préserver ses arrières. Cet excès de confiance lui sera fatal. Au terme d'un combat qui n'aura pas duré cinq heures, les Anglais subissent la pire défaite de la guerre de Sept Ans. Deux grands décès pour endeuiller les deux camps : Braddock et Beaujeu ; et un héros que le sort a choisi sans avertir : Jean-Daniel Dumas qui, cela est le propre des héros, a su réagir adéquatement au moment critique et mener ses hommes à la victoire.

Après coup, tous les témoins, oculaires ou contemporains, vainqueurs ou vaincus, ajouteront à l'histoire leur propre récit ; les uns y laissant une trace de leur gloire éphémère, les [45] autres, de leur déveine qui l'est tout autant. Malgré le chaos des points de vue, tous les récits s'accordent cependant sur l'ampleur inégalée du massacre, sur la bonne fortune du capitaine Dumas, et sur le frisson que son impossible victoire aura semé jusqu'aux confins des colonies anglaises. Dans une lettre qu'il écrit le 24 juillet 1756 au fort Duquesne dont il a pris le commandement, Dumas ne cache pas sa frustration au ministre Machault, lui aussi un serviteur totalement dévoué à son roi. Contrarié

⁵⁰ *Papiers Contrecoeur*, 1952 : 266-267, 397-398.

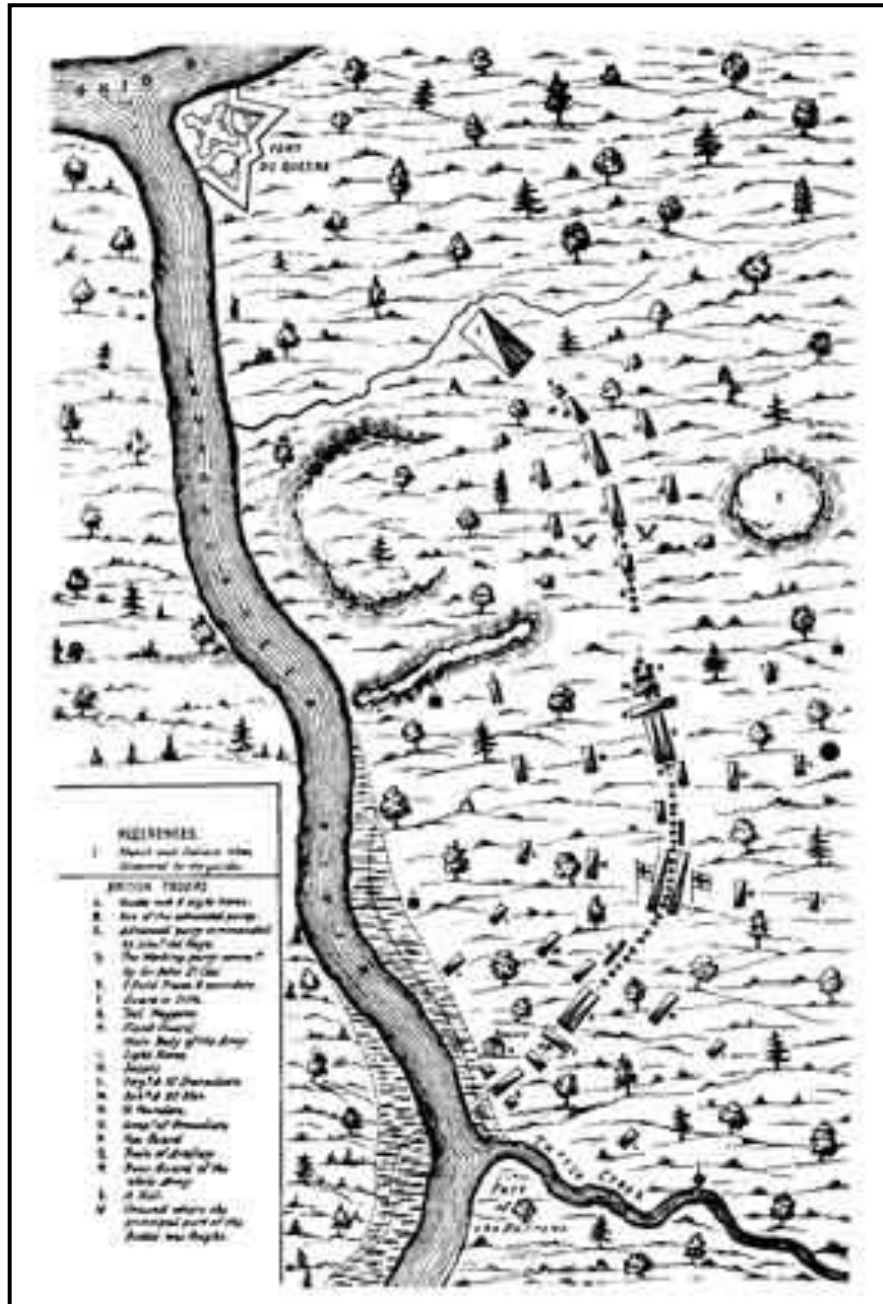
d'avoir dû quémander cette mission et davantage de ne pas avoir eu de récompense appropriée pour sa bravoure, un peu amer même (« la modestie est une vertu ruineuse en Canada », écrit-il), il raconte ainsi le choc de l'assaut décisif :



Le capitaine Daniel-Hyacinthe Lienhart de Beaujeu (1711-1755), tombe dès les premiers coups de feu dans l'échange du 9 juillet 1755. Il est de suite remplacé par Dumas.

Tiré de l'œuvre de H. R. Casgrain

[46]



Rivière Monongahéla et position approximative occupée par les forces en présence lors de la rencontre du 9 juillet 1755. Le grand rectangle # 1 marque la position des Français et de leurs alliés indiens, et les petits rectangles identifiés par des lettres, les positions anglaises.

[47]

Messieurs De Contrecœur et De Beaujeu étoient moins anciens capitaines que moy ; mais monsr Duquesne n avait jamais voulu me faire servir à mon rang, je demanday à marcher sous mes cadets plutôt que de rester dans une inaction honteuse pour un officier dans un tems de trouble.

Je fus donc employé en second dans ce poste sous monsr De Contrecœur ; et monsr De Beaujeu ayant été nommé pour le relever, je me trouvoy en troisième à son arrivée.

Quand nous opprimes que l'ennemi marchoit sur nous avec des forces très supérieures aux nôtres et un train d'artillerie formidable pour une place comme celle cy, ce fut ma seule représentation qui engagea monsr De Contrecœur à nous envoyer le combattre en chemin ; il n'y eut que monsr De Courtemanche qui s'étant trouvé présent avec beaucoup d'autres appuya ma remontrance, monsr De Beaujeu prit le dessus sa détermination par une espèce de délicatesse personnelle et pour éviter le reproche si faite de cette démarche le fort venoit à être pris comme inévitablement il devoit l'être.

Monsr De Beaujeu marcha donc et sous ses ordres monsr Desligneris et moy, il attaqua avec beaucoup d'audace, mais sans nulle disposition. Nôtre première décharge fut faite hors de portée ; l'ennemi fit la sienne de plus près ; et, dans ce premier instant du combat, cent miliciens qui faisoient la moitié de nos français lâchèrent honteusement le pied en criant sauve qui peut ; deux cadets qui depuis ont été faits officiers, et dont l'un enseigne en second de l'année dernière vient d'être fait enseigne en pied autorisèrent cette fuite par leur exemple.

Ce mouvement en arrière ayant encouragé l'ennemi il fit retentir ses cris de vive le Roy, et avança sur nous à grands pas. Son artillerie s'étant préparée pendant ce tems là commença à faire feu, ce qui épouvanta tellement les Sauvages que tout prit la fuite ; l'ennemi faisoit sa troisième décharge de mousqueterie quand monsr De Beaujeu fut tué.

Notre déroute se présenta à mes yeux sous le plus désagréable point de vû ; et pour n'être point chargé de la mauvaise manœuvre d'autrui, je ne songeay plus qu'a me faire tuer.

Ce fut alors, Monseigneur, qu'exitant de la voix et du geste le peu de soldats qui restoit, je m'avançay avec la contenance que donne le désespoir, mon peloton fit un feu si vif que l'ennemi en parut étonné ; il grossit insensiblement et les Sauvages voyant que mon attaque faisoit [48] cesser les cris de l'ennemi revinrent à moy. Dans ce moment, j'envoyay monsr le chevalier Le Borgne et monsr De Rocheblave dire aux officiers qui étoient à la tête des Sauvages, de prendre l'ennemi en flanc ; le canon qui batoit en tête donna faveur à mes ordres ; l'ennemi pris de tous côtés combatît avec la fermeté la plus opiniâtre.

Les rangs entiers tombent à la fois ; et le désordre s'étant mis par là dans cette colonne tout prit la fuite.

Le pillage fut horrible de la part des Français et des Sauvages. Les officiers blessés qui tous l'avoient été dans ce dernier choc restoient sans secours. J'envoyay Messieurs De Normanville et Saint-Simon ramasser les soldats ; tout revint. Messrs De Carqueville Lapérade, Le Borgne, Mommidy et Hertel furent enlevés, les deux premiers expirent en arrivant au fort : il ne me resta plus de monde pour faire enlever le corps de monseieur De Beaujeu, je le fis cacher dans un ravin un peu écarté du chemin ⁵¹.



« Guerrier iroquois scalpant un Blanc »

Gravure de Grasset Saint-Sauveur d'après Labrousse,
extraite de l'Encyclopédie des voyages, 1796

⁵¹ Lettre de Dumas au ministre Machault, 24 juillet 1756, dans F.-J. Audet, 1920 : 25-26.

[49]

Et puis ? Et puis ce fut la mêlée ! Une horrible mêlée comme il a été dit, suivie de la débandade des troupes anglaises, la victoire obtenue au corps à corps, grâce en partie au savoir-faire meurtrier des miliciens canadiens et des Indiens qui ne se firent pas prier pour prélever des chevelures. Après le massacre, Dumas, devenu, par défaut, maître du champ de bataille et conséquemment héros du jour, dépêcha un courrier à Contrecoeur pour demander du renfort avec des clous d'acier pour enclouer les canons. Il livra ses états d'âme, un an plus tard, dans sa fameuse lettre adressée au ministre.

Dans cette sortie qui tranche avec les courbettes courtoises courantes à l'époque, Dumas répliqua avec beaucoup d'aplomb à ceux qui lui reprochaient de ne pas avoir gardé la position si vaillamment gagnée. Pour justifier ce repli dans les heures ayant suivi le coup de feu, il plaida, à juste titre, la nécessité de regrouper ses troupes à un endroit précis afin d'obvier à toute contre-attaque potentielle. Et ce mouvement avait été loin d'être de tout repos, d'après son récit, puisque les Indiens, qui formaient le gros de sa troupe, étaient déjà partis dans leurs villages, alors que les autres « avoient passé la nuit à boire sur le champ de bataille », à compter leurs scalps, à se raconter les horreurs dont ils avaient été les auteurs, et à fabuler sur un prétendu retour de l'ennemi. La victoire de Dieskau, au sud du lac Saint-Sacrement, le 8 septembre suivant, et son cuisant revers trois jours plus tard, en voulant forcer leurs retranchements, lui donnaient raison.

Après avoir bien marqué ses abatis face à ses dénigreur, nullement impressionné d'avoir été fait chevalier de l'ordre de Saint-Louis ⁵², Dumas ne se priva pas du reste à rappeler au destinataire de sa lettre que sa victoire avait été « le salut d'une colonie entière » ; qu'il avait « réussi à mettre contre les [50] Anglais toutes les nations de cette partie qui étoient leurs plus fidèles alliés », dont les Loups, les Charakis, les Chicachias et les Chavanons ; et qu'il aurait aimé qu'on se souvienne, dans les grands salons de Versailles, du service rendu à la patrie ⁵³...

⁵² Fauteux, 1940 : 161.

⁵³ Audet, 1920 : 26-34.

Lac Ontario — Chouaguen — 1756

Si l'issue de la bataille du 9 juillet répandit effroi et déshonneur dans les colonies anglaises, la défaite humiliante de Braddock n'en eut pas moins l'énorme conséquence de raviver leur fureur et de les inviter à mettre de côté tout excès de confiance. Bien que les trompettes de la guerre n'avaient rien d'officiel en cet été de 1755, elles n'en sonnaient pas moins le départ d'une marche irréversible.

Trois semaines avant la bataille de la Monongahéla, sur le front acadien où rien de conséquent ne s'était encore passé, les Anglais s'étaient emparés — les 16 et 17 juin — des forts Beauséjour et Gaspereau et avaient entrepris de déporter les populations acadiennes réfractaires à leur tyrannie. Sur le front du lac Ontario, le marquis de Vaudreuil, fraîchement débarqué en remplacement de Duquesne, avait lancé une offensive vers l'ouest, en vue de prendre les forts Chouaguen (Oswego) qui menaçaient la sécurité des forts Frontenac et Niagara. Mais, ayant appris le mouvement des troupes anglaises au nord de l'Hudson, en direction de Dieskau, il décida de remettre le siège de Chouaguen et de rétrograder une partie de sa troupe vers le lac Champlain⁵⁴ où il entreprit, fin septembre, de consolider sa position avec l'érection du fort Carillon⁵⁵.

[51]

Ayant négligé la défense de la Nouvelle-France au point de la livrer à tous les périls, Louis XV avait finalement compris, mais trop tard, qu'il ne lui restait plus que la position défensive à adopter pour sauver ce qui pouvait l'être encore de ces « quelques arpents de neige » dans la perspective de la guerre à laquelle il ne pouvait plus se dérober. La collision était inévitable. Et ce jour arriva le 17 mai 1756, lorsque l'Angleterre, toujours soucieuse de laver le déshonneur infligé à Fontenoy (le 11 mai 1745), mais surtout consciente quelle ne pouvait plus compter sur l'effet de surprise en Amérique après une année de

⁵⁴ Casgrain, 1889, vol. 1 : 37-39.

⁵⁵ Vaudreuil à Machault, 25 septembre 1755, AC, F3, 14 : 157v. Voir également Casgrain, 1889, vol. 1 : 42. J.-C. B., 1978 : 105-106 ; Frégault, 1955 : 154

guerre larvée, ouvrit officiellement les hostilités avec son ennemie séculaire ; la France y répondra solennellement le 9 juin, par la publication d'une ordonnance royale ⁵⁶.

Rendue vulnérable par tant de négligence et un bilan financier désastreux, la France réagit à ce va-en-guerre par l'envoi des 2^{es} bataillons des régiments de La Sarre et de Royal-Roussillon. Cette nouvelle force vient donc s'ajouter aux soldats des Compagnies franches de la Marine (environ 5000), aux quelques artilleurs répartis entre le Canada et file Royale (environ 100), et aux troupes de terre déjà sur place depuis un an (évaluées à 3036 hommes) ; dont les 2^{es} régiments de La Reine, de Languedoc, de Guyenne, de Béarn, de Bourgogne et d'Artois ⁵⁷.

[52]

Pour remplacer le baron Dieskau, fait prisonnier durant le combat du lac Saint-Sacrement, la France place à la tête de son armée déployée en Amérique du Nord le marquis de Montcalm, qui agira à titre de maréchal de camp, de concert avec le gouverneur Vaudreuil, un fils de Québec (cette combinaison mal inspirée marquera le poids des divergences entre les deux hommes, elles-mêmes marquées par deux

⁵⁶ Photo APC, n° C 56309.

⁵⁷ Avec la Louisiane (2000 soldats), Pile Royale (1200), le Canada (1500) et les officiers qui les dirigent (environ 300), les effectifs militaires de la Nouvelle-France sont d'environ 5000 militaires de tous rangs, en 1754, avant le déclenchement des hostilités; et les forces britanniques ne disposent que de 2300 soldats et officiers. En 1758, au tournant de la guerre, le rapport de force changera du tout au tout: alors que l'Acadie et le Canada ne compteront plus, pour leur défense, que 7000 soldats français, les forces régulières britanniques disposeront pour leur part de 23 000 hommes en Amérique du Nord. Bien qu'incomplète, puisqu'elle ne tient pas compte des soldats morts pour une raison ou pour une autre, des blessés, des malades et des déserteurs, cette évaluation (René Chartrand, 1995, vol. 2 : 15-18, 28) évoque, à notre avis, le bilan le plus représentatif des forces officielles en présence. Cet état des forces en présence n'est cependant pas constant, et évolue au fil de la guerre. En 1759, à la veille de la grande offensive anglaise, Bougainville (*RAPQ*, 1923-1924 : 31) réduit la puissance militaire de la France en Acadie et au Canada à tout au plus 10 600 hommes (dont 3400 soldats réguliers répartis dans ses 8 bataillons, 1200 soldats des troupes de la Marine, et un maximum de 6000 miliciens) ; et celle de l'ennemi, à quelque 63 000 hommes (dont « 23 000 de troupes de la vieille Angleterre »).

échelles de valeurs, Tune métropolitaine et aristocratique, l'autre canadienne sinon républicaine). Et elle adjoint à ce panthéon militaire d'abord un brigadier, le chevalier François-Gaston de Lévis ; un commandant en troisième, le chevalier François Charles de Bourlamaque, promu colonel pour la circonstance ; un aide de camp, Louis-Antoine de Bougainville ; et un chef des ingénieurs, Jean-Nicolas Desandrouins ⁵⁸

[53]



Le marquis de Montcalm (1712-1759)

Passant de Versailles à Brest où il appareille le 27 mars, le marquis arrive à Québec le 12 mai, suivi du chevalier de Lévis le dernier jour du mois. Pour bien faire sentir leur présence, Montcalm et ses aides de camp conviennent de marcher sans tarder en direction des forts Carillon et Frontenac : dans le premier cas, ce sera pour consolider la

⁵⁸ Bougainville, «Journal de l'expédition d'Amérique commencée en l'année 1756» RAPQ (1923-1924); 204. « Ordre du Roy, 11 mars 1756 », dans Nouvelle-France/Documents historiques...1893 : 93. Casgrain, 1895, vol. 7; 19. J.-C. B, 1978 :108.

fortification déjà en construction, raffermir les alliances avec les Canadiens et les Indiens, et en imposer à l'ennemi ⁵⁹ ; dans le second cas, pour préparer le siège de Chouaguen (Oswego), toujours considéré comme une menace directe et permanente pesant lourdement sur la région.

[54]

La prise d'Oswego est, à première vue, une entreprise serties d'audace, presque téméraire s'il faut en croire tous les mémoires qui en feront l'éloge après coup. Le complexe est établi de part et d'autre de l'embouchure de la rivière Chouaguen ou des Onontagués : il comprend les forts Ontario (rive est), Oswego et George (rive ouest), et il est défendu par un contingent de 1600 soldats commandés par le colonel Mercer.

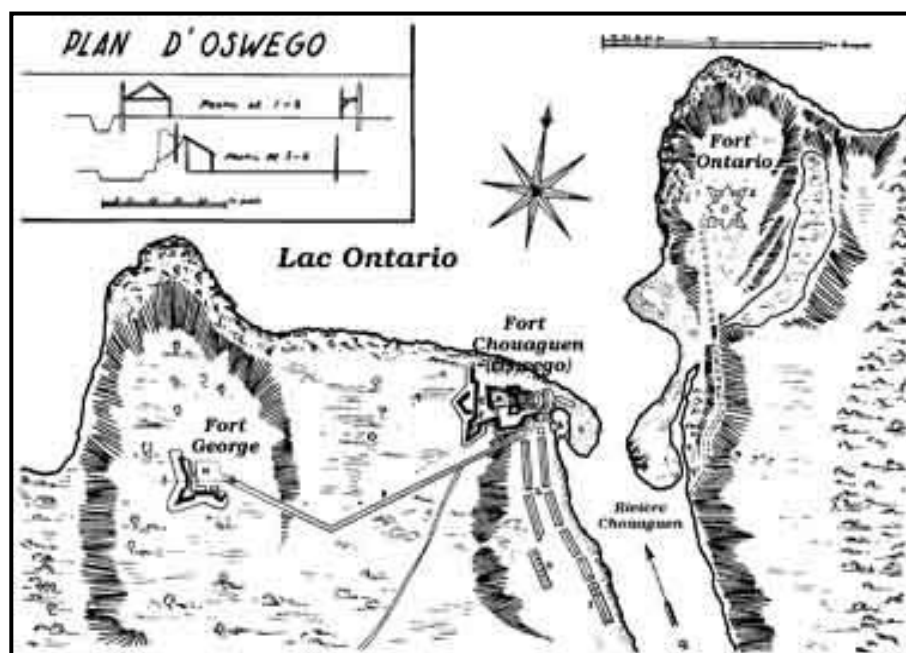
De prime abord difficile et « d'un aspect piteux » (dixit Guillaume de Palmoye : 166), cette mission est néanmoins jugée d'une impérieuse nécessité par le haut commandement militaire français. Contre toute attente, elle se conclut en seulement quatre jours de combat féroce, toutefois honoré par la chance. La victoire française ne fait aucun doute : le 11 août, début du siège du fort Ontario ; le 12 au matin, la capture des messagers anglais fait comprendre à Montcalm sa position de force et le désarroi psychologique de son adversaire ; le 13, copieusement canonnés, les occupants du fort Ontario se replient de l'autre côté de la rivière, dans les forts Oswego et George ; le 14 au matin, Montcalm pilonne tant qu'il peut le fort George. Il s'embourbe, mais il a le boutefeu heureux lorsqu'un boulet touche Mercer au corps et sonne la déroute anglaise. À 10 heures du matin de cette funeste journée, Littlehales, le remplaçant de Mercer, hisse le drapeau blanc et signe la capitulation, deux heures plus tard, pour éviter de tomber entre les mains des Indiens ⁶⁰.

Les Anglais ont perdu leur chef, la place fortifiée, environ 120 pièces d'artillerie diverses, des bateaux bien armés, quantité de poudre qui ne va pas sans les fusils et les munitions. En plus de cette perte sèche particulièrement lourde à laquelle s'ajoutent les survivants des quelque 1600 soldats utilisés par [55] la suite comme monnaie

⁵⁹ Pouchot, 2003 : 52.

⁶⁰ *Journal du Marquis de Montcalm*, Casgrain, 1895, vol. 7 : 97-110.

d'échange, l'Amérique britannique, blessée dans son orgueil, voit s'affaiblir sa présence au cœur même de l'Iroquoisie. Pour elle, l'hiver prenant se présente comme une belle occasion de se ressaisir avant de se remettre en marche ⁶¹. Conscient du peu de temps dont il dispose, Montcalm fait brûler de suite les trois forts ; la rivière Chouaguen est « barrée et embarrassée ⁶² ». Sitôt la présence française consolidée autour du lac Ontario, le marquis retourne sur ses pas pour renforcer la défense du lac Champlain et prêter main-forte à Lévis, qui s'est attribué le mérite d'avoir fait diversion « sur les frontières de la Nouvelle Yorck » pendant que l'autre décapitait Chouaguen ⁶³.



Plan des forts de Chouaguen, à l'embouchure de la rivière Chouaguen, en 1756 Archives Publiques du Canada

⁶¹ « État des effets trouvés à Chouaguen », dans *Journal du Marquis de Montcalm*, *op. cit.* : 102-107.

⁶² *Journal du Marquis de Montcalm*, *op. cit.* : 129.

⁶³ *Lettres du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 2 : 108-109.

[56]

Ici, un homme, un protégé de Montcalm, entre dans l'histoire de la Conquête pour la marquer à sa façon : c'est l'ingénieur Pierre Pouchot, capitaine du régiment de Béarn, à qui Montcalm vient d'accorder le commandement du fort Niagara (« au grand mécontentement des officiers de la colonie et peut-être de l'intendant ⁶⁴ »), depuis toujours la chasse gardée des officiers des troupes de la Marine. À ce dernier venu incombe alors la tâche de mettre ce fort en état de se défendre, d'y construire des bâtiments civils et des magasins, d'assurer la circulation des marchandises et de tisser des liens commerciaux avec les Indiens (Loups, Iroquois et autres alliés naturels des Anglais) « pour qu'ils n'aient pas regret à la prise de Chouaguen où les Anglois leur vendoient des marchandises ⁶⁵ ».

Le bénéficiaire de cette nomination, qui en mécontente plus d'un sur le coup, prouvera toutefois qu'elle a été bien inspirée. Ainsi, écrit peu après Bougainville en prenant soin d'y mettre cependant des sous-entendus qui en disent long sur les susceptibilités des uns à l'encontre des autres ; ainsi, argue-t-il donc, « le Sieur Pouchot, quoique Français, paraît avoir gagné l'affection des Sauvages qui lui ont donné le nom de Gategayogen, c'est-à-dire le milieu des bonnes affaires ⁶⁶ » « Quoique Français » ! voilà qui trahit, en effet, l'émergence d'une tension entre l'aristocratie métropolitaine et l'aristocratie coloniale, entre gouverneur et intendant, une tension que le protocole et la tradition courtoise ne peuvent plus masquer...

⁶⁴ Pouchot, 2003 : 52.

⁶⁵ Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.*, : 122.

⁶⁶ « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924 : 253.

[57]

Lac Saint-Sacrement — fort George — 1757

Réapparaît, d'autre part, en ce début d'automne 1756, une ombre tapie dans une gloire qui ne lui suffit pas, celle de Jean-Daniel Dumas, à sa demande relevé de son commandement du fort Duquesne, au profit de M. de Ligneris ⁶⁷. Le temps presse ! Le 11 novembre, une note envoyée du fort Duquesne confirme qu'il se trouve toujours à cet endroit ⁶⁸ ; le 27 au soir, il débarque à Montréal avec ses officiers, après avoir survécu au naufrage de son bateau sur le lac Ontario ⁶⁹ ; et le 13 décembre ⁷⁰, le voilà marqué présent aux côtés du gouverneur Vaudreuil qui poursuit de plus belle ses échanges de colliers de porcelaine avec les ambassadeurs des Cinq-Nations (14 en tout pour cette seule journée ⁷¹).

Dans ce lancinant ballet de rencontres diplomatiques, qui occupe Vaudreuil (et Dumas) tout le mois de décembre, se joue la défense du lac Champlain, le front dont on anticipe le réveil avec celui du prochain printemps. À la mi-février 1757, le corps expéditionnaire est fin prêt pour accomplir sa mission : c'est-à-dire marcher sur le fort George (William-Henry), au sud du lac Saint-Sacrement (lac George), l'assiéger, puis s'en emparer si possible. Le succès de cette mission — où s'opposent les façons de voir de Vaudreuil et de Montcalm — est jugé, selon le gouverneur, capital pour la protection de Montréal.

C'est du reste lui, le gouverneur, qui distribue les rôles, selon ses préférences et affinités, sans demander à Montcalm

⁶⁷ Pouchot, 2003 : 52.

⁶⁸ Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.* : 119.

⁶⁹ *Ibid.* : 134.

⁷⁰ Audet, 1920 : 83-84.

⁷¹ Lettres du chevalier de Lévis, *op. cit.*, : 131.

[58]



François-Gaston de Lévis (1719-1787), second de Montcalm.
Il est le fer de lance de l'armée française en Amérique.

[59]

son avis. Le détachement, qui compte 1500 hommes (dont 250 soldats du Royal-Roussillon ⁷², 272 soldats des troupes de la Marine, 33 miliciens et 300 Indiens), est placé sous les ordres de monsieur de Rigaud — son frère — à qui il donne le titre de colonel commandant. Aux côtés de ce dernier, nommons Paul-Joseph Le Moyne, chevalier de Longueuil, lieutenant du roi, qui y participe en qualité de lieutenant-colonel ; et Jean-Daniel Dumas, capitaine des troupes coloniales et ci-

⁷² Bougainville (*RAPQ*, 1923-1924 : 250) compte plutôt 300 soldats des troupes de terre (dont 50 grenadiers), et 896 hommes appartenant aux troupes de la colonie (dont 272 soldats des troupes de la Marine, 33 miliciens, 2 officiers de la Marine, 1 de milice, 1 cadet et 2 sergents).

devant héros de la Monongahéla, nommé major pour la circonstance, une promotion qu'il attendait d'ailleurs avec une fébrile impatience.

Malgré la réticence de Montcalm à voir autant de vivres investi dans une « pareille expédition ⁷³ », ce choix imposé par son duplicata colonial se défend fort bien en vertu de l'histoire. Car, dans ce petit salon de hauts officiers, tous ont su montrer leur courage dans des combats précédents ; tous se sont illustrés dans des faits d'armes divers ; tous savent comment négocier avec les Indiens ; et, exception faite de Dumas qui est né en France, ce sont des fils du « pays » (Vaudreuil, Rigaud, Longueuil). Ce qui n'est pas sans mettre en évidence, encore une fois, le chauvinisme marquant les heurts de l'aristocratie militaire de l'époque, la dissension déjà palpable entre le gouverneur de la Nouvelle-France (Vaudreuil), le général métropolitain désigné par le roi (Montcalm) et l'intendant (Bigot).

Parti du fort Saint-Jean dans la troisième semaine de février, le détachement de Rigaud arrive le 17 mars en vue du fort George, après une halte au fort Carillon. Les difficultés [60] auxquelles font face ces troupes sont chroniques en ce pays. Elles illustrent la panoplie des embûches semées sur le parcours de l'armée française dans cette guerre. Parlons d'abord du printemps, qui laisse toujours la terre délavée en cette contrée, et du mauvais réseau de communications terrestres qui, l'un dans l'autre, nuisent aux déplacements d'une telle cohorte ; parlons aussi du manque de cohésion sinon d'harmonie entre les différents corps militaires (troupes de terre, troupes de la Marine, milice, Indiens) ; et parlons encore de la rareté des vivres, du manque de munitions, de la diversité des équipements, et de la vétusté des armes des miliciens, alors qu'il a fallu, encore une fois, procéder à la réparation de la plupart d'entre elles ⁷⁴.

Dumas est de l'équipée. Le 17 au soir, la petite armée Spartiote qu'il accompagne dresse son campement sur la glace du lac George, à une lieue et demie du fort, tout feu éteint pour ne pas attirer l'attention des sentinelles anglaises. Le lendemain matin, à la barre du jour, Poulhariez, Mercier, Savournin, Raymond et lui sont envoyés en

⁷³ « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 234, 250-251. *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 155-160.

⁷⁴ *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 174.

reconnaissance « sous l'escorte de cinquante sauvages et cinquante Canadiens, commandés par MM. De Langy, l'ainé, Longueuil, fils, et Pontleroy ⁷⁵ ». Le signal de l'attaque est donné sur les onze heures du soir. Mais au deuxième retour des éclaireurs, sur les conseils de Dumas et de Le Mercier, le haut commandement convient de l'impossibilité de soumettre une garnison si bien retranchée et décide plutôt de faire le vide autour du fort. Sous un feu nourri, on n'en brûle pas moins tout ce qui peut l'être à l'extérieur de la place. Et le 23 mars, l'armée franco-canado-indienne se retire après avoir réduit en cendres 300 bateaux, 4 barques, 2 hangars remplis de matériel de [61] campagne, 1 hôpital, 2 entrepôts de vivres, 1 moulin et 1 pâté de maisons déployées au pied du fort ⁷⁶.

Compte tenu de la rudesse des échanges de tirs et des dommages ainsi causés à l'ennemi, les pertes humaines sont insignifiantes : le régiment du Languedoc déplore deux morts et un blessé, le Royal-Roussillon, un blessé. Pour Rigaud, mission accomplie. Pour Vaudreuil, qui ne se dit pas moins satisfait, c'est un sursis inespéré que gagne la colonie. Pour Montcalm, dont les plans sont plus à la résistance qu'à l'offensive, ce succès est loin d'être aussi évident. Selon lui, c'est la preuve que 600 à 800 soldats « eussent rempli les mêmes objets avec plus de gloire, occasionné moins de dépenses et moins de consommation dans les vivres ». Malgré tout ce qui a été investi, dit encore le marquis, les Français ne contrôlent toujours pas la navigation du lac Saint-Sacrement et, dans ce contexte, les Anglais vont plutôt déduire qu'une poignée de ses soldats a pu résister avec force courage à une véritable armée pour réduire les ressources de l'ennemi qui n'en a déjà pas de trop ⁷⁷.

L'affaire ne pouvant en rester là entre les deux hommes, il est décidé de reprendre sans tarder la direction du fort George et de le faire tomber coûte que coûte. Pour mener à bien cette mission qui exige la coordination du gouverneur et du général, Dumas est nommé aide-

⁷⁵ *Ibid.* : 176.

⁷⁶ « Relation de la Campagne sur le Lac St Sacrement en Canada pendant l'hyver 1757 », AC, F3, 15 : 25-28v. « Autre relation de l'expédition sur le fort George - Février et mars 1757 », dans Casgrain, 1895, vol. 11 : 77-86. Voir également Frégault, 1955 : 214.

⁷⁷ Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.* : 178-179.

major des troupes de la colonie, une promotion qui n'est pas sans risque ⁷⁸. En fonction des attentes, la tâche dont ce dernier est investi est effectivement [62] des plus périlleuses. De lui dépend la réussite ou l'échec de la prochaine campagne. Le temps presse !

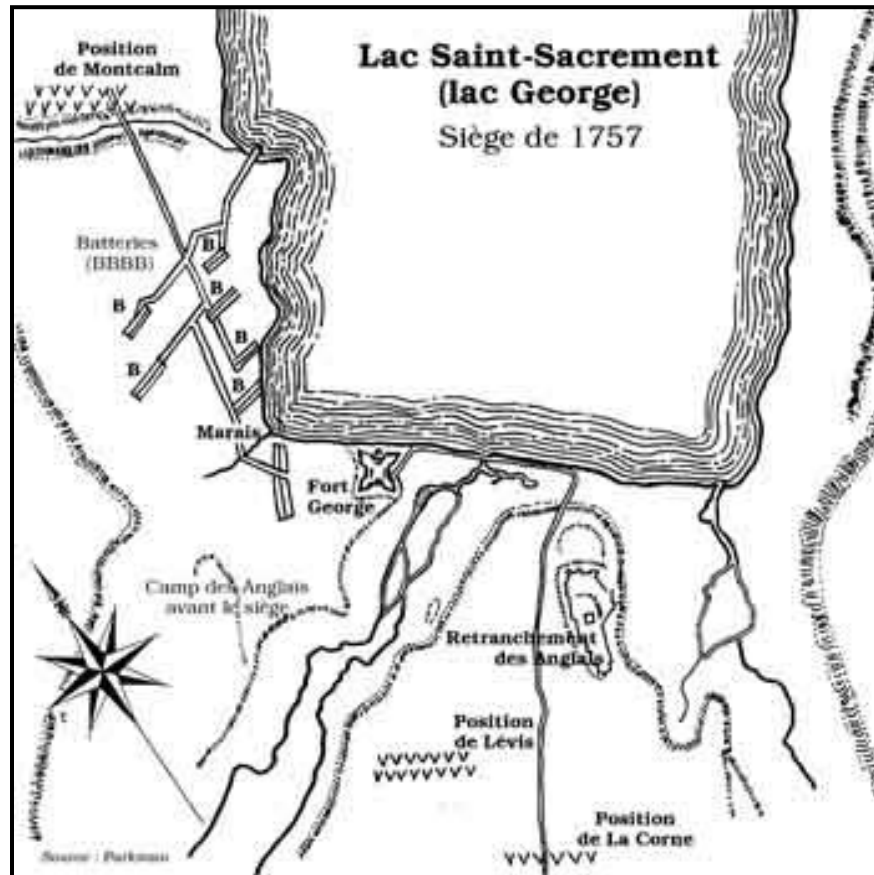
Pendant qu'on travaille jour et nuit à faire passer les bateaux par le portage du lac Saint-Sacrement en prévision de l'attaque, il lui faut mettre de l'ordre dans les milices, les former en brigades comme on le fait dans l'armée française, et leur attacher des officiers ; c'est-à-dire éliminer l'indiscipline qui les caractérise pour renforcer ce maillon faible de l'armée française en Amérique. Et il lui faut, de surcroît, constituer un bataillon de 500 à 600 soldats des troupes de la Marine pour qu'il soit capable d'évoluer sur le terrain avec les troupes de terre, ce qui, encore là, n'est pas gagné d'avance, puisque les deux corps militaires n'éprouvent pas une grande sympathie l'un pour l'autre ⁷⁹.

Cette fois-ci, le gouverneur Vaudreuil a décidé de mettre le paquet. Rien n'est négligé pour soumettre les occupants du fort George défendu par un lourd contingent de 2400 hommes. Ce n'est donc plus d'un simple détachement dont il est question, mais d'une véritable armée forte de 8019 hommes placés directement sous le commandement de Montcalm, déjà en poste sous les remparts de Carillon. Parmi eux se trouvent 2946 miliciens canadiens répartis en 6 brigades et 1 corps de volontaires ; 2570 soldats des troupes régulières puisés à même les 6 régiments affectés à la colonie ; 1799 Indiens, dont plusieurs désertent sous différents prétextes et après avoir été équipés ; 524 soldats de la Marine, les protégés de Dumas ; et 180 canonniers. Montcalm compte sur Lévis, Vaudreuil, Boullamaque, Bougainville et le chevalier de Montreuil pour mener à bien sa mission. Lévis ouvre la marche le 30 juillet au matin, avec un détachement de 2970 hommes, alors que

⁷⁸ Rapport concernant les Archives canadiennes pour l'année 1905, vol. 1, 6e part. : 235.

⁷⁹ *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 236. « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 275.

[63]



Lac-Saint-Sacrement (lac George) Siège de 1757

Russel Bouchard

le surlendemain (1^{er} août) Montcalm engage le reste de son armée par voie d'eau ⁸⁰.

Aucun doute sur l'issue du combat. La puissance de feu de l'armée française est écrasante. Le siège débute le 4 et, le 9, à l'aube du sixième jour d'un échange musclé de coups de feu, les tambours anglais battent la chamade. Munro, comprenant qu'il ne pourra être secouru à temps,

⁸⁰ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 88. *Journal du Marquis de Montcalm*, op. cit. : 268-269. Lancôt, 1969, 3 : 205. « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 291-305.

fait hisser le [64] drapeau blanc et demande, par la voix du lieutenant-colonel Young, à capituler sous certaines conditions. À 11 heures du matin, Bougainville prend possession du fort. Le nombre des pertes en hommes témoigne de la puissance du siège : selon les estimations les plus fiables, les Anglais comptent une centaine de morts et environ 120 blessés ; les Français déplorent 17 morts, 40 blessés, dont 1 officier. Et la prise de guerre a de quoi réjouir bien des munitionnaires et tous les concussionnaires du Canada : 43 pièces d'artillerie, dont 23 canons, 2522 boulets, 545 bombes, 1400 livres de balles, 6 caisses d'artifices et 1 de grenades ; 35 835 livres de poudre ; 1237 livres de lard anglais et 1737 quarts de farine ⁸¹. De quoi remplir, en effet, toutes les poires à poudre du Saint-Laurent si on les y invite (les concussionnaires), de quoi rassasier bien des bouches avides grouillant autour du palais de l'intendant et en mettre plein les poches de Bigot qui ne se fera d'ailleurs pas prier pour s'y tremper les mains jusqu'au coude.

Une ombre au tableau. Malgré la promesse expresse de Montcalm d'assurer la sécurité des prisonniers et de les escorter hors du fort avec les honneurs de la guerre, les Indiens, à l'issue d'une victoire bien arrosée, ont passé outre aux directives. Le poids du nombre aidant, avec la pire des fureurs, casse-tête à la main, ils se sont rués sur les malades et les blessés pour faire leur moisson de scalps, bien décidés à venger leurs morts et à récolter leur part du butin. À la déception d'avoir perdu leur position la plus avancée au nord de l'Hudson, s'ajoute ainsi, pour les Anglais, l'indignation d'un odieux massacre qu'ils monteront en épingle et dont ils imputeront la faute à Montcalm malgré tous ses efforts pour y mettre fin à défaut d'avoir su l'éviter. Comme Chouaguen, le fort George n'en sera pas moins rasé ⁸².

⁸¹ *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit. : 293-298.* « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 305-306.

⁸² *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit. : 264-293.* Journal des campagnes du chevalier de Lévis, Casgrain, 1889, vol. 1 : 81 -103.

[65]

L'année du revirement — Carillon — 1758

Si Montcalm et Lévis peuvent s'enorgueillir à juste titre d'une telle victoire, celle-ci ajoute également de l'éclat à la réputation du maître d'armes qui a su si bien préparer les troupes coloniales et coordonner leurs mouvements avec ceux de l'armée de terre. Dumas étant, à ce titre, le premier concerné, une pluie d'éloges s'abat sur sa tête. Appuyé par Vaudreuil, Lévis tient d'ailleurs conseil à cet effet et prend personnellement la responsabilité de le recommander par écrit au ministre de la Marine.

L'apostille est aussi généreuse qu'élogieuse. À la prise du fort George, écrit Lévis au ministre Moras, deux mois plus tard, « il a fait fonction de major et a eu le détail de toutes les milices qui ont été mises pour la première fois par brigades ⁸³ ». Il en a fait l'arrangement, se plaît à répéter Lévis. Il y a mis beaucoup de peine et de travail, et c'est grâce à lui si les milices, qui « jusqu'alors ne connoissoient pas l'ordre et la discipline, ont servi comme les troupes réglées ⁸⁴ ». Puisque cette manière de faire nouvelle a largement démontré son efficacité au cours de cette dernière campagne, il faut donc continuer dans cette veine et accorder en permanence à Dumas ce statut particulier qui a si bien servi la France.

Ayant servi en France, il connoit mieux qu'un autre l'ordre et la police qui est absolument nécessaire parmi les gens de guerre. C'est un officier de distinction, qui a toutes les qualités qu'on peut désirer. J'ose vous [66] assurer qu'il est très capable de se bien acquitter de tous les emplois dont vous voudrez bien le charger, je ne puis vous en rendre d'assez bons témoignages. M. le marquis de Vaudreuil ne vous laissera pas ignorer ce

⁸³ Ce sont les brigades de La Corne (411 hommes), de Vassan (445), de Saint-Ours (461), de Repentigny (432), de Courtemanche (473), de Gaspé (424), et les volontaires de Villiers (300) auxquels il faut ajouter le bataillon de la Marine (524), pour un total de 3470 hommes. Voir *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 268-269.

⁸⁴ Lévis à Moras, 10 octobre 1757, dans *Lettres du chevalier de Lévis...*, Casgrain, 1889, vol. 2 : 173-174.

qu'il mérite, et ce qu'il pense sur son compte. Ses services doivent d'ailleurs vous être connus assez, puisque c'est lui qui commandoit à l'affaire de la Belle-Rivière à la défaite du général Bradock ; c'est cette heureuse journée qui a mis le Canada à l'abri des premières incursions des Anglois. Je ne sais quelle grâce vous demandera M. le marquis de Vaudreuil pour M. Dumas ; toutes celles que vous voudrez bien lui accorder seront bien placées. En mon particulier, je serois bien flatté si la recommandation que j'ai l'honneur de vous en faire et les témoignages que je me crois obligé de vous rendre de ses services de la campagne dernière, pouvoient les lui procurer ; je vous en aurois une grande obligation ⁸⁵.

Si Dumas avait été déçu du peu de reconnaissance qu'on lui avait témoigné pour sa victoire de la Belle-Rivière, comprenons qu'il avait su tirer profit de la leçon. Ayant gagné la première manche de la guerre, la France n'était pas sans savoir que le pire restait à venir et que l'attribution des titres lui coûtait peu. Elle devait s'attendre à subir les foudres de l'Angleterre, plus disposée que jamais à vaincre cette poignée de Français et de Canadiens mal nourris, mal armés, mal approvisionnés, et elle devait se préparer en conséquence en usant au mieux des acquis de la dernière campagne et en prenant soin d'attribuer les promotions militaires sur l'unique base du mérite.

Bien qu'ils aient eu la faveur des armes à la Belle-Rivière, au lac Ontario et au lac Saint-Sacrement et qu'ils en soient repartis avec de bons butins qui auraient dû rendre de meilleurs services à la colonie canadienne s'ils n'étaient tombés entre les mains des concussionnaires ; bien qu'ils aient eu une telle supériorité, la famine ravage la colonie laurentienne, la dernière récolte n'a pas donné ce qu'elle aurait dû donner, [67] et la métropole tarde à envoyer les secours que réclame la Nouvelle-France pendant que Bigot s'en met plein l'escarcelle avec le dernier butin rapporté du fort George. La société canadienne est épuisée ; son administration, corrompue jusqu'à la moelle ; son gouverneur, trop pusillanime pour mettre fin aux abus perpétrés par la clique de l'intendant : « Les concussionnaires seuls ne se lassent pas, écrit Bougainville. Le péril du Canada qui devient celui de l'État ne change rien à leur système ⁸⁶. » Et ce qui n'arrange en rien la précarité

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Casgrain, 1891, vol. 2, p. 12

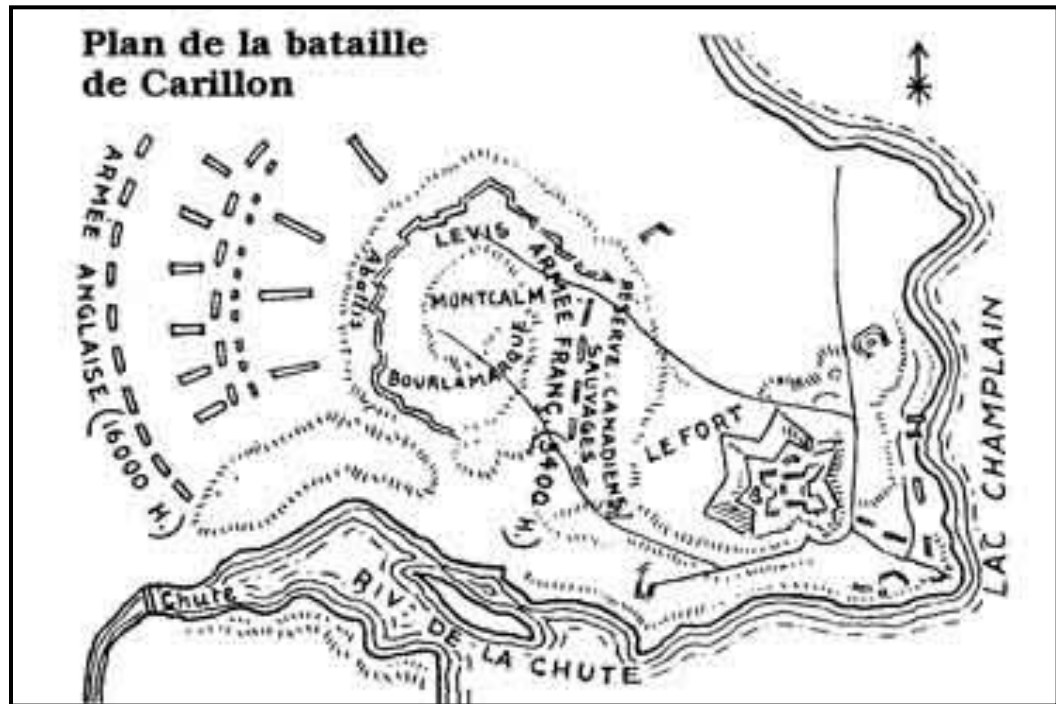
du moment, les dissensions entre Vaudreuil et Montcalm ont pris de telles proportions que le fait est maintenant connu de l'ennemi.

C'est donc dans ce contexte dégradé, au printemps de 1758, que les Anglais fourbissent leurs armes en vue d'une invasion massive du Canada. Celle-ci viendra par trois fronts : le Saint-Laurent, le lac Champlain et le lac Ontario via l'Ohio où il faudra bien, un jour ou l'autre, laver l'honneur de Braddock. La machine de guerre anglaise levée sans ménagement pour y arriver est irrépessible. Et les affrontements localisés de l'année en cours témoignent, chacun à sa façon, de l'extrême faiblesse de la défense française qui ne pourra pas tenir encore longtemps contre une force aussi bien organisée, un ennemi aussi déterminé : Louisbourg tombe comme il se doit, le 26 juillet ; Carillon, malgré l'héroïque victoire remportée par Montcalm au cours de l'historique affrontement du 8 juillet, est détruit par ses occupants le 27 suivant (l'armée anglaise aurait perdu cette épique bataille un peu par la faute d'Abercromby, dira Frégault ⁸⁷) ; Frontenac tombe au petit matin du 27 août ⁸⁸, emportant avec lui la maîtrise du lac Ontario ; puis, juste avant que ne tombe la première neige en ce lieu, tombe le fort [68] Duquesne, brûlé par de Ligneris qui déménage sa troupe en catastrophe au fort Machault, plutôt que de devoir supporter le déshonneur d'une reddition ⁸⁹.

⁸⁷ Frégault, 1955 : 305.

⁸⁸ « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 362-363.

⁸⁹ De Ligneris abandonne le site du fort Duquesne plus exactement le 23 novembre après l'avoir fait brûler, et les Anglais prennent possession de ses cendres le 25 suivant. Dans le Journal de Montcalm (qui n'est pas autographe), il est question du 26 novembre, mais cette date ne converge pas avec le calendrier réel des événements (à ce moment précis, Bougainville, l'un des rédacteurs présumés du journal, voguait alors toutes voiles devant vers la France et avait dû passer la plume à un autre, plus ou moins crédible). Voir Journal des campagnes du chevalier de Lévis, Casgrain, 1889, vol. 1 : 164, 174 ; Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.* : 493 ; Pouchot, 2003 : 80.



Tiré de l'œuvre des Frères des Écoles Chrétiennes

À la prise des glaces, la Nouvelle-France s'est rétrécie comme une peau de chagrin. Hormis la partie nord-est du lac Érié, elle ne se limite plus qu'à la vallée du Saint-Laurent où se presse d'ailleurs la flotte anglaise du général Wolfe qui a hâte d'en découdre avec « cette meute infernale [de] Canadiens⁹⁰ ». [69] La défaite d'Abercromby, à Carillon, a eu à tout le moins le mérite de sauver Montréal d'une attaque avant l'hiver. Mais ce n'est que partie remise. Les mieux informés voient même comme un « miracle » le fait que la colonie laurentienne ne soit pas encore tombée⁹¹. Pour tenir tête à l'ennemi, qui s'est retiré avec l'arrivée des premières glaces, il ne lui reste plus que Beauport, Québec, Saint-Frédéric, Montréal, Machault, Rivière-aux-Bœufs, la Presqu'île, Niagara et Détroit, ce qui est trop peu pour résister à une telle puissance de feu. L'hiver canadien s'offre ainsi comme le dernier allié d'une guerre qui n'en reste pas moins à finir.

⁹⁰ Wolfe à Amherst, 8 août 1758, APC, Amherst Papers, liasse 8, cité dans Frégault, 1955 : 303.

⁹¹ « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 345.

« Quel pays ! Quel voyage ⁹² ! » dira Bougainville dans la relation de son naufrage survenu au-dessous des Écureuils, quelques jours avant son départ pour Versailles (le 12 novembre), où il doit rendre compte de l'état précaire de la colonie au tout nouveau ministre de la Marine (Berryer, qui vient d'hériter de cet abîme), et où il sera en mesure de vérifier sur place toute la « nullité » de ce roi qui a confié ses prérogatives et sa toute-puissance à sa marquise ⁹³.

Dans cette année de revers où les habitudes les plus ancrées se bousculent pour parer au plus pressé, il est du reste difficile de suivre Dumas à la trace, officiellement promu major général des troupes de la Marine ⁹⁴, ce qui le classe parmi les « officiers principaux de la colonie ⁹⁵ ». Son nom circule peu dans les documents. On sait seulement que les Indiens et les habitants des environs de Détroit le réclament [70] « par colliers » de porcelaine interposés pour prendre la tête de cette bourgade — par trop commerciale — qui craint le retour de Céloron de Blainville (1693-1759), un officier de Montréal disgracié sous La Jonquière et Duquesne pour avoir abusé de ses privilèges lorsqu'il en était le chef (de 1750 à 1754) ⁹⁶. Cette requête officielle est au reste loin de plaire aux traiteurs canadiens qui verraient d'un très mauvais œil la nomination d'un Français à la tête de cette chasse gardée où on leur a si bien appris à se passer l'assiette au beurre entre eux ⁹⁷. « Grand malheur pour ce pays, déplore encore Bougainville dans le silence de son journal intime ; il périra victime de ses préjugés, de sa confiance aveugle, de la stupidité ou de la friponnerie de ses chefs ⁹⁸. » C'est là, hélas, tout le drame de ce peuple !...

Grâce à ses brillants états de service, à la confiance que lui accordent les Indiens et à l'efficacité dont il fait preuve pour négocier avec eux, le nom de Dumas est devenu, au fil des ans, une référence là où on

⁹² Casgrain, 1891, vol. 2 : 9.

⁹³ Frégault, 1948 : 253-254.

⁹⁴ Bougainville à Montcalm, 18 mars 1858, dans *Lettres de la cour de Versailles*, Casgrain, 1890, vol. 3 : 114.

⁹⁵ Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.* : 470.

⁹⁶ Lejeune, 1931, vol. 1 : 332-333.

⁹⁷ Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.* : 369.

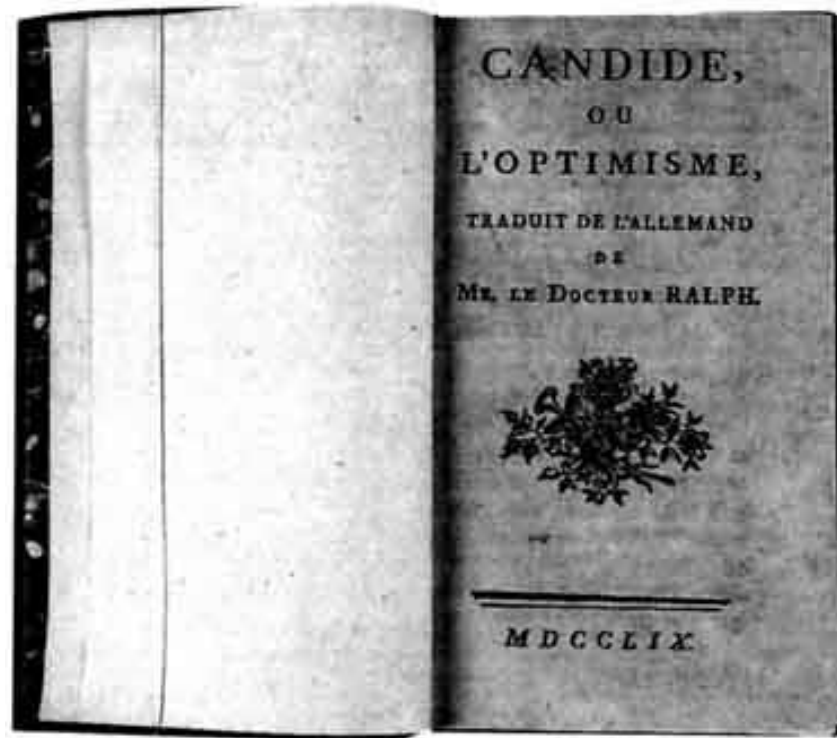
⁹⁸ « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 349.

prend les plus grandes décisions. À Montcalm, qui lui demande son avis sur la défense du fort Duquesne et qui met en doute la capacité de son successeur (M. de Ligneris) de traiter avec les Indiens, Dumas, avec une dignité et une humilité auxquelles on est bien peu habitué dans ce milieu qui cultive la mesquinerie et la jactance, lui répond que ce poste ne pourra que déshonorer l'officier chargé de le défendre ⁹⁹.

Voilà l'expression d'une générosité qui ne peut que servir la réputation et la mémoire du répondeur. Voilà aussi, en quelque sorte, une manière prudente de dire aux défenseurs de la colonie (entendons les métropolitains) que ce fort, comme bien [71] d'autres, a été édifié en fonction de critères locaux pour « se battre à la manière des sauvages ¹⁰⁰ », et qu'il n'a donc, pour ceci et pour cela, aucune chance de résister à une attaque menée à l'européenne. La chronique du 29 juillet 1758 tirée du journal de Bougainville, si elle ne dévoile qu'une facette du problème, n'en fait pas moins reluire la marge sans cesse grandissante du fossé culturel séparant l'esprit français d'alors de l'esprit du pays. Le jugement est d'une prétention métropolitaine, voltairien, si l'on peut dire ! À lui seul, il traduit à la fois l'état d'esprit des mentalités qui s'affrontent au sein de la colonie, et la vulnérabilité du système de défense terrestre au regard des prochains déploiements. L'année 1758 ! C'est justement celle où Voltaire barbouille les premières phrases de *Candide* !...

⁹⁹ . Doreil à de Crémiller, 28 juillet 1758. Cité dans Audet, 1920 : 91-92.

¹⁰⁰ .J.-C. B., 1978 : 105.



Candide ou l'optimisme, est l'une des œuvres les plus achevées de Voltaire. Le roman initial (qui sera ensuite revu, corrigé, augmenté par son auteur) a été rédigé plus exactement en 1758. Sorti des presses des Cramer en janvier 1759, une année décisive de la guerre de la Conquête, il fut de suite mis à l'index par le régime pour la critique musclée qu'il faisait alors des auteurs de cette tuerie, pour l'inutilité du Canada qu'il préférait aux Antilles et pour le regard qu'il jetait sur les misères du monde.

[72]

Bougainville note donc :

Certaines gens parlent beaucoup de retourner sur la natte ¹⁰¹. Jamais encore avant 1755 on n'avait fait la guerre en Canada. Jamais on n'avait campé.

Partir de Montréal avec un détachement, s'en aller à travers le bois, faire quelques chevelures, revenir à toutes jambes quand on avait frappé, voilà ce qu'on appelait guerre, campagne, succès, victoire. On assembla ...un corps de ... et l'objet de cette armée était de détruire les Renards.

C'est la première et la seule campagne de Mis De Vaudreuil. C'est où il s'est formé dans l'art difficile de Mars. Le succès fut brillant et instructif. On prit un vieillard qu'on mit au poteau et qui, suivant ce que j'ai souvent entendu raconter au gouverneur général, faisait de fort plaisantes figures pendant qu'on le brûlait. Le Mis de V. en riait encore de souvenir.

La guerre les Chicacas pour laquelle des détachements partis de Montréal, du Détroit, des Illinois, de la Nlle-Orléans, se réunirent sur le Mississipi, qui a coûté plus de deux millions au Roi et duré un an, se termina à un chemin commencé pour conduire de l'artillerie devant les villages ennemis entourés de palissades, à 2 ou 3 prisonniers et quelques colliers.

Maintenant la guerre s'établit ici sur le pied européen. Des projets de campagne, des armées, de l'artillerie, des sièges, des batailles. Il ne s'agit plus ici défaire coup, mais de conquérir ou d'être conquis. Quelle révolution ! Quel changement ! On croirait que les gens de ce pays, étonnés de la nouveauté de ces objets, demanderaient quelque tems pour y accoutumer leurs yeux, quelque tems ensuite pour réfléchir sur ce qu'ils auraient vu, quelque tems encore pour effacer leurs premières idées, devenues idées fausses, dangereuses, préjugés de l'enfance, enfin beaucoup de tems pour apprendre des principes, tirer des conjectures, se mettre à l'école de l'expérience. Au contraire, bourgeois, financiers, marchands, officiers, évêques, curés, jésuites, tout cela projette, disserte, parle, reparle, prononce sur la guerre. Tout est Turenne ou Folard.

[73]

Grand malheur pour ce pays ; il périra victime de ses préjugés, de sa confiance aveugle, de la stupidité ou de la friponnerie de ses chefs.

Cet oracle est plus sûr que celui de Calchas ¹⁰².

¹⁰¹ Sur la natte : coucher à la belle étoile

¹⁰² « Journal de l'expédition d'Amérique... », dans *RAPQ* (1923-1924) : 349.

Sault-Montmorency — 31 juillet 1759

La mission de Bougainville en France, malgré tout le zèle que cet impressionnant personnage déploya (27 mémoires déposés), n'apporta pas les fruits escomptés. Lorsqu'il revint à Québec (le 10 mai 1759), son succès était plus façade que réalité et fut loin de convaincre Vaudreuil qui se disait déjà prêt, même avant son départ, à hisser le drapeau blanc ¹⁰³. La France n'enverrait pas le moindre vaisseau de guerre en Nouvelle-France. Son aide ne se limiterait qu'à l'envoi de 300 recrues pour retarder les échéances. Advienne que pourra ! semblait-on penser. Les Canadiens — hommes, femmes, enfants, vieillards — allaient devoir combattre bec et ongles jusqu'au dernier avec ce qui leur restait de moyens... ou changer de maître. Sans que les mots fussent clairement prononcés, le roi et sa marquise avaient donc décidé d'abandonner la colonie laurentienne aux caprices de l'histoire et aux insultes de l'ennemi. Le sort de la Nouvelle-France était scellé...

S'il n'avait pu obtenir les fonds nécessaires pour soutenir l'effort de guerre des Canadiens, Bougainville avait cependant dans ses papiers des ordres modifiant les rapports d'autorité au sommet de l'aristocratie coloniale. Pour éliminer toutes sources de conflits entre le gouverneur Vaudreuil et Montcalm, le roi, par la plume du ministre Berryer, accordait ainsi le grade de lieutenant-général à ce dernier avec les [74] appointements appropriés ¹⁰⁴, et il faisait du gouverneur canadien et de cet intendant qui n'avait que l'argent pour patrie ses subordonnés ¹⁰⁵. Bourlamaque et de Sénezergues (un Français) obtinrent le grade de brigadier ; Bougainville, celui de colonel de l'infanterie ; et un dernier

¹⁰³ Vaudreuil au ministre de la Marine, 2 septembre 1758, dans *RAPQ* (1923-1924) : 1-4.

¹⁰⁴ Berryer à Montcalm, 16 février 1759, dans *Lettres de la cour de Versailles*, Casgrain, 1890, vol. 3 : 170-171

¹⁰⁵ Berryer à Vaudreuil et Bigot, 16 février 1759, AC, série B, 109 : 385.

venu, Charles-François Pichon de Querdisien Tremais, débarquait discrètement pour vérifier les comptes de Bigot ¹⁰⁶.

Dans la somme de ses mémoires déposés à la cour de France, Bougainville avait également un bon mot pour Jean-Daniel Dumas qu'il entendait protéger des brigues coloniales, un phénomène loin de s'atténuer à l'approche du danger. Au roi, il demandait donc d'approuver personnellement son titre de « major général, inspecteur des troupes » accordé l'année précédente, voire même de l'élever au rang de lieutenant du roi « afin d'éviter toute discussion de commandement de la part des majors et capitaines de Grenadiers » ¹⁰⁷. Pour ce que cela coûtait au Trésor royal, cette dernière requête fut accordée de ce pas, et Versailles s'empressa d'aviser Vaudreuil de son effet immédiat ¹⁰⁸. Par ce jeu de chaises musicales orchestré à la faveur des officiers français, la métropole récupérait toutes prérogatives militaires au Canada. Craignant une invasion par la route de Carillon (lac Champlain), ayant toujours l'espoir de voir arriver des secours de France par le fleuve, la défense de Québec avait donc été relâchée pendant l'hiver 1758-1759 [75] au profit de l'amont. L'arrivée de Bougainville allait briser cette conviction.

Montcalm quitte Montréal pour Québec où il arrive le 22 mai, et entreprend donc de faire tout ce qui peut l'être pour soutenir le siège et résister à l'envahisseur. Vaudreuil et Lévis le rejoignent une semaine plus tard. Le temps presse. À la mi-juin, le général Wolfe, qui n'a pas desserré les dents contre les Canadiens pendant tout l'hiver, a déjà écumé le fleuve jusqu'à l'île aux Coudres. Sa progression est comme une marche funèbre. Les voiles gonflées jour après jour par un odieux vent d'est inhabituel en cette saison, il soumet village par village. Baïonnette au canon, il ravage les campagnes en répandant partout la terreur, et brûle tout ce qui représente un nid potentiel de résistance.

¹⁰⁶ .Le Roy au marquis de Montcalm, 10 février 1759, dans *Nouvelle-France. Documents historiques...*, 1893 : 97. Voir également Frégault, 1948 : 254-259.

¹⁰⁷ « Remplacement d'officiers de guerre, 6 janvier 1759 », dans *RAPQ* (1923-1924) : 34.

¹⁰⁸ Président du Conseil de Marine à Vaudreuil, 20 janvier 1759, dans *Rapport concernant les Archives canadiennes pour l'année 1905*, vol. 1, 6^e part. : 279. Une copie de l'intégrale de la lettre a été publiée dans Audet, 1920 : 97-98.

Qu'on lui laisse seulement la chance d'opérer comme il l'entend et, d'ici peu, les Canadiens subiront le sort des Acadiens. L'envahisseur est arrivé aux portes de la cité.

L'armada anglaise est sous les ordres du vice-amiral Charles Saunders. Une fois rassemblée devant Québec et dans ses environs, elle devrait compter, selon les premières estimations, 22 vaisseaux de guerre, une trentaine de frégates ou galiotes à bombes, au moins 100 bâtiments de transport et une force de 15 000 à 20 000 hommes ¹⁰⁹. Avec quatre frégates, des cajeux et quelques brûlots, ces « épithètes ¹¹⁰ ! » sortis des [76] glaces du printemps pour résister à une telle puissance de feu, Montcalm comprend qu'il n'a pas le choix des moyens.

Le général doit impérativement concentrer ses forces (13 718 hommes lorsqu'on regroupe toutes les armées) autour de Québec, qui jouit d'une défense naturelle exceptionnelle. Il lui faut aussi, le temps presse, monter un camp volant pour refouler l'ennemi dès qu'il se présentera de part et d'autre. Et il doit tâcher de mettre à la raison Vaudreuil qui résiste à son commandement en dépit des ordres venus des plus hauts sommets. Obstinement « attaché à ses postes et à ses brillantes chimères de reconquérir le fort Duquesne », ajoutant foi à la rumeur selon laquelle l'ennemi se prépare à attaquer par les lacs Champlain et Ontario, le gouverneur refuse de parler à ses miliciens qu'il a abandonnés aux exhortations du zélé père Beausset, « jésuite, qui les tournoit à la manière de celles qu'on fait aux gens qu'on veut pendre ». C'est du reste Dumas, par la confiance que lui accordent les Canadiens, et à titre de major et d'inspecteur des troupes de la colonie, qui réussira à « raccommo-der le tout ¹¹¹ ».

¹⁰⁹ Encore une fois, les historiens qui ont devisé sur la question, donnent des chiffres qui convergent plus ou moins bien. Lanctot (1966, vol 3 : 230-231) qui juge la question à partir de sources anglaises, établit cette force à 49 vaisseaux de guerre garnis de 2000 pièces d'artillerie et portant 13 750 hommes d'équipage ; et elle convoie 193 transports chargés de 11 333 soldats réguliers et miliciens placés sous les ordres du général Wolfe ; pour un total de 25 083 homes.

¹¹⁰ Journal du Marquis de Montcalm, op. cit. : 561.

¹¹¹ *Ibid.* : 547-551. « Les mémoires du chevalier de La Pause », dans *RAPQ* (1932-1933) : 374-375

Pour « diminuer les perplexités de M. de Vaudreuil ¹¹² » et le contraindre à suivre le plan de guerre qu'il a ébauché, Montcalm n'a plus le choix des moyens. Le 22 juin, quatre jours avant que les gens de ville ne voient apparaître les premiers bâtiments anglais, il réunit un conseil de guerre en catastrophe où siègent, à ses côtés, Lévis, Bigot, de Montreuil, de Ramezay, de Bernetz, de Pontleroy, Le Mercier et Dumas. Le conseil parle d'une seule voix. Le gouverneur n'a plus qu'à obtempérer. C'est décidé, voté, approuvé : Lévis occupera le Sault-Montmorency ; Montcalm, le centre, en aval de [77] Québec, à Beauport ; Vaudreuil, l'amont, peu importe ce qu'il en pense ; Pouchot restera « à Niagara, tranquille dans son fort ¹¹³ » (qui n'en tombera pas moins aux mains de l'ennemi le 25 juillet) ; et Dumas prendra la tête d'un camp volant. À Bourlamaque, Montcalm confie encore la frontière du lac Champlain, et à Bougainville il attribue le commandement du corps d'observation au-dessus de Québec ¹¹⁴. *Aléa jacta est !...*

Le 12 juillet, Dumas est appelé à agir du côté de la Pointe-Lévy pour tâcher de réduire au silence les batteries ennemies qui s'y sont installées et qui menacent le secteur. Son détachement est des plus hétérogènes ; il compte 150 soldats, 300 Canadiens du camp de Beauport, un bon nombre de miliciens et une troupe de volontaires (joyeusement baptisée Royal-Syntaxe !) formée de 30 élèves puisés à même les dortoirs du Séminaire de Québec. Histoire d'éprouver la défense française dans ce secteur, les ennemis vérifient les gués de la rivière Montmorency, harcèlent, font quelques mouvements, tirent quelques coups de feu sans conséquence grave, perdent quelques soldats, ce qui est bien peu quand on ne fait pas partie des victimes ¹¹⁵.

Pour Dumas, cette incursion prendra une tournure dramatique. Alors qu'il a divisé sa troupe en deux colonnes, l'une d'elles a le malheur de s'égarer dans les bois. Désorientée, elle rebrousse chemin, se retrouve face à des ombres qu'elle prend pour l'ennemi, mais qui ne sont que celles des séminaristes. On panique, on échange des coups de feu, c'est

¹¹² Journal du Marquis de Montcalm, op. cit. : 552

¹¹³ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 186, 191-192.

¹¹⁴ *Ibid.* : 180-181.

¹¹⁵ *Ibid.* : 183. *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 571-573. Pouchot, 2003 : 128-129. Doughty, 1901, vol. 2 : 100-101. Lejeune, 1931, vol. 1 : 552.

le sauve-qui-peut général vers les chaloupes, pour [78] finalement constater qu'on s'est mutuellement tirés dessus. Dumas, malgré toute son expérience et toute son énergie, n'a rien pu faire. Piteux de sa mésaventure, il ramène son détachement à Québec, et rend compte de sa mésaventure qui en dit long sur la nervosité prévalant dans le camp français à la veille de l'affrontement final ¹¹⁶.

Pendant les jours suivants, alors que l'ennemi installe ses puissantes batteries à l'est du Sault-Montmorency (le général Wolfe), à la Pointe-Lévy (le général Monckton) et sur l'île d'Orléans (le major Hardy), Dumas fait la navette, avec son équipe volante, de part et d'autre de Québec pour colmater les brèches sitôt percées. S'il n'est pas partout, il est là où sa présence est requise, là où le danger prend une tragique tournure. Tantôt il court à la Pointe-Lévy, fait le coup de feu, puis saute à l'Anse-des-Mères (les 19 et 20 juillet) pour tenter de déloger quatre navires anglais qui y ont jeté l'ancre et qui menacent la fluidité des communications ¹¹⁷. Tantôt il se rue avec sa troupe à la Pointe-aux-Trembles (le 21 juillet) pour faire fuir l'ennemi qui a tenté une autre percée de ce côté ¹¹⁸ : « La nuit qui suivit ce jour-là, raconte un témoin anonyme, fut remarquable par la quantité de bombes que l'ennemi tira à la plus grande portée [sur Québec], en sorte que quelques-unes passèrent le rempart de la place : sur l'avis sans doute, qu'ils avaient eu, que toutes les milices étaient retirées dans ces extrémités, et campées tout le long du rempart au-dedans de la place ¹¹⁹. »

[79]

Un peu plus tard, le 26 juillet, Dumas s'affaire à dresser une batterie à l'embouchure de la rivière Jacques-Cartier pour renforcer cette position des plus vulnérables, en attendant d'être remplacé par Bougainville, début août ¹²⁰. Il est d'ailleurs occupé à cette corvée

¹¹⁶ Audet, 1920 : 100-102.

¹¹⁷ *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 578. Guerre du Canada / Relations et journaux de différentes expéditions, Casgrain, 1895, vol. 11, p. 186.

¹¹⁸ *Ibid.* 580 La Pointe-aux-Trembles, aujourd'hui Neuville, secteur de la rivière Jacques-Cartier, à quelque 30 km en amont de Québec.

¹¹⁹ Viger, *Le siège de Québec en 1759*, MAC, 1972 : 87-88.

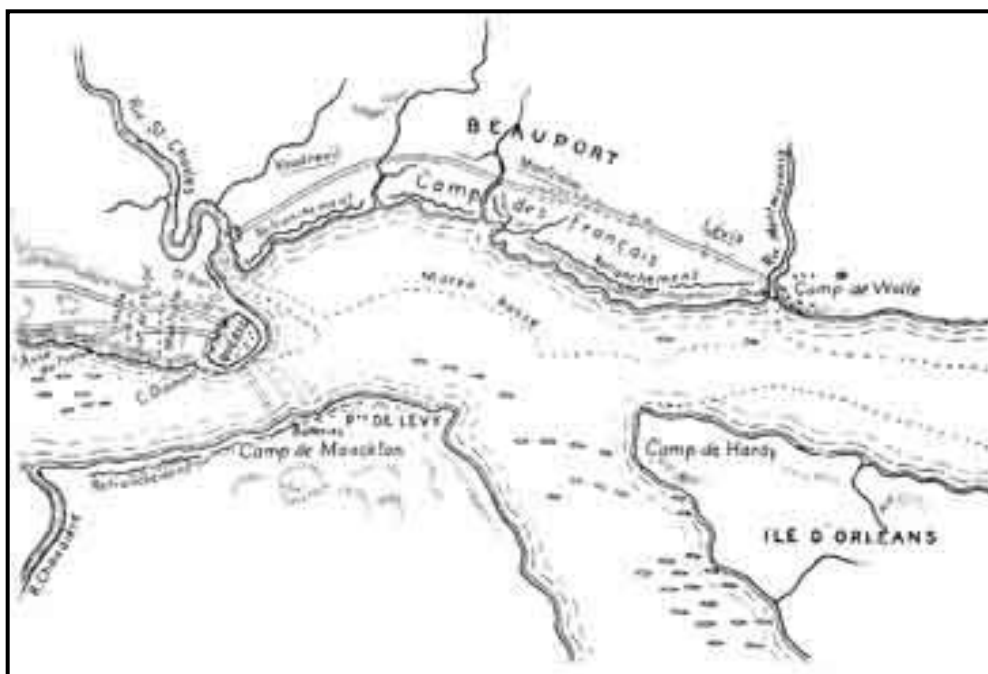
¹²⁰ « M. Jean-Félix Récher, curé de Québec, et son journal (1757-1760), dans *BRH*, vol. 9, n° 12, décembre 1903 : 356. « Les mémoires du chevalier de La Pause », *ibid.* : 377.

cruciale, le matin du 31 juillet, lorsqu'un vaisseau anglais de 64 canons, le Centurion, et 2 vaisseaux à fond plat ouvrent le feu sur les redoutes du Sault- Montmorency pour couvrir une tentative de débarquement vigoureusement repoussée par Lévis et sa troupe composite qui les mettent en charpie aux cris retentissants de « Vive le Roi ! » ¹²¹. Voici comment le chevalier de Lévis raconte les ultimes moments de cette dernière victoire française qui n'en sonne pas moins le début du siège de Québec :

La petite flotte des berges fit différents mouvements jusque vers les cinq heures du soir, où ils dirigèrent leur route dans le chenal pour venir débarquer à environ six heures du soir entre les deux navires échoués. Le camp du Saut s'étoit acheminé à marée basse pour passer le gué et pour, en côtoyant Veau, aller joindre ladite colonne sans être à la portée du fusil de nos retranchements. Dès que les premiers eurent débarqué, ils se mirent en mouvement pour attaquer la redoute qui étoit en bas de l'escarpement des retranchements sur la grève, qui fut abandonnée par ordre. Nous étions sur une hauteur à une portée de fusil, où nous bordions un mauvais retranchement. M. le chevalier de Lévis voyant que les ennemis se déterminoient à ne faire qu'une attaque, fit avancer le bataillon de Royal-Roussillon et celui de Guyenne, qu'il doubla, derrière cette partie, pour la soutenir. Le feu de l'artillerie, qui avoit été très considérable depuis midi dans l'espérance de nous chasser de nos retranchements, redoubla de plus fort. Dès qu'ils furent maîtres de la redoute, ils marchèrent en colonne vers la hauteur ; mais, à leur approche le feu de notre mousqueterie fut si vif qu'ils plièrent ; et, dans le même instant, il survint un orage furieux qui nous les déroba et nous cacha leurs mouvements. Mais, après qu'il fût dissipé, nous les aperçûmes [80] *derrière leurs navires où ils embarquoient leurs blessés dans les berges et toutes les troupes qui purent y contenir. Le reste se retira avec la colonne du Saut par la même route quelle étoit venue, et ils mirent le feu aux deux bâtiments échoués. Leur perte fut d'environ douze cents hommes morts, tués, blessés ou prisonniers, et la notre de vingt à trente soldats et quelques officiers blessés* ¹²².

¹²¹ *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 584-585. *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 184-189. Parkman, 1908 :37-41. Doughty, 1901, vol. 2 : 133-155.

¹²² *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 187-188.



Siège de Québec par les Anglais, en 1759
Tiré de l'œuvre des Frères des Ecoles Chrétiennes

Plaines d'Abraham — 13 septembre 1759

Le 13 septembre 1759, à minuit passé de la dernière nuit du dernier jour, Dumas, qui fait le guet en amont de la ville fortifiée, dépêche un courrier pour avertir Montcalm que des bruits importants ont été entendus sur la berge, non loin de Québec ¹²³. L'écho de la nuit portée par le vent ? Allez donc savoir ! À l'Anse-au-Foulon ? Difficile à dire, puisque l'ennemi est attendu du côté de Beauport où est vissé le marquis, et [81] qu'il est impensable de le voir débarquer au pied du cap. Un peu avant l'aube, quelques coups de fusil tirés au-dessus de Québec font également penser que le convoi de vivres attendu des Trois-Rivières a essuyé le feu des sentinelles ennemies. Mais encore là rien de probant. La fatigue et la faim réduisent les craintes et tiennent lieu de réalité. Qui dort dîne, dit le proverbe ; et on renvoie donc se coucher les soldats rompus de fatigue sans trop s'inquiéter des murmures de la nuit.

¹²³ Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.* : 610-611.

À la barre du jour, alors que tout paraît tranquille sur le front de Beauport et qu'on a fait rentrer les troupes, un Canadien arrive à l'épouvante en criant que l'ennemi est en position sur les hauteurs d'Abraham. Le pauvre homme, dont on croit l'esprit dérangé par la peur, soutient que cet ennemi y est arrivé à la faveur de la nuit noire, qu'il fait preuve de la plus grande témérité, mais qu'il a eu la chance pour lui, et que l'affrontement est imminent. Montcalm a tort de ne pas prendre au sérieux ce messager de la dernière chance ; doublement tort de ne pas attendre Bougainville qui, de sa position à Cap-Rouge, pourrait prendre l'Anglais en tenaille pendant que lui, le général, le faucherait par-devant ¹²⁴ ; triplement tort de ne pas attendre les renforts de Vaudreuil, « croyant pouvoir vaincre tout seul ¹²⁵ ».

Sur les 10 heures du matin, alors que rien n'est encore joué pour les Français, Montcalm, sur son cheval noir, prend « malheureusement la résolution de marcher aux ennemis, malgré sa faiblesse et sa mauvaise position ¹²⁶ » ; il lève son épée, précipite l'attaque. Le heurt est foudroyant ; le résultat, décisif ! Les Français (4400 hommes environ, dont 2000 réguliers) font deux décharges à bout touchant, [82] les Anglais (4800 réguliers) répliquent par une seule, mais réussissent à désorganiser les Canadiens qui se retirent avec précipitation dans les bois environnants ¹²⁷. Dumas, à la tête de ses troupes coloniales et de

¹²⁴ « Relation du siège de Québec », dans Doughty, 1901, vol. 5 : 323.

¹²⁵ *Ibid.* : 322.

¹²⁶ La Pause, « Mémoire et réflexions politiques et militaires sur la guerre du Canada depuis 1746 jusqu'à 1760 », dans *RAPQ* (1933-1934) : 147-158.

¹²⁷ Pour le nombre de militaires anglais présents sur les plaines d'Abraham ce 13 septembre 1759, la plupart des sources l'évaluent à environ 4800. Pour le côté adverse, le nombre d'hommes en armes fluctue selon les sources : Knox dit qu'ils étaient à peu près 7520 ; Fraser, 5000 ; Townshend, 4470, milices comprises ; Bigot, 5500. Et l'estimation descend ainsi jusqu'à 3000 Français en armes, en fonction des sources. D'après Chartrand, une estimation que nous privilégions, les forces en présence auraient été alors de 4500 réguliers britanniques (1995, vol. 2 : 35), contre 4500 de toutes armées chez les Français (1995, vol. 2 : 35), voire 4400 (1999 : 86). Et Frégault, pour sa part (1955 : 346-347), partage le champ de bataille ainsi : quelque 4800 soldats anglais contre quelque 3500 Français de toutes armées. Pour creuser davantage la question, on peut consulter avec profit Parkman, 1908 : 84, 213-214 ; La Pause, dans *RAPQ* (1932-1933) : 378. Malchelosse, 1949 ; Bougainville et tous les autres...

ses miliciens, tient l'aile droite de l'armée française avec une détermination qui ne se dément toujours pas ; c'est lui, écrira Vaudreuil quelques jours plus tard, qui a assuré la retraite de Montcalm et des derniers piquets de l'armée, lui « qui étoit encore aux prises et qui avoit fait plier jusqu'à trois fois la gauche de l'ennemi ». ¹²⁸

Il n'aura fallu qu'un quart d'heure pour sceller le sort de la Nouvelle-France. Le dernier quart d'heure d'un parcours funeste pavé d'erreurs manifestes attribuables aux généraux des deux camps. Wolfe meurt... pénétré de sa gloire, le jour même en rendant son commandement — par défaut — à George Townshend ¹²⁹, qui aura à accompagner les fuyards [83] jusqu'aux portes de la ville ¹³⁰ ; et Montcalm, « blessé de deux coups de feu, dont un mortel ¹³¹ » reçu au bas-ventre, ira le rejoindre le jour suivant, après avoir abandonné ses prérogatives à Lévis qui, hélas pour sa propre gloire, a été détaché le 9 août sur le front montréalais.

Difficile d'établir exactement ce qu'aura coûté en vies et en souffrances humaines cette matinée. Mais des observateurs de la scène font monter les enchères jusqu'à 1200 hommes tués, blessés ou faits prisonniers chez les Français, et 1100 tués chez les Anglais ¹³². Garneau, le premier historien canadien français à risquer une évaluation, réduit ce bilan à quelque chose de plus raisonnable : environ 1000 pertes chez les Français (incluant les quelque 250 prisonniers), et un peu moins de 700 morts chez les Anglais ¹³³. Ces chiffres, encore

¹²⁸ Lettre du Marquis de Vaudreuil, 5 octobre 1759, citée dans Audet, 1920 : 103. Doughty, 1901, vol. 4 : 243.

¹²⁹ Dans la rencontre du 13 septembre, George Townshend commandait l'aile gauche de l'armée britannique. Il faisait donc directement face à Dumas. Wolfe blessé, le commandement devait, selon la hiérarchie militaire, tomber dans les mains de Monckton, lui aussi blessé au cours de l'affrontement. C'est ce qui permit à Townshend, qui ne s'y attendait pas, de prendre la tête de l'armée C.P. Stacey, « Townshend, Georges » dans DBC, vol. V, 1983 : 905-908. Voir également Parkman, 1908 : 90.

¹³⁰ Casgrain, 1889, vol 1 : 210

¹³¹ *Ibid.* : 209.

¹³² « Relation du siège de Québec », dans Doughty, 1901, vol. 5 : 323. Roy, 1930, vol. 2 : 349-352. Roy, 1930, vol. 2 : 369-370.

¹³³ Garneau, 1882, vol. 2 : 341.

une fois et comme il est loisible de le constater dans la multitude d'écrits qui s'y sont aventurés, sont loin de faire l'unanimité autant chez les observateurs que chez les historiens. Mais qu'importe ; il y a eu des morts, beaucoup de morts dont l'inhumation a incombé du reste aux vainqueurs ; il y a eu des blessés aussi, des centaines, ce qui n'est jamais bénin à l'époque ; et il y a eu beaucoup de prisonniers français, 342 selon Doughty ¹³⁴ .

La gloire n'est pas que le fruit d'un orgueil déterminé ; sous le spectre du sacrifice, elle est la plupart du temps l'issue d'un concours de circonstances enrobé d'un nuage de hasards. L'abnégation ne peut y être pour quelque chose [84] quand pèse aussi lourdement dans la balance le sacrifice de tant d'autres ! « Jamais situation plus favorable, jamais tant de fautes faites dans un même jour ¹³⁵ », juge, de tout son poids, le chevalier de La Pause, pour l'Histoire qui vient de s'écrire avec un grand « H ». Chacun, témoin actif ou témoin passif, nourrit l'histoire de ses propres uchronies. Pour Dumas, déjà auréolé par les événements et fidèle inconditionnel de Montcalm, le succès des Anglais s'explique tout autrement : il est « le fruit de trois mois d'inaction apparente, mais d'une observation journalière et continue pour bien pénétrer sans crainte de s'y méprendre, le fort et le faible de notre position. Le télescope fut contre nous l'arme la plus meurtrière ¹³⁶. » Pour d'autres, Montcalm a commis la pire des erreurs en se séparant de Lévis — le fer de lance de l'armée française en Amérique — afin de soutenir la frontière de Montréal ¹³⁷ ; un jugement que s'empressera de rejeter aussitôt Lévis, en homme d'honneur ¹³⁸. Quoi qu'il en soit, les Anglais tiennent enfin leur revanche sur la défaite de Fontenoy.

¹³⁴ Doughty, 1901, vol. 3 : 184-186.

¹³⁵ La Pause, « Mémoire... », *op. cit.* : 156.

¹³⁶ Dumas, *Traité de la défense et de la conservation des colonies*, 1775. Voir la 2e partie de ce livre, chap. 10.

¹³⁷ W. J. Eccles, « Lévis, François », 1980, vol. IV : 515-521. *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 191-214.

¹³⁸ « On impute à M. de Montcalm d'avoir trop divisé l'armée, et d'avoir attaqué trop tôt les ennemis sans avoir rassemblé toutes les forces qu'il auroit pu avoir. Je dois à sa mémoire, pour assurer la droiture de ses intentions, de dire qu'il a cru ne pouvoir faire mieux ; mais malheureusement les généraux ont

Arrivé en catastrophe sur le champ de bataille sans avoir pu participer au combat, Vaudreuil découvre la ruine de son armée. Les Canadiens ont fui comme des lapins, et les troupes françaises sont complètement désorganisées. Comme Lévis est à Montréal, la responsabilité militaire incombe [85] donc à Vaudreuil jusqu'à ce qu'il arrive (le 17 septembre ¹³⁹), et c'est conséquemment lui, le gouverneur en titre, qui réunit le conseil de guerre pour décider de la suite à donner aux événements. Sont convoqués à cette ultime réunion l'intendant Bigot ; le chevalier et comte de Montreuil, major général de l'armée de terre, qui désapprouvait une attaque si précipitée ; Sarrebource de Pontleroy, brigadier des ingénieurs, celui-là même qui a recommandé à Montcalm d'attaquer sans attendre ; Jean-Daniel Dumas, major général des troupes de la colonie, qui commandait une brigade sur le champ de bataille ; et les plus anciens commandants des régiments de Béarn (Dalquier), de Royal-Roussillon (Poulhariez), de La Sarre (Duparquet), de Guyenne (de Manneville), de Languedoc (Duchât) ¹⁴⁰.

Bougainville, pour sa part, est resté en faction avec sa troupe sur le chemin de Sainte-Foy, en attendant le résultat de la délibération qui se conclura sur l'ordre de quitter les camps de Beauport et de Sainte-Foy pour rejoindre celui de la rivière Jacques-Cartier, justement fortifié par Dumas au cours du dernier mois pour pallier une telle catastrophe. L'impératif consiste maintenant à protéger la route de Montréal ¹⁴¹. Certes, la défaite est dure à avaler ; le coup du 13 septembre est mortel et plusieurs, comme La Pause, n'approuvent pas cette « fuite [qui] nous enleva les ressources qui nous restaient encore pour sauver Québec ¹⁴² ». Mais le cadavre respire encore. La capitulation de Québec signée cinq jours plus tard par Ramezay (le 18 septembre) dans

toujours tort, quand ils sont battus. » Voir Lévis au ministre Belle-Isle, 1^{er} novembre 1759, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 244-245.

¹³⁹ Journal des campagnes du chevalier de Lévis, Casgrain, 1889, vol 1 :212

¹⁴⁰ « Copie du Conseil de Guerre tenu le 13 septembre chés M. le Marquis de Vaudreuil », AC, F 3, vol. 15 : 324-325. P.-G. Roy, « Le conseil de guerre du 13 septembre 1759 », dans *BRH*, vol. 29, n° 1, janvier 1923 : 115-117. P.-G. Roy, 1930, vol. 2 : 373-376.

¹⁴¹ Journal du Marquis de Montcalm, *op. cit.* : 615

¹⁴² La Pause, « Mémoire... », *op. cit.* : 156-157.

sa maison [86] de la rue Saint-Louis ¹⁴³ avec la bénédiction quasi générale de la bourgeoisie polico-militaire d'affaires France-Québec (!), lui arrachera un cri à couper le souffle de ceux qui s'accrochent en amont ¹⁴⁴.

S'il y a eu une journée funeste dans l'histoire de ce pays, c'est celle-là ! Un seul des 15 membres du conseil de guerre réuni le 15 septembre pour décider de la suite, sous la présidence de Ramezay, refuse de souscrire à ce déshonneur. Son nom mérite l'éloge de l'histoire. Il s'agit de Louis-Thomas Jacau de Fiedmont, un officier de l'artillerie coloniale, originaire de l'île Royale, un homme de la plus belle trempe, qui se déclare en faveur de la résistance à outrance et qui suggère, rien de moins, que de « pousser la défense de la place jusqu'à la dernière extrémité ¹⁴⁵ ». Cela nous ramène à l'oracle de Bougainville, qui avait annoncé avec beaucoup de clairvoyance que ce pays périrait de la stupidité et de la friponnerie de ses chefs. Pour nous convaincre de la lâcheté de ces responsables félons, fétidement représentés par Ramezay, lisons ce qui suit :

18 septembre 1759 — M. de la Rochebeaucour [un homme sage et modéré ¹⁴⁶] fut fort surpris en ravitaillant la place de trouver M. de Ramezay disposé à la rendre. Il se jeta aux genoux de ce faible commandant, lui promit du secours d'hommes et de munitions dans vingt-quatre heures et lui proposa, si ces promesses ne s'effectuaient pas, de se rendre le 25. Les prières ne firent rien sur cet homme qui n'avoit jamais su prendre un parti et qui cette fois en avoit pris un aussi odieux qu'humiliant.

[87]

M. de la Rochebeaucour remporta son biscuit, sauva quelques effets du camp, s'en revînt au désespoir de n'avoir pu obtenir d'un homme qu'il ne se déshonorât.

¹⁴³ Roy, 1930, vol. 2 : 379-380.

¹⁴⁴ Roy, 1930, vol 2 : *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain 1889, vol 1 : 215-217

¹⁴⁵ Roy, 1930, vol. 2 : 375-376. Étienne Taillemite, « Jacau de Fiedmont », dans *DBC*, 1980, vol. IV : 412-413.

¹⁴⁶ Lettre de M. le comte d'Argenson, 19 février 1761, dans *Lettres de la cour de Versailles*, Casgrain, 1890, vol. 3 : 232-233.

La place n'avoit pas essuyé un coup de canon et fut livrée à l'ennemi qui s'en étonne encore. Nous étions alors en marche, M. de Bougainville presque aux faubourgs et M. le chevalier de Lévis à deux lieues de lui, prêt à partir, soit pour combattre, soit pour recueillir la garnison, qui auroit pu évacuer et laisser son commandant tout seul. Le moment de notre humiliation étoit arrivé et rien ne nous réussit. M. le chevalier de Lévis nous ramena le 24 à Jacques-Cartier, où l'on travaille depuis à l'établissement d'un poste que M. Dumas doit commander ¹⁴⁷.

C'est ainsi, en prononçant le nom de Dumas comme s'il eut été le dernier laurier d'une couronne déjà envahie par la moisissure de la lâcheté, que le transcripteur du journal de Montcalm, un anonyme qu'on a identifié comme étant un certain M. Marcel ¹⁴⁸, met le point final à ce travail post mortem. Dépouillée par ses chefs de toute volonté de résistance et de tout honneur, terrée dans sa peur, la population de Québec ouvre ainsi les portes de la ville à l'envahisseur à son grand étonnement, sans y avoir opposé le moindre coup de canon, fusils bas, bassinets ouverts, déjà conquise dans son âme par l'abattement de ceux qui étaient chargés par l'histoire de sauver l'honneur de la patrie.

Le deuxième abattement des Canadiens viendra plus tard, beaucoup plus tard, par la plume des historiens canadiens-français qui, comme Garneau ¹⁴⁹ et Groulx, les pères du nationalisme québécois, tenteront de disculper ce déshonneur par la souffrance du moment conjuguée à [88] l'énervement des chefs : Ramezay, plaide le second qui a fait grande école, « se croit abandonné par l'armée ; il n'a plus que 120 hommes de garnison ; il est sans vivres, sans munitions, menacé d'une mutinerie des miliciens ». Ce « pauvre commandant de Québec [aurait] perdu la tête, dit-il encore, à un moment où presque tous, à commencer par Montcalm et Vaudreuil, l'ont plus ou moins gardée ¹⁵⁰ ». Sans doute ! Mais en vertu de ce qui a été précédemment dit sur la gloire,

¹⁴⁷ *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 616-617. Ces propos des plus incriminants pour la mémoire des signataires de la reddition de Québec sont corroborés dans la lettre que Lévis envoie, le 1^{er} novembre 1759, au maréchal de Belle-Isle, dans *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 2 : 239-249.

¹⁴⁸ *Journal du Marquis de Montcalm, op. cit.* : 13.

¹⁴⁹ Garneau, 1882, vol. 2 : 346-347.

¹⁵⁰ Groulx, 1960, vol. 1 : 356

l'abnégation, le sacrifice et l'héroïcité qui se cherchent un moment dérobé à l'épaisseur du temps des hommes pour écrire l'histoire, permettez-nous de nous dissocier d'une telle purgation de la mémoire. Le moins qu'on puisse dire dans cette odieuse reddition, c'est que Québec n'était pas Massada, ni même Louisbourg qui avait été ébréchée à coups de canon avant de capituler. Et que Vaudreuil, qui n'était ni Lévis ni Dumas, aura bien le temps de signer la sienne, sa capitulation, qui arrivera à son heure et à Montréal le 8 septembre 1760 ; une capitulation inévitable, il est vrai, mais avec des contraintes infiniment plus douloureuses que celle de Québec ¹⁵¹.

« Je ne connois point d'exemple pareil », écrit, peu après, un général Lévis scié en deux par tant de poltronnerie et par des conséquences dont il ne cesse de mesurer la gravité. « Il est inouï que l'on rende une place, sans qu'elle ne soit ni attaquée ni investie ! [...] On avoit généralement tout abandonné au camp de Beauport, tentes, marmites et tous les équipages. — La situation où je trouvai l'armée, manquant de tout, ne me découragea pas. Sur ce que M. de Vaudreuil me dit que Québec n'étoit pas pris et qu'il y avoit laissé une assez nombreuse garnison, je pris la résolution pour réparer la faute qu'on y avoit faite, d'engager M. le marquis de Vaudreuil à faire remarcher l'armée au secours de cette place ¹⁵². » C'était [89] le 18 septembre, juste avant qu'il ne reçoive, à la Pointe-aux-Trembles, le courrier catastrophé de La Rochebeaucour « qui rendoit inutile tout ce que j'avois fait » ; les responsables de Québec avaient déjà hissé le drapeau blanc au mât de la honte...

Sainte-Foy — 28 avril 1760

L'entrée des Anglais dans Québec comme s'il s'agissait d'une ville abandonnée, pousse ainsi les Français et les Canadiens à leurs derniers retranchements. Que reste-t-il du « pays » après un tel fracas ? Pour bien dire, qu'une tranchée grugée par les vagues du Saint-Laurent, entre l'embouchure de la rivière Jacques-Cartier, où tentent de se ressaisir les troupes françaises, et le fort Lévis auquel il faut ajouter le petit poste de

¹⁵¹ Journal des campagnes du chevalier de Lévis, Casgrain, 1889, vol. 1 : 316-335.

¹⁵² *Ibid.* : 240-243.

La Galette, en aval du lac Ontario ¹⁵³. Avec Bourlamaque qui s'est replié sur l'île aux Noix après avoir fait sauter les forts Carillon et Saint-Frédéric dans la dernière semaine de juillet ¹⁵⁴, le cœur de la Nouvelle-France ne bat donc plus que par une oreillette, Montréal, une défense jusqu'ici négligée et méprisée au profit de Québec. Rien d'étonnant, d'ailleurs, à ce que Lévis s'y soit trouvé avec Pouchot pendant le carnage du 13 septembre, occupé qu'il était à construire ce fort baptisé de son propre nom pour combler la perte de Niagara ¹⁵⁵ et pour couvrir cette frontière ne tenant plus que par quelques forts, eux aussi de bien fragiles rafiots dans cette marée anglaise sans cesse montante.

[90]

Le retranchement de la Jacques-Cartier, confié à Dumas dans les jours suivants, est protégé par 600 soldats, dont 150 appartiennent aux troupes de terre et 450 aux troupes de la Marine ¹⁵⁶. Cette bien petite armée est chargée d'une bien lourde responsabilité, puisque c'est elle qui surveille le flanc est de l'armée française, elle qui protège « la colonie des entreprises que la garnison anglaise auroit pu faire ¹⁵⁷ », et sur qui repose en quelque sorte une bonne part des préparatifs de l'offensive du printemps suivant. Mais les équipements dont disposent ces soldats sont des plus limités et usés, la vie du camp Spartiate, la citadelle élevée à la hâte encore trop fragile pour s'opposer, avec une chance de succès, à l'armada anglaise.

Pour pouvoir passer l'hiver, les militaires se construisent des cabanes avec ce qu'ils ont sous la main, font ce qu'ils peuvent pour rester en vie, trouvent leur pitance auprès des habitants des environs qui n'aiment pas du tout être payés en lettres de change, alors que le cours

¹⁵³ J.-C. B., 1978 :150. Pour un inventaire détaillé de ce qui reste de prérogatives à Lévis en cet automne 1759, se référer à : « Relation de l'expédition de Québec aux ordres de M. le chevalier de Lévis, maréchal des camps et armées du roi, en 1760 », dans Casgrain, 1895, vol. 11 : 219-235.

¹⁵⁴ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 189-205.

¹⁵⁵ *Ibid.* : 191 -192. Pouchot, 2003 : 129.

¹⁵⁶ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 232.

¹⁵⁷ « Relation de l'expédition de Québec... », *op. cit.* : 220.

de cet argent n'a plus rien de certain ¹⁵⁸. Dans des circonstances aussi extrêmes, Lévis et Vaudreuil ne peuvent compter sur un meilleur serviteur et une meilleure position pour surveiller les mouvements de l'armée anglaise. Dumas est, en effet, à tous les créneaux ; le 5 octobre, on le trouve à la tête d'une soixantaine de soldats coloniaux et de Canadiens, partant des Trois-Rivières l'arme au poing et courant après le général Rogers qui, la veille dans le petit village de Saint-François, a massacré une trentaine d'Abénakis, des gens qu'il a appris à aimer et à soutenir ¹⁵⁹.

[91]

Cet humiliant repli des responsables militaires de la Nouvelle-France n'est cependant pas dénué d'avantages. Dominant toujours l'amont de Québec, un garde-manger relativement épargné par les méfaits de la guerre, Lévis et ses troupes peuvent compter sur la dernière récolte des habitants pour se nourrir. Et tout ce beau monde peut se consoler en espérant que la rudesse de l'hiver canadien causera quelques ravages parmi les occupants anglais retranchés dans une bien mauvaise enceinte, qui plus est glaciale, ruinée, affamée, amère sinon hostile. Mais il n'empêche, maîtres de Québec, du lac Champlain et du lac Ontario, les Anglais, explique Le Mercier dépêché en catastrophe auprès du ministre Berryer, « tiennent le Canada de toutes parts ¹⁶⁰ ». Ils n'ont plus qu'à fermer la nasse. Mais, avant d'y arriver, le général Murray doit sauver sa position de Québec ; une position mutilée par l'hiver dont il a hérité, fragilisée par la dysenterie, affaiblie par toutes les privations, et fatiguée par les fausses alertes délibérément déclenchées par Lévis. Des 9000 hommes qu'il avait sous ses ordres à la mi-octobre, Murray n'en a plus que 4800 aptes à se battre au début de mars ¹⁶¹. C'est tout dire de ce calvaire vécu par la garnison anglaise de Québec durant les premiers mois d'occupation !...

¹⁵⁸ Gatien, 1955 : 69. Lévis à Berryer, 28 juin 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 362.

¹⁵⁹ Charland, 1959 : 328-334 ; 1964 : 115.

¹⁶⁰ Le Mercier, « Précis de la situation de la France dans l'Amérique Septentrionale », 7 janvier 1760, AC, C 11 A, 105 : 257-258. Voir également Frégault, 1955 : 367.

¹⁶¹ *Journal* de Knox, dans Doughty, 1914-1916, vol. 2 : 337, 352.

Le sergent quartier-maître John Johnson, un homme pourtant reconnu pour son sens de la mesure et son flegme, décrit ainsi la situation : « Nous étions trop peu et trop faibles pour soutenir l'assaut, et notre détresse était presque au comble » ; les soldats valides n'étaient plus que des « squelettes scorbutiques à moitié mort de faim » ¹⁶².

[92]

Au printemps, tout est en place pour le dernier acte de la guerre d'Amérique. D'un commun accord avec Lévis, Vaudreuil a établi son QG au centre, à Montréal, où sa présence a été jugée nécessaire ; Bougainville a pris position à l'île aux Noix, où il couvre le front du lac Champlain ; Pouchot, pour sa part, tient le fort Lévis, où il ferme la frontière ouest ; et Lévis, de la Pointe-aux-Trembles à Montréal, termine les préparatifs du siège de Québec avec la collaboration de Vaudreuil et de Bourlamaque.

Pour mener à bien son siège, Lévis dispose d'un peu plus de 7000 hommes, dont 4000 soldats (répartis en 8 bataillons de troupes de terre et 2 bataillons de troupes de la colonie), 3000 Canadiens « tant de la ville de Montréal que des campagnes », et un peu moins de 300 Sauvages (qui vont quitter la scène avant le début de la rencontre). Compte tenu des circonstances et du refus de la France d'envoyer des secours minimaux, l'opération militaire ne peut être mieux menée. Deux frégates du roi sauvées du désastre (l'*Atalante* et la *Pomone*), deux flûtes et plusieurs goélettes chargées d'artillerie, de vivres et de fascines, ont même été réquisitionnées pour suivre l'armée dans sa descente jusqu'à Québec ¹⁶³.

Les premiers soldats et miliciens quittent leurs quartiers de Montréal le 20 avril, sous les ordres de Bourlamaque. Lévis le suit d'une journée. La plupart des rivières étant encore glacées, le débarquement à la Pointe-aux-Trembles, où doit se rassembler la petite armée, ne se fait que quatre jours plus tard. Il avait été prévu de débarquer de nuit à Sillery, mais comme le secret de la manœuvre a été entre-temps percé et que les Anglais occupent l'embouchure de la rivière Cap-Rouge, on

¹⁶² « Memoir of the siege of Quebec and total reduction of Canada in 1759 and 1760, by John Johnson », dans Doughty, 1901, vol. 5 : 119-123.

¹⁶³ « Relation de l'expédition de Québec... », *op. cit.* : 224-225.

convient de sauter à Sainte-Foy via l’Ancienne-Lorette, [93] deux points séparés par un épais taillis baigné de marais printaniers ¹⁶⁴.

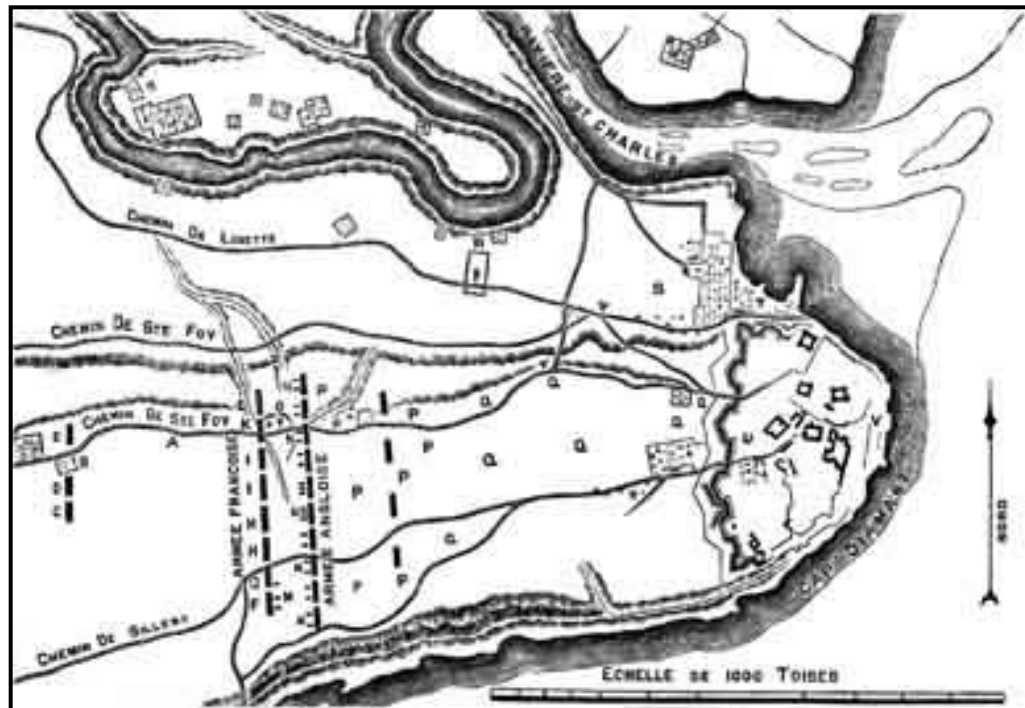
Le 28 au matin, le torse gonflé par le désir d’en découdre avec Lévis une bonne fois pour toutes, soucieux de ne pas lui laisser le temps de solidifier sa position, Murray sort de ses murailles avec 3860 hommes, dont 129 artilleurs, et 22 pièces d’artillerie. Les deux armées se font face sur les hauteurs d’Abraham, encore habitées par les mânes des hommes morts au champ d’honneur. Le lieu de l’affrontement se situe entre le ruisseau Saint-Denis, qui se perd dans l’Anse-au-Foulon, et les Buttes-à-Neveu (Nepveu), où Murray a déployé son artillerie. Les Français ont l’avantage du nombre, mais les Anglais entendent mettre à profit leur position légèrement surélevée et leur artillerie, ce que Lévis sait découvrir avant l’engagement.

Pour éviter le feu des pièces ennemies disposées sur la butte ainsi que la mitraille, Lévis, qui ne dispose que de trois pièces de campagne, retire donc sa droite et sa gauche dans les bois baignés de marécages ; il laisse ensuite pénétrer sur son centre l’armée anglaise qui les croit en fuite ; puis il se referme sur elle dans un corps à corps meurtrier qui ne peut que le servir, car il se produit baïonnette au canon, couteau à la main, à deux contre un, et que les Français sont en sus déterminés à laver le déshonneur de septembre. Menacé d’enveloppement, chanceux malgré tout puisqu’un ordre mal rendu a empêché la brigade de la Reine et la cavalerie de le prendre à revers sur son flanc gauche, Murray en est quitte pour se replier dans l’enceinte de Québec, abandonnant aux vainqueurs, dans sa précipitation, artillerie, munitions, outils, morts et blessés ¹⁶⁵.

[94]

¹⁶⁴ Ibid.

¹⁶⁵ « Relation de l’expédition de Québec... », *op. cit.* : 230-234. *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 266-269. Lévis à Vaudreuil, 28 avril 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 292-294.



Plan de Québec et de la bataille de Ste-Foy,
livrée avec succès par les troupes françaises, le 28 avril 1760.

Tiré de l'œuvre de Casgrain, 1891

Le heurt a été d'une prodigieuse rudesse, mais n'en a pas moins duré deux heures. Les témoignages en font foi largement : de part et d'autre, tant chez les officiers que chez les soldats, on a fait preuve d'une singulière vaillance ; et c'est finalement la loi du nombre, ajoutée à la détermination des assaillants et de leur commandement, qui a imposé le résultat. Si les régiments de La Sarre, de Béarn, de Royal-Roussillon et de Guyenne ont honoré de leur intrépidité les troupes françaises, la brigade de Berry et les troupes coloniales — de Dumas — qui s'étaient jointes à celles de La Sarre « ont secondé avec le plus grand courage le mouvement décisif ¹⁶⁶ ». Du nombre de ceux qui se sont illustrés au combat du 28 avril et qui en sont sortis avec les marques de la guerre dans leurs chairs, Lévis recommandera en tête de liste au ministre Berryer les noms de Dumas et du chevalier de La Corne, « des officiers [95] de distinction et très en état d'être chargés de commissions

¹⁶⁶ « Relation de l'expédition de Québec... », *op. cit.* : 232-233.

importantes. [Des officiers qui] méritent depuis longtemps un grade distingué ou une pension ¹⁶⁷ ».

Le bilan de la rencontre témoigne du reste à lui seul du degré d'engagement des acteurs et de leurs régiments : 259 morts et 829 blessés chez les Anglais, contre 193 morts et 640 blessés chez les Français. Aucune perte chez les Sauvages, puisqu'ils avaient quitté la troupe avant l'affrontement. À elle seule, la milice canadienne a subi les plus lourdes pertes pour ce qui est des hommes tués ou blessés, et a retrouvé l'honneur perdu l'année précédente : 45 morts, dont 5 officiers ; et 170 blessés, dont 7 officiers. Suivent par ordre décroissant, pour racheter l'honneur des Français, Berry, 188 pertes, dont 41 morts ; Béarn, 120 pertes dont 25 morts ; la Marine, 115 pertes, dont 22 morts ; La Sarre, 110 pertes, dont 31 morts ; Royal-Roussillon, 69 pertes, dont 6 morts ; Guyenne, 66 pertes, dont 8 morts ; La Reine, 23 pertes, dont 5 morts ; Languedoc, 22 pertes, dont 8 morts ; et l'artillerie, 4 pertes, dont 2 morts. Et un grand blessé parmi l'état-major, Bourlamaque, second de Lévis, touché à la jambe par un boulet de canon alors qu'il était sur son cheval ¹⁶⁸.

Montréal — le 8 septembre 1760

Murray était à la limite de ses forces, presque désespéré ; le temps jouait contre lui, mais Lévis ne le savait pas. Si le premier éprouvait une pénible sensation d'étouffement derrière les murs de sa citadelle, dans l'esprit du second qui ne se sentait pas mieux dans ses retranchements, cette victoire obtenue à l'arraché n'était que l'événement susceptible de provoquer la fin de la guerre d'Amérique et de permettre à la France de [96] sauver une partie du Canada dans d'éventuelles négociations de paix. La suite ne relevait plus ni de l'un ni de l'autre, mais de la couleur du premier pavillon qui allait apparaître dans le défilé de l'île d'Orléans avec le ravitaillement et les premiers renforts. Et il était anglais !...

¹⁶⁷ *Lévis à Berryer*, 28 juin 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 364.

¹⁶⁸ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 269-272.

« Une seule frégate française, arrivée avant la flotte anglaise eut décidé la reddition de Québec et assuré le Canada pour cette année », déplore Lévis qui avait tout fait pour reprendre les clés de la ville à l’envahisseur au profit de son roi qui n’en méritait pas tant. Le sort de la Nouvelle-France ne tenait plus qu’à ce mince fil. Un premier navire anglais, une frégate, bougea effectivement le 9 mai de la Pointe-Lévy, mais ce n’était pas le bon ; ce courrier fut suivi, le 15 du même mois, par 2 frégates elles-mêmes suivies d’un vaisseau de 60 canons qui, l’un appuyant l’autre, eurent tôt fait de mettre à mal les derniers gréments français couvrant le flanc des assiégeants. Sur cette issue, qui commandait d’elle-même la suite, Lévis est formel : « Si nos secours fussent arrivés avant, ils sauvoient la colonie et combloient de gloire les armes du roi, après la bataille gagnée ¹⁶⁹. »

La rencontre victorieuse du 28 avril était donc plus qu’un simple baroud d’honneur qui avait bien réussi aux armes victorieuses ; elle représentait, aux yeux du haut commandement militaire de la colonie, l’assaut de la dernière chance, que dis-je, un ultime sacrifice que n’a pas su honorer, hélas, la métropole qui avait ainsi perdu et le droit d’être considérée par les vainqueurs et le pouvoir de négocier la fin de la guerre sans trop y perdre. N’ayant plus rien à espérer de la France, craignant d’être pris en souricière par la flotte [97] anglaise, Lévis lève donc le siège avec les débris de son armée, dans la nuit du 16 au 17, et part en direction de la Pointe-aux-Trembles via le sentier de Cap-Rouge.

Après avoir fait l’inventaire des vivres qui lui restent et examiné l’état de son armée, il comprend toute l’ampleur de sa déveine. Les signes ne mentent pas. Ses derniers bateaux et une partie de son artillerie ont été détruits sur ses ordres ; la poudre et les munitions font défaut ; la plupart des Indiens, qui ont une bien étrange perception des alliances, ont changé de camp pour se négocier des sauf-conduits qui leur assurent sinon la protection des futurs maîtres, du moins le droit de se déplacer le long du fleuve ¹⁷⁰ ; et, comme tous ces malheurs en

¹⁶⁹ . *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 277-282. *Lévis à Berryer*, 28 juin 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 364. « Relation de l’expédition de Québec... », *op. cit.* : 242-243.

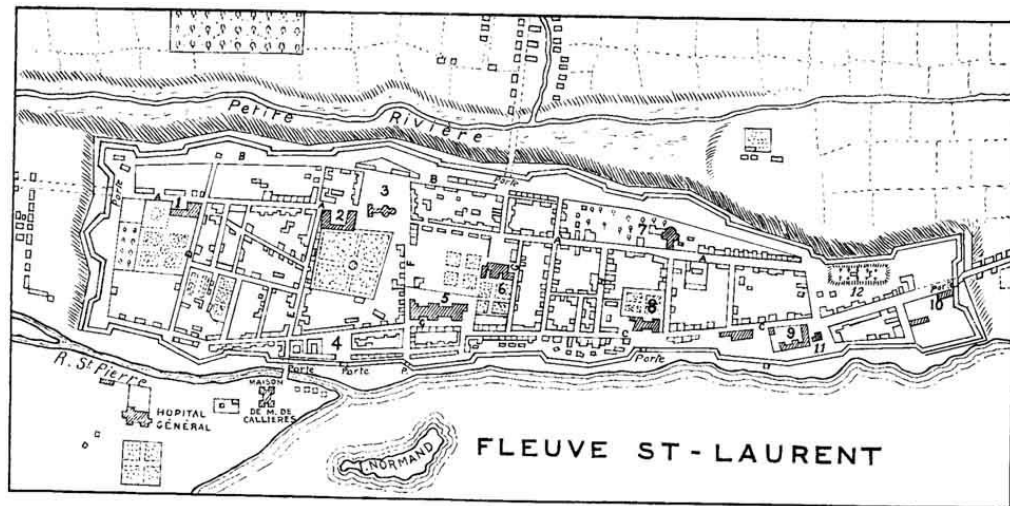
¹⁷⁰ La polémique concernant cette sorte de documents militaires aux s’en convaincre, il suffit de lire l’excellent livre de Denis Vaugeois (*La fin des*

appellent bien d'autres quand la suite est déjà inscrite au rôle de l'histoire, les Canadiens, qui ne sont pas moins pratiques que les Indiens, ont presque tous déserté « pour retourner chez eux ».

Craignant le désordre et la désertion dans sa propre troupe si la maladie et la famine se mettent de la partie, Lévis décide de lever le camp sans plus attendre pour se diriger vers Montréal. Il laisse au major Dumas un corps de 1800 hommes avec instructions de couvrir ses arrières et de prendre position dans les endroits propres à assurer les communications au cas où il lui faudrait se replier. Sous les ordres du vainqueur de [98] la Monongahéla, Legardeur de Repentigny, un Montréalais d'une très belle trempe, occupera le fort Jacques-Cartier avec un détachement de 300 hommes ; de La Rochebeaucour, lui aussi un intrépide qui a su largement prouver son courage, prendra position à la Pointe-aux-Trembles avec 400 hommes ; et lui, Dumas, dirigera l'ensemble de ces opérations de surveillance avec 1100 hommes, dont 500 Canadiens qui ont décidé de résister jusqu'à la fin, avec quelques marins et quelques Indiens qui n'ont pas encore fui ¹⁷¹.

alliances franco-indiennes), et les chroniques journalistiques que ce brûlot littéraire a entraînées. Voir notamment Lise Lachance, « Traité de Murray, l'original retrouvé », *Le Soleil*, 25 avril 1996 ; Wellie Picard, Michel Bastien et Jean Tanguay, « Le traité Murray et les historiens au banc des accusés », *Le Devoir*, 23 juin 1999. Pour en saisir la nature exacte, il faut relire les articles 9 et 40 de la capitulation de Montréal (8 septembre 1760)... ce que n'ont manifestement pas fait les juges, les historiens, les chefs indiens et les professionnels appelés à en débattre deux siècles et demi plus tard.

¹⁷¹ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 284. Lévis à Vaudreuil, 21 mai 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 316-318.



Plan des fortifications de Montréal, en 1760.
Tiré de l'œuvre des Frères des Écoles Chrétiennes

Mais ces dispositions ne suffisent pas et les menaces de punition extrême n'ont plus aucune emprise sur les esprits, tant la peur est grande. Jour après jour, devant l'évidence qui se dessine, l'honneur fait ainsi place à la lassitude, au découragement, puis à la pusillanimité. Comme les glaces d'une rivière libérées par la débâcle printanière, les rangs de l'armée française n'en finissent plus de s'éroder. Et ce que craignait Lévis se confirme finalement avant même qu'il n'ait eu le temps de regrouper ses dernières forces à Montréal, où il débarque le 29 mai. Désillusionné, mais fidèle au poste, [99] il informe alors Vaudreuil qu'il ne lui reste plus que 300 miliciens — la plupart de la rivière de Chambly — et que même les officiers de la milice de Montréal ont quitté les rangs avec sa permission. « Cette contagion » est telle, dit-il encore au gouverneur, qu'elle « s'est étendue sur nos soldats mariés » en dépit des ordres pour les mettre aux arrêts. En dehors de Vaudreuil et de lui, il ne reste donc plus que Bourlamaque (appelé à faire la navette en aval de Montréal), Bougainville (à l'île aux Noix), Dumas (à la Pointe-aux-Trembles), La Corne (au-dessus des rapides de Montréal), et Pouchot (au fort Lévis) ¹⁷².

L'inventaire dressé par Lévis durant le mois de juin, alors que le fleuve est couvert de vaisseaux de guerre anglais, témoigne à lui seul

¹⁷² Lévis à Vaudreuil, 25 mai 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 323-326. J.-C. B., 1978 : 153. Parkman, 1908 : 151-152.

de l'ampleur du vide qui s'est creusé dans son armée depuis le 13 septembre 1759. Côté troupes, les bataillons sont réduits de la moitié de leurs effectifs, voire du tiers ; les officiers manquent à l'appel, et les soldats sont vieux et affaiblis. Côté quincaillerie de guerre, on manque cruellement de fusils et de baïonnettes ; l'artillerie se résume aux pièces de campagne ravies à l'ennemi le 28 avril dernier et à 40 boulets par pièce. Et côté forces navales, c'est le radeau de la Méduse : il n'y a plus aucun navire de guerre et pratiquement plus de marins pour manœuvrer avec ce qui peut encore flotter, puisque la plupart d'entre eux se sont enfuis ; il ne reste plus qu'une flûte, la Marie, sur laquelle on a placé quelques mauvais canons de fer, deux demi-galères construites récemment à Montréal, deux bâtiments sur le lac Ontario, une goélette et deux petites tartanes sur la rivière Saint-Jean ¹⁷³. Et pour ce qui est des navires constituant le dernier effort de la France, dépêchés à retardement et à contrecœur pour tenter d'éviter l'effondrement total — le *Machault*, le [100] *Malauze* et le *Bienfaisant* —, ils ne réussiront pas à atteindre leur destination, puisqu'ils seront coulés ou sabordés à l'embouchure de la rivière Restigouche le 8 juillet, emportant avec eux par le fond le dernier filet d'espoir dont ils étaient porteurs ¹⁷⁴.

Dans de telles circonstances, la question n'est désormais plus de savoir si une victoire est encore possible, mais plutôt de déterminer la manière de tenir le fort sans se déshonorer et jusqu'à ce que la raison commande d'elle-même le dépôt des armes. Pour conclure l'affaire et arracher les drapeaux aux derniers bastions de résistance, les Anglais ont mis en marche, début juillet, une force exceptionnelle de 18 000 hommes répartis en 3 armées appelées à se resserrer en cours de route et à fermer l'étau jusqu'à Montréal en défilant par les 3 grandes routes qui y mènent : Amherst, à la tête de 11 000 hommes, dont 5600 réguliers, descendra le fleuve à partir du lac Ontario ; Haviland, avec 3400 hommes, dont 1500 réguliers, forcera l'entrée par le lac Champlain ; et Murray, avec 3800 réguliers appuyés par une artillerie prodigieuse, arrivera par le fleuve Saint-Laurent à partir de Québec ¹⁷⁵.

La flotte de Murray — composée, au départ, de 4 navires de guerre, de 9 galères, de 40 bâtiments de transport et de 26 bateaux — se met en

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Bryce, 1964.

¹⁷⁵ Frégault, 1955 : 382. Parkman, 1908 : 152-153.

branle en direction de Montréal le 14 juillet ¹⁷⁶. Le 16, elle est en vue de Deschambault après avoir essuyé quelques coups de canon sans conséquence ; et le 18, Murray s'arrête à Lotbinière pour y lire une proclamation sommaire et faire prêter serment de neutralité aux habitants des lieux qui, dans leur esprit, sont déjà passés à un autre [101] maître ¹⁷⁷. Dumas, exécutant à la lettre les ordres qu'il a reçus, suit l'armada anglaise en longeant la rive nord. Pas à pas, sans jamais déroger à son devoir, il talonne l'ennemi, fait le coup de feu, s'arrête aux Trois-Rivières pour s'y retrancher, puis s'accroche aux îles du lac Saint-Pierre toujours dans l'espoir de ralentir l'ennemi, mais sans y parvenir. Le 8 août, Bourlamaque, qui s'est remis de sa blessure, le rejoint par la rive sud à l'embouchure de la rivière de Sorel pour y faire quelques retranchements. Mais encore là, peine perdue, puisque, le 10 suivant, la flotte de Murray jette l'ancre devant Sorel pour attendre, comme prévu, les 1500 hommes de la garnison de Louisbourg et les 17 bateaux dans lesquels ils ont pris place ¹⁷⁸.

La progression des troupes anglaises est lente, mais semblable à une marée montante. La résistance qui reste à faire se veut, cette fois-ci, le baroud d'honneur que s'octroie la crème de l'armée française et de la milice canadienne qui n'a plus que son honneur à sauver. Le 25 août, le fort Lévis tombe comme il se doit, et Pouchot quitte l'enceinte avec beaucoup de panache et non sans avoir brûlé en canonnade d'honneur sa dernière poudre. Dumas et Bourlamaque se replient alors vers Montréal. Le lendemain, c'est au tour de Bougainville de quitter l'île aux Noix pour se rendre au fort Saint-Jean où il [102] s'emploie, lui

¹⁷⁶ « Journal de Murray », dans Doughty, 1914-1916, vol. 3 : 306-308.

⁶⁵ « Relations de la suite de la campagne de 1760 depuis l'embarquement des troupes pour la France » (non signé), dans Casgrain, 1895, vol. 11 : 247-261. Cette relation (p. 249) fixe la date de départ de la flotte de Murray au 11 juillet (et non au 14 juillet comme il est indiqué dans le journal de Murray), et la compose comme suit : 3 frégates de 40, 30 et 20 canons ; plusieurs brigantins et senaus armés ; 12 chaloupes carcassières portant du 24, 18 et 12 ; un grand nombre de transports, « en tout trente-cinq voiles sans compter les bateaux de débarquement » ; et 3000 hommes sans compter les matelots.

¹⁷⁸ « Relation de la suite de la campagne de 1760, depuis le 1^{er} juin... », dans Casgrain, 1895, vol. 11 : 250-251.

aussi, à en faire baver aux Anglais avant de le faire sauter le 30. Et puis... et puis c'est l'affouillement ¹⁷⁹.



Pierre-Rigaud, marquis de Vaudreuil (1698-1778), gouverneur général de la Nouvelle-France, signataire de la capitulation de Montréal, le 8 septembre 1760
Tiré de l'œuvre de Daughy.

[103]

Le 1^{er} septembre, les troupes de l'armée française se retrouvent avec la flotte anglaise « à Montréal, où il ne poussa qu'une tête ¹⁸⁰ ». Et le 5, c'est le face à face. Vaudreuil, Lévis, Bourlamaque, Roquemaure, Dumas et quelques centaines de guerriers de la dernière heure forment la dernière ligne, celle des héros et des braves, entre Montréal et l'île Sainte-Hélène, assiégés de toutes parts par une armée qui a gonflé,

¹⁷⁹ *Ibid.* : 255.

¹⁸⁰ La Pause, « Journal de l'entrée de la campagne de 1760 / Cahier n° 2 », dans *RAPQ*, 1932-1933 : 383-391.

gonflé au fil de l'eau, pour atteindre, à l'heure de la reddition, tout près de 28 000 hommes ¹⁸¹. Il ne reste plus que quelque 2400 résistants ¹⁸², des soldats pour la plupart, prêts à faire le coup de feu jusqu'à l'extrême limite. Les Canadiens, qui n'ont plus à défendre les couleurs d'une France qui les a tant et si bien méprisés, ont fui sans demander leur reste et sans trop s'inquiéter du fait qu'ils vont devoir bientôt apprendre à suivre les ordres en anglais ¹⁸³ ; les soldats français mariés avec des naturelles du pays les ont suivis en en faisant autant ; et les « Sauvages domiciliés avoient fait leur paix avec les Anglois, et [104] même leur avoient offert de prendre les armes pour achever de nous réduire ¹⁸⁴ ».

Ne reste plus, en effet, qu'à se plier aux conditions des conquérants pour éviter des souffrances inutiles au peuple et arracher à Amherst une reddition honorable pour les troupes. Vaudreuil, porte-parole officiel de la France en cette douloureuse circonstance, en homme pratique invoque la souffrance du peuple canadien dont il s'inquiète sans doute pour la première fois ; Lévis, opiniâtre, invoque le déshonneur de l'armée française, qui est la pire des souffrances à ses yeux ! Les deux positions étant inconciliables, dans la nuit du 7 au 8, le général, la mort dans l'âme, adresse un mémoire à Vaudreuil dans lequel il lui demande expressément de rompre sur-le-champ « tout pour parler avec le général

¹⁸¹ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 302-304. « Relation de l'expédition de Québec... », *op. cit.* : 261. La Pause (*RAPQ*, 1932-1933 : 390) corrobore cette estimation et fait état d'« un nombre de 25 à 30 mille hommes ».

¹⁸² Le *Journal des campagnes du chevalier de Lévis* (Casgrain, 1889, vol. 1 : 303) le chiffre ainsi. La Pause (*RAPQ*, 1932-1933 : 390) rabaisse ce chiffre à « environ 15 à 1600 hommes ».

¹⁸³ Et pour ceux qui seraient tentés de ne voir là qu'une émotion, la remarque suivante de Voltaire, condescendante, montre bien à quel point les grands esprits français d'alors n'avaient pas compris l'âme des Canadiens. Dans leur mépris exprimé à l'endroit de tout ce qui n'était pas eux, de tout ce qui ne pensait pas comme eux, ils ne pouvaient ni comprendre ni admettre que les Canadiens étaient intrinsèquement fils de l'Amérique et non pas des Français errants, apatrides : « Les suites de cette paix si déshonorante et si nécessaire furent plus funestes que la paix même. Les colons du Canada aimèrent mieux vivre sous les lois de la Grande-Bretagne que de venir en France... » Voir *Siècle de Louis XV*, 1828, vol. 1 : 395.

¹⁸⁴ *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 305-306.

anglais et de se déterminer à la plus vigoureuse défense ¹⁸⁵ ». La réponse, lapidaire, le sommerait au contraire « de se conformer à la présente capitulation, et faire mettre bas les armes aux troupes ¹⁸⁶ ». Dépouillé de ses dernières prérogatives, Lévis fait brûler ses drapeaux pour éviter l'humiliation de devoir les remettre à l'ennemi.

Comme Québec un an auparavant, Montréal capitule donc à l'aube du 8 septembre, sans avoir tiré un seul coup de canon. Et comme cela a été le cas à Québec, les termes de la capitulation sont généreux pour la gent d'affaires politico-militaires France-Québec, mais sans égard pour les soldats français. C'est ce qui fait tout le drame dans l'esprit de beaucoup, et ce que le roi avait pourtant formellement interdit après l'humiliante reddition de Louisbourg. [105] Vertement critiqué pour sa mollesse, Vaudreuil sera finalement sauvé par le peuple, qu'il a si tendrement évoqué, et par Lévis qui, « sans vouloir faire des éloges déplacés » (on comprendra pourquoi !) n'en aura pas moins la grandeur d'âme de plaider en sa faveur en soulignant, pour une raison ou pour une autre, ses responsabilités souveraines envers la population ¹⁸⁷.

S'il ne dit rien de son ressentiment contre Vaudreuil dans la lettre qu'il envoie de La Rochelle, le 25 novembre, au ministre de la Marine (Berryer), Lévis n'a pas à s'imposer ce devoir de réserve dans cette autre missive qu'il adresse le même jour au ministre de la Guerre, le maréchal Belle-Isle. Pour ceux qui, comme Frégault ¹⁸⁸, ont voulu voir dans la première lettre une main tendue pour libérer Vaudreuil du jugement de l'Histoire (et lui éviter la Bastille où il sera plus tard enfermé), c'est ignorer ou mépriser ce que la seconde lettre contient comme précisions accablantes à son endroit. Se confiant à cœur ouvert à son supérieur, Lévis écrit alors :

Je joins pareillement à la suite de la relation de la campagne qui finit à la signature de la capitulation faite par M. le marquis de Vaudreuil, à laquelle je n'ai aucune part que celle d'avoir protesté contre, touchant ce

¹⁸⁵ « Mémoire à M. le marquis de Vaudreuil, aujourd'hui 8 septembre 1760 », dans Casgrain, 1889, vol. 1 : 306-307.

¹⁸⁶ « Réponse de M. le marquis de Vaudreuil, 8 septembre 1760 », dans Casgrain, 1889, vol. 1 : 307-308.

¹⁸⁷ Lévis à Berryer, 25 novembre 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 388-391.

¹⁸⁸ Frégault, 1955 : 390-391.

qui regarde le traitement fait aux troupes de terre, qui auroient dû mériter plus d'attention de M. de Vaudreuil et plus d'estime du général Amherst. Mes démarches à cette occasion ne m'ont point permis de recevoir du général Amherst ni de lui faire personnellement, les politesses usitées en semblable rencontre entre généraux. J'ai cru en devoir marquer mon ressentiment et ne point goûter les raisons que ce général anglois a donné pour cause, savoir que c'étoit en satisfaction des cruautés commises par les Sauvages, avec lesquels les troupes avoient été associées ¹⁸⁹.

[106]

Hormis les petites îles de l'archipel Saint-Pierre et Miquelon qu'elle sauvera trois ans plus tard dans le traité de Paris, par sa négligence et la stupidité des locataires de Versailles, la France venait de perdre non pas une colonie, mais un continent — et le droit moral d'en appeler au peuple pour résister. Si le gouvernement s'était occupé de la conservation du Canada en temps de paix, « si le génie de la guerre avait plané sur cette étendue pendant la paix », rappelle Dumas dans la conclusion de son traité de 1775, sa conservation en temps de guerre n'aurait été qu'une suite logique de sa prévoyance. À écouter ce militaire d'expérience, inutile de chercher ailleurs les causes de la défaite : « Quand je dis que cette colonie n'aurait jamais été prise, l'opiniâtreté de sa résistance, le courage et l'énergie de ses habitants, les efforts incroyables qu'eux et les troupes firent à l'envi pour la défendre, sont mes garants. On aura peine à croire que, dans la disette extrême où elle se trouva après cinq années de victoire qui avaient réduit le nombre de ses combattants à la proportion d'un contre six, sa perte fut encore sans ressource, que faute d'armes, de poudre et de pierre à fusil ¹⁹⁰. »

La sentence est aussi brutale que fondée, difficilement rejetable sans considération puisqu'elle est celle de l'un des plus fidèles soldats que la France ait eus en Amérique pendant cette guerre. Et la France de Louis XV aura beau faire procès à tous ceux qui, fondés de pouvoirs et investis de devoirs, n'ont pas su faire briller leur âme par la vertu et

¹⁸⁹ Lévis à Belle-Isle, 25 novembre 1760, dans Casgrain, 1889, vol. 2 : 382-388

¹⁹⁰ Jean-Daniel Dumas, *Traité de la défense et de la conservation des colonies*, 1775. Voir la 2^e partie de ce livre, la conclusion générale

l'abnégation, elle ne pourra toujours s'en prendre qu'à elle seule et seulement qu'à elle pour ce triste résultat.

[107]

***Le procès des concussionnaires
— témoin irréprochable — 1761-1763***

Selon les termes de la capitulation, qui comprend 55 articles, Vaudreuil, les troupes de la Marine et la milice — ce qui inclut Dumas, puisqu'il en était le premier supérieur — pouvaient quitter la ville la tête haute, avec 6 pièces de canon, un mortier et de quoi tirer une salve de 10 coups par pièce pour saluer leur départ. Même traitement pour les troupes françaises encore de faction dans les forts qui ont su résister et qui avaient l'assurance de quitter leurs positions en toute sécurité. Du reste, en quittant leurs camps, ces troupes pouvaient marcher tambour battant avec armes, bagages et artillerie, mais elles devaient, comme les troupes coloniales, promettre de « mettre bas les armes » jusqu'à la fin de la guerre ; ce qui était aussi excessif qu'inacceptable selon le code de l'honneur et les traditions militaires de l'époque, et ce qui interdisait à l'esprit du vainqueur de se libérer des chaînes de la médiocrité qui l'enfermaient ¹⁹¹.

Pour le reste, pour le pliage des drapeaux avec remise de rubans, le décrochage symbolique des armes de France aux portes de la ville ; pour les accolades entre généraux, les échanges de civilités sur la place publique avec la tasse de thé, oublions ça de suite, puisque Lévis, en homme d'honneur, avait refusé d'assister à la capitulation pour éviter de souscrire à une telle déchéance. Le front haut, fidèle à son image, il avait préféré laisser au gouverneur, qui s'était soudainement trouvé une passion fort accommodante pour le bon peuple, [108] tout le poids historique d'y porter sa signature. Sauf exception, le général Lévis, son

¹⁹¹ Pour les échanges difficiles qui se sont déroulés entre Lévis, Vaudreuil et Amherst les 6, 7 et 8 septembre, on peut consulter le document intitulé « Suite de la Campagne en Canada », 1760, dans *Collection de documents relatifs à l'histoire de la Nouvelle-France*, 1885, vol. 4 : 304-306. Voir également Archives publiques du Canada, *Documents concernant l'histoire constitutionnelle du Canada*, 1911, notes : 4.

état-major et ses troupes disposaient de 15 jours pour quitter le pays. Et d'ici là, ils devaient rester dans leurs campements et attendre l'embarquement qui devait se faire le plus vite possible ¹⁹².

Sitôt Montréal livrée, Lévis avait fait la revue des 8 bataillons qui ne regroupaient plus que 2500 hommes tout compris, blessés et invalides, et il avait pris sous son aile les troupes de la Marine et les matelots. À son arrivée à Québec, il ne restait plus de cette troupe que 1500 ou 1600 soldats prêts à embarquer pour la France, les autres ayant déserté pour poursuivre leur vie en Amérique. Lorsque Lévis accosta à La Rochelle le 25 novembre, plusieurs soldats manquaient encore à l'appel, puisque la mer, indomptable en cette période de l'année, avait prélevé sa dîme sans demander la permission. Venus des forts de l'arrière-pays, les derniers ne partirent de New York qu'au début de janvier 1761 pour débarquer au Havre le 8 mars ¹⁹³.

Arrivé en France avec le premier navire ramenant l'état-major au bercail, Dumas est du faible nombre que la souillure du scandale des concussionnaires n'a pas réussi à gêner. Loin de siéger sur la sellette (l'expression est d'époque) pour avoir plongé ses mains dans l'auge où ont trempé jusqu'au coude celles de Bigot, de Cadet, de Corpron, de Maurin, de Péan, de Pennisseaut et de tous ces autres qui seront déclarés coupables au terme de leurs procès ; loin d'une telle disgrâce, l'intégrité de Dumas, toutes ces fois qu'il est évoqué dans l'Affaire du Canada comme un témoin irréprochable, fait ressortir le vice des accusés qui se sont [109] enrichis à qui mieux mieux pendant que la Nouvelle-France s'écroulait ¹⁹⁴.

La bonne réputation de Dumas a d'ailleurs précédé son arrivée à Versailles où il est accueilli en héros dans tous les salons où il se présente. S'il s'est fait une riche renommée de son séjour au Canada, on ne peut en dire autant sur le plan pécuniaire, puisque ses démarches incessantes auprès des ministres concernés pour obtenir quelques avancements en récompense pour tous les services rendus, l'ont laissé

¹⁹² « Articles de la capitulation », dans *Journal des campagnes du chevalier de Lévis*, Casgrain, 1889, vol. 1 : 316-335.

¹⁹³ Pouchot, 2003 : 175.

¹⁹⁴ Pour en savoir davantage sur cette Affaire du Canada, voir Dussieux, 1883 : 197-345 ; Frégault, 1948, vol. 2 : 341-388 ; Côté, 1998 : 195-295.

pauvre comme le sel. « Sy mon frere avoit esté aidés par tout le monde Comme il la esté par luy, écrit le frère de l'ex-gouverneur Vaudreuil en plaidant sa cause auprès du ministre dans une lettre du 13 janvier 1761, je puis vous assurer que ce pays la Seroit encorre au Roy ¹⁹⁵. » L'hommage est on ne peut plus mérité. Mais le ministre Berryer n'a plus les moyens de sa générosité et ne fera qu'opiner pour l'histoire après l'avoir promu au rang de colonel : « Ses services en Canada sont tels qu'on peut le désirer d'un officier remply de bravoure, de talens et d'expérience, et qu'il a par devers luy des actions remarquables dont M. le Ch^r. De Lévis pourra rendre un compte particulier ¹⁹⁶. »

Invité par le ministre à proposer vite un scénario de règlement territorial en vue des pourparlers devant mener à la signature du traité de Paris (10 février 1763), Dumas s'exprime avec beaucoup de puissance dans un mémoire où il recommande à la France rien de moins que d'exiger en préliminaire « la restitution entière du Canada ¹⁹⁷ ». [110] Le document qu'il dépose le 5 avril 1761, est d'une robustesse fidèle à son esprit, un constat brutal qui ne trahit en rien ses convictions profondes en matière de défense des colonies, son amour du Canada et son caractère que d'aucuns marquent déjà du sceau de l'intransigeance. Le principe que Dumas défend est pourtant aussi clair que sensé : « De la restitution du Canada dépend le sort du reste de nos colonies. » Et comme « la Louisiane ne peut subsister pour nous sans le Canada », la France a intérêt à se départir de cette dernière pour sauver le reste plutôt que de tout perdre à la longue. Ne pas lâcher la proie pour l'ombre, voilà sa position, une position radicale qui ne sera pas retenue par les négociateurs du traité de Paris pressés de le conclure quel qu'en soit le prix, mais que la suite de l'histoire corroborera beaucoup plus vite que prévu.

De tous ceux qui ont lutté pour les couleurs de la France en Amérique pendant la guerre de Sept Ans, Dumas est sans nul doute celui qui a le mieux compris le caractère continental de sa défense et le sens de l'histoire qu'il a personnellement contribué à écrire dans le Nouveau Monde. Depuis son assignation au fort Gaspareau, voilà déjà

¹⁹⁵ Archives de la Guerre, microfilm F-794.

¹⁹⁶ Berryer, 27 mars 1761, dans Archives de la Guerre, microfilm F-794.

¹⁹⁷ Dumas, « Mémoire sur les limites du Canada, 5 avril 1761 », dans *BRH*, 1919 : 50-57.

plus d'une décade, l'homme a mûri. Il a rencontré l'Anglais en Acadie ; il l'a également rencontré sinon attendu dans les Grands Lacs, en Ohio, au lac George, à Québec et à Montréal, et il sait de quoi il retourne quand il en cause. L'expérience lui a été profitable.

Ses états de service, la défaite de son pays, l'Affaire du Canada où il a été appelé à témoigner contre des administrateurs véreux, les pourparlers de paix où son avis a été requis ; toutes ces expériences, où le rêve se perd dans les ambitions, l'ont amené à ouvrir davantage ses horizons et à se forger une idée propre des phénomènes universels dans lesquels il a joué. Bien que fondamentalement militariste, Dumas se fait maintenant plus politique : si on est peu [111] ou mal préparé à user de la force, affirme-t-il à qui veut l'entendre, on ne peut influencer positivement le politique, et la diplomatie n'a plus de ressort pour agir positivement. Cela relève de la plus stricte évidence à ses yeux. Et, en fonction de ces deux maîtres ressorts (guerre et politique), sa philosophie se résume en une maxime qu'il tentera de faire valoir dans tous ses mémoires : « *Si vis pacem, para bellum* » ; démontrer qu'on peut s'imposer par la force en tout temps pour éviter d'y avoir recours. Le principe remonte aux premiers temps de l'humanité, et c'est d'ailleurs ce qui a fait le succès des Anglais dans les guerres du XVIII^e siècle.

Dumas en a du reste une idée parfaitement arrêtée. Dans cette perspective, qu'il présente comme indissociable à tout traité de paix, tout se tient comme les maillons d'une chaîne qui unit la force des armes déployées sur un territoire donné à l'organisation politique. Il voit le rétablissement des prérogatives françaises en Amérique du Nord sur la base de quatre principes : *primo*, garder le Canada au prix de la Louisiane et conserver le contrôle total du Saint-Laurent jusqu'aux Grands Lacs ; *secundo*, établir la frontière du Canada en fonction du réseau hydrographique et jusqu'au cœur du continent, tout en laissant une zone franche de communications au profit des deux puissances le long de l'Ohio ; *tertio*, tirer profit du réseau hydrographique pour établir le système de défense coloniale, et bouter les Anglais hors du bassin versant laurentien, soit au sud du lac George, de manière à ce qu'ils ne puissent envahir facilement le « pays » ; et, *quarto*, éliminer de part et d'autre le réseau de forts de l'arrière-pays (« une source de dépenses inutiles [dont] l'expérience a fait voir qu'en tems de guerre ils ne servaient à rien ») et assurer la présence française dans la vallée de

l'Ohio au prix du lac Supérieur qui permettrait aux Anglais d'étendre leurs bras jusqu'à la baie d'Hudson si cela leur chante.

[112]

Voilà une évaluation et un plan d'occupation territoriale que ni les Montcalm, ni les Lévis, ni les Vaudreuil, sous les ordres desquels il a si fidèlement servi, n'ont su concevoir de leurs créneaux exclusivement militaires. Mais la guerre, les concussionnaires, les intrigues, les dépenses somptuaires de Versailles, « la Pompadour qui a vendu le pays à l'Anglais », comme le disent les Canadiens de l'après-Conquête ¹⁹⁸, oui ! tous ces excès ont coûté cher, horriblement cher à la France et à ses colonies. Pour une raison et pour une autre, les coffres de l'État sont vides, les colonies sont réduites à l'indigence, la France n'a plus les moyens de sa gloire outre-mer et elle devra accepter ce que les vainqueurs voudront bien lui laisser du redécoupage du monde.

Plus tard, beaucoup plus tard, après avoir lui-même goûté au pouvoir de gouverneur aux îles de France et de Bourbon placées sous sa protection, Dumas aura l'occasion de méditer sur l'avenir des colonies françaises, sur la gouvernance, l'argent, la corruption et les possibilités que procurent ces situations privilégiées à ceux qui exercent le pouvoir, lesquels, comme le veut la nature des hommes, n'ont jamais lieu de s'indisposer de leurs devoirs. Avec beaucoup de détachement, il rappellera au frère du roi, à qui il dédiera son mémoire qui se veut une sorte de testament moral sinon spirituel, que « le vice de nos mœurs est de mettre sans cesse l'argent à la place de tout ce qui est honnête ».

[113]

¹⁹⁸ « Les Canadiens conservèrent, longtemps après la conquête, un souvenir d'affection pour leurs anciens princes français, écrira plus tard Philippe Aubert de Gaspé dans ses *Mémoires*. C'était une chose assez remarquable que je n'ai jamais entendu un homme du peuple accuser Louis XV des désastres par suite de l'abandon de la colonie à ses propres ressources. Si quelqu'un jetait le blâme sur le monarque : «Bah ! bah ! ripostait Jean-Baptiste, c'est la Pompadour qui a vendu le pays aux Anglais». » Voir Aubert de Gaspé, *Mémoires*, chap. 4e.

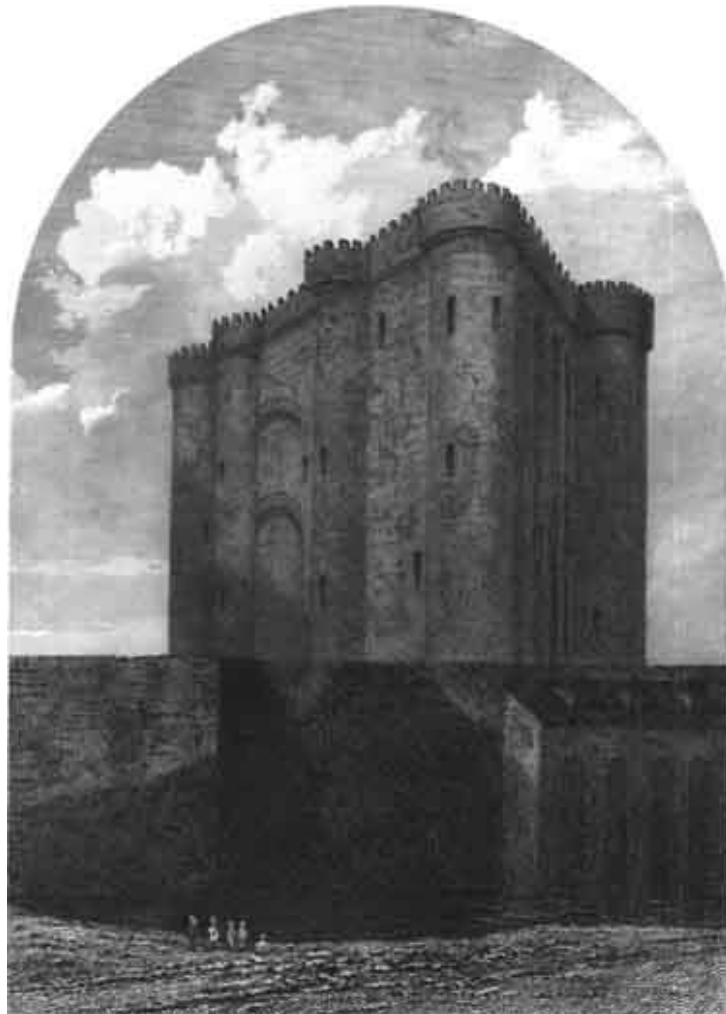


La marquise de Pompadour (1721-1764) personnifiée, aux yeux des Canadiens de l'époque, les excès de Versailles qui expliquent en quelque sorte le dérèglement de l'administration coloniale au Canada.

(Par Nattier, Château de Versailles) Tiré de l'œuvre de Gaxotte

Nul, plus que lui, n'a le droit de tenir un tel langage qui incrimine, par des sous-entendus, le pouvoir du roi en ses conseils et la cour qui danse autour de sa couronne. Et il sait de quoi il cause en réfléchissant à voix haute sur le sujet : « L'argent est un moyen de corruption avoué et reconnu,

[114]



En cette fin de régime dans lequel nous fait naviguer le témoin Dumas, la Bastille, prison politique austère et menaçante, était finalement devenue le symbole de l'intolérance, des abus, de l'injustice et de la tyrannie d'une royauté corrompue, insensible aux besoins du peuple et complètement déconnectée de la nouvelle réalité d'alors. En ce haut lieu de la répression monarchique, les Lally, les La Bourdonnais, les Mirabeau, les Diderot et les Voltaire, ont eu la disgrâce de visiter les mêmes cachots et d'y subir le même quotidien que les Bigot, Cadet et autres concussionnaires qui, par leurs malversations, ont provoqué la perte du Canada et mené à la sanglante révolution de 1789.

Tiré de l'œuvre de Arnould et collaborateurs

[115]

déclare-t-il encore, il ne saurait être en même temps, le moyen contraire. » À cet égard, le temps ne change pas la manière de faire pour ceux dont la vertu n'indispose pas les passions.

La sûreté d'une colonie est dans le cœur des hommes de courage qui l'habitent, dans l'âme des citoyens vertueux. L'argent ne détermine que les hommes médiocres que la nature a placés entre le vice et la vertu, et les détermine toujours à mal. Les dépenses utiles sont simples, faciles à soumettre au calcul. L'administrateur infidèle s'en abstient, les écarte, pour se livrer à des opérations de spéculation infinie. [...] Si au contraire la confiance dont le Souverain honore son représentant, se manifeste, et que le gouverneur général d'une colonie soit une fois connu pour un homme jaloux de remplir ses devoirs, il a déjà acquis la faculté d'électriser tout ce qui l'environne ; il touche le premier anneau de la chaîne qui lie ensemble tous les ordres de citoyens, et le plus humble des sujets s'ennoblit en obéissant à l'impulsion, à l'extrémité opposée ¹⁹⁹.

« Enflammer les esprits par la confiance, dit-il encore avec une précision chirurgicale, c'est de là qu'il faut partir pour aller à la victoire. » C'est bien ce qui explique une part du malheur de la France en Amérique. Le levier de cette déchéance est mû par la main des prévaricateurs, des concussionnaires, des spéculateurs qui, comme Bigot, Péan et le munitionnaire Cadet, n'ont eu nul souci de mener à bien leurs mandats. Ces hommes qui détenaient le pouvoir ont même eu le front de ramasser les fruits des victoires si chèrement remportées et de les remettre sur le marché à des prix prohibitifs, alors que le peuple manquait du nécessaire, alors que les soldats marchaient en souliers de bœufs quand ce n'était pas pieds nus, affamés et mal armés, alors que ceux qui combattaient pour la patrie sur les champs de bataille des colonies risquaient cent fois leur vie dans d'extrêmes privations, à défaut des biens de première nécessité écartés par des mains perfides des butins récoltés par leurs propres sacrifices. Sur les devoirs des gouverneurs et des intendants, sur la justice, sur [116] l'administration coloniale et la nécessité de préparer la guerre en temps de paix pour ne plus jamais y perdre au change, Dumas devient donc, à la suite de la

¹⁹⁹ Jean-Daniel Dumas, *Traité de la défense et de la conservation des colonies*, 1775, chap. 22

Conquête anglaise, un précurseur que les enragés de la Révolution daigneront laisser mourir dans son lit après que le couperet de la Terreur jacobine se sera abattu sur le cou de milliers d'autres.

Le traité de Paris
— *Saint-Domingue* — 1763-1766

Lorsque la guerre de Sept Ans s'échoue pour mourir dans le traité de Paris, la France, comme un ours blessé, se réfugie dans ses derniers sous-bois coloniaux pour lécher ses plaies. Mais si mauvaise et si humiliante soit-elle, la paix est généralement bien accueillie tant au sud et au nord que dans le Midi. Si Voltaire est content, la France l'est tout autant, puisqu'il s'en fait le pouls et quelle l'observe comme un phare. Le philosophe est pratique. Certes, il a la main près de son escarcelle, puisqu'il en faut bien un peu, mais il a de l'âme. À travers la voix des personnages de *Candide*²⁰⁰ [117] qui sort justement en même temps

²⁰⁰ Voltaire, *Candide ou l'optimisme* (« traduit de l'allemand de M. le docteur Ralph, avec les additions qu'on a trouvées dans la poche du docteur, lorsqu'il mourut à Minden, l'an de grâce 1759 »).

Jamais on n'aura vu en littérature une description si géniale, si parfaite, si sublimée de l'inutilité ajoutée à l'horreur de la guerre (« l'inhumaine curée », disait d'Argenson à propos de la boucherie de Fontenoy dont il avait été témoin). Au chapitre III, Voltaire écrit ainsi donc, avec une pointe de diamant trempée dans l'encre noire de l'ironie la plus sublimée, ce qu'il a su, à notre avis, écrire de plus beau, de plus voltairien, osons dire : « Rien n'était si beau, si leste, si brillant, si bien ordonné que les deux armées. Les trompettes, les fifres, les hautbois, les tambours, les canons, formaient une harmonie telle qu'il n'y en eut jamais en enfer. Les canons renversèrent d'abord à peu près six mille hommes chaque côté ; ensuite la mousqueterie ôta du meilleur des mondes environ neuf à dix mille coquins qui en infectaient la surface. La baïonnette fut aussi la raison suffisante de la mort de quelques milliers d'hommes. Le tout pouvait bien se monter à une trentaine de mille âmes. Candide, qui tremblait comme un philosophe, se cacha du mieux qu'il put pendant cette boucherie héroïque. — Enfin, tandis que les deux rois faisaient chanter des *Te Deum*, chacun dans son camp, il prit le parti d'aller raisonner ailleurs des effets et des causes. Il passa par-dessus des tas de morts et de mourants, et gagna d'abord un village voisin ; il était en cendres : c'était un village abare que les Bulgares avaient brûlé, selon les lois du droit public. Ici, des vieillards criblés de coups regardaient mourir leurs femmes égorgées, qui

que résonnent les derniers coups de canon de cette horrible tuerie, il a su décrire la futilité de la guerre avec une rare puissance ; il a su parler à tous, au peuple comme aux rois qui se sont mutuellement essoufflés sur le champ de bataille de l'intolérance qui n'est jamais loin derrière celui de l'orgueil. « La France peut être heureuse sans Québec, écrit-il à Choiseul qui cumule depuis peu les ministères de la Marine et de la Guerre ; tous disent qu'on doit vous bénir, si vous faites la paix à quelque prix que ce soit ²⁰¹. »

Mais si le peuple français s'accommode fort bien des termes de la paix nouvellement conclue (Saint-Domingue, la Martinique et la Guadeloupe, les îles sucrières au prix du désert canadien, une aubaine, se dit-il, une aubaine pour plus d'un), Louis XV, qui n'est pas plus idiot que puritain, est trop conscient de l'ampleur réelle des enjeux pour ne pas sombrer dans une apparente satisfaction. En ce sens, les Canadiens ont donc parfaitement raison de ne pas nourrir de rancunes à l'égard de ce roi « bien-aimé », qui ne s'est jamais soucié de leur bonheur. Maintenant que nous y sommes, que le roi parle français ou anglais, qu'il aime le pape ou non, qu'importe, puisqu'il faut bien s'accommoder d'un maître dans ce désert. [118] (« Le roi est mort, vive le roi ! » cette expression n'aura jamais été si vraie qu'au Canada en ce lendemain de Conquête.)

tenaient leurs enfants à leurs mamelles sanglantes ; là des filles éventrées, après avoir assouvi les besoins naturels de quelques héros, rendaient les derniers soupirs ; d'autres à demi brûlées criaient qu'on achevât de leur donner la mort. Des cervelles étaient répandues sur la terre à côté de bras et de jambes coupés. »

²⁰¹ Voltaire à Choiseul, 6 septembre 1762.



Louis XV, le « Bien-Aimé », 1710-1774
(Par François-Hubert Drouet, Château de Versailles)
Tiré de l'œuvre de Gaxotte

[119]

À propos du mérite — de l'adaptabilité à la botte anglaise ! — des Canadiennes de Québec pendant les premières heures d'occupation, Knox écrit justement : « Il est vraiment surprenant de voir avec quelle bonne grâce ces joyeuses créatures supportent une infortune qui nous paraîtrait intolérable. Dans les familles que les calamités de la guerre ont fait tomber des douceurs du luxe à l'extrême indigence, on rit, on danse, on chante, et l'on se console d'un mot : fortune de guerre. Les jeunes personnes se mettent en quatre pour apprendre à nos officiers à

parler français ; j'ignore dans quel but, à moins que ce ne soit pour s'entendre louer, flatter et courtiser sans perte de temps ²⁰². »

Mince consolation pour les uns et pour les autres que cette acceptation, car la paix imposée par la lassitude générale, tant en métropole que dans les colonies, fait tout aussi plaisir à la Prusse et à l'Autriche qui la signent cinq jours plus tard (le 15 février), à Hubertsbourg. Si courageux et si patriotique soit-il, le nouveau ministre doit subir les clauses rigoureuses du traité de Paris que lui a imposé la fatalité des événements. Mais si la France des Bourbon est abattue pour la seconde fois depuis le traité d'Utrecht (1713) devant une puissance européenne, la revanche qu'elle doit prendre avec l'histoire lui procure une raison nouvelle de vaincre au-delà de cette adversité. Les finances de la Marine française se trouvent alors dans un état de dépérissement inégalé, et Choiseul, avec son programme de restauration de cette force qui porte les ors de la France sur toutes les mers du globe, fait preuve dans ces conditions d'un admirable patriotisme. Pour lui, le traité de Paris n'est qu'une trêve, qu'il faut utiliser au mieux pour préparer la revanche. Héritier des errances, des faiblesses, des incapacités successives et des contraintes de [120] ses prédécesseurs, Choiseul a donc pour triple mandat de sortir le ministère de la Marine de sa torpeur ; de liquider les conséquences désastreuses, à moyen et à long termes, de la guerre de Sept Ans ; et de présider à la reconstruction de l'empire colonial de la France à partir de ce qui a été réchappé du traité de Paris.

L'Affaire du Canada réglée, il reste maintenant à utiliser à bon escient l'énergie et les qualités de ceux qui ont survécu à l'épreuve de l'affrontement judiciaire du siècle sans être condamné à la Bastille, au déshonneur ou au bannissement comme cela a été le cas de ce cher Bigot dont il nous plaît d'évoquer la totale disgrâce et les malheurs subséquents ! En contrepartie, pour services rendus à la patrie et pour ceux à rendre encore dans une France en reconstruction, Lévis (44 ans), dont la carrière est promise à une fulgurante ascension, est nommé gouverneur de l'Artois ; avant de mourir à Arras le 26 novembre 1787, il recevra le bâton de maréchal de France (1783) et sera fait duc l'année

²⁰² *Journal de Knox*, dans Doughty, 1914-1916. Traduit de l'anglais au français, dans Parkman, 1908 : 117.

suivante (1784) ²⁰³. Bourlamaque (47 ans), commandant en second après la chute de Québec, est reçu commandeur de l'ordre de Saint-Louis, promu maréchal de camp, puis nommé gouverneur de la Guadeloupe (1763), une colonie qui compensera plus ou moins la perte du Canada en Amérique, où il mourra d'ailleurs l'année suivante ²⁰⁴.

Bougainville (34 ans), troisième personnage encore vivant de la guerre de la Conquête, est nommé capitaine de vaisseau avec mandat de fonder un établissement aux Malouines où il débarquera le 3 février 1764 (une colonie appelée à passer d'ici peu à l'Espagne, puis à l'Angleterre). Aventurier dans l'âme comme l'ont été avant lui les Cartier, Champlain, [121] Radisson et La Vérendry, en 1767, à bord de la frégate la Boudeuse, Bougainville franchira le détroit de Magellan en compagnie de la flûte l'Étoile pour aller redécouvrir les contours mal connus de Tahiti, des Nouvelles-Hébrides et des îles Moluques déjà colonisées par les Hollandais. Royaliste raffiné autant que bon mathématicien, il sortira indemne des prisons de la Terreur et ira mourir à Paris le 20 août 1811, couvert de médailles et des plus grands honneurs ²⁰⁵.

Si Lévis, Bourlamaque et Bougainville ne sont pas inquiétés de l'Affaire du Canada, il en va tout autrement pour Pouchot (51 ans) et Vaudreuil (65 ans) qui ont dû passer sur la sellette pour nettoyer leurs noms. Sitôt libéré des accusations pesant sur lui, Pouchot fera une escale à Grenoble avant de repartir pour le front corse où il sera tué le 8 mai 1769 ²⁰⁶. Alors que Vaudreuil, une fois indemnisé des préjudices subis, ira mourir en paix et richement pensionné dans sa maison de Paris, le 4 août 1778. ²⁰⁷

L'itinéraire de Dumas, le sixième personnage sorti de cette guerre bien vivant et surtout plein de gloire, connaît, pour sa part, une carrière plus accidentée qui requiert un temps d'arrêt en raison de la place qu'il tient dans notre parcours historique. Le héros de la Monongahéla, même s'il se trouve à un océan du théâtre de ses prouesses de jeunesse,

²⁰³ Eccles, *DBC*, 1980, vol. IV : 515-521.

²⁰⁴ Stacey, *DBC*, 1974, vol. III : 89-92.

²⁰⁵ Taillemite, *DBC*, 1984, vol. V : 112-115.

²⁰⁶ Moogk, *DBC*, 1974, vol. III : 578-582.

²⁰⁷ Eccles, *DBC*, 1980, vol. IV : 716-729.

est entré dans sa quarante-deuxième année. L'homme n'est plus un jouvenceau bien qu'il soit ancré dans son célibat. Mais il a du caractère à revendre. Il a de l'ambition comme un jeune premier et il a, pour se réaliser, encore de belles années devant lui. Sa bonne renommée lui sert de passe-partout, et où qu'il aille il est l'idole des salons. L'une après l'autre, les portes du succès s'ouvrent devant lui, [122] ce qui est également source d'inimitié. Pour ses brillants états de service, le 6 mai 1765, il reçoit ainsi des mains mêmes du roi la place de commandant en second à Saint-Domingue (île d'Haïti), en remplacement du comte de Torance ²⁰⁸. Mais cette promotion arrive dans un fort mauvais moment. Depuis l'accostage, au Cap, du gouverneur d'Estaing (avril 1764), les îles sont en proie à des convulsions politiques qui se manifestent plus particulièrement sur la question des milices et, dans cette fébrilité, Dumas se voit ainsi écarté de ce poste avant même de s'y présenter ²⁰⁹.

Gouverneur aux îles de France et de Bourbon— 1767-1768

Le recul de Choiseul à propos de cette nomination était du reste commandé par le torrent de déveines qu'il venait de subir dans les marais insalubres de Cayenne et par ce bouillon de culture qui gangrenait les îles en proie à leurs premiers spasmes républicains. L'annulation du poste de Dumas, redisons-le, n'était en rien imputable au caractère de ce haut gradé que d'aucuns trouvaient un peu raide, il est vrai, mais reconnu pour « l'honnêteté de sa conduite au milieu des abus et des déprédations ²¹⁰ ». Rien ne pouvait lui être plus défavorable que le temps et le lieu où il devait toucher sa récompense. Comprenons : les abus de l'armée et des grands exploitants ruinaient le climat social de cette île qui, de paradis perdu, était devenu un enfer chauffé par quelque « trente mille personnes et cent mille esclaves nègres ou

²⁰⁸ APC, 1906, vol. 1, 6^e part. : 363

²⁰⁹ Tramond dans *Les Antilles...*, 1929, vol.1 : 481-482

²¹⁰ APC, 1906, vol. 1, 6^e

mulâtres qui travaillaient aux sucreries ²¹¹, aux plantations d'indigo, de cacao, et qui abrègent leur [123] vie pour flatter nos appétits nouveaux, en remplissant nos nouveaux besoins que nos pères ne connaissaient pas ²¹²». Et ceci contribuant à cela, la confusion administrative marquait la vie politique de cet éden que se partageaient, en se chicanant comme des harpies, grands Blancs et petits Blancs ; la milice, stimulée par les ambitions des premiers, vivait pour le reste une crise assassine qui ajoutait à l'agitation sociale ; et la Marine, où devait briller Dumas, avait perdu ses prérogatives au profit de l'armée de terre qui n'était pas plus capable de restaurer la loi et l'ordre par le bon droit et la justice en découlant. C'était, pour dire court et bien, la cour du roi Pétaud régnant sur un désordre permanent, un tumulte que ni le départ de ce brouillon de gouverneur Clugny, ni la nomination de ce « fou » d'Estaing (dixit Choiseul), ni l'arrivée de son remplaçant, le prince de Rohan (en juin 1766), n'étaient en mesure de calmer ²¹³.

Dans cette déconvenue, le cas de Dumas ne pouvait être, par contre, en de meilleures mains que dans celles de

²¹¹ Au début des années 1770, Saint-Domingue compte plus exactement 18 000 Blancs et 7 000 hommes libres de couleur qui font travailler 200 000 esclaves dans les plantations, les indigoteries, les sucreries. À elle seule, l'île de Saint-Domingue produit plus de la moitié du sucre [99] consommé par l'Europe tout entière. La France ne consomme que le huitième du sucre dont elle dispose, et l'ensemble du commerce extérieur français, dans lequel le trafic des îles compte largement, rejoint le total du commerce britannique. Dans ces conditions, on comprendra pourquoi les Français ont eu si vite fait d'oublier l'Inde et le Canada, et tout autant la frustration des Britanniques pour cette perte de la perle des Antilles. Voir Sédillot, 1958, vol. II : 364.

²¹² Voltaire, « Des îles françaises et des flibustiers », dans *Essai sur les mœurs*, vol. CLII. Cet essai, dont nous citons un court extrait, compte parmi les œuvres inachevées du philosophe historiographe. Par son ampleur, son esprit nouveau et sa présentation critique de la société humaine planétaire, elle est aussi l'œuvre maîtresse de Voltaire qui en entreprit la rédaction en 1741, qui en publia une première version en 1756, et qui y travailla jusqu'à sa mort, en 1778. Si Dumas est un témoin actif de la colonisation française et des guerres fratricides qu'elle génère pendant cette période charnière, Voltaire, pour sa part, nous donne la mesure de l'esprit universel qui la fait exulter jusqu'à son point de rupture. L'un porte l'épée d'un régime politique dégénéré, l'autre tient la plume qui le conduit à sa mort par l'éveil des esprits.

²¹³ Tramond, dans *Les Antilles...*, 1929, vol. 1 : 483-486

[124]



Carte d'ensemble des îles de l'Océan Indien.
Tiré de l'œuvre de Toussaint.

Choiseul, occupé à pétrir tout autant le nouveau visage des colonies françaises éparpillées dans l'océan Indien. Dans cet autre petit bout du monde exploitable au profit des plus grands exploiters de ce monde, les Français, par l'entremise de la Compagnie des Indes orientales, régnaient toujours en maîtres (depuis 1715) sur le petit archipel des Mascareignes constitué de l'île de France (île Maurice), de l'île Bourbon (la Réunion) et de l'île Rodrigues. Dans ces îles situées sur l'un des axes commerciaux les plus courus de la planète, la guerre de Sept Ans avait également fait son œuvre néfaste au sein de l'administration. Ici comme ailleurs, en effet, la dernière tuerie avait permis à des mains vénales de plonger jusqu'au plus profond du terreau administratif pour fausser un équilibre économique déjà fragile ; l'agriculture, importée en même temps que les esclaves et les exploiters blancs (là aussi grands et petits Blancs), était asphyxiée sous le jeu des spéculateurs ; et, comme cela avait été le cas du Canada, les agioteurs faisaient des ravages dans l'administration en prenant soin de détourner à leur profit tous les produits [125] de première nécessité

venus d'Europe. Les difficultés dans lesquelles s'enlisait alors l'ensemble des colonies françaises éparpillées dans l'hémisphère sud, répondaient d'ailleurs à ce modèle décadent rappelé par le dernier glas de l'histoire.

Pour reprendre le contrôle de ces perles océanes qu'il entend convertir en bases navales dans l'éventualité d'une reprise des hostilités avec l'Angleterre, en 1764 (édit de Compiègne du 4 août), Choiseul rachète ainsi, à la moribonde Compagnie des Indes ²¹⁴, les droits et privilèges des Mascareignes pour la somme de 7 625 348 livres ²¹⁵. La rétrocession ne devant prendre effet que le 14 juillet 1767, le ministre du roi dispose de trois années pleines et entières pour procéder à une transformation radicale des institutions administratives, politiques, militaires et judiciaires des lieux, et pour placer à leur tête ce qu'il juge être ses meilleurs candidats en lice.

Par l'ordonnance du 25 septembre 1766, Choiseul confie ainsi le gouvernement de ces îles à un pouvoir binaire composé d'un gouverneur (chargé de la défense et de la police) et d'un intendant général (chargé de l'administration) ; l'un et l'autre devront résider à l'île de France et seront représentés, à l'île Bourbon, par un gouverneur particulier et un intendant ordonnateur. Pour faire un contrepoids à l'autorité des gouverneurs et des intendants, le ministre modifie de pair et en profondeur l'organisation judiciaire. Il institue un tribunal terrier, supprime, par l'édit royal de juin 1766, le Conseil supérieur établi en 1723, et le remplace par un autre (ordonnance du 25 septembre 1766) qu'il dépouille de toute fonction administrative ou législative. [126] C'est ce nouveau Conseil supérieur — formé du gouverneur particulier, de l'intendant, de sept conseillers titulaires, d'un procureur général, d'un substitut et d'un greffier — qui servira de théâtre à l'acte final de l'irréconciliable conflit entre Dumas (le gouverneur, qui en est totalement exclu) et Poivre (l'intendant, qui en est le fer), et qui commandera le rappel en France du premier gouverneur de ce nouveau régime le 3 juillet 1768, soit un peu moins d'un an après sa

²¹⁴ Qui devient dès lors une compagnie purement commerçante, avec à sa tête un commissaire nommé par le roi, Law de Lauriston, le neveu de l'ancien contrôleur des Finances, qui arrive à son poste au début de 1765.

²¹⁵ Scherer, 1980 : 26.

nomination ²¹⁶. Le jeu d'intrigue que cette affaire suscite, de Port-Louis à Versailles, et le discrédit quelle jette sur les deux auréolés, méritent un bref rappel...

Ce climat de chicane, de luttes de pouvoir et de trafic d'influence n'est pas sans nous rappeler du reste celui qui prévalait dans les dernières heures de la défunte Nouvelle-France. La reproduction d'une telle structure administrative, qui a déjà fait amplement les preuves de son inefficacité au Canada dans l'ère Vaudreuil-Bigot, s'explique d'ailleurs très mal dans le contexte de la « royalisation » des Mascareignes. Ce fiasco administratif aux conséquences fâcheuses, tant sur le plan de la défense que sur celui de l'économie, aurait dû pourtant servir d'avertissement à ce régime essoufflé.

À Jean-Daniel Dumas, récemment mandaté (le 1^{er} mai 1766 ²¹⁷) pour discipliner les recrues à Port-Louis ²¹⁸, île de France, Choiseul confie ainsi, le 17 juillet 1767, le poste convoité de gouverneur ; et à Pierre Poivre, ancien agent de la Compagnie dépossédée de son monopole, celui d'intendant. La bonne renommée de ce Poivre (un nom prédestiné pour ce féru de botanique qu'on surnomme déjà « l'homme aux épices » !) n'a rien à envier à celle de Dumas dont le caractère [127] s'est radicalisé avec le temps. La légende qui court sur Poivre raconte qu'il s'est naguère illustré dans une expédition périlleuse menée dans l'Insulinde (Indonésie et Philippines) pour rapporter à l'île de France les plants d'épices jalousement gardés par les Hollandais, ce qui a été source de richesse jusqu'à la fin des années 1750 ²¹⁹.

Si l'expérience militaire fructueuse de Dumas soulage de prime abord les épaules du roi et de son ministre pour ce qui est de la défense et de la police, le choix tout aussi pesé de l'intendant Poivre en tant qu'administrateur financier suscite également un bel espoir sur le plan économique ; car, il faut bien le dire, c'est sur les épaules de ce second, qui n'a pas tout à fait les mains propres pour les avoir trempées rondement dans l'assiette de la Compagnie des Indes, que repose désormais l'ensemble du programme de restauration agro-industriel de

²¹⁶ Scherer, 1980 : 27. Meyer et coll., 1991 : 226-229.

²¹⁷ « Relevé des services », dans *Archives de la Guerre*, microfilm F-794.

²¹⁸ APC, 1906, vol. 1, 6^e part. : 376.

²¹⁹ Toussaint, 1974 : 47.

l'archipel. Prises individuellement, ces deux têtes fortes sont des maîtres en leurs domaines respectifs. Elles portent en elles avec beaucoup de fierté les plus belles promesses de succès. Mais lorsqu'elles sont placées dans un même terreau où l'esprit d'équipe exige autant de renoncement que de caractère, la combinaison d'intérêts si divergents ne peut être moins productive que celle-là. Et pendant cette année que durera l'administration Dumas-Poivre, l'archipel des Mascareignes sera en proie à une lutte intestine d'une rare intensité, un débordement notable dans ce monde pourtant habitué aux extravagances.

Cette querelle de pouvoir fit ses premières racines dès l'arrivée de Dumas dans l'archipel. Son caractère autoritaire et l'absence de finesse qu'on sut aussitôt lui reprocher, furent assurément vus comme les pires défauts par le clan de Poivre qui, avec l'appui du Conseil supérieur où il siégeait comme [128] président, avait déjà ses petites habitudes interlopes, ses accointances d'affaires et son propre réseau d'influences. Sitôt débarqué, Dumas se présenta devant ses administrés, menton levé, botté jusqu'aux genoux et cravache à la main, pour produire dès l'abord le plus fâcheux effet. Sans perdre une minute, il instaura un véritable régime militaire dans les îles, planta ses éperons dans le flanc de l'aristocratie coloniale et publia sans plus tarder, le 20 juillet ²²⁰, des instructions qui écartaient totalement de ses plates-bandes la clique de l'intendant et du Conseil supérieur dont il était d'ailleurs exclu. Il n'en fallait pas plus pour ouvrir les hostilités entre les deux hommes qui se sont employés, avec un art consommé, à écrire au ministre de la Marine pour se dépeindre mutuellement comme de fieffées canailles.

La pomme de discorde commença à pousser autour des intérêts de la traite, établie de longue date sur la côte orientale de l'île de Madagascar. Les deux hommes n'étaient pas d'accord sur le choix de l'endroit où devait se faire cette traite : Dumas voulait Foulpointe, au nord-est de Madagascar, où il avait de bonnes relations avec le chef de traite Glémet ; alors que Poivre préférait Fort-Dauphin où il avait, pour sa part et à son avantage, de vieilles assises commerciales remontant à la belle époque de la Compagnie des Indes ²²¹. À ce chapitre, les intérêts

²²⁰ « Ordre du 20 juillet 1767 », ANQQ, AP-P-642.

²²¹ Froidevaux, dans Hanotaux, 1933, vol 6 : 91-95

des deux clans étaient concurrentiels et ceux-ci ne s'entendaient pas sur la manière de se partager et cette sphère d'influence et le butin ²²². Habitué d'écumer sans entraves dans ces eaux, Poivre n'hésita pas ensuite à outrepasser ses pouvoirs pour heurter de plein fouet la susceptibilité du gouverneur qui eut tôt fait de se plaindre au ministre. S'appuyant sur un mémoire signé par plusieurs grands Blancs de l'île (L'Auguste protection), Dumas en profita [129] pour dénoncer les abus de pouvoir et les délits d'initiés dont s'étaient rendus coupables, à son avis, les employés de la Compagnie des Indes avant la « royalisation » de l'île ; une attaque diffamante que n'étaient décidément pas disposés à laisser passer Poivre et sa cabale ²²³.

La querelle, déjà bien engagée entre les deux hommes et leurs factions respectives, se transporta ensuite dans la salle du Conseil supérieur, qui réunissait en son sein des anciens fonctionnaires de la Compagnie des Indes. Outré d'une telle attaque, le Conseil intenta des poursuites en diffamation contre les auteurs du mémoire, les fit arrêter et emprisonner sans autre forme de procès. Indigné à son tour par ce procédé qui lui portait ombrage, Dumas répliqua de suite en adressant un blâme au procureur à qui il reprochait d'avoir défié son autorité, et fit relaxer les prisonniers sans préavis. Puis l'affaire glissa dans le moliéresque. Elle dégénéra au point que Dumas perdit patience ; jugeant qu'il pouvait utiliser la manière forte en de telles circonstances, il pénétra avec des officiers dans la salle du Conseil (le 23 février 1768) et exigea l'enregistrement de sa plainte. Après une brève altercation avec Poivre, le président du Conseil, qui était aussi l'intendant, dissout l'assemblée et quitta la salle en furie. Devenu maître de la place, Dumas dicta ses ordres au greffier qui, encore là, n'eut pas d'autre choix que de les transcrire ; des ordres qui commandaient, rien de moins, que l'arrestation du procureur général et l'un de ses conseillers (Rivalz de Saint-Antoine pour ne pas le nommer) dont il se saisit ensuite pour le déporter à l'île Rodrigues ²²⁴.

À la cour de France, où on avait pourtant l'habitude des pires excès, l'affaire fit grand bruit. Scandalisé par un tel [130] procédé, le roi rappela Dumas (le 3 juillet 1768) pour qu'il répondît de ses gestes, un

²²² Meyer et coll., 1991 : 222-225.

²²³ Crepin, dans Hanotaux, 1933, vol. 6 : 357.

²²⁴ Crepin, dans Hanotaux, 1933, vol. 6 : 356-360.

Dumas qu'il venait à peine d'élever au grade de brigadier général des armées avec la pension appropriée (en février ²²⁵. Il nomma à sa place le chevalier Desroches qui, d'un caractère moins vindicatif et dépourvu des principales prérogatives du gouverneur, sut faire ce qu'il fallait pour ne pas brouiller l'eau de Poivre, qui allait régner dans les Mascareignes jusqu'à son départ en octobre 1772.

*Les rois se succèdent, mais ne se ressemblent pas
— un Traité de défense qui ne passe pas inaperçu — 1775*

Le retour en France de Dumas, bien qu'il obligeât ses pairs et ses protecteurs à étudier l'affaire et à prendre leurs distances avec lui le temps de l'enquête et des comparutions, ne fut pas un sujet de discussion en dehors des grands salons où se jouait le sort des colonies. Depuis son retour du champ de bataille canadien, Dumas disposait d'une rente annuelle de 1200 livres, somme qui avait été portée à 2000 livres par le ministre lors de sa nomination comme gouverneur de l'île de France. Le 9 octobre 1772, après avoir entendu tous les témoignages du procès intenté contre Dumas (à l'instant précis où Poivre rend curieusement la clé du gouvernement colonial des Mascareignes), le roi rend jugement : il accueille favorablement la défense du gouverneur mis au ban, le libère de tout blâme et des accusations pesant contre lui, et décide de le rétablir dans ses fonctions militaires en lui versant une gratification annuelle de 3000 livres prises « sur l'extraordinaire des guerres » en compensation des préjudices subis ²²⁶.

²²⁵ Archives de la Guerre, microfilm F-794.

²²⁶ Archives de la Guerre, microfilm F-794

[131]



Louis XVI vient au monde le 23 août 1754, alors que l'affaire Jumonville secoue le Canada. Il mourra le 21 janvier 1793, guillotiné sur l'actuelle place de la Concorde, à 10 h 10 du matin.

Le signal ainsi donné par Louis XV n'est pas mince. Et l'affaire n'en restera pas là, puisque, le 12 décembre 1774, Louis XVI, qui vient tout juste de succéder à son grand-père (le 10 mai 1774) mort de la petite vérole dont, dit-on, il n'avait pas volé quelques grains, trouve opportun de noter à la face du régime qu'il « n'a gardé aucune mauvaise impression de son rappel de l'Ile de France ²²⁷ ». Sans doute encouragé par le traité déposé à cette heure par Dumas auprès de son frère aîné (le futur Louis XVIII), le nouveau monarque consent de suite et de surcroît au rétablissement du traitement de [132] 1200 livres qui lui avait été accordé à son retour au Canada, et il y ajoute même, sur ce qu'il reçoit

²²⁷ APC, 1906, vol. 1,6° part. : 407.

déjà pour tous ses services rendus, une gratification de 6000 livres. Ce dernier geste, s'il ne contribue pas à laver sa mémoire auprès des copains de son antagoniste Pierre Poivre, a toutefois le mérite de lui rouvrir les portes de la carrière militaire. Il suffit de lire la préface du document dont Dumas dit avoir entrepris la rédaction en 1773 pour comprendre qu'il n'a perdu ni son énergie ni son temps pour dénoncer l'incurie de ses principaux adversaires (« un homme mal intentionné [et] un de ses complices, dont un anthropophage aurait rougi ») et pour réinscrire son nom dans le carnet de paye de l'armée.

En fait de gouvernement, tout est lié, tout se tient par des rapports médiats ou immédiats, d'où il résulte :

qu'il n'y a point de gouvernement où il n'y a point de sûreté ;

qu'il n'y a point de gouvernement là où il n'y a pas de justice, ou lorsqu'elle est mal administrée, ce qui revient au même ;

qu'il n'y a point de gouvernement partout où l'anarchie peut impunément se substituer à lui, à la première effervescence de quelques esprits inquiets et turbulents que la cupidité détermine, et qui ne manquent jamais de lier leur partie avec des hommes puissants auprès des ministres pour s'engraisser des misères publiques. Cela est arrivé plus d'une fois depuis vingt-cinq ans dans nos colonies, particulièrement aux îles de France et de Bourbon, pendant mon commandement et pendant celui de M. le chevalier des Roches mon successeur. (Chap. XI)

Bien que cet important jugement royal, doublé d'une réintégration officielle dans l'armée, redore sans plus de nuances le blason de Dumas en le lavant des lourdes accusations pesant contre lui depuis son rappel des Mascareignes, le parcours militaire qu'il est appelé à suivre jusqu'à l'heure de son trépas est beaucoup plus difficile à suivre. S'il reprend du service, l'histoire le garde toutefois dans l'ombre pour la suite quelle lui réserve. Certains le placent à bord de l'un des cinq navires confiés au célèbre bailli Suffren, qui attaquera la [133] flotte de l'amiral anglais Hughes (1782) et qui portera haut dans le ciel des Indes orientales le pavillon français si souvent humilié depuis le début du siècle ²²⁸ ;

²²⁸ Bibaud, 1891 : 83-84. « Ayant émigré après la capitulation générale qui y eut lieu, écrit Bibaud, il devint participant des victoires du fameux bailli de Suffren. » S'il n'est pas possible d'attester la véracité de cette affirmation

d'autres le ramènent même le long des côtes de l'Amérique du Nord (1780-1781), où il aurait été mêlé aux faits d'armes de La Fayette pendant les belles heures de la Révolution américaine ²²⁹.

En l'absence de tout document d'archives nous permettant d'attester ces faits et de réduire le champ des possibles historiques jusqu'à un point de convergence, il est difficile pour nous de prendre position. Nous ne pouvons que nous laisser aller au jeu des spéculations et prendre prétexte du fait qu'il a été élevé au rang de maréchal de camp, le 1^{er} mars 1780, avec pension de 10 200 livres ²³⁰, pour comprendre qu'il servait encore dans l'armée à l'époque où ses compatriotes, Suffren et La Fayette, ont marqué l'histoire de leurs propres exploits (en 1782, Dumas est âgé de 61 ans, ce qui le fait toujours candidat à toutes les gloires militaires). Il faut savoir du reste que le grade de maréchal de camp n'était pas qu'honorifique sous l'Ancien Régime et qu'il n'avait rien d'un titre posthume ; il s'agissait alors d'un officier supérieur commandant sous les ordres du général en chef et, en certaines circonstances, il pouvait même cumuler ces deux fonctions (ce qui fut notamment le cas de Montcalm lors de son assignation au Canada, en 1756, et celui de Bourlamaque lorsqu'il fut nommé gouverneur de la Guadeloupe, en 1763).

[134]

Quoi qu'il en soit sur ces éventualités réelles ou fictives, Jean-Daniel Dumas meurt de sa belle mort le 2 août 1794, après avoir survécu aux pires tueries de ce siècle, même à celles de la Terreur dont il s'est manifestement tenu à l'écart, puisqu'il habitait alors à Albias, dans le département du Tarn-et-Garonne (sud-ouest de la France). Il était entré dans sa soixante-treizième année. Dans l'histoire de France, son nom s'est éteint comme une bougie alors que, dans l'histoire du Canada, les dictionnaires et les livres d'histoire, du moins ceux qui ne sont pas dénués d'âme, l'associent aux heures les plus glorieuses de la

(pour l'heure), il n'est pas plus indiqué à l'historien qui le suit à la piste de l'ignorer dans son suivi en vertu du même principe. Être prudent et ouvert à toute éventualité, rester collé aux documents mais ne pas se fermer délibérément les yeux à défaut de l'avoir expressément en preuve, voilà le principe...

²²⁹ Audet, 1920 : 116.

²³⁰ Archives de la Guerre, microfilm F-794.

Conquête anglaise, pour en faire le plus bel exemple de l'héroïcité canadienne française, du courage, du sens du devoir et de la ténacité de ceux et celles qui ont ouvert les portes de l'histoire à ce continent...

* * *

[135]

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France.

Deuxième partie

TRAITÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA CONSERVATION DES COLONIES

Par M. Dumas, brigadier des armées du roi,
ancien commandant général
des îles de France et de Bourbon **231**.

[Retour à la table des matières](#)

231 Le lecteur prendra note, au départ, que le texte original a été retranscrit en français moderne afin d'en faciliter la lecture et de rendre son contenu plus accessible. Cette retranscription est cependant littérale et conforme à la photocopie du manuscrit original conservé aux Archives du Séminaire de Québec, sous la cote 884. Les mots soulignés dans l'original ont été mis en italique et les mots fautifs qui méritaient un traitement, pour une raison ou pour une autre, sont insérés dans des crochets [], de même, d'ailleurs, que les citations ajoutées au corps de l'original.

Suit illi consuetudo, ut si de jure de negotiis tractaret, solos doctos et disertos adhiberet, sivero de re militari, milites, veteres, et sepes bene meritos, & locorum peritos ac bellorum & castrorum ; &.ra lamprid. de alex. sev. ²³².

1775

[136]

²³² Traduction française : « C'est une coutume établie dans les affaires juridiques de s'en tenir seulement aux savants et juristes en ladite matière, mais, dans les questions militaires, il faut également consulter les militaires, les anciens et autres gens bien qualifiés en ce domaine, de même que d'autres personnes versées en étude des lieux, des guerres, des camps ; etc. ainsi que de tout autre service. »

[137]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Épître dédicatoire

À Monsieur Frère du Roi ²³³

[Retour à la table des matières](#)

Monseigneur.

C'est à titre de bon serviteur du Roi que j'ose mettre sous votre auguste protection cet ouvrage, le fruit d'une assez longue expérience.

Je ne traite point de cet art inhumain et destructeur, qui favorise l'usurpation, soumet tout à la loi du plus fort et n'a [138] de base que l'injustice. Je ne parle que du genre défensif et conservateur. Ce genre

²³³ Loge à cette singulière adresse nul autre que Louis-Stanislas-Xavier (1755-1824), petit-fils de Louis XV et de la deuxième dauphine, Marie-Josèphe de Saxe ; il est le frère de Louis XVI, devenu roi à la mort de son grand-père, le 10 mai 1774. De ce fait, Louis-Stanislas, héritier présomptif de la couronne (puisque Marie-Antoinette n'a pas encore donné d'enfant à son roi), devenu le comte de Provence et par conséquent deuxième personnage de France, a pris le titre de... Monsieur, c'est-à-dire le frère aîné du roi. La suite de l'histoire nous le présente tel un prince héritier de peu d'envergure et à la remorque des événements, évidemment ambitieux et patient, capable d'intrigues et de coups de collier, mi-chair, mi-poisson. À la mort de Louis XVII (1795), le comte de Provence prend le titre de roi de France et continue de séjourner à l'étranger où il participe plus ou moins activement à des conspirations infructueuses. Il ne rentre finalement en France qu'après la capitulation de Napoléon (le 6 avril 1814), avec le concours des armées alliées, pour reprendre le trône des Bourbon sous le nom de Louis XVIII.

De cette antagoniste, sa belle-sœur, Marie-Antoinette, disait : « Caïn !... Caïn !... » ; et Napoléon, qui ne l'estimait pas plus : « Faux comme Monsieur. » Et que dire de cette image qu'avait de lui-même le premier intéressé : « J'ai dû jouer la comédie toute ma vie. » Voir Walter, 1950.

qui s'accorde si bien avec le caractère d'un prince modéré, juste, ami de l'État et de l'humanité, sera avoué de Monsieur.



« Monsieur », le comte de Provence
(Portrait de Van Loo, Musée du Louvre)
Tiré de l'œuvre de Walter

Les souverains qui ont étendu les limites de leur empire par la force des armes, n'ont fait que sacrifier à une fausse grandeur des sujets au bonheur desquels ils se devaient eux-mêmes. Mais la guerre défensive, toujours juste, parce quelle est nécessaire, mérite encore les louanges de toutes les générations, parce quelle est la plus forte expression de l'amour des rois pour leurs peuples.

Je suis avec un très profond respect, de Monseigneur

Le très humble et très obéissant serviteur

D ***

D. * * *

Signature du transcripteur
au bas du document

A handwritten signature in cursive script, reading "J. Dumas".

Vraie signature de
Jean-Daniel Dumas

[139]



Scène de la guerre de Sept Ans.
Tiré de l'œuvre de Guizot

[139]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#)

Je n'écris point pour acquérir de la célébrité comme auteur ; mes prétentions se bornent à m'entretenir avec les gens de guerre de tout état et de tout grade.

Je soumets à mes maîtres, à mes guides dans la carrière, mes idées et mes réflexions ; mais je retiens le droit de raisonner avec mes égaux en observation et en expérience, comme je le conserve au simple soldat, qui en exposant sa vie pour le service du Roi, mon égal par ce sacrifice, peut encore avoir saisi des vues qui m'ont échappé.

J'ai vu les lieux et pratiqué les choses dont je traite. Si des connaissances acquises par des faits et par l'habitude de l'observation pouvaient un jour contribuer à la gloire des armes du Roi, à la prospérité de ma patrie, mes vœux seraient remplis.

[140]

Si j'étais resté au-dessous de mon sujet, je ne donnerais ici qu'un simple témoignage de mon zèle : plus d'une fois j'ai su me contenter d'un tel prix.

J'ai voulu mettre sous les yeux des ministres du Roi quelques vérités utiles sur les colonies. Un ouvrage didactique n'aurait pas rempli cet objet ; si j'avais adopté ce genre, je les aurais nécessairement noyées dans un grand nombre de vérités communes, que tout le monde sait, parce quelles sont partout écrites, partout répétées.

Les ministres ne lisent point, ils n'en ont pas le temps. Les meilleures choses leur sont présentées par extrait : voilà la raison qui m'a fait faire pour eux un livre par extrait.

D'ailleurs, en bonne police, il faut laisser à chacun son métier et ne prendre la place de personne. Les écrits élémentaires et didactiques appartiennent aux auteurs de profession, aux gens de lettres en général, et je ne suis ni l'un ni l'autre.

Cet ouvrage sera lu avec fruit par tout homme de guerre destiné à commander dans les colonies ; mon expérience servira à l'affermir dans ses principes ou à les rectifier.

Ces établissements précieux à la nation rencontrent parmi nous des contradicteurs puissants en paroles dans les partisans exclusifs de l'économie intérieure ; ils l'enrichissent, pour ainsi dire, malgré elle-même.

Les colonies manifesteront mieux leur utilité, lorsque les vices d'une défense mal entendue, d'une législation insensée, [141] d'une administration dévorante ²³⁴, seront mieux connus : et les soupirs des colons se feront entendre tôt ou tard.

L'univers sait aujourd'hui qu'en France la vérité n'a qu'à paraître, mais encore faut-il qu'il y ait des hommes assez courageux pour la produire : eh ! pourquoi ne serais-je pas un de ces hommes-là ?

²³⁴ Avec l'arrivée de Jean-Daniel Dumas à la direction des Mascareignes (1767), l'administration des îles de France et de Bourbon était soustraite des privilèges exclusifs de la Compagnie des Indes et passait aux mains du roi ; ce transfert avait été plus spécifiquement notifié par l'ordonnance royale du 25 septembre 1766, qui confiait l'administration publique à un gouverneur et à un intendant général chapeautés par un Conseil supérieur. Selon ce partage des pouvoirs et des prérogatives administratives, le *gouverneur* devait remplir la fonction de lieutenant général ; assurer la défense des îles placées sous son autorité ; représenter le roi auprès des habitants ; et commander aux troupes de terre et de mer. L'*intendant général*, pour sa part, devait présider le Conseil supérieur, la plus haute instance juridictionnelle des îles : par voie de conséquence, il avait la main haute sur les travaux publics, les questions de voirie, de police et de justice ; il maniait les fonds de la colonie ; avait le droit de lever les impôts et de les administrer ; et dirigeait tout ce qui touchait à la marine marchande. C'est cette division des pouvoirs, semences de toutes les passions humaines auxquelles n'est jamais étranger l'appât du gain, qui furent à l'origine de la rivalité entre Dumas (gouverneur) et Poivre (intendant), qui valurent le rappel du premier en France (1768), et qui furent à la source du présent *Traité*. Voir Crepin, 1933 : 355-360.

Lorsque j'eus l'honneur de présenter (il y a deux ans) cet ouvrage à Monsieur frère du Roi et à quelques ministres de Sa Majesté, je n'avais encore traité que de la défense et de la conservation ²³⁵.

[142]

Le sol tient le premier rang dans l'ordre de la propriété, lui seul la constitue essentiellement ; toute autre possession n'est que représentative, fictive, d'opinion ou de confiance, et toute administration publique ne fut primitivement établie que pour maintenir et défendre au dehors et au dedans la propriété générale et particulière.

J'ai ajouté depuis quelques chapitres. En fait de gouvernement, tout est lié, tout se tient par des rapports médiats ou immédiats, d'où il résulte :

qu'il n'y a point de gouvernement où il n'y a point de sûreté ;

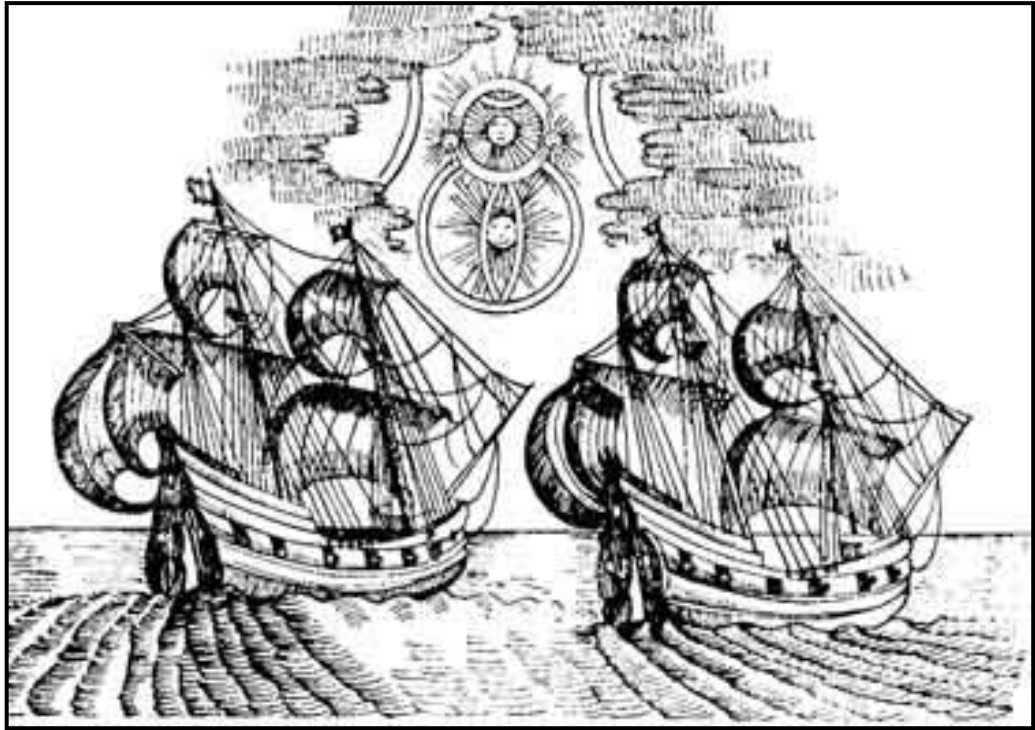
qu'il n'y a point de gouvernement là où il n'y a pas de justice, ou lorsqu'elle est mal administrée, ce qui revient au même ;

qu'il n'y a point de gouvernement partout où l'anarchie peut impunément se substituer à lui, à la première effervescence de quelques esprits inquiets et turbulents que la cupidité détermine, et qui ne manquent jamais de lier leur partie avec des hommes puissants auprès des ministres pour s'engraisser des misères publiques. Cela est arrivé plus d'une fois depuis vingt-cinq ans dans nos colonies, particulièrement aux îles de France et de Bourbon, pendant mon commandement et pendant celui de M. le chevalier des Roches mon successeur ²³⁶.

²³⁵ Peut-être s'agit-il là du fameux mémoire présenté, peu de temps après son arrivée à l'île de France, sous le nom ironique de L'Auguste protection, parce qu'il débutait par ces mots. La sortie de ce document fit couler beaucoup d'encre dans la colonie. Il fut rédigé, raconte l'histoire, par plusieurs notables des îles (dont Dumas), qui le remirent solennellement au nouveau gouverneur avec prière de le faire parvenir à Paris. Voir Crepin, 1933 : 357.

²³⁶ Comprendons que le chevalier Desroches avait été nommé gouverneur général des îles Mascareignes après le rappel en catastrophe de Dumas par le roi (1768). Obligé de composer avec la forte personnalité de l'intendant, le nouveau venu passa cependant son mandat dans l'ombre de Poivre, vrai maître des Mascareignes. Au départ du chevalier Desroches (1772), le gouvernement des îles fut confié à Charles-Louis d'Arzac, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem ; ce dernier allait quitter à son tour la fonction de

[143]



Vaisseaux hollandais

(D'après la Véritable relation des trois nouveaux et extraordinaires voyages des Hollandais (1594-96), par Sennius Hultius)

Tiré de l'œuvre de Hannotaux

[144]

gouverneur en 1776. Dumas était alors en pleine campagne de réhabilitation. Voir Crepin, 1933 : 363-366.

[145]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

La science de la guerre est un champ où l'on ne trouve plus qu'à glaner après les riches moissons faites par tant d'hommes célèbres.

Toutes les parties sont éclairées par une théorie savante, l'artillerie, le génie, l'attaque et la défense des places, les campements, les marches, le développement des troupes, la petite guerre qui sert à couvrir et à éclairer tour à tour les grands mouvements respectifs ; les communications, les subsistances, les hôpitaux trop longtemps négligés.

La science du général qui réussit toutes ces parties, a, comme chacune d'elles en particulier, ses principes fixés par les grands hommes qui les ont pratiquées, entre lesquels les modernes ont su nous rendre plus utiles les leçons des anciens.

Ainsi toute opération militaire peut être exécutée sur les principes connus. Le général, à qui la nature aura accordé le privilège de s'élever au-dessus d'eux, n'acquerra que par des succès constants le droit de leur en substituer d'autres.

Je dirai cependant qu'il reste dans l'étude de la guerre un genre tout neuf sur lequel les grands maîtres n'ont rien écrit, parce qu'il est né des circonstances de nos jours et dans des contrées dont l'éloignement nous a fait perdre ce que des [146] généraux trop modestes auraient pu nous enseigner si bien par le seul récit de leurs campagnes.

Ce genre est la défense et la conservation des colonies, il serait borné et circonscrit par les limites de la guerre défensive, si la guerre défensive avait elle-même des limites ; si l'attaque n'était pas souvent le meilleur moyen de défense ; si les mêmes connaissances, les mêmes

talents, la même expérience n'étaient pas requis dans celui qui est chargé de l'une ou de l'autre : de telle manière que la défensive n'est pas faite que lorsqu'elle change de caractère dans une main habile.

Dans les colonies, elle a encore des difficultés originales. Les principes généraux y seraient insuffisants, s'ils n'étaient pas combinés avec la manière d'être de ces établissements, leurs situations relatives, les localités particulières, les moeurs et le génie de leurs habitants.

Avant les deux dernières guerres, l'attaque et la défense des colonies n'avaient pas de caractère déterminé dans l'ordre des grandes opérations militaires. Des armements faits à la hâte, produits par les circonstances du moment, qui tenaient plus de la flibuste et de la course que de la guerre proprement dite, exerçaient des hostilités sur les possessions des nations rivales, obtenaient des petits succès, ou étaient repoussés par la seule énergie des habitants.

Mais les grands projets de ce genre, profondément médités, artificieusement couverts, combinés avec art et soumis au talent, exécutés avec constance et opiniâtement suivis, n'ont été développés que dans la dernière guerre, une seule nation a averti toutes les autres de la nécessité de pourvoir, pendant la paix, à la sûreté de leurs possessions éloignées.

[147]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre I

Des colonies en général

[Retour à la table des matières](#)

Depuis que les puissances maritimes de l'Europe ont formé des colonies dans les autres parties du monde, cet accroissement à leur fortune a mis des poids et des contrepoids dans la balance générale et delà ces établissements sont devenus de grands objets de rivalité.

À leur naissance, cette rivalité n'avait d'action et d'effet que sur les lieux. Les colonies respectives s'attaquaient et se défendaient tour à tour. C'était un champ de représailles.

À cette époque, les hommes devinrent plus que jamais prodiges de leur existence, par l'attrait des richesses qu'ils croyaient trouver dans toutes les parties du Nouveau Monde. Ils passaient les mers, et, presque toujours trompés dans leur espérance, devenaient guerriers, flibustiers, pirates. Ces premiers habitants de nos Îles y étaient en état de guerre sans que la paix de l'Europe en fut altérée.

Mais lorsque ces établissements eurent acquis le premier succès qui commençait la révélation de leur importance future, ils devinrent un grand objet d'attention. Les nations formèrent sur les colonies des projets de conquête ou de diversion ; elles furent tantôt cause immédiate, tantôt moyen subsidiaire des guerres en Europe.

[148]

Nos gouvernements, prompts à entreprendre et pressés d'acquiescer, ont été tardifs à connaître, depuis plus d'un siècle, les colonies sont entrées dans tous les traités, sans que les ministres qui ont stipulés dans

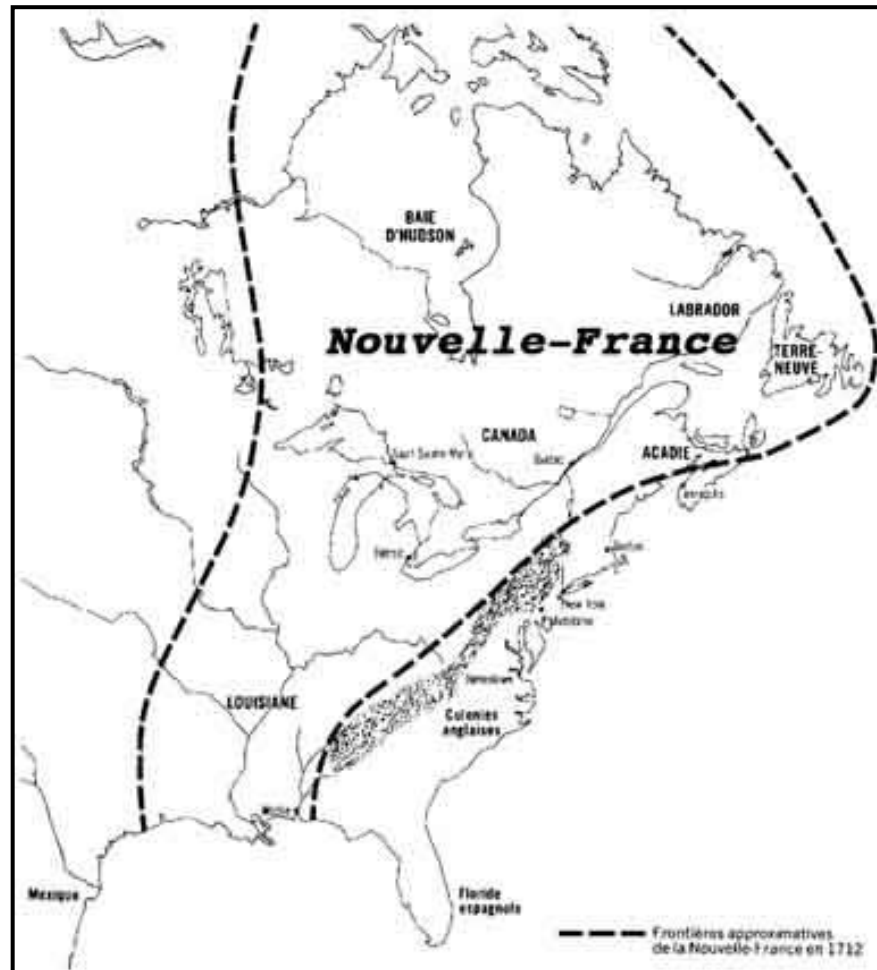
ces contrats publics aient bien connu le prix absolu ou relatif des objets acquis ou cédés.

Dans le traité d'Utrecht ²³⁷, la France ignorait absolument ce qu'elle abandonnait en Amérique, et l'Angleterre ne voyait encore qu'au travers d'un nuage, ce qu'elle ajoutait à son domaine.

²³⁷ Deuxième du nom (le premier remonte au 23 janvier 1579 et consacre l'union politique des sept provinces du nord des Pays-Bas avec les villes protestantes de Flandre et du Brabant), le traité d'Utrecht dont il est question dans ces lignes fut signé le 11 avril 1713 pour mettre un terme à la guerre de Succession d'Espagne qui saigna l'Europe de 1701 à 1713. Il conclut plus spécifiquement la paix entre la France et l'Espagne d'une part, et l'Angleterre, les Provinces-Unies, le Portugal, la Savoie et la Prusse d'autre part.

Tout en réglant d'épineuses questions dynastiques, territoriales, coloniales et commerciales, le traité d'Utrecht forgea, pour ainsi dire, le premier anneau de l'histoire mondiale du XVIII^e siècle : il redessina l'équilibre géostratégique de l'Europe, remit de l'ordre dans les empires coloniaux et modifia les contours de l'Amérique coloniale. L'Angleterre, de loin la grande gagnante de l'exercice, récupéra notamment de la France les territoires de Terre-Neuve, la baie d'Hudson, l'Acadie (Nouvelle-Écosse) et Saint-Christophe (Antilles) ; elle obtint un protectorat sur l'Iroquoisie, ce qui lui donnait dès lors un accès direct au lac Ontario, et reçut de l'Espagne (avec qui elle signa le traité le 10 juillet suivant), *l'asiento*, c'est-à-dire le monopole de la traite des Noirs, et le droit d'envoyer chaque année un navire de commerce dans l'isthme de Panama. La France en sortit diminuée, mais conserva à peu près ses prérogatives coloniales du XVII^e siècle (confirmées par le traité de Ryswick, en 1697) : en plus des territoires d'Amérique cédés à l'Angleterre, elle perdit Ypres, Fûmes, Menin et Tournai, et vit ses frontières alpines redécoupées à son désavantage. Quant à la Hollande, elle dut se contenter, pour sa part, d'un rôle commercial diminué et inférieur à celui des deux grands. Pour reprendre les termes de Frégault : « 1713 annonce 1763. » Voir Corvisier, 1971 : 324 ; Destrais, 1981 : 396-397 ; Frégault, 1963, vol. 1 : 63-67 ; Lanctôt, 1969, vol. III : 299-301.

[149]



L'empire français, en Amérique du Nord, au maximum de son expansion, avant la signature du traité d'Utrecht, le 11 avril 1713.

Tiré de l'œuvre de Trudel.

[150]

Dans le dernier traité de paix ²³⁸, l'Angleterre a attaché un grand intérêt à l'acquisition du Canada, quelle aurait mieux fait de laisser à la France, et nous avons cédé, nous-mêmes avec trop peu de regrets cette clef de toutes nos possessions en Amérique.

Il a fallu abandonner la Louisiane, qui, ayant le Canada pour ennemi au lieu de l'avoir pour protecteur, ne pouvait plus exister pour nous. La même protection manquera dans l'occasion à nos colonies de l'archipel de l'Amérique. ²³⁹

²³⁸ Difficile de passer à côté, il s'agit évidemment du traité de Paris, signé le 10 février 1763 entre la France (alliée à la Russie, à la Saxe, à la Suède et à l'Espagne) et l'Angleterre (alliée à la Prusse et au Hanovre), pour mettre fin à l'horrible guerre de Sept Ans. Pour la puissance française en Amérique, c'est le désastre ; elle y perd presque tout. Hormis le droit de pêche dans l'estuaire du Saint-Laurent et les îles Saint-Pierre et Miquelon qu'elle conserve comme port de pêche, la France cède ainsi à l'Angleterre le Canada, l'Acadie, presque toutes les Antilles (exception faite de la Martinique, de la Guadeloupe et de Saint-Domingue) et une partie de la Louisiane. En Afrique, l'Angleterre conserve du reste les comptoirs du Sénégal, mais abandonne l'île de Gorée à la France pour lui permettre de poursuivre son négoce d'esclaves. Et aux Indes, les Anglais raflent tout, sauf les comptoirs de Chandernagor, Yanaon, Karikal, Mahé et Pondichéry que la France conserve à condition de ne pas lever de troupes. L'Espagne reçoit de la France la partie ouest de la Louisiane et cède, en contrepartie, à l'Angleterre ses provinces de Floride, la baie de Pensacola, ainsi que ses territoires situés à l'est et au sud-est du Mississippi. Voir Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada (1759-1791) : 60 ; Lanctôt, 1969, vol. 111 : 332-337 ; Destrais, 1981 : 270-271.

²³⁹ L'article 7 du traité de Paris (qui en compte 27) établit ainsi le transfert des titres du territoire louisianais, portion sud de la Nouvelle-France : « Afin de rétablir une paix solide et durable en Amérique et enlever définitivement toute cause de friction, concernant les bordures entre les établissements anglais et français du continent américain, il est convenu qu'à l'avenir, la frontière de cette partie du monde sera irrévocablement fixée par une ligne tirée au milieu du Mississippi, de sa source à la rivière Iberville, et de là par une ligne au milieu de ce cours et des lacs Maurepas et Pontchartrain, jusqu'à la mer, et à cet effet le Roi très chrétien cède en toute propriété à Sa Majesté Britannique la rivière et le port de La Mobile, et tout ce qu'il possède sur la rive gauche du Mississippi, à l'exception de la ville de la Nlle Orléans et de l'île sur laquelle elle est construite, qui sera retenue par la France, la navigation du rive gauche du Mississippi, à l'exception de la Nlle Orléans et l'Île sur laquelle elle est

[151]



Ce qui reste de l'empire français, en Amérique du Nord, avant la signature du traité de Paris, le 10 février 1763. Tiré de l'œuvre de Trudel

Ces rapports ne sauraient être bien sentis dans le cabinet des ministres. La géographie est ici insuffisante et stérile. Il faut avoir vu les objets de près, les avoir considérés sur les [152] lieux d'un œil politique et militaire, les avoir pour ainsi dire palpés, pour se faire des principes.

construite, qui sera retenue par la France la navigation du Mississippi est demeurant libre pour tous les sujets britanniques. » Voir Hubert-Robert, 1941 : 270-274 ; Lanctôt, 1969, vol. III : 332-337.

[Cette guerre cruelle qui pensa bouleverser l'Europe sans qu'aucune puissance, à l'exception de la Grande-Bretagne, étendît le moins du monde les limites de son empire. [...]]

Ce n'est pas une singularité affectée à notre siècle qu'il y ait des politiques abusés. Il en a été de même dans tous les âges où l'ambition humaine enfanta de grands projets. La ligue de Cambrai, l'invincible Armada, les vastes desseins de la guerre de Trente Ans, toutes ces grandes entreprises eurent une fin opposée à l'intention de ceux qui en étaient les promoteurs.

Il eût été très aisé de prévenir tant de malheurs en s'accommodant avec les Anglais pour un petit terrain litigieux vers le Canada, mais quelques ambitieux, pour se faire valoir et se rendre nécessaires, précipitèrent la France dans cette guerre fatale. Il en avait été de même en 1741. L'amour-propre de deux ou trois personnes suffit à désoler l'Europe. La France perdit la plus florissante jeunesse, plus de la moitié de l'argent qui circulait dans le royaume, sa marine, son commerce, son crédit ²⁴⁰.]

La perte du Canada fit éclore le projet d'établir la Guyane.

La France avait à réparer ses pertes en Amérique : on imagina que la Guyane, située sur le continent, au vent de toutes nos Antilles, pouvait nous tenir lieu du Canada ²⁴¹.

²⁴⁰ Frédéric II, roi de Prusse, dans Léon, 1950 : 81-83.

²⁴¹ La Guyane entra dans l'histoire de la colonisation française en 1607, un an avant Québec (l'île de Cayenne l'y rejoint en 1637). Ses frontières étaient alors l'Orénoque et le Cassiquiare, au nord et à l'ouest ; le Rio Negro et l'Amazone, au sud ; et l'océan Atlantique, à l'est. Accotés à cette colonie de l'empire portugais du Brésil, les Français y débarquèrent en croyant qu'elle était la porte de l'Eldorado. Mal leur en prit. Dépendance misérable entre toutes s'il en eut une qui pût se mériter un tel statut au sein d'un tel empire, patrie des Indiens caraïbes dont le nom évoquait à lui seul d'horribles agapes, la Guyane n'en permettait pas moins à la France de rêver à l'or de l'Amérique du Sud et, à défaut d'en trouver, d'y prendre, à l'occasion et plus particulièrement sous l'impulsion de Colbert, quelques esclaves, du sucre, de l'indigo et du tabac.

La colonie guyanaise prit une tout autre importance après le traité de Paris. Pour Choiseul (1719-1785), ministre d'État aux Affaires étrangères (1758-1761 et 1766-1770), puis cumulativement ministre de la Marine (1761-1766) et ministre de la Guerre (1761-1770), il s'agissait de réparer le désastre de la perte de la Nouvelle-France, en reconstituant si possible, sur le sol de

[153]

On écarta les esclaves pour acquérir la force par l'emploi d'une population libre au travail de la terre, des espérances excessives provoquèrent la libéralité jusqu'à la profusion : la surprise et l'erreur présidèrent à ces dispositions ; la ruine de l'établissement fut prompte, elle fut éclatante. Grand exemple pour tous les ministres de la Marine dont le département, en embrassant tout le globe, les expose chaque jour aux artifices de la cupidité et du mensonge ²⁴² !

l'Amérique du Sud, une nouvelle colonie où la France aurait pu avoir un puissant pied-à-terre dans une éventuelle et très attendue reprise des hostilités avec l'Angleterre.

Puis ce fut le désastre lamentable de cette bouffée de colonisation sud-américaine. Un autre, qui rendait encore plus douloureuse la perte de la Nouvelle-France et auquel s'ajoutèrent les difficultés financières de la France, la catastrophique épidémie de Kourou (1764), la remise des Malouines aux Espagnols pour les soustraire à la voracité des Anglais (1766), les intrigues de Mme du Barry qui n'étaient pas moins venimeuses ; bref, un lot de déboires et d'épreuves qui valurent à Choiseul la disgrâce du régime (1771), l'exil et l'endettement. Il fut remplacé par le triumvirat formé du chancelier Maupeou, de l'abbé Terray et du duc d'Aiguillon, trois conditions gagnantes pour une révolution française en gestation ! Voir Voltaire, 1828, vol. II : 74-77 ; Lacour-Gayet, 1910 : 412-483 ; Tramond, 1929 : 587-616 ; Verdier, 1969 ; 121-258 ; Meyer et coll., 1991 : 201-233.

²⁴² Dumas fait sans aucun doute allusion aux déboires du ministre Choiseul, au mépris que lui vouait Louis XV sans égard à son dévouement, et aux intrigues fielleuses de la comtesse du Barry qui, favorite du roi après la mort de sa légitime, sut tirer grand profit de l'intérêt que cette tête couronnée lui portait. Dans son fameux *Siècle de Louis XV*, Voltaire écrit : « La récompense que reçut le duc de Choiseul pour tant de choses si grandes et si utiles qu'il avait faites paraîtrait bien étrange si on ne connaissait les cours. Une femme le fit exiler, lui et son cousin le duc de Praslin, après les services qu'ils avaient rendus à l'État, et après que le duc de Choiseul eut conclu le mariage du dauphin, petit-fils de Louis XV, depuis roi de France, avec la fille de l'impératrice Marie-Thérèse [Marie-Antoinette]. C'était un grand exemple des vicissitudes de la fortune, que ce ministre eût réussi à ce mariage, peu d'années après que le maréchal de Belle-Isle eut armé une grande partie de l'Europe pour détrôner cette même impératrice, et qu'il n'eût réussi qu'à se faire prendre prisonnier. C'était une autre vicissitude, mais non pas surprenante, que le duc de Choiseul fût exilé. Nous avons déjà vu que Louis XV avait le malheur de trop regarder ses serviteurs comme des

[154]

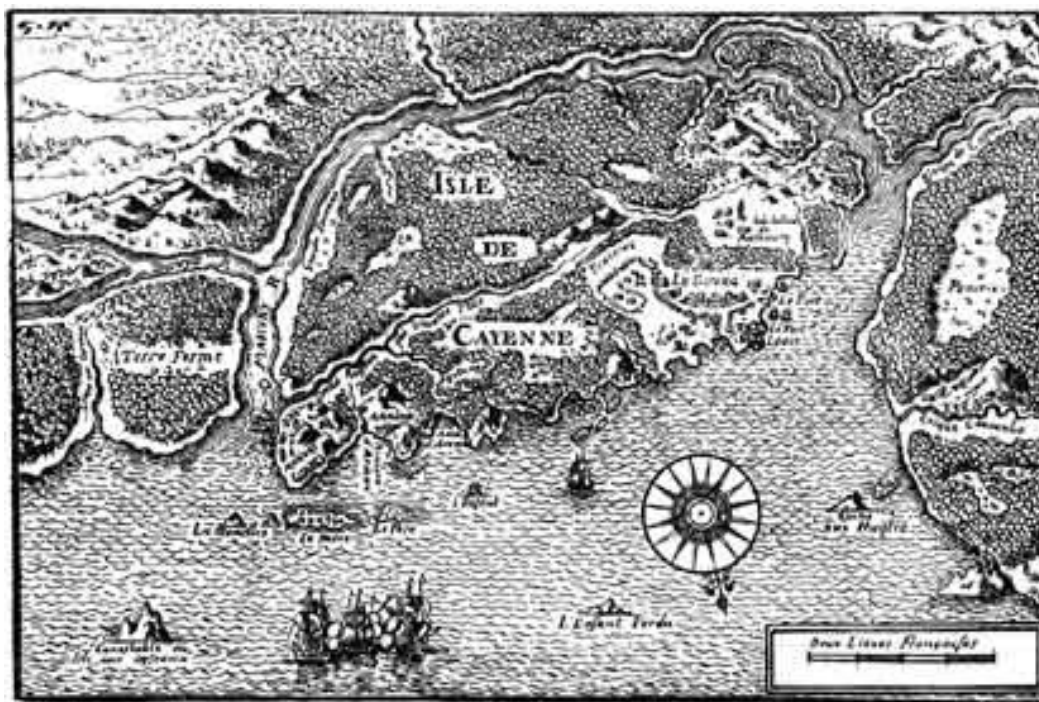
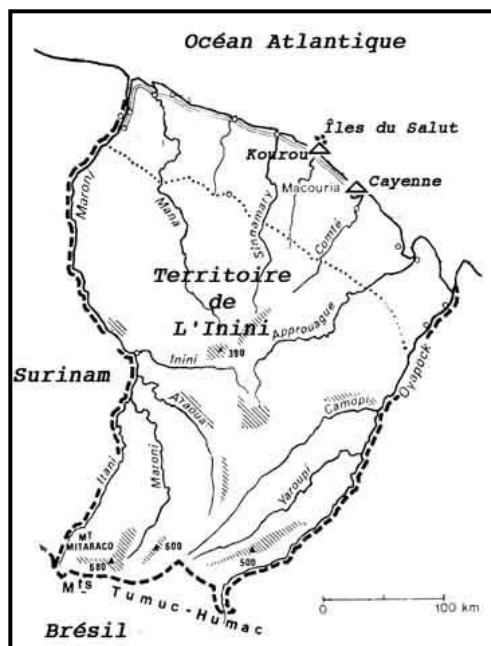
Si de ce coup d'œil rapide, nous parcourons nos colonies orientales, nous trouverons d'abord une île qui semble avoir été placée et formée par la nature pour dominer la mer des Indes et pour être l'entrepôt du commerce de l'Europe et de l'Asie (l'île de France ²⁴³). Nous verrons une compagnie

[155]

instruments qu'il pouvait briser à son gré. L'exil est une punition, et il n'y a que la loi qui doive punir. C'est surtout un très grand malheur pour un souverain de punir des hommes dont les fautes ne sont pas connues, dont les services le sont, et qui ont pour eux la voix publique, que n'ont pas toujours leurs maîtres. »

Inutile d'aller plus loin dans l'intrigue pour en saisir toute la finesse. Tout est dit dans ce coup de plume acéré, si ce n'est que son illustre auteur, Voltaire, était un supporteur inconditionnel de Choiseul et un ennemi répudié de la cour de Louis XV et de la « belle Pompadourette » qui ne le portait pas plus dans son cœur (« Pour faire la plus petite fortune, écrit-il dans ses mémoires en 1758, il valait mieux dire quatre mots à la maîtresse d'un roi que d'écrire cent volumes »). S'il était doué pour se faire des amis parmi les plus puissants de ce monde, comprenons que Voltaire l'était tout autant pour s'attirer les pires inimitiés de ce siècle. En voici une où il aurait d'ailleurs gagné à se taire : « Grassouillette, entre nous, me semble un peu caillette. Je vous le dis tout bas belle Pompadourette. » La marquise, qui avait l'épiderme très sensible, trouva la rime assez raide et en prit ombrage ! Voir Voltaire, 1828, vol. 11 :76 ; Orioux, 1966 : 371 ; Verdier, 1969 : 197-228.

²⁴³ Aujourd'hui l'île Maurice. Découverte par les Portugais en 1545, colonisée à partir de 1598 par les Hollandais qui quittèrent les lieux en 1712, l'île fut finalement récupérée par les Français qui entreprirent de s'y installer en 1715. Un homme qui prend une place importante dans le récit de Dumas, La Bourdonnais, en fit une colonie importante, d'où partaient ses navires corsaires pour semer la terreur jusque dans le golfe du Bengale. Profitant de la prospérité de sa jumelle, l'île de France prit son envol et son nom en 1715, sous l'impulsion du commerce lancé et entretenu par la Compagnie des Indes. Elle prétendit même rivaliser avec Batavia, chef-lieu des établissements hollandais en Malaisie. Son administration fut alors annexée à celle de l'île Bourbon ; l'une avec l'autre formant ainsi le centre d'un réseau commercial (Bourbon) et d'un port transitaire (dont Port-Louis, île de France, chef-lieu des Mascareignes) où foisonnent et s'échangent blé, café, coton, tabac, riz, maïs, manioc, canne, indigo, fruits et légumes. Voir Crepin, 1933 : 307-417 ; Hardy, 1953 : 71-76 ; Sédillot, 1958, vol. II : 332-333.



L'Isle de Cayenne, par Lefebvre de La Barre (Description particulière de l'Isle de Cayenne, 1668) Tiré de l'œuvre de Hanotaux

[156]

marchande ²⁴⁴, exerçant par concession les droits du Souverain sur ces possessions éloignées porter pendant 60 ans toute son attention sur l'île de Bourbon ²⁴⁵ qui n'a ni ports ni rades. Un homme de génie parut (La Bourdonnais ²⁴⁶), et l'île de France reprit ses droits.

²⁴⁴ On l'aura reconnue, il s'agit de la Compagnie des Indes, troisième du nom, créée par Colbert, en 1664 : capital de départ, 15 millions de livres ; privilèges, un monopole de 50 ans pour le trafic entre le cap Horn et le cap de Bonne-Espérance, la propriété de l'île Dauphine (Madagascar) ; prérogatives, une prime pour chaque tonneau de marchandise importé ou exporté ; obligations, la remise de la moitié des droits d'entrée et de domaine dans toute l'étendue du royaume. En 1673, Louis XIV lui enleva son privilège commercial et ne lui laissa qu'un monopole du transport. Mais le traité de Ryswick lui redonna une vigueur qu'elle réussit à faire fructifier malgré les Hollandais, les Anglais et, surtout, les prévarications de l'ambitieux marquis de Duplex, son délégué à Pondichéry à compter de 1720. Voir Sédillot, 1958, vol. II : 330.

²⁴⁵ Aujourd'hui l'île de la Réunion. Découverte elle aussi Portugais Mascarenhas, qui lui donna son nom (Mascareigne), l'île tomba aux mains des Français en 1642, accueillit ses premiers occupants en 1646 et reçut son premier contingent de colons en 1649, date où elle fut baptisée « île Bourbon ». Un Français anobli par la Compagnie des Indes, La Bourdonnais, y fit, là aussi, sa bonne renommée. En 1715, la Compagnie des Indes, propriétaire des lieux, eut l'idée d'y introduire le moka d'Arabie, ce qui amena la prospérité des îles. Elle y apporta aussi d'autres cultures, et la nécessité d'y exploiter des esclaves, évidemment noirs, importés de Madagascar et du Mozambique (en 1770, alors que Dumas aiguise sa plume pour la tremper dans le fiel, Bourbon compte 26 175 esclaves, ce qui est beaucoup pour une si petite île).

Précisons enfin que, situées au sud-est de Madagascar, dans l'océan Indien, l'île de France et l'île Bourbon, auxquelles il faut également ajouter l'île Rodrigues, font aujourd'hui partie de l'archipel des Mascareignes. Voir Crepin, 1933 : 307-417 ; Hardy, 1953 : 71-76 ; Sédillot, 1958, vol. II : 332-333.

²⁴⁶ Bertrand-François Mahé, comte de La Bourdonnais (1699-1753), dirigea les îles de France et de Bourbon de 1735 à 1748. L'histoire nous présente de lui le portrait d'un homme de guerre courageux et d'un administrateur aussi intègre que compétent. Le sort des armes et la déveine dans l'affaire de Damas eurent hélas raison de ses qualités et lui valurent la disgrâce. Comme il le fit pour Choiseul et pour bien d'autres ennemis de la cour, Voltaire, à défaut de pouvoir l'aider à réintégrer la scène politique, contribua à sa réhabilitation

[157]

À Pondichéry, un homme sage fit longtemps fleurir le commerce de la Compagnie ²⁴⁷. Dupleix lui succéda ²⁴⁸. Rival de La Bourdonnais qui battait des escadres, faisant des sièges en prenant des villes. Dupleix sut à son tour soutenir un long siège et défendre Pondichéry. Il pénétra la politique de l'Asie, toujours insidieuse, cruelle et meurtrière dans ses moyens, il forma de vastes projets qu'il sut soutenir par les négociations et par les armes. Notre Compagnie des Indes touchait alors à sa plus haute prospérité.

Mais il fallait bien que ces deux hommes, devenus célèbres, fussent poursuivis par l'envie. Aussi le furent-ils, et avec un tel acharnement que La Bourdonnais, après quatre années de captivité, vainqueur d'une procédure criminelle comme il l'avait été des ennemis de l'État de la suite de ses disgrâces ²⁴⁹.

dans l'histoire de ce siècle. Voir Voltaire, 1828 : 125-137 ; Crépin, 1933 : 332-347.

²⁴⁷ Jean-Daniel Dumas fait soit référence à Lenoir, gouverneur général aux Indes pour la Compagnie des Indes orientales (1721-1723, 1726-1735), soit à son successeur Pierre-Benoît Dumas qui occupa cette haute fonction, de 1735 à 1741. L'histoire honore le premier et lui attribue le mérite d'avoir fait fleurir l'urbanisme et la prospérité à Pondichéry au cours de son mandat ; et elle honore tout autant sinon davantage le second (d'ailleurs un ancien gouverneur des îles de France et de Bourbon de 1727 à 1735) qui, dit-on encore, n'en mit pas moins la table aux prévarications de Dupleix. Voir Crépin, 1933 : 327-332 ; Meyer, 1991 : 140 ; Martineau, 1932 : 91-297.

²⁴⁸ Le marquis Joseph-François Dupleix (1697-1763), l'antithèse de La Bourdonnais, entra dans ses fonctions, à Pondichéry, en 1741, en remplacement de Benoît Dumas. Commerçant d'abord, puis politicien et prévaricateur qui n'aurait pas eu à rougir de ses défauts devant Bigot, puisqu'il semblait être sorti du même moule, Dupleix tira de ses charges, privilèges et prérogatives tout le profit qu'il put, jusqu'à son rappel en 1753, suivi de son retour désespéré en France l'année suivante. Voir Voltaire, 1828, vol. II : 125-137.

²⁴⁹ Ce propos incisif, qui revient tout au long du *Traité* de Dumas, fait référence à la guerre que s'étaient livrée, aux Indes, l'Angleterre et la France, via Madras et Pondichéry. Pour résumer une intrigue tortueuse typique de ce siècle, rappelons l'affaire ainsi : La guerre, une autre, ayant été déclarée officiellement à l'Angleterre le 15 mars 1744, La Bourdonnais équipa une escadre pour aller au secours de Dupleix, menacé à Pondichéry ; il assiégea

[158]

[Paris et Londres sont rivaux en Europe : Madras et Pondichéry le sont encore plus dans l'Asie, parce que ces deux villes marchandes sont plus voisines, situées toutes deux dans la même province, nommée Area ou Arcate, à quatre-vingt mille pas géométriques Lune de Vautre, faisant toutes deux le même commerce, divisées par la religion, par la jalousie, par l'intérêt et par une antipathie naturelle. Cette gangrène, apportée d'Europe, s'augmente et se fortifie sur les côtes de l'Inde. [...]

Ayant été fait gouverneur de l'île de Bourbon par le roi, avec un plein pouvoir, quoique au nom de la compagnie [des Indes], il arma des vaisseaux à ses frais, forma des matelots, leva des soldats, les disciplina, fit un commerce avantageux à main armée ; il créa en un mot l'île de Bourbon. Il fit plus, il dispersa une escadre anglaise dans la mer de l'Inde ; ce qui n'était jamais arrivé qu'à lui, et ce qu'on n'a pas revu depuis. Enfin il assiégea Madras, et força cette ville importante à capituler. [...]

Enfin les cris de Pondichéry ayant animé le ministère de Versailles, le vainqueur de Madras, le seul qui dans cette guerre eût soutenu l'honneur du pavillon français, fut enfermé à la Bastille par lettre de cachet. Il languit dans cette prison pendant trois ans et demi, sans pouvoir jouir de la consolation de voir sa famille [...] Quelques [159] ennemis, que sa fortune, ses exploits et son mérite, lui suscitaient encore, voulaient sa mort. Ils furent bientôt satisfaits ; il mourut au sortir de sa prison d'une maladie cruelle que cette prison lui avait causée. Ce fut la récompense du service mémorable rendu à sa patrie ²⁵⁰.]

les Anglais dans Madras, les força à capituler (1746), mais leur permit de racheter leur indépendance dans un traité que refusa de reconnaître Dupleix. Pour une raison ou pour une autre qu'il plaît aux différentes écoles de réfuter, d'attester ou de nuancer, La Bourdonnais, à juste titre indigné, évacua Madras, mais fut aussitôt destitué de son gouvernement. Mandé à la cour (1748) pour répondre des accusations lancées par Dupleix, La Bourdonnais revint en France, disgracié, et fut jeté sans autre forme de procès à la Bastille où il moisit durant quatre ans. En 1752, il put enfin porter sa cause devant la cour qui reconnut son innocence. Grand bien lui fit ! Tombé dans l'indigence après une si glorieuse carrière, porté aux nues par les Anglais qui reconnaissaient en lui un homme de guerre aussi courageux que magnanime, il n'en mourut pas moins à Saint-Malo trois ans plus tard, en 1755, au terme d'une douloureuse agonie, quelques mois avant la déclaration de la guerre de Sept Ans. Voir Voltaire, 1828, vol. II : 125-137 ; Guizot, 1876, vol. V : 99-103 ; Martineau, 1932 : 145-159 ; Crépin, 1933 : 341-344.

²⁵⁰ Voltaire, 1828, vol, II : 125-137.



La Bourdonnais (Bertrand-François Mahé de)
Tiré de l'œuvre de Guizot.



Dupleix (Le Marquis Joseph).
Tiré de l'œuvre de Guizot.

Dupleix ne fut pas poursuivi criminellement. La Compagnie se borna à retenir toute sa fortune en éludant ses poursuites. Il est mort à Paris dans l'indigence, et il n'a été fait justice à ses héritiers ou plutôt à ses créanciers, qui sans doute ne l'auraient jamais obtenue sans cela, qu'après que le Roi qui est la source de toute justice, a bien voulu se charger de l'actif et du passif de cette compagnie.

[160]

Le rappel de ces deux hommes a été la cause non pas immédiate mais efficiente des dernières révolutions dans cette partie du monde.

Qui croirait que de lâches intrigues conduites par des hommes obscurs pussent influencer aussi sur la fortune des nations et des empires !

C'était l'erreur du temps de mettre des sociétés de commerce à la place du Souverain. La France, l'Angleterre, la Hollande la partagèrent. Les bourgeois de Paris, de Londres, d'Amsterdam, nommés au scrutin de la Bourse pour diriger des opérations de commerce, eurent le droit de faire la paix ou la guerre ; et leurs facteurs dans ces contrées éloignées l'usurpèrent souvent sur eux.

Les gouvernements qui croyaient être modérateurs dans les délibérations publiques de ces compagnies, furent sans cesse trompés par les délibérations particulières toujours dirigées par l'intérêt personnel. Et les facteurs sur les lieux, instruits par leurs commettants à prendre sur eux au besoin, sous prétexte de l'éloignement et des circonstances, jetèrent souvent les gouvernements hors de leurs mesures.

L'Espagne et le Portugal se livrèrent à la folie des conquêtes, et suivirent trop longtemps un système dont la hauteur s'est trouvée sans proportion avec sa base.

Ces deux puissances commencent à sentir que les colonies ne sont utiles que par l'activité et la progression qu'elles donnent à l'agriculture, à l'industrie et au commerce d'un grand État.

[161]

Le progrès des connaissances et des lumières détruit peu à peu les fausses opinions et ramène les esprits au vrai. La France a vu, la première, qu'une compagnie exerçant un privilège exclusif n'était qu'une république au centre de la monarchie. L'Angleterre, par la

nature de sa constitution, doit s'agiter encore sur ce fait plus litigieux et plus problématique pour elle qu'il ne l'a été pour la France. La Hollande plus modérée dans sa marche tiendra plus longtemps aux anciens préjugés qui s'accordent mieux avec son gouvernement ; mais sa fortune au dedans et surtout au dehors sera sans cesse en péril, pour avoir perdu l'esprit militaire qui lui donna l'existence.

[162]

[163]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre II

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

L'Europe, autrefois guerrière, est aujourd'hui commerçante. Le droit public des nations qui la partagent ne roule plus que sur les avantages ou les désavantages, l'étendue ou les bornes de leur commerce respectif. Ce système politique généralement adopté subsistera, parce qu'il met la richesse en crédit, et que chez aucun peuple on n'a vu l'amour et l'abus des richesses rétrograder. C'est l'automne du corps politique : suit la vieillesse qui annonce et amène la dissolution.

Dans cette saison de l'âge des États, les colonies tiennent un grand rang, parce qu'elles alimentent le luxe qui flatte davantage à mesure qu'il va croissant et absorbant, comme ces préparations chimiques en usage chez les Orientaux les consomment par les jouissances.

À cette époque, tout bon gouvernement doit redoubler d'attention, de vigilance, et de force : sans quoi, les ressorts, incapables de rompre, molliront et ne pourront plus servir à remonter la machine.

[164]

[165]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre III

Sur les divers caractères des colonies et leurs rapports respectifs

[Retour à la table des matières](#)

La première considération du gouvernement d'un État possesseur au dehors doit se porter sur les rapports que ses possessions diverses ont entr'elles.

Celles qui par leur situation relative, par les qualités que le climat leur imprime, par les productions de leur sol, ou par d'autres avantages particuliers, peuvent donner du secours aux autres, doivent être régies relativement à cet office quelles exercent à la décharge de la métropole.

Ainsi, Louisbourg était considéré comme un poste avancé du Canada qui à son tour lui fournissait des subsistances. Ainsi le Canada alimentait nos colonies de l'archipel de l'Amérique par le produit de son agriculture et de sa pêche, et pouvait encore les défendre par la diversion presque sans déplacement.

Cette terre, cultivée par des mains libres sous un climat qui produit des hommes courageux, fournissait en même temps des défenseurs et des subsistances ; c'est ce que l'on appelle une colonie de force, et jamais colonie n'a si bien mérité ce titre. En effet, elle partageait, à de grandes distances d'un côté, la Louisiane par la communication de l'Ohio ; de l'autre, nos [166] îles Antilles par le fleuve St-Laurent et par la protection que le port de Louisbourg donnait à sa navigation : plus

utile encore en cas de guerre avec l'Angleterre, par la facilité avec laquelle ses braves colons franchissaient les espaces qui les séparaient des possessions britanniques.

Colbert vit ces rapports essentiels, parce que rien n'échappe au génie ²⁵¹ ; mais il en saisit d'autres relativement à la prospérité de la marine et du commerce. C'est la pêche de la morue qui appartient aux côtes adjacentes, moyen de force et de richesse en même temps qui forme de ces matelots sans les détruire, multiplie les subsistances et fournit au commerce un aliment inépuisable.

Le traité d'Utrecht porta la première atteinte à ces grands intérêts : la dernière paix les a réduits sans retour.

²⁵¹ La puissance naît de la richesse, et la richesse du commerce ; les marchands font la prospérité du royaume, et cette prospérité fait la gloire du royaume ; au commencement est le roi, et le but de toute politique est la puissance du roi : voilà le principe qui est à la base de la doctrine mercantiliste idéalisée et déployée avec une énergie redoublée sous le puissant ministère de Colbert. Mais comme la richesse se mesure à la quantité des métaux dont peut disposer l'État, il s'agit de gonfler cette masse de métaux précieux, en important peu et en exportant beaucoup ; plus précisément, en achetant peu de produits manufacturés, et en en vendant le plus possible.

Dans cette perspective, Colbert créa alors simultanément, à l'instar des Hollandais et des Anglais, deux grandes compagnies par actions, dont la Compagnie des Indes orientales, chargée d'étendre la puissance coloniale française en Afrique et en Asie, et la Compagnie des Indes occidentales, chargée du même travail en Amérique. Leurs statuts et privilèges sont intangibles et similaires : la Compagnie reçoit le monopole de la navigation et du commerce import-export pour une région déterminée ; si les affaires se portent au mieux, elle devient pratiquement souveraine de son territoire, avec droits de seigneuries et de justice, mais obligations de le peupler, d'y entretenir des missionnaires, d'y appliquer la coutume de Paris et d'assimiler aux colons français les autochtones. Voir Gignoux, 1941 ; Zeller, 1955 : 43 ; Sédillot, 1958, vol. II : 326-333 : 343-353.

[167]



Jean-Baptiste Colbert (1619-1683)

Il est le fondateur des Compagnies des Indes orientales, des Indes occidentales, du Nord, de la France équinoxiale, du Levant, et du Sénégal. Et il pense que seules des compagnies particulières peuvent, avec fruit, commercer et coloniser : « Une Compagnie composée d'intérêts puissants, travaillant au bien commun, dit-il, peut bien plus avantageusement faire le commerce que des particuliers ». — Cf. Sédillot, 1958.

L'Amérique septentrionale anglaise et la Nouvelle-France exerçaient, par leur situation et par leur ressemblance, le même office envers les colonies respectives des deux nations dans l'archipel des Antilles. Le traité de Fontainebleau a [168] rompu cet équilibre ²⁵² ; et

²⁵² Le traité de Fontainebleau (Seine-et-Marne) auquel fait référence Dumas, neuvième du nom, fut signé dans cette ville, comme son nom l'indique, le 3 novembre 1762. Il mettait alors en présence la France, l'Angleterre et l'Espagne. Au mois de mai 1762, l'Espagne avait déclaré la guerre à l'Angleterre, qui n'avait de cesse de ruiner son commerce et sa marine, en portant ses attaques contre les Indes. En août 1762, les Anglais réussirent à

ce qu'il y a de singulier dans cet événement, c'est que l'acquisition du Canada du côté de la Grande-Bretagne et la perte que la France a faite, portent un préjudice égal aux deux nations.

Le cap de Bonne Espérance ²⁵³ est situé pour être le boulevard des Moluques ²⁵⁴ ; il alimente Batavia ²⁵⁵, les postes et les comptoirs qui en dépendent. On trouve partout ce système d'agriculture, de force et de protection d'un côté et de richesse de l'autre : c'est l'esprit de l'institution, que les nations perdent insensiblement par l'habitude de la jouissance.

L'Angleterre n'a pas le même avantage dans sa communication avec les Indes orientales ; son île de Ste-Hélène ²⁵⁶ n'est qu'un port de rafraîchissement qui n'est pas assez intermédiaire.

[169]

La France a ses îles de France et de Bourbon qui, en qualité de colonies, protectrices, tiennent le premier rang entre tous ces postes médiateurs du commerce de l'Europe et de l'Asie, leur sûreté et leur conservation méritent toute l'attention du gouvernement qui jusqu'à ce jour ne s'est pas assez occupé de cet objet important.

conquérir La Havane, ce qui l'amena à signer la paix de Fontainebleau, préliminaires à la signature du traité de Paris, le 10 février suivant.

²⁵³ Le cap de Bonne-Espérance (originellement cap des Tempêtes) forme la pointe la plus méridionale de l'Afrique. Il fut découvert en 1486 par le Portugais Barthélemy Diaz, qui lui donna son premier nom

²⁵⁴ Les Moluques, ou îles aux Épices, sont un archipel d'Indonésie, le plus occidental du groupe. Elles furent découvertes par les Portugais en 1511. Les Hollandais s'en emparèrent en 1607 et ils en furent les maîtres incontestés, sauf de 1809 à 1814, alors quelles étaient occupées par les Anglais.

²⁵⁵ Batavia est l'ancien nom donné par les Hollandais au fort qu'ils élevèrent, en 1619, en Indonésie, sur l'actuel site de Djakarta. Batavia était alors la capitale de l'île de Java et de tous les établissements hollandais de Malaisie

²⁵⁶ . Située dans l'Atlantique Sud, zone tropicale, à l'ouest de l'Afrique, l'île Sainte-Hélène fut découverte, elle aussi, par les Portugais (en 1502). Les Hollandais l'occupèrent un certain temps (de 1645 à 1651) ; ils furent remplacés par les Anglais qui s'y établirent en 1659 pour en devenir les propriétaires exclusifs en 1673. C'est sur ce rocher perdu, au cœur de l'océan, que Napoléon 1^{er} fut exilé et qu'il mourut le 5 mai 1821.

Malheur au général qui capitulera sans avoir livré des combats terribles ²⁵⁷ !

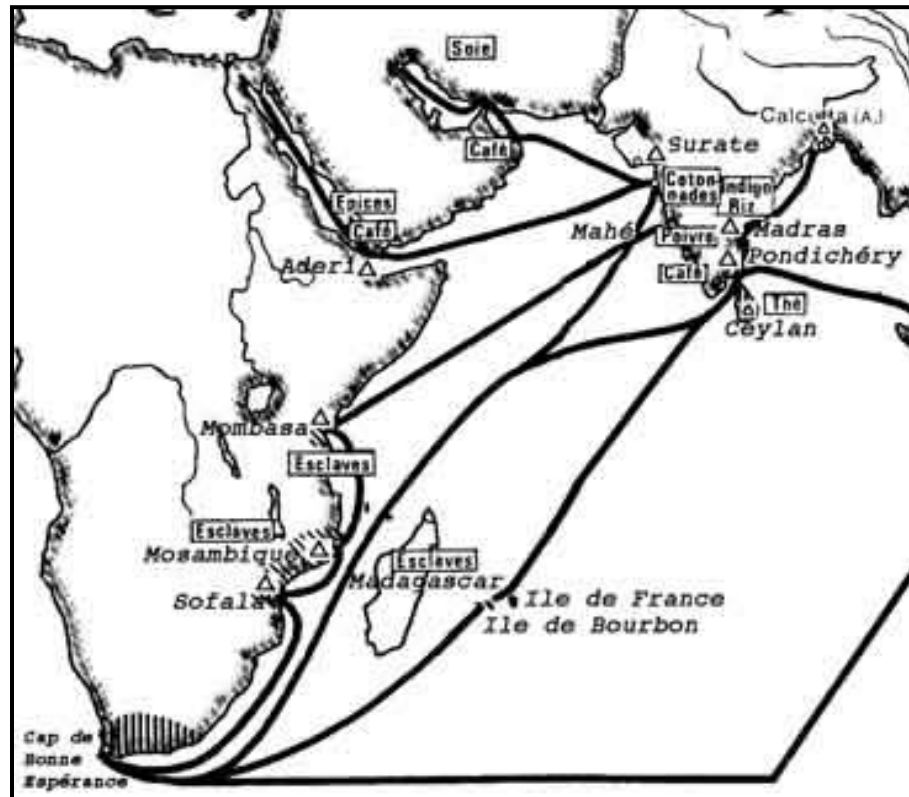
Malheur au ministre de la Marine qui verra passer ces colonies sous le joug de l'étranger ! L'Europe et l'Asie ont les yeux attachés sur elles (selon l'expression d'un ministre qui depuis en détourna ses regards) ²⁵⁸.

À cette époque, la face des affaires changera dans ces deux parties du monde. Le général et le ministre seront jugés par leurs contemporains et par la postérité.

²⁵⁷ Entre le départ de Mahé de La Bourdonnais (1748) et celui de Jean-Daniel Dumas (en 1768), le gouvernement des îles Mascareignes fut successivement confié à Pierre Anne David (1748-1753) ; Bouvet de Lozier, mieux connu sous le nom de Lozier-Bouvet (1753-1756) ; René Magon (1756-1759) ; Antoine- Marie Desforges-Boucher (1759-1763) ; et Jean-Daniel Dumas (1763-1768). Il importe de ne pas confondre les gouverneurs particuliers aux gouverneurs généraux des Mascareignes pour le compte de la Compagnie des Indes. Voir Crepin, 1933 : 327-366.

²⁵⁸ . Le message, on ne peut plus clair, s'adresse inévitablement au successeur de Choiseul. Pour être en mesure de mettre le nom que Dumas évite de prononcer à haute voix, sachons qu'après la double disgrâce Choiseul-Praslin, l'intérim de l'important ministère fut confié pendant trois mois à l'abbé Terray, contrôleur des finances. Après lui vinrent l'abbé Pierre-Étienne Bourgeois de Boynes (ministre de la Marine d'avril 1771 à juillet 1774), puis Anne-Robert-Jacques Turgot (de juillet 1774 à mai 1776).

[170]



Route commerciale de l'Océan Indien au XVIIIe siècle.
Adaptation d'une carte tirée de l'œuvre de Corvisier

[171]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre IV

Sur la guerre défensive en général

[Retour à la table des matières](#)

Un grand État ne peut être armé que pour sa conservation, pour sa légitime défense ; c'est le vœu d'un prince juste, le vœu général dont [la] prospérité et le bonheur ne se trouvent que dans la paix.

Mais si le Souverain, pénétré de ces principes en calculant les forces de terre et de mer dont il veut disposer au besoin, prétendait les borner à cette juste mesure d'une exacte défensive, il n'y atteindrait jamais. C'est une vérité de fait et d'expérience, une vérité sentie sur laquelle il est inutile de parler et d'écrire l'axiome : *Si vis pacem &c* ²⁵⁹ appartient au genre défensif, et sera de tous les temps et de tous les lieux.

La sûreté des grands corps politiques consiste dans une certaine balance de force active par terre et par mer ; celle des petits États se trouve dans l'équilibre de cette balance.

Ainsi, si la France n'entretenait que des troupes de garnison dans ses villes de guerre ; si ses ports ne contenaient [172] que quelques vaisseaux pour protéger sa navigation, si ses arsenaux de terre et de mer n'étaient approvisionnés que relativement à ce système, la France serait

²⁵⁹ *Si vis pacem, para bellum* : « Si tu veux la paix, prépare la guerre. » La maxime bien connue fut évoquée par l'écrivain latin Végèce (en latin : Flavius Vegetius Renatus), dans la préface du livre troisième de son *Traité d'art militaire*, traduit en français pour la première fois en 1488.

hors de son rôle ; sa fortune au dedans et au dehors et celle de ses alliés seraient sans cesse exposées.

Je sais que ces vérités sont communes, mais je sais de même que de tous les écrits qui ont paru en France depuis vingt ans, on en trouve à peine trois ou quatre de conséquents à ces principes si généralement avoués ²⁶⁰. L'économie intérieure a entraîné tous les esprits, elle s'est rendue exclusive, sans s'apercevoir qu'il ne saurait y avoir de prospérité permanente au dedans qu'autant qu'il y aura entière sûreté au dehors.

Je dis donc qu'une nation n'est en bon état de défense, que lorsqu'elle a à sa disposition, en tout temps, une force [173] active. Cette proportion nécessaire comprend non seulement les armes de terre et de mer, mais les moyens et les ressources en tout genre.

²⁶⁰ Le principe militaire que défend Dumas dans ces lignes moralisatrices, est justement en train de faire son chemin sur la base des enseignements du philosophe Montesquieu (1689-1755), auteur d'un traité philosophique titré *De l'esprit des lois*, publié pour la première fois à Genève en 1747. Il suffit de lire, en effet, quelques passages de cette réflexion magistrale pour se convaincre de cette influence dans le débat qui anime l'esprit de la France prérévolutionnaire :

« Si une république est petite, elle est détruite par une force étrangère ; si elle est grande, elle se détruit par un vice intérieur. [...] Pour qu'un État soit dans sa force, il faut que sa grandeur soit telle, qu'il y ait un rapport de la vitesse avec laquelle on peut exécuter contre lui quelque entreprise, et la promptitude qu'il peut employer pour la rendre vaine. Comme celui qui attaque peut d'abord paraître partout, il faut que celui qui défend puisse se montrer partout aussi. [...] La vie des États est comme celle des hommes. Ceux-ci ont droit de tuer dans le cas de la défense naturelle ; ceux-là ont droit de faire la guerre pour leur propre conservation. [...] Le droit de la guerre dérive donc de la nécessité et du juste rigide. Si ceux qui dirigent la conscience ou les conseils des princes ne se tiennent pas là, tout est perdu ; et lorsqu'on se fondera sur des principes arbitraires de gloire, de bienséance, d'utilité, des flots de sang inonderont la terre. » Voir Montesquieu (Livres IX et X), 1964 : 577-585.



Le philosophe Montesquieu, baron de son état, une source d'inspiration pour Dumas, et une des Lumières de ce siècle encore obscurci par la vénalité des hommes, l'intolérance, le préjugé et la guerre.

Tiré de l'œuvre de Guizot

La France, sous un prince juste et sage, se tiendra toujours dans les mesures d'une défense légitime, ce qui ne l'empêchera pas d'agir offensivement toutes les fois qu'elle sera dans la nécessité de se défendre : ainsi, la défensive et l'offensive se confondront toujours ensemble, parce que celle-ci est la perfection de la première, et que les événements réduisent quelquefois l'offensive la plus décidée à rétrograder, pour prêter à la défensive ce qui lui reste de force et de vigueur.

[174]

La guerre du Canada fut du genre défensif. Cependant les généraux français agirent presque toujours offensivement et obtinrent des succès incroyables en soutenant ce caractère jusqu'à l'extrémité ²⁶¹ : j'avoue que dans le cours de cette guerre, ils nous ont donné des leçons qu'il ne sera pas toujours facile de pratiquer ; il faut dire aussi qu'une grande armée qui aurait le degré d'énergie qu'ils avaient su communiquer aux troupes, serait capable de vaincre toutes les résistances.

²⁶¹ Attestent de la pertinence de ce jugement la construction du fort Carillon (qui deviendra Ticonderoga) durant l'été de 1756, sous les ordres de Vaudreuil, pour s'assurer la mainmise du lac Champlain et servir de tête de pont à une éventuelle invasion française vers New York ; la prise particulièrement bien orchestrée de Chouaguen (ou Oswego), clé de voûte du lac Ontario, le 14 août 1756, par les troupes françaises (« le plus canadien des objectifs que la colonie était à même de poursuivre », écrira Frégault) ; puis la prise particulièrement agressive du fort George (qui deviendra William Henry), le 9 août 1757, porte d'accès de l'Hudson. Voir *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, 1895, vol. VII : 88-109, 267-291, et 1895, vol. XI : 53-142 ; Frégault, 1955 : 167-215.

[175]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre V

Sur la guerre défensive particulière aux colonies

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dit que les colonies se donnaient protection entr'elles selon leurs divers caractères ; cette protection n'est cependant que secondaire. C'est à la métropole qu'appartient leur conservation ; elle fournit à ses enfants le moyen de se secourir entr'eux, en courant elle-même les défendre.

Le Canada était sans activité pour remplir son office envers les colonies qu'il protégeait lorsqu'il manquait d'armes et de munitions, ce qui est sans cesse arrivé.

Le cap de Bonne Espérance ne sera protecteur qu'autant qu'il sera armé lui-même et à l'abri de l'invasion.

L'île de France, au lieu d'être la citadelle de Pondichéry, peut devenir elle-même un objet de conquête, tant qu'elle ne sera pas dans le meilleur état de défense. Ce n'est que par une surveillance toujours active de la part de la métropole, que le secours de colonie à colonie peut avoir son effet ; mais lorsque la métropole exerce cette surveillance, l'effet dont nous venons de parler peut avoir une prodigieuse étendue par l'action ou la diversion. L'île de France dans un grand éloignement des Philippines est destinée à les protéger en vertu du *Pacte de famille* ; et sa position lui donne une singulière aptitude à remplir cette destination.

[176]

[177]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre VI

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

Cette proposition, que *les colonies ne peuvent être gardées que par des vaisseaux*, ne saurait être ni absolue ni exclusive ; on l'entend cependant ériger en axiome : mais elle signifie seulement qu'il n'appartient qu'aux grandes puissances maritimes de posséder des colonies, et cela est vrai.

Une puissance maritime qui aurait acquis en cette qualité une supériorité décidée, pourrait se reposer sur cette supériorité même de la conservation de ses colonies. Les forces de ce genre, qu'elle serait en état de déployer à chaque instant, lui garantiraient ses possessions au dehors.

Mais une nation qui aura vu cette supériorité s'élever insensiblement sur elle et qui n'aura pas tout fait, tout tenté pour la balancer, aura bien d'autres mesures à prendre.

Si nous supposons égalité de forces maritimes entre deux puissances, contendantes, chacune d'elles aura à entretenir dans l'intérieur de ses colonies une force suffisante pour combattre sur le sol même avec espérance de succès, parce que lorsqu'il y a plusieurs points d'attaque dans différentes parties du monde, l'univers ignore ou doit ignorer la destination d'une armée navale qui ne prend sa direction qu'à hauteur déterminée. Et si l'assaillant parvient à donner le change à son ennemi sur l'objet de son projet offensif, celui-ci n'a plus [178] de

ressource lorsqu'il n'a pas eu la précaution d'entretenir sur les lieux une force de résistance qui assure sa possession ²⁶².

Toutes les fois qu'avec le projet formé d'envahir une colonie, une armée navale est chargée de troupes de débarquement, c'est une opération de guerre mixte.

Si le projet d'invasion, couvert des ombres de la politique, est un mystère pour l'Europe, ou si la puissance qui l'a formé parvient à donner le change sur son objet, le point d'attaque se trouvera à découvert ; il n'y aura pas de combat avant le débarquement.

Immédiatement après ou plutôt à l'instant même, le général de terre se saisit de l'opération qui change de caractère et se divise. L'armée navale devient armée d'observation.

Là commence la guerre, si la colonie a des défenseurs dans son sein ; là finit la conquête si elle n'en a pas.

Mais si les projets offensifs sont pénétrés, il sortira en même temps, ou immédiatement après, une escadre protectrice.

²⁶² Ce jugement particulièrement osé pour l'époque se veut un rappel très songé de tous les manquements de la France envers ses colonies d'Amérique. Dumas, qui s'y est battu à ses risques et périls, sabre au clair et avec beaucoup de panache, rappelons-nous, sait de quoi il parle lorsqu'il tire sur ce chancre mou. Témoin, le triste épisode de ces trois navires français armés en catastrophe pour aller prêter main-forte aux assiégés (le *Machault*, le *Marquis de Malauze*, et le *Bienfaisant* — voir Bryce, 1984) ; coincés au fond de la rivière Restigouche par des forces navales anglaises écrasantes, réduits à l'impuissance au bout d'un héroïque combat naval de deux semaines, les trois navires furent anéantis le 8 juillet 1760, amenant avec eux par le fond tout espoir d'une résistance française fructueuse. Le 8 septembre suivant, par la capitulation de Montréal, les Anglais devenaient ainsi maîtres de la Nouvelle-France.

[179]



Choiseul (1719-1785), ministre de la Guerre et de la Marine, un esprit de son temps, qui eut à souffrir de l'injustice du roi et de ses pairs, comme bien d'autres. Il avait le front large et dégarni, les yeux petits et brillants, les lèvres épaisses, le nez au vent, les cheveux roux, la taille bien prise et les jambes bien faites. Le monde craignait ses mots acérés et son persiflage cruel, mais ses amis vantaient sa bonté, sa générosité, sa franchise. (Bibliothèque Nationale, Cabinet des Estampes) Tiré de l'œuvre de Gaxotte.

[180]

L'escadre assillante sera pesante par ses vaisseaux de transport ; la défensive sera leste, parce quelle ne portera de secours que sur ses vaisseaux de guerre.

Celle-ci joindra l'ennemi ou le préviendra sur les lieux : dans le premier cas, elle a l'avantage ; dans le second, elle gênera infiniment l'opération de la descente que l'ennemi ne peut jamais tenter en présence qu'avec un péril évident. Reste la variété infinie des temps, des lieux, des circonstances et l'incertitude de la victoire dans tous les combats possibles.

La question réduite à ces termes, le salut d'une colonie dépendra essentiellement de la justesse des dispositions maritimes de la métropole subsidiairement des forces intérieures de la colonie et de leur bonne administration ²⁶³.

²⁶³ Cette manière de concevoir la défense d'un empire colonial en déroute — une force navale suffisamment puissante pour décourager toute initiative de l'adversaire — s'inscrivait du reste dans le sillon des efforts de Choiseul. À la fin de 1761, la France ne disposait plus d'escadres ni sur la Méditerranée ni sur l'océan ; c'est tout dire : les Anglais étaient établis en maîtres au détroit de Belle-Île, au Canada, aux Antilles, au Sénégal et dans l'Hindoustan.

Après le traité de Paris, le ministre disposait d'une flotte littéralement dévastée. La situation militaire était désespérée. Et pour redonner un peu de lustre à la marine, il avait mis sur pied un audacieux programme de construction navale qui, une fois réalisé, devait permettre à son pays de compter sur une flotte forte de 80 vaisseaux de ligne assistés de 45 frégates ; des forces, disait-il, « capables de faire respecter le pavillon du roi par la marine d'Angleterre, quoique supérieure en nombre ». Malgré le zèle dont il fit preuve, au moment de rendre ses comptes, en 1771, la marine française ne comptait encore que 64 vaisseaux et une cinquantaine de frégates ou corvettes en état de prendre la mer. Certes, pour la France, la situation était moins périlleuse, mais cette marine de guerre à moitié restaurée était loin d'être en mesure de renverser le cours de l'histoire gravée par l'issue de la guerre de Sept Ans. Voir Lacour-Gayet, 1910 : 414-417

[181]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre VII

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

Quand, avec projet de conquête, il sort une armée navale chargée de troupes de débarquement, elle a deux objets essentiels : celui de les jeter sur le point d'attaque, celui de favoriser leur retraite et de les recueillir en cas qu'elles soient repoussées avec perte.

Elle doit tout tenter, tout risquer pour les remplir. Sans cette résolution immuable, quelle puissance oserait hasarder une semblable entreprise ? quand, aux dépenses énormes qu'elle entraîne, à l'incertitude de la victoire dans tous les combats, je joindrais encore l'acceptation du prétexte.

Si la métropole de la colonie menacée expédie une escadre de protection, cette escadre ne sera que moyen de conservation par les mêmes motifs. Le général doit tout tenter, tout risquer, tout sacrifier, pour y parvenir. Celui qui, dans l'une ou dans l'autre de ces circonstances, s'attacherait trop servilement à conserver les vaisseaux du Roi, n'atteindrait pas au but. L'escadre de secours n'est qu'accessoire ; la colonie est principale. On peut être vaincu dans un combat terrible, et arrêter les opérations de l'ennemi le reste de la campagne.

Mais l'homme de guerre chargé de la défense intérieure, qui voit ou présume ces grands mouvements au dehors, se prépare à tous les événements. Il sait que, si l'ennemi [182] mouille en rade, sa première

opération sera d'observer et de reconnaître. La seconde sera de faire des mouvements, et quelquefois de fausses attaques, pour opérer des diversions et pour calculer les forces défensives qu'un malhabile homme ne manque jamais de manifester dans ces occasions ; de donner le change, de partager l'attention ainsi que le moyen de défense, de fatiguer les troupes, de les harasser par des marches et des contremarches. Et que sa dernière opération sera de jeter à terre toutes les troupes de débarquement dans le lieu qu'il sera parvenu à faire dégarnir.

Le général de la colonie prendra de telles mesures, que si les mouvements maritimes ne lui en imposent pas ; il s'attachera à prévoir la manœuvre qui conviendra le mieux à l'ennemi dans quelque point qu'il tente son débarquement. Il calculera les moyens que la disposition du terrain peut lui fournir à lui-même, dans toutes les parties, pour combattre avec avantage ; il choisira pour camper un lieu intermédiaire, d'où il puisse se porter rapidement par des communications bien pratiquées, à tous les points de la circonférence.

Des postes bien retranchés et à l'abri du coup de main sont des points d'appui nécessaires. C'est par de tels postes disposés avec art, que les communications lui faciliteront l'attaque et la retraite en lui donnant toujours le temps de se porter en force sur l'ennemi.

Mais, surtout, qu'il ne se flatte pas d'en imposer à l'assaillant et d'arrêter son opération, parce que nous appelons à la guerre une bonne contenance : l'assaillant [183] se trouve alors à peu près dans les circonstances de César, au passage du Rubicon ²⁶⁴.

[184]

²⁶⁴ En 50 av. J.-C., César, transgressant l'interdit du Sénat, avait franchi le Rubicon (ancien fleuve côtier de l'Italie, tributaire de l'Adriatique), avec ses armes, sonnait ainsi le début de la guerre civile l'opposant à Pompée. C'est en franchissant ce fleuve, à son corps défendant, qu'il prononça la célèbre phrase : *Alea jacta est* (« Le sort en est jeté »).

[185]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre VIII

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les colonies sont menacées, même en temps de paix, d'une invasion étrangère, puisque l'exemple est donné entre les nations de couvrir sous le voile d'une politique perfide le projet formé d'une usurpation qui tiendra lieu de déclaration de guerre.

Ce système prévaudra, les mœurs de l'Europe le garantissent ; et telle nation qui pourrait s'en plaindre, l'a provoqué par des manœuvres obscures.

Dans cet état de choses, une colonie est sans cesse en péril, tant que le général en donnant l'ordre la veille n'a pas tout prévu pour le combat du lendemain.

Ainsi, les colonies doivent se considérer comme étant dans un état de guerre perpétuelle, puisqu'elles ignoreront toujours le moment d'une rupture en Europe ; que ce moment peut être précédé par un acte d'hostilité dirigé sur elles-mêmes ; et qu'une invasion préméditée peut s'exécuter de colonie à colonie, ce qui n'est pas sans exemple ²⁶⁵...

[186]

²⁶⁵ Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler, en effet, l'ampleur des opérations militaires de l'année 1755 (dont la perte des forts Beauséjour et Gaspereau, la prise du fort Duquesne, et le début de la déportation des Acadiens), alors que les deux puissances belligérantes étaient toujours officiellement en paix et que la guerre ne serait finalement déclarée que le 17 mai 1756.

[187]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre IX

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

La défense intérieure des colonies n'est autre chose que la guerre de campagne dans laquelle l'avantage est pour celui qui connaît le terrain. Elle se rapproche de ce genre que nous appelons guerre de postes, sans être précisément le même ; celui-ci est plus exactement défensif : la défense des colonies doit être plus active, il faut marcher à l'ennemi, et n'avoir de postes que pour favoriser l'attaque ou la retraite : le terrain est si précieux, que le grand art consistera à n'en perdre que fort peu, même dans une défaite. La disposition sera sublime, si elle a bien ménagé la plus prompte revanche, et ultérieurement, de nouveaux moyens d'attaquer qui laissent encore après eux ce qui peut établir la plus opiniâtre résistance.

Quand vous aurez ainsi quatre grands combats à livrer et une dernière retraite, vous serez en posture redoutable pour tout assaillant qui n'en aura jamais qu'un à perdre, parce qu'il n'aura de retraite que sur ses embarcations, et que s'il la conserve praticable jusqu'à un certain point, elle sera toujours très périlleuse.

On suppose ici que l'attaque vient du dehors, car si la colonie menacée est assise sur un continent et que l'ennemi ait des possessions limitrophes, ou sur une île d'une grande étendue partagée entre deux

nations et que l'ennemi cherche [188] à pénétrer par l'intérieur ; alors cette défensive change de caractère, et se rapproche davantage des principes généraux.

Mais si vous n'avez pas prévu la guerre ; si vos colonies l'attendent dans l'inertie ; si elles se trouvent au moment de la rupture, sans troupes, sans armes, sans munitions de guerre, sans fortifications, sans subsistances ; si la partie militaire et les précautions qu'elle exige ont été négligées pendant la paix, il ne nous reste de ressource que dans les miracles de la fortune.

[189]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre X

Suite du même sujet Sur la descente des troupes

[Retour à la table des matières](#)

Une ancienne erreur se maintient, s'accrédite, se propage sans cesse, sur cette opération difficile à exécuter pour tout homme de guerre, lorsqu'il aura en tête un commandant aussi habile que lui.

De grands militaires croient encore que le général chargé de la défense intérieure, doit attaquer l'ennemi au premier mouvement qu'il fait pour mettre le pied hors du bateau. Ils auront raison, si l'assaillant à la présomption, pour ne pas dire l'ignorance, de faire une descente de vive force : mais alors l'assaillant aura tort, et ce sera précisément le cas de l'inexpérience indocile du compagnon de Paul Émile ²⁶⁶.

²⁶⁶ L'histoire, qui sert d'exemple à Dumas pour expliquer la chute de Québec, le 13 septembre 1759, se lit comme suit: En 216 av. J.-C., alors que l'armée d'Hannibal marche vers l'Italie méridionale en dévastant tout sur son passage, le Sénat romain, trop confiant de sa force, décide, au terme d'une attente suicidaire, d'envoyer une armée à la rencontre de l'ennemi, avec mission de reconquérir les territoires perdus. Les forces romaines sont deux fois plus nombreuses que les forces carthaginoises; elles ont à leur tête les consuls Paul Émile et Terentius Varron, qui rejoignent Hannibal sur la rivière Ofanto, dans la plaine de Cannes. Sans perdre de temps, l'armée romaine prend position sur trois lignes, selon la tactique traditionnelle. Hannibal fait tout le contraire: il déploie son infanterie sur une seule ligne, met les meilleures milices

[190]

Mais si la descente est toujours périlleuse lorsqu'elle est bien surveillée, l'art de la parer n'est pas moins délicat.

Dans la guerre du Canada, digne de faire époque dans notre histoire, le général Wolfe fit, le 31 juillet 1759, son débarquement à la gauche de notre armée appuyée au saut Montmorency. M. le Marquis de Lévis, qui commandait à cette gauche, battit complètement les ennemis. Les Anglais perdirent dans ce combat l'élite de leurs troupes et trois vaisseaux qu'ils avaient embossés pour balayer la plage et soutenir l'attaque.

Mais, instruits par l'expérience, les généraux anglais se ravisèrent après cet échec ²⁶⁷.

africaines sur les ailes, et place sa cavalerie sur les flancs, de manière à dominer l'adversaire par la gauche. La tactique réussit tant et si bien qu'après avoir mis en déroute l'aile droite de la cavalerie romaine, les Carthaginois font mine de reculer, permettent ainsi à l'armée romaine de les percer tête baissée en leur centre, puis referment leur étau meurtrier sur elle. C'est un massacre : 70 000 morts (dont Paul Émile et Terentius Varron) et 10 000 prisonniers du côté des Romains ; et 8000 pertes du côté des Carthaginois. Rome en sortira ébranlée comme jamais auparavant. Voir Ferrero, 1936 : 52-53.

²⁶⁷ Ce débarquement raté avait été effectué du côté du Sault-Montmorency, à trois quarts de milles de la chute. Au comble de la joie, Vaudreuil écrivit : « Je n'ai plus d'inquiétude pour Québec. Je puis vous assurer que M. Wolfe ne fera aucun progrès. Il est heureux pour lui que sa circonspection l'ait sauvé des suites de cette folle entreprise; il s'en retire avec une perte d'environ cinq cents de ses meilleurs soldats. Des déserteurs disent qu'il recommencera dans quelques jours. C'est ce que nous voulons ; il trouvera à qui parler. »

Triomphe funeste ! Malgré de fortes pertes du côté des assiégeants, cet engagement meurtrier avait conduit les Français à imaginer un débarquement anglais du côté de Beauport et à diviser davantage leurs forces pour contrer cette éventualité qu'ils croyaient proche (Montcalm occupait alors le centre, en aval de Québec, à Beauport; Lévis, le Sault-Montmorency ; Vaudreuil, l'amont; Dumas, Cap-Rouge). Par ailleurs, elle provoqua des mouvements inutiles chez les troupes assiégées qui, fortes de ce succès, n'en furent pas moins à la source de son épuisement. Enfin, elle permit d'affaiblir les hauteurs de Québec qui présentaient une défense naturelle qu'on croyait, bien à tort, imprenable — mouvement bien mal inspiré, la suite l'a cruellement prouvé, qui permit finalement aux Anglais d'y entrer le 13 septembre pour faire la perte de la Nouvelle-France. Voir *Collection des manuscrits du maréchal de*

[191]

À la faveur des mouvements maritimes que la nuit couvre et du bruit des rames qui en déguise l'objet, ils doublèrent le Cap-aux-Diamants ; et le 13 septembre ils exécutèrent une nouvelle descente, au-dessus de Québec, qui leur réussit. Le marquis de Montcalm perdit la bataille et la vie. Le général anglais fut tué aussi, mais Québec fut pris ²⁶⁸.

[192]

Le succès de cette journée fut pour les Anglais le fruit de trois mois d'inaction apparente, mais d'une observation journalière et continue pour bien pénétrer sans crainte de s'y méprendre, le fort et le faible de

Lévis, 1889, vol. I : 185-188, 1889, vol. II : 227-233, 1895, vol. VII : 584-585, 1895, vol. XI : 186-188 ; Casgrain, 1891, vol. II : 131-138 ; Doughty et Parmelee, 1901, vol. V : 41-44 ; Parkman, 1908 : 35-41.

²⁶⁸ Le texte original du *Traité de la défense et de la conservation des colonies*, est accompagné de 10 notes et renvois rédigés en marge du manuscrit par la main du transcripteur. Pour ne pas alourdir le contenu et pour permettre de les identifier à travers le lot, ces notes et renvois — en italique — sont marqués d'un astérisque et indiqués comme tels entre crochets, soit. Ces notes sont-elles de Dumas ? Le ton et la manière le suggèrent, mais pas la calligraphie, qui s'apparente plus à la main du transcripteur qu'à celle de Dumas.

[En marge dans le texte] M. Le marquis de Lévis avait été détaché de l'armée et se trouvait alors à 60 lieues d'elle. Il sait les instances que je fis auprès du gouverneur général pour qu'il ne l'éloignât pas : cette bataille imperdable ne fut perdue que par son absence, et l'ouverture de la campagne suivante M. le marquis de Lévis [...] complètement le général Murray qui était sorti de Québec pour lui livrer combat. Cette victoire fit tout pour l'honneur des armes et rien pour le salut de la colonie. Le point dominant (Québec) était saisi par l'ennemi ; il entraînait nécessairement la chute dans les postes jusqu'à trois cents lieues de distance ; et les secours demandés en France pour le reprendre n'étant point arrivés, il fallut capituler quatre mois après. Il est nécessaire de dire que pour faire bien servir la nécessité de l'harmonie entre les chefs dans de telles circonstances que malheureusement il n'y en eut jamais une parfaite entre M. le marquis de Vaudreuil et M. de Montcalm : mais M. de Lévis était modérateur entre eux ; tout alla bien tant qu'il fut présent. M. de Vaudreuil et M. de Lévis s'aimaient et s'estimaient réciproquement ; la franchise et la loyauté de ces deux gentilshommes s'étaient rencontrées : l'analogie est au moral de l'homogénéité est au physique. Dès que M. le marquis de Lévis fut éloig[né] de l'armée, tout fut perdu.

notre position. Le télescope fut contre nous l'arme la plus meurtrière. Cette campagne décide la question que je traite dans ce chapitre ²⁶⁹.

En pareille circonstance, le gouvernement aura surtout à considérer que l'opération de jeter des troupes de débarquement sur le point d'attaque est nécessairement mixte entre le général de terre et le général de mer ; qu'elle est le point indivisible de la division de leur action respective, si l'on peut s'exprimer ainsi ; et que ni l'un ni l'autre n'en peut répondre personnellement.

Le même genre de connaissance ne saurait être réuni dans les deux généraux qui ont l'un et l'autre une expérience acquise sur des éléments si différents. Il est trop souvent arrivé que chacun d'eux, partant de ce principe de la tactique qui [193] lui est propre, comptant pour rien ceux de son collègue, dont il ne saurait bien apprécier la force, la prévention agit de part et d'autre : l'amour-propre s'exalte, s'irrite, l'esprit de corps amène celui de parti ; le trouble et l'anarchie succèdent : tout est perdu pour le service du Roi.

Les injures, les délations, les calomnies restent pour les généraux respectifs : et le citoyen oisif au centre de nos villes, s'amuse à raisonner sur ces dissensions destructives du bien public.

²⁶⁹ Ce que ne dit pas Dumas, c'est que la supériorité écrasante des envahisseurs, la puissance de leur flotte, leur détermination et le hasard y furent également pour beaucoup dans l'issue de cette funeste bataille. Un autre point déterminant, raisonne cette fois-ci Frégault à partir des critiques de Doughty, se trouve dans cette idée fixe de Montcalm de mettre le paquet à Beauport, pour rendre ce lieu inaccessible, et à foncer tête baissée vers les plaines d'Abraham, le 13 septembre, « croyant pouvoir vaincre tout seul ». Pour ce qui est de l'absence du chevalier de Lévis, notée par Dumas, elle est réelle mais ne lui incombe pas au premier titre. La décision s'explique en fonction de l'évolution de la guerre qui prenait alors une tournure dramatique. Au lendemain de l'engagement du 31 juillet, expliquent Pouchot et Bougainville dans leurs mémoires respectifs, le chevalier de Lévis avait été dépêché à la hâte par Montcalm et Vaudreuil, avec « 5 à 600 hommes », « pour défendre la frontière du lac Ontario, menacée par une armée considérable qui venait de prendre Niagara ». Voir *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, 1889, vol. 1 : 203-214, et 1889, vol. II, p. 234-235 ; Doughty et Parmelee, 1901, vol. V : 322 ; Parkman, 1908 : 48 ; Frégault, 1955 : 346 ; Bougainville, 2003 : 346 ; Pouchot, 2003 : 129.

Cependant chacun a ses protecteurs, son parti, ses prôneurs. Il s'établit insensiblement une certaine balance ; et l'on finit par trouver que tout le monde a raison dès qu'un traité funeste à la France a rendu la paix à l'Europe.

Dans l'administration des colonies, les mêmes causes produisent les mêmes effets en paix et en guerre, lorsque le gouverneur général et l'intendant ne s'entendent pas ²⁷⁰, (et c'est souvent encore pire lorsqu'ils s'entendent.)

[194]

Punition et récompense devraient être la devise de tous les souverains.

[Ils ont fait de bien plus grandes pertes en Amérique. Sans entrer ici dans le détail de cent petits combats, et de la perte de tous les forts l'un après l'autre, il suffit de dire que les Anglais ont pris [le 26 juillet 1758] Louisbourg pour la seconde fois, aussi mal fortifiée, aussi mal approvisionnée que la première. Enfin, tandis que les Anglais entraient dans Surate, à l'embouchure du fleuve Indus [le 2 mars 1759], ils prenaient Québec et tout le Canada, au fond de l'Amérique septentrionale ; les troupes qui ont hasardé un combat pour sauver Québec [le 13 septembre 1759] ont été battues et presque détruites, malgré les efforts du général Montcalm, tué dans cette journée, et très regretté en France. On a perdu ainsi en un seul jour quinze cents lieues de pays.

²⁷⁰ À mettre tout ce beau monde en perspective, on constate finalement que les gouvernements civils établis dans les colonies françaises étaient faits à peu près sur le même modèle — déficient — qui s'alimentait de la perversité des hommes : ils étaient composés d'un conseil supérieur, lui-même présidé par un intendant (administrateur, homme d'affaires et concussionnaire par essence, pour ne pas dire « par tradition »), et l'un et l'autre étaient habituellement en conflit avec un gouverneur (chargé de la défense de la colonie) qui n'avait le droit ni à l'erreur ni à la défaite. Ici un Bigot, là-bas un Poivre ou un Dupleix qui s'en sont toujours tirés fort bien avec les prévaricateurs métropolitains ; à contre-pied de ces fieffés escrocs, un Montcalm qui ne disposait pas des ressources militaires suffisantes pour tenir le fort, un La Bourdonnais, un Lally, un Dumas, voire même un Choiseul qui subissaient, les uns après les autres, l'odieux des faiblesses de la métropole à l'égard de ses colonies et du piètre état de la marine conjuguées aux déviations perverses de l'intendance...

Ces quinze cents lieues, dont les trois quarts sont des déserts glacés, n'étaient pas peut-être une perte réelle. Le Canada coûtait beaucoup et rapportait très peu. Si la dixième partie de l'argent englouti dans cette colonie avait été employée à défricher nos terres incultes en France, on aurait fait un gain considérable ; mais on avait voulu soutenir le Canada, et on a perdu cent années de peine avec tout l'argent prodigué en retour.

Pour comble de malheur, on accusait des plus horribles brigandages presque tous ceux qui étaient employés au nom du roi dans cette malheureuse colonie. Ils ont été jugés au châtelet de Paris, tandis que le parlement informait contre Lally. Celui-ci, après avoir cent fois exposé sa vie, Va perdue par la main d'un bourreau, tandis que les concussionnaires du Canada n'ont été condamnés qu'à des restitutions et des amendes : tant il est de différence entre les affaires qui semblent les mêmes ²⁷¹.]

²⁷¹ Voltaire, *Le siècle de Louis XV*, 1 : 385.

[195]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XI

Sur les troupes entretenues dans les colonies

[Retour à la table des matières](#)

Les troupes des colonies sont dignes d'une singulière attention de la part du gouvernement, si on les considère dans leurs différents rapports et sur tous les points de vue où les événements et les circonstances peuvent les placer successivement.

1. Elles coûtent au Roi trois fois autant qu'au département de la Guerre. Quand un homme doublerait ses facultés physiques et morales en changeant de climat, on se trouverait encore loin de la proportion à cet égard.

2. Dans les colonies qui nous restent en Amérique, la consommation en hommes de recrues était, il n'y a pas longtemps, annuellement de trois sur cinq.

L'humanité n'est nulle part assez respectée. Quelle sollicitude la conservation des hommes ne mériterait-elle pas de la part de tous les gouvernements ! J'ai vu notre Compagnie des Indes, pour épargner les frais de relâche dans les voyages de long cours, les interdire à ses vaisseaux ; et la moitié des équipages en périr dans ces longues traversées. Les matelots, cette espèce d'hommes si précieuse, sont chaque jour exposés à être les victimes de l'avarice d'un particulier,

comme ils [196] l'étaient dans ces occasions, de celle de plusieurs particuliers réunis ²⁷².

Dans les colonies, le genre de nourriture que l'on fournit aux troupes altère sensiblement les tempéraments les plus robustes.

Les soldats débarquent avec le germe du scorbut ; ils habitent continuellement les bords de la mer où l'air qu'ils respirent est imprégné de particules salines ; ils sont nourris toute l'année avec des viandes salées sans que rien tempère leur âcreté ; les légumes qu'il faut acheter sont toujours trop rares ²⁷³.

[197]

D'autres causes concourent sans doute à la dépopulation dans nos colonies de l'Amérique, mais celle-là est la première parce qu'elle est plus immédiate, plus continue et par conséquent plus active.

Je me rappelle d'avoir reçu sur ce sujet, pendant mon commandement aux îles de France et de Bourbon, des ordres qui

²⁷² Dans son étude consacrée à ce sujet, l'historien Gilles Proulx constate, du reste, que l'ordinaire des marins français, des soldats, des engagés et des prisonniers transitant sur les bateaux du roi, entre France et Nouvelle-France, était soumis à une même diète réglementée et connue sous le nom de « ration du munitionnaire ». Celle-ci était notamment caractérisée par des mauvaises conditions de séjour en mer, par une insuffisance de nourriture, un apport calorique et vitaminique trop faible ; difficultés récurrentes auxquelles s'ajoutaient, pour les marins et les engagés, la fatigue chronique et les tâches indues, quand ce n'était pas l'ajout des mauvais traitements et des châtiments corporels. Aucune réglementation précise ne contraignait cependant les équipages des bâtiments de commerce, justement ce dont se plaint Dumas dans ces lignes. Voir Proulx, 1984 : 123-158.

²⁷³ À l'époque, on connaissait déjà fort bien les effets dévastateurs des carences en vitamines sur la santé des équipages et sur la morbidité dans les voyages au long cours. En fait foi de manière indiscutable la minutie avec laquelle l'explorateur français La Pérouse (1741-1787) avait préparé son expédition scientifique qui le mena de Brest à la mer du Sud, et de l'Australie à son trépas. En effet, pendant deux ans, les équipages de la *Boussole* et de l'*Astrolabe*, qui auraient à payer leur tribut à l'impétuosité de la mer, n'enregistrèrent aucune victime due à une quelconque maladie, tant le capitaine prit soin de tenir propres ses navires et ses matelots, à combattre les symptômes du scorbut par des distributions appropriées de bière d'épinette, de mélasse, de vivres frais. Voir Leroi-Gourhan, 1965 : 90-93

avaient été provoqués par un homme mal intentionné et dictés par un de ses complices, dont un anthropophage aurait rougi ²⁷⁴.

Les rois, leurs ministres et leurs sujets seraient trop à plaindre, si de tels hommes conservaient leur influence.

Toutes les terres ont leur élévation indiquée par le cours des rivières, où l'air est plus pur, plus salubre ; établissez là vos troupes, donnez-leur des jardins qu'elles cultiveront. Elles s'habitueront à vivre de légumes, de végétaux, de farineux ; et leur conservation est assurée. Le service sur les rives sera fait par détachements qui se relèveront à huitaine ou à quinzaine. La police et la discipline y gagneront, le mouvement, l'action, l'air, la nourriture, tout fortifiera le soldat au lieu de le détruire. Vous aurez des hommes sains et vigoureux, des troupes nerveuses ; et lorsque la guerre vous coupera la communication, et que vous serez privé des farines d'Europe, vous aurez appris à vous en passer ²⁷⁵.

[198]

Dans ces montagnes, quelle quantité d'animaux ne pourrait-on pas élever, qui serait un moyen de prospérité intérieure, une économie pour le gouvernement et le salut des troupes ²⁷⁶.

²⁷⁴ L'allusion vise, de toute évidence, le directeur des Mascareignes, Pierre Poivre, président du Conseil supérieur, à l'île de France. Le complice dont il est question est probablement Rival de Saint-Antoine, conseiller au Conseil supérieur, dont il se saisit après avoir dissous l'Assemblée, et qu'il déporta *manu militari* à l'île Rodrigues. C'est ce coup de force porté à l'encontre des autorités coloniales légalement constituées qui amena le roi à le destituer. Voir Crepin, 1933, vol. V : 356-360.

²⁷⁵ [En marge du texte] On sait maintenant par l'expérience que le riz croît, mûrit et produit avec abondance dans l'archipel des Antilles comme en Asie et en Afrique. Il faut espérer que le sort de nos colonies de l'Amérique ne sera plus dépendant en temps de guerre, des subsistances que l'Europe leur a fournies jusqu'à ce jour.

²⁷⁶ [En marge du texte] Les colonies ne peuvent être administrées que par des moyens économiques. Tout dépend du choix des administrateurs. S'ils ont du génie et de bonnes intentions tout ira bien : s'ils manquent de l'un ou des autres tout ira mal. J'ai longtemps servi et commandé dans les colonies en paix et en guerre, et je me suis fait de bonne heure une habitude de l'observation. Cette longue expérience m'a acquis le droit d'en parler affirmativement.

3. Lorsque le général d'une armée en Europe envoie des troupes à la guerre, il en règle le nombre dans une certaine proportion avec l'objet de résistance ; et s'il se trompe dans l'estimation qu'il en fait, les renforts sont toujours prêts pour aller au secours.

Dans les colonies, la quantité des troupes destinées à la sûreté, une fois déterminée, demeure fixe. L'ennemi qui ne l'ignore pas, prend ses mesures en conséquence pour assurer son opération. Il y a toujours à parier que l'assaillant combattra avec l'avantage de trois contre un : les Français ont quelquefois combattu en Canada à un contre six ²⁷⁷.

[199]

Des troupes qui coûtent deux fois plus que la première infanterie du royaume, et qui ont une tâche de cette importance à remplir, doivent être tenues dans un tel état d'ordre et de discipline, que leur force s'exalte, pour ainsi dire en proportion.

Pour produire un effet si désirable et si nécessaire, les meilleurs officiers d'infanterie du royaume ne seraient pas trop bons : que pourrait-on espérer d'un nombre d'officiers présentés par la main du hasard, de la protection et de l'intrigue ? Il n'y a même entre les hommes du métier, que ceux qui ont été chargés de former de semblables troupes, qui connaissent les obstacles, les difficultés qu'il faut vaincre, pour parvenir à leur créer un esprit de corps : s'il y a un exemple de succès en ce genre, il est unique.

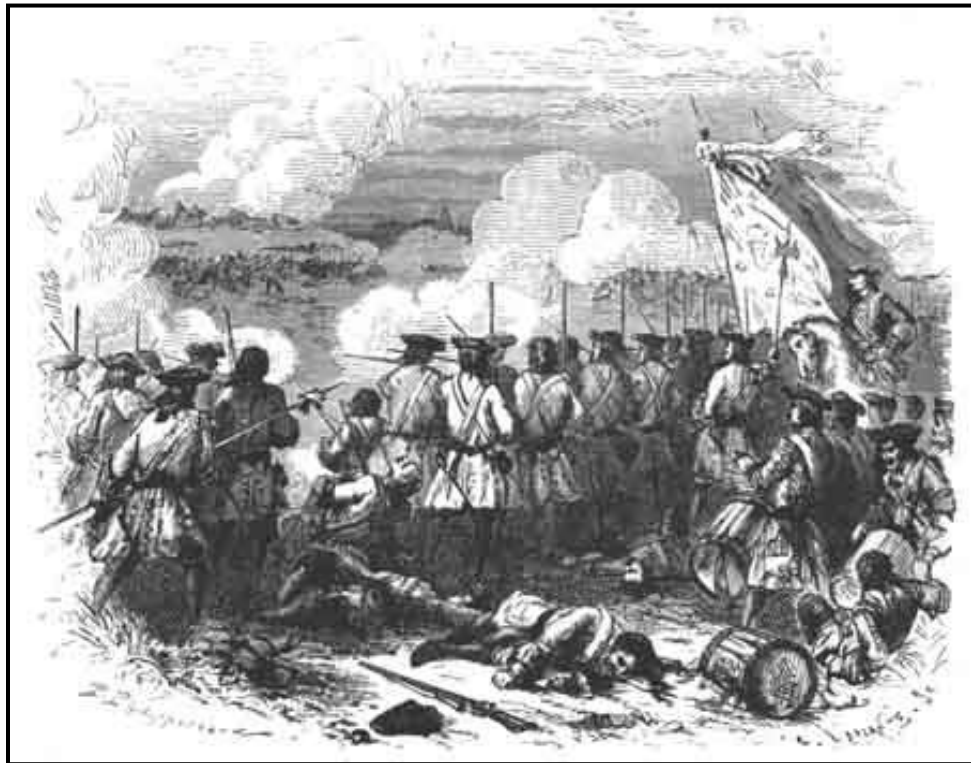
Le plus salutaire conseil est de choisir d'excellents officiers pour les placer à la tête des troupes des colonies, des hommes de poids et d'expérience, éprouvés à la guerre, et surtout des hommes vertueux. Un

²⁷⁷ Ce fut notamment le cas de la fameuse prise du fort Duquesne, au bord de la rivière Monongahéla, le 9 juillet 1755, où les combattants français purent montrer leur efficacité face à un ennemi qui en imposait tant par le nombre que par la puissance de feu : le détachement britannique disposait alors d'une armée de 2000 à 2200 hommes ; tandis que le détachement français, dans lequel s'était si courageusement illustré Dumas, ne disposait que de 891 hommes (selon le chevalier de La Pause), dont 3 capitaines, 4 lieutenants, 6 enseignes, 23 cadets, 72 hommes de troupe, 146 miliciens et 637 Indiens. Voir Audet, 1920 : 55-61 ; *Papiers Contrecoeur*, 1952, p. 390 : 398 ; Frégault, 1955 : 138. Pour l'estimation retenue, celle du chevalier de La Pause, voir ses « Mémoires », dans *RAPQ* (1932-1933) : 308.

colonel, un lieutenant-colonel, un major, un simple capitaine peut se trouver dans l'occasion de jouer un rôle en temps de guerre.

Mais si en temps de paix un tel choix pouvait être fait indépendamment de toute vue ultérieure pour la défense ou pour l'attaque, il serait encore infiniment délicat. Les moeurs sont partout d'un si grand prix, les gens de guerre influent si fort sur elles dans les colonies, que si la licence s'introduit par cette voie en même temps que la cupidité coule d'une autre source, leurs ravages se combinent, tout est perdu.

[200]



Scène de guerre.
Tiré de l'œuvre de Guizot

[201]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XII

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

Dans les colonies où l'agriculture est livrée aux mains des esclaves, le nombre des propriétaires de leurs régisseurs et employés, est hors de toute proportion avec le nombre des individus attachés au sol, qui constituent essentiellement la propriété. Ces colonies sont nécessairement plus faibles contre l'ennemi du dehors, par ce que la nature de ces propriétaires exclut la population nationale ²⁷⁸.

²⁷⁸ Ce qu'il faut savoir ici, c'est qu'en février 1730, sous le gouvernement de Pierre-Benoît Dumas (1727-1735), l'île Bourbon faillit sombrer dans l'anarchie la plus totale, à la suite d'un complot fomenté par les esclaves qui avaient projeté de s'emparer du pouvoir et de massacrer tous les Blancs. Trahis par quelques Noirs, les instigateurs de la conspiration furent arrêtés et déferés au Conseil qui les condamna à être rompus vifs sur la place publique et étranglés par le bourreau (adaptation coloniale du supplice de la roue, tel que pratiqué encore à cette date en métropole, chez les gens civilisés !), ce qui eut lieu à Saint-Denis les 25 et 27 février 1730.

Sachons également qu'en 1967, qu'alors que Jean-Daniel Dumas ses valises l'Île Bourbon compte 5 300 hommes « libres », blancs de préférence, et 22 400 esclaves, évidemment noirs, pour un total de 27 700 âmes. Difficile de comptabiliser le nombre d'esclaves soutirés à l'Afrique par la France, mais sachons à tout le moins qu'à la fin de l'Ancien Régime, l'île de France et l'île Bourbon comptent 26 000 Noirs chacune (ces îles étaient inhabitées avant la colonisation) ; la Guyane, un peu plus de 11 000 ; la Martinique, 90 000 ; la Guadeloupe, 93 000 ; Saint-Domingue, entre 400 000 et 450 000. Voir Crepin, 1933 : 330-332 ; Yacono, 1969 : 31 ; Toussaint, 1974 : 49

[202]

Les troupes sont ici d'une double nécessité puisque le péril se trouve au dedans et au dehors. Mais si les troupes entretenues n'étaient destinées qu'à la police intérieure, elles seraient encore moins propres à remplir cette destination exclusive qui les ferait dégénérer en les avilissant dans leur propre opinion et dans celle d'autrui, parce qu'elle les priverait du titre de défenseur de la patrie, pour n'en faire que des algouazils ²⁷⁹, et qu'il n'y a que l'opinion de leur propre dignité qui donne aux troupes leur énergie.

²⁷⁹ Le mot « algouazile », devenu « alguazil », est passé de l'arabe à l'espagnol (formé de l'article « al » et du mot « guazil ») pour désigner un ministre de justice. En Espagne, ce terme dénomme un archer, un sergent, un gendarme, un exempt, un huissier, bref, un bas officier de justice dont la fonction était de faire exécuter les ordonnances du magistrat. Dans l'esprit de Dumas, ce mot se dit péjorativement, par dérision sinon avec mépris, pour parler d'un petit agent de police, ou de tout homme chargé de faire des arrestations, ce qui était loin d'être un titre de noblesse à l'époque et peu propice à susciter la Fierté d'un soldat du roi. Voir Nandais, 1851, vol. 1 : 74. Pour en savoir davantage sur cette police sous l'Ancien Régime, on peut consulter l'œuvre de Funck-Brentano, citée dans la bibliographie.

[203]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XIII

Sur les hôpitaux

[Retour à la table des matières](#)

Quelles que soient les causes des maladies dans les colonies de l'Amérique, il est certain que cette terre dévore ses habitants. L'asile des hôpitaux n'est nulle part si précieux et si nécessaire à l'humanité. Considérés sous ce point de vue, les hôpitaux sont dignes de la première attention de la part du gouvernement.

Vue d'un œil politique et militaire, la conservation des soldats et des matelots tient à la bonne régie de ces établissements. Ils seront plus ou moins utiles selon qu'ils seront bien ou mal situés. La partie de la colonie la plus salubre, serait le lieu ; mais d'autres besoins concourent.

Le dépôt des secours doit être à portée des ports, des arsenaux, des ateliers, des casernes, pour qu'ils puissent être administrés avec cette célérité de laquelle dépend si souvent la vie ou la mort.

Les hôpitaux bâtis dans toutes les colonies en temps de paix, l'ont été sans vue ultérieure relativement à la guerre : partout, le premier succès de l'ennemi les mettrait en son pouvoir et cet inconvénient aurait les plus funestes suites.

Hors de la portée d'une administration toujours surveillante, ils seraient livrés aux ravages de la cupidité, [204] si désastreuse et si meurtrière. Loin des eaux courantes, ils manqueraient du premier besoin. C'est d'après le calcul et la combinaison de ces vues diverses

et de leur influence respective, que doit être déterminée la situation d'un hôpital dans une colonie ²⁸⁰.

Ces établissements nécessaires y sont d'une grande dépense. Cet objet n'a jamais été approfondi. Leur régie économique doit être constamment sous la main de l'administration qui, seule, peut en diminuer les frais sans préjudice de la vie ou rétablissement des malades. L'entreprise est dangereuse et presque toujours meurtrière.

L'ordonnance de 1747 concernant les hôpitaux militaires du royaume ²⁸¹, doit être jusqu'à ce jour la règle de leur

²⁸⁰ [En marge du texte] L'hôpital général sera comme les magasins et les arsenaux dans le chef-lieu, fortifié au centre de la colonie. Les hôpitaux particuliers établis dans les ports ne seront que des détachements.

Mais ces établissements dépendants et secondaires seront tels que l'humanité y trouve tous les secours qu'elle exige de tout bon gouvernement : leur situation sera déterminée par l'homme de guerre qui seul sait comment il les couvrira en cas d'attaque, selon son projet de défense arrêté.

En Flandres, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Portugal, le général le plus habile peut être déconcerté dans ses projets par un contendant aussi habile que lui. Il n'en est pas ainsi dans les colonies. L'attaque et les moyens de défense doivent être respectivement calculés, la guerre ne dure qu'un moment ; et si le Canada a résisté pendant cinq années, à un contre quatre, c'est un exemple unique, un phénomène que les siècles ne reproduiront pas : il régnait entre les troupes et les Canadiens une heureuse émulation dont les généraux surent tirer le meilleur parti : quel peuple ! Je lui rendrai, toute ma vie, le tribut de louanges que je dois à son courage, à sa franchise, à sa générosité.

²⁸¹ Cette ordonnance fut promulguée le 1^{er} janvier 1747, sur les instances du comte Marc-Pierre d'Argenson (1696-1764), alors ministre de la Guerre ; on doit également à cet administrateur la fondation de l'École militaire, en janvier 1751. Comprenons que, en dehors des prisons ou des maisons de force où étaient mis les fous furieux, les hôpitaux et les hospices de l'époque répugnaient à accueillir les soldats aliénés, et qu'il fallait alors toute l'assistance du ministre pour qu'ils y soient reçus. Pendant la guerre de Succession d'Autriche plus particulièrement, le ministre d'Argenson s'était royalement insurgé contre le peu de soins donnés aux soldats blessés ou malades, contre les abus et les négligences des hôpitaux à l'endroit de leurs patients.

Le point névralgique de l'ordonnance stipule : « Le jour d'une action considérable en temps de guerre, la formalité des billets n'étant pas compatible avec la promptitude nécessaire du service, les soldats, cavaliers

[205]



Hôpital général de Québec.
Tiré de l'œuvre de Roy



Hôtel-Dieu de Québec.
Tiré de l'œuvre de Roy

ou dragons blessés seront reçus dans l'hôpital ambulant de l'armée, et envoyés dans les plus prochains, sans qu'il soit besoin qu'ils soient porteurs de billets. Mais dans le cours de la huitaine suivante, chaque corps ou régiment sera tenu de députer un officier pour aller dans lesdits hôpitaux reconnaître les soldats cavaliers ou dragons qui y auront été transportés, et pour lors ledit officier député expédiera au nom de chaque capitaine, le billet de chaque soldat, cavalier ou dragon, dans lequel billet il fera mention du jour de l'action où il aura été blessé, et signera avec l'expression de sa qualité de député. » Voir Corvisier, 1964, vol. II : 658, 667.

[206]

manutention (je dis jusqu'à ce jour parce que je crois qu'il y a quelque chose de mieux à faire) ²⁸².

En Canada, les hôpitaux étaient tenus par des religieux cloîtrés, et nulle part l'humanité ne reçut des secours si utiles et si consolants. Nulle part aussi les frais de ces asiles ne furent plus légers pour le gouvernement ²⁸³.

²⁸² [En marge du texte] Un médecin de la faculté de Paris (M. Colombier) a fait imprimer en 1775, un ouvrage intitulé Hygiène Militaire. Le titre annonce que l'auteur a cherché à prévenir les maladies, art beaucoup plus utile que celui de les guérir.

Un autre médecin (M. Dazille) a fait un traité sur les maladies des Nègres, dont les principes sont fort applicables aux maladies des Blancs.

Ces deux ouvrages sont dignes de la méditation de tous les chefs de corps pour le salut des gens de guerre.

²⁸³ À l'heure de la Conquête anglaise, le Canada compte plus exactement cinq hôpitaux, tous administrés par des dames religieuses : comptons, à Québec, un hôtel-Dieu, le plus ancien au Canada, et un hôpital général, tous deux gérés et tenus par les hospitalières de la Miséricorde de Jésus; également un hôtel-Dieu et un hôpital général à Montréal, tenus par les hospitalières de Saint-Joseph ; et un hôpital, à Trois-Rivières, fondé par les Ursulines de Québec, qui en prirent possession le 10 octobre 1697.

Dans le jargon de l'époque, précisons que la vocation d'un hôtel-Dieu est de soigner les malades, les éclopés et les blessés ; alors qu'un hôpital général sert plus particulièrement d'hospice, c'est-à-dire un lieu de santé publique où « l'on enferme les filles de mauvaise vie, [les] vénériens, et [les] pauvres hors d'état de travailler ». Toutes ces maisons, rapporte encore Bougainville dans son *Mémoire* de 1757, « sont mal rentées et auraient de la peine à vivre, si le Roi ne les soutenait, ainsi que les charités des fidèles ». Voir Bougainville, *RAPQ, 1923-1924* : 60 ; Tessier, 1956 : 168-169. Pour la subtilité de la nomenclature et les corrections apportées aux commentaires de Bougainville, l'auteur tient à remercier plus particulièrement l'historien Marcel Trudel, conversation téléphonique du 20 octobre 2004.

[207]

Du choix des principaux officiers de santé dépend la vie ou la tenue mort dans les colonies. On voit cependant des *fraters*²⁸⁴ protégés succéder à des chirurgiens-major consommés, des amateurs d'histoire naturelle érigés en médecins, tandis que les premiers hommes dans l'art de guérir ne seraient pas trop forts dans des pays où l'observation est si nécessaire.

L'inexécution de l'ordonnance de 1747 résulte de ces mauvais choix, parce que les cours qu'elle prescrit sont impraticables, ou seraient plus dangereux encore sous de tels professeurs : et les victimes se multiplient sous la main de l'ignorance ; on en a vu des exemples effrayants dans le climat le plus salubre de toute la terre habitable.

La protection ou l'intrigue dominant dans la métropole, d'elles dépend presque toujours le choix des sujets que l'on emploie dans les colonies. La religion des ministres est surprise par ceux mêmes qu'ils choisissent pour l'éclairer ; [208] mais ici l'humanité réclame leur surveillance, tout autre motif doit disparaître devant celui-là.

Quand on sait ce que coûte au Roi un soldat de recrue rendu à six mille lieues de la métropole ; quand on sait apprécier la perte que fait le service de Sa Majesté dans la personne d'un soldat ou d'un matelot formé, toujours remplacé par un mousse ou par un soldat de recrue, l'esprit aperçoit une progression effrayante dans ces vices de nos hôpitaux militaires dans nos colonies.

²⁸⁴ *Fraters*, pour désigner, encore là péjorativement, un garçon chirurgien, un chirurgien ou un médecin de bas étage. Du point de vue militaire, on nommait ainsi celui qui faisait la barbe à bord des navires et dans les régiments. Encore plus péjorativement parlait-on alors d'un perruquier de village. Voir Napoléon Landais, *Dictionnaire général*, 1851 ; Louis-Alexandre Bélisle *Dictionnaire général*, 1954.

[209]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XIV

Sur les milices dans les colonies

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les nations de l'Europe qui ont établi des colonies dans les autres parties du monde se sont réunies en un point dans leurs législations diverses : c'est dans la loi de la milice en vertu de laquelle tout citoyen est soldat.

Si cette loi portait atteinte à la liberté civile, il faut croire quelle aurait été rejetée au moins dans les États républicains et jaloux de cette liberté. Des compagnies marchandes, exerçant les droits du Souverain par concession de la république n'auraient pas pu obtenir d'elle un droit dont la république elle-même ne jouit pas, celui de violer la liberté des citoyens.

Mais la loi de la milice, qui n'a pour objet que la défense, est pour les habitants des colonies cette même loi que la nature a dictée à tous les êtres sensibles ²⁸⁵.

²⁸⁵ Ainsi, Bougainville écrit encore : « [En Canada,] tous les habitants en état de porter les armes, depuis quinze ans jusqu'à soixante, sont inscrits et obligés de servir toutes les fois que le gouverneur général les commande. Ils ont des officiers dans chaque paroisse ; les capitaines y ont des grandes considérations ; un banc à l'église avant celui de co-seigneurs ; c'est à ceux que tous les ordres s'adressent, quand ils servent ; ainsi que leurs miliciens, ils ne reçoivent aucune solde, mais la subsistance et un équipement ; ils n'ont

[210]

L'analogie a inspiré aux législateurs d'en faire une loi positive. Il n'y a qu'un homme qui ne reconnaît ni patrie ni souverain, un cosmopolite, qui puisse protester contre cette loi.

En qualité de loi naturelle, celle de la milice n'admet point d'exception. Comme loi positive, elle est soumise dans l'état de société, à celle qui divise et classe tous les citoyens.

La nature recommande impérieusement à tous de se défendre : la loi positive fait des divisions.

La loi divine a excepté les ministres des autels, qui ne peuvent avoir dans les combats d'autre fonction que celle d'invoquer le Dieu des armées.

Les magistrats, les juges, ont des fonctions d'ordre et de paix, dont l'utilité et la nécessité augmentent dans cet état tumultueux où la société se trouve en temps de guerre qui est si voisin de la licence.

Les officiers de santé, dont les mains portent le salut et la vie ne peuvent pas les appliquer à la destruction et au meurtre que la plus légitime défense rend nécessaires.

aucun rang avec les troupes réglées et seraient même commandés par les sergents et les cadets à l'aiguillette, cependant on a envie de faire un règlement à cette occasion, pour que les officiers de ces milices puissent commander les sergents des troupes réglées. Monsieur le marquis de Vaudreuil pense proposer pour capitaines de milices ceux qui se distingueront et de leur faire venir des commissions du Roi ; et alors ils auront rang avec les officiers des troupes réglées, comme lieutenants du jour de cette nouvelle commission ; lorsqu'ils sont blessés ou estropiés au service, le gouverneur leur procure une petite gratification annuelle.

« Les distinctions que le gouverneur général accorde aux sauvages qui ce distinguent à la guerre ou qui ont de la considération dans leur cabane, sont hausse-col, qu'ils se font grand honneur de porter, et la grande distinction ce sont des médailles où il y a l'effigie du Roi. » Voir. Bougainville, RAPQ 1923-1924 : 55.

[211]



Louis-Antoine de Bougainville (1729-1811), premier aide de camp de Montcalm avec qui il arriva en 1756. Blessé au cours de la bataille de Carillon (1758), il retourna en France pour rendre grâce des événements et recevoir son titre de chevalier de Saint-Louis (1759), revint juste à temps pour assister à la prise de Québec et organisa, sous les ordres de Vaudreuil, la résistance contre les forces d'occupation anglaises. Après la Conquête, Bougainville aboutit aux Malouines, où il subit encore l'échec dans une vaine tentative de colonisation. Béni par Choiseul pour son zèle et son courage, homme raffiné et cousu d'élégance, il alla finalement s'illustrer dans un audacieux voyage d'exploration et de découverte (1766-1769) à bord de la Boudeuse.

Il est l'auteur, notamment, d'un *Traité de calcul intégral*, d'une *Notice historique sur les Sauvages de l'Amérique septentrionale*, et d'une *Relation de don fameux, Voyage du monde*, qu'il publia à Paris, en 1771.

Tiré de l'œuvre de Casgrain

[212]



« Les Canadiens sont généralement des tireurs assez remarquables. J'ai rarement rencontré des personnes aussi habiles qu'eux en ce domaine. Qu'un oiseau vole à une distance telle qu'ils soient en mesure de l'atteindre normalement avec une balle ou du plomb, et il aura difficilement la vie sauve. Il n'est pour ainsi dire aucun d'entre eux qui ne soit capable de tirer remarquablement, ni qui ne possède un fusil. »

[...]

« Les hommes d'ici portent souvent des tuques rouges en laine, aussi bien à la maison qu'en voyage. Assez nombreux sont les hommes qui ont les cheveux en forme de queue : je parle actuellement des paysans : en particulier les jeunes gens, surtout pendant le travail. J'ajoute que je n'ai pas rencontré des gens aussi drôles qu'eux, toujours gais et de bonne humeur, profondément courageux et qui tiennent que rien n'est impossible à surmonter. La plus grande partie de ces hommes et, pour le dire en bref, tous les gens nés au Canada sont les meilleurs tireurs qui peuvent exister ratent rarement leur coup.

Ils utilisent du plomb et des fusils de chasse, afin de tirer à main levée. »

(Cf. Voyage de Pehr Kalm au Canada en 1749, folios 931 et 933

Dessin de Francis Back, 1983.

[213]

Cette affreuse nécessité amène des moments terribles où ces hommes précieux s'élèvent pour ainsi dire au-dessus de l'humanité. Ils en sont les d'ici réparateurs, les conservateurs et au moins les consolateurs.

Un homme de guerre qui a soldé avec sa patrie en cette qualité, ne doit pas être sous la loi positive qui commande la défense ; il a cette loi dans son cœur. &cc^a. &cc^a.

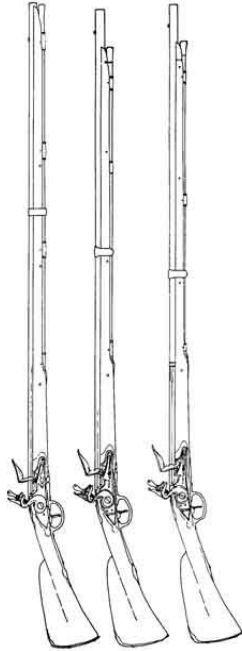
En considérant cet établissement d'un œil politique et militaire, on aperçoit les divers caractères qui l'ennoblissent aux yeux de tous, même dans ses exceptions.

Tout ce qu'il y a de fort dans la société vole au combat pour le salut commun. Mais elle réserve ce qu'il y a de plus saint pour un plus noble emploi ; ce qu'elle a de plus sage, pour le maintien de l'ordre qui s'altère nécessairement par cette commotion et dans cette crise ; ce qu'elle a d'habile dans l'art de guérir, pour remédier aux ravages de cet art destructeur devenu nécessaire.

De ces besoins et de ces secours respectifs qui sont l'ordre naturel, comme dans l'ordre social, se forme entre les différentes classes de citoyens l'estime réciproque qui constitue l'honneur en général et le caractère national en particulier.

Dans une colonie, l'honneur commande à tout citoyen, que des fonctions de salut public n'aient pas excepté, d'être enrôlé dans la milice, selon l'état et dans le rang où les circonstances l'ont placé dans la société. Celui qui ne sera pas jaloux de l'honneur d'être compté parmi les défenseurs de la patrie, ne mériterait pas d'être admis parmi eux : ce ne serait plus une exception mais une exclusion.

[214]



À gauche, dessins de fusils de Tulle, modèles semi-réglementaires à boucle grenadière tournante, tels qu'utilisés par les troupes de la Marine et la milice, en Nouvelle-France, de 1697 à 1760 :

A- modèle de 1696

B- modèle de 1716

C- modèle de 1729/ 1734

Tirés de l'œuvre de Russel Bouchard,
Les fusils de Tulle en Nouvelle-France

À droite, reconstitution d'un fusil grenadier de Tulle, conforme au contrat de 1729 / 1734. Fabriqué pour la forteresse de Louisbourg.

Office canadien des Parcs, Ottawa



[215]

Il faut être avare des exceptions et n'admettre que celles que l'intérêt du bien public avoue. On peut se rendre moins difficile pour l'exclusion et l'accorder libéralement à tout sujet du Roi qui osera la demander.

De ces deux mots se compose toute la magie du gouvernement : tel est, ou plutôt tel doit être l'esprit de cette institution pour le salut des colonies.

Le mot *milice* a subi dans notre langue une sorte de faveur qui laisse à cette espèce de troupe trop peu d'estime à perdre : elle a existé depuis sous le nom de Régiments Provinciaux une dénomination peut changer jusqu'à la substance des choses. Ce que les grenadiers royaux ont fait dans les deux dernières guerres, démontre ce que les mots peuvent sur l'opinion et ce que l'opinion peut sur les hommes. La milice des colonies a ses formes particulières qui n'admettent pas la dénomination adoptée en France ; la plus analogue à sa division qui se fait par quartier serait à mon avis celle de troupes nationales ²⁸⁶.

²⁸⁶ [En marge du texte] Dans la constitution de nos colonies, tout habitant enrôlé dans la milice (que j'appelle troupes nationales) est obligé de s'armer à ses dépens. Cela ne m'a jamais paru ni juste, ni utile, ni raisonnable.

Les Canadiens servaient en campagne et en garnison comme des troupes entretenues, mais sans solde, et ils étaient obligés d'acheter des fusils de leurs propres deniers; ils en avaient chez eux pour la sûreté de l'habitation et pour la chasse; ils les portaient à l'armée: de là, la diversité de calibres, d'où il résultait que le plus brave d'entr'eux perdait souvent la moitié de son utilité, dans une action décisive, à chercher au dépôt des munitions des balles du calibre de son arme. J'en ai vu s'arracher les cheveux de cet inconvénient, par le regret qu'a toujours un homme de courage quand il perd d'un moment la vue de l'ennemi.

Il est nécessaire d'armer aux frais du Roi, les troupes nationales des colonies en fusils de dragon, bien surveillés dans leur fabrication afin que des associations illicites qui excitent la cupidité des fabricants, n'en altèrent pas la qualité ou ne les portent pas au-dessus de leur prix légitime.

Qu'un soldat des troupes nationales reçoive un fusil de l'arsenal sur sa reconnaissance, qu'il soit obligé de l'entretenir ; qu'à chaque revue générale il le représente. Qu'il ait après cela chez lui des armes de tout calibre et que le Roi soit une fois certain que tous ceux qui combattent pour l'honneur de la Couronne sont bien armés.

Pourquoi faut-il que des vérités si simples et en même temps si intéressantes soient écrites cent cinquante ans trop tard !

Pour une meilleure compréhension de l'art des armes et de la puissance du feu, voir Hughes, 1976.

[216]

[J'ai l'honneur de vous prévenir qu'il y a très peu de fond à faire sur les armes des habitants qui, lorsqu'ils viennent pour le service, se présentent toujours avec des fusils si mauvais qu'on est obligé de leur en donner.

L'inconvénient, en outre des fusils des Canadiens, est la différence de leurs calibres, de façon que dans les distributions des balles, les trois-quarts sont obligés de les diminuer avec leurs couteaux, opération qui ne peut avoir lieu lorsqu'on est à l'avant de l'ennemi ; cependant on est journellement obligé d'y distribuer des balles.

J'aurai également l'honneur de vous observer que jusqu'à présent les Canadiens ont toujours préféré les fusils de Tulle de chasse, à cause de leur légèreté ; mais il seroit nécessaire que ces mêmes fusils eussent chacun une baïonnette ; cette arme étant, sans contredit, la meilleure, soit pour défendre un retranchement ou pour le forcer, je ne voudrois pas pour cela qu'on retranchât le casse-tête à cause de son utilité dans les marches pour les campements ²⁸⁷.]

²⁸⁷ Lettre du chevalier Le Mercier au ministre de la Marine, 20 octobre 1755, dans Casgrain, 1890 : 149. Pour en savoir davantage sur l'armement des miliciens de la Nouvelle-France, voir Bouchard, 1999.

[217]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XV

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une grande diversité entre les individus qui composent les différents ordres de citoyens dans les colonies, et cette variété présente encore une infinité de nuances que l'amour-propre cache ou fait valoir selon son intérêt. Le gouvernement qui s'attacherait à les saisir toutes à la rigueur manquerait son objet.

L'établissement des milices en fait disparaître un grand nombre par une légère subordination qu'il introduisit, qui en laissant chaque citoyen à sa place, les rapproche cependant en quelque sorte en faisant partager à tous l'honneur de l'institution.

Le grand art du gouvernement consiste à rendre légères les charges et à faire chérir les peines qui tournent au profit de la patrie : il obtiendra tout par l'émulation et en n'humiliant personne.

Un homme né dans l'obscurité, mais favorisé par la nature, passe dans une colonie, se fait remarquer par des talents, par sa probité et acquiert une fortune considérable : son premier état disparaît, c'est un citoyen honorable. Il est précisément entre l'officier et le simple soldat, et ne peut être ni l'un ni l'autre. &c^a. &c^a.

[218]

Créez une ou plusieurs troupes à cheval, sauvez l'amour-propre du citoyen opulent, attachez des pacolets ²⁸⁸ à ces troupes, chaque maître en choisira deux des plus fidèles, les plus braves et les plus adroits de ses esclaves créoles ou de ses affranchis ; et vous acquerrez par là, l'avantage que donne la diversité des armes.

Ces troupes à cheval vous seront d'autant plus utiles, que l'ennemi n'en aura pas à leur opposer, pendant quelles seront toujours suivies de leur infanterie pour les soutenir ; quelles seront bien montées, bien armées, bien vêtues et qu'elles ne coûteront que des encouragements.

²⁸⁸ Pacolet (n.m.) : Personnage des anciennes légendes, qu'on figurait monté sur un cheval très rapide (voir *Nouveau Larousse illustré*). Il s'agit aussi d'un vieux terme de marine désignant une cheville avec laquelle on amarrait les haubans d'une tartane, qui était un petit voilier en usage sur la Méditerranée (voir Napoléon Landais, *Dictionnaire général*, 1851).

[219]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XVI

Suite le genre de fortification qui convient le mieux aux colonies en général

[Retour à la table des matières](#)

À l'époque de l'établissement des colonies, les connaissances étaient encore au berceau parmi nous. Ce nouvel ordre de choses frappait les esprits sans les éclairer. On arrivait sur une terre étrangère, on se fortifiait sur la rive.

Ces premiers établissements, faits à la hâte, se trouvaient partout dominés par la disposition naturelle du terrain. Mais cet inconvénient n'était pas aperçu parce que les moyens d'attaque et de défense étaient relatifs entre les nations. Toutes les fortifications qui existent dans les colonies portent encore l'empreinte de ce vice originel dont personne ne s'était douté 150 ans après.

Ces fortifications sur les bords de la mer devinrent plus nécessaires pour la sûreté des ports toujours menacés des attaques du dehors qui ne se dirigeaient jamais que sur eux : aussi les voit-on partout hérissés de batteries à l'entrée, et presque sans défense au revers ²⁸⁹. L'ignorance, le préjugé, l'habitude, ont perpétué cette fausse disposition.

²⁸⁹ Ce que Dumas dénonce ici, c'est justement le type de défenses telles que construites à Louisbourg (île du Cap-Breton, officiellement rebaptisée île Royale) par la France dans l'accalmie qui fit suite au traité d'Utrecht (11 avril

[220]

Les deux dernières guerres ont éclairé les nations sur le genre offensif et défensif dans les colonies. On ne verra plus faire de descente de vive force que par l'ignorance ou la présomption. On tourne plus aisément les postes sur les [221] bords de la mer, que dans les gorges

1713), selon un plan conçu par l'ingénieur de la ville et approuvé par un décret royal. Cette ville-forteresse rappelons-le pour bien apprécier le propos de Dumas était censée protéger la Nouvelle-France de toutes les invasions possibles, probantes et à venir. On la disait alors... « imprenable » ; ce que l'histoire a démenti bien assez tôt. En effet ! Prise une première fois, en juillet 1745, par les forces adverses (formées de miliciens de la Nouvelle-Angleterre appuyés par la Royal Navy britannique), la cité fortifiée fut restituée à la France, trois ans plus tard, par le traité d'Aix-la-Chapelle (18 octobre 1748) qui mit fin à la guerre de Succession d'Autriche, puis reprise de nouveau par les Anglais, durant l'été de 1758, qui l'utilisèrent ensuite comme base navale durant l'invasion de 1759.

Citadelle, certes, imposante et menaçante au regard du voyageur, Louisbourg devint donc, dès le début de la guerre de Sept Ans rappelons-le, le symbole de la faiblesse militaire de la France en Amérique. Le siège de juin 1758, d'ailleurs calqué sur celui de mars-juillet 1745 malgré des défenses améliorées, n'avait pourtant rien de bien surprenant pour une armée coloniale sur le pied de guerre : après être passé maître de la batterie royale protégeant l'entrée du fort et du port, l'envahisseur tourna ainsi les canons de l'adversaire contre lui ; il bombardait avec beaucoup de rudesse les murs de la citadelle pendant qu'une portion de son armée l'envahit par terre, coula ses navires emprisonnés dans la rade et devint maître absolu des lieux jusqu'à la capitulation. Après une humiliante reddition signée le 26 juillet 1758, le gouverneur Drucour se vit refuser les honneurs de la guerre par Amherst, qui ne considéra pas le courage de ses opposants, et fut contraint de remettre armes et drapeaux.

Et ce scénario, qui explique une carence réelle dans le contexte de la guerre de Sept Ans, se reproduira d'ailleurs le 13 septembre 1759, à la prise de Québec par les plaines d'Abraham. Par la faiblesse du revers, encore une fois, les Anglais vinrent planter leurs drapeaux, flammes et oriflammes au cœur même de la citadelle.

Pour en savoir davantage sur l'histoire de la construction et de la chute de cette forteresse, voir plus spécifiquement Bona Arsenault, 1971 ; Bruce W. Fry, 1984. Pour une relation contemporaine de la prise de 1758, voir La Pause, RAPQ (1933-1934) : 166-173.

des montagnes. Tout est changé en fait d'attaque et de défense dans les colonies ²⁹⁰.

[Le désordre commença au moment du départ. Les divisions et les équipages se mêlèrent avec tant de confusion que cinquante hommes auroient détruit tout le reste de notre armée. Le soldat français ne connoît plus de discipline, et au lieu d'avoir formé le Canadien, il en a pris tous les défauts. [...] La plus grande partie des Canadiens de Québec, profita du désordre et regagna ses foyers, peu inquiète du maître auquel elle appartiendrait désormais ; et l'armée n'étoit plus, le 14 au soir, en arrivant à la Pointe-aux-Trembles, qu'un peloton confus mêlé des cinq bataillons et des Canadiens des trois gouvernements ²⁹¹...]

²⁹⁰ La guerre de Sept Ans confirme, avec beaucoup d'éloquence, ce point de vue. Elle témoigne, en effet, d'un point de rupture à cet égard et révèle l'affaiblissement, sinon la désuétude, de la méthode mise au point, d'une part, par le maréchal français Vauban (1633-1707), à qui l'art des fortifications militaires doit la forme dite « en étoile », ce qui a été réalisé à Louisbourg et à Québec, et l'ingénieur hollandais Cœrhoorn (1641-1704), qui l'a adaptée et complexifiée en Europe, et notamment à Nimègue. Ce point de vue particulièrement éclairé est d'ailleurs largement commenté dans le nouveau manuel d'instruction adressé en 1793 aux officiers d'infanterie : « On peut diversifier à l'infini la figure des redoutes étoilées : mais quelle qu'on leur donne elles seront toujours très peu utiles et fort peu employées (1) ; car, s'il est vrai que dans les ouvrages de campagne il faut briser les lignes pour se procurer un feu croisé, il n'est pas moins sûr que les étoiles régulières sont moins respectables que les ouvrages dont aucune ligne ni aucun angle n'est égal à l'autre, mais dont on peut découvrir tout le terrain d'alentour, au point de pouvoir le défendre partout par un feu croisé de mousqueterie : une redoute ayant ces avantages, on peut aussi y faire une bonne résistance. » Voir Muller, 1746 ; Gaudi, 1793 : 25 ; Orgeix, 2000.

⁴¹ Relation d'un témoin anonyme qui prend la plume pour le marquis de Montcalm, après le jour fatidique du 13 septembre 1753. Voir Casgrain, 1895, vol. 7 :615-616.

[222]



Siège et prise de Louisbourg, juin 1758, triste résultat de la négligence de la métropole, une forteresse, abandonnée aux caprices du temps, délaissée et incomplète.

Tiré de l'œuvre des Frères des Écoles Chrétiennes

« Québec forme une espèce de triangle qui occupe une pointe de terre fort élevée sur la rive gauche du fleuve Saint-Laurent. Le fleuve en défend un des côtés. Des deux qui vont vers la campagne, l'un, qui suit l'escarpement de la côte d'Abraham, commande avec beaucoup de supériorité une plaine basse où serpente la rivière Saint-Charles. Cette côte d'Abraham règne presque parallèlement au fleuve et vient s'y réunir à l'embouchure de la rivière du Cap-Rouge. Le côté de Québec, qui est terminé par cette côte et par l'escarpement du fleuve, est le seul accessible. Il est défendu par une enceinte de six bastions revêtus et presque sur une ligne droite. Un fossé peu profond et dont l'excavation en quelques endroits n'est que de cinq ou six pieds, quelques terres rapportées sur la contrescarpe et six sept redoutes de bois construites par les Anglois [après la prise du 13 septembre] couvroient cette enceinte, laquelle n'a détendue depuis le fleuve jusqu'à la côte [223] d'Abraham qu'environ six ou sept cent toises. Le terrain est de roc vif, qui vient presque à nu en approchant de la place. »

(Cf. Relation... d'un témoin anonyme, qui a participé à la contre-attaque française, contre les forces anglaises d'occupation, en 1760, in Casgrain, 1895,12 : 239-240). Cette description est presque littérale de celle qu'on retrouve dans le Journal des campagnes du chevalier de Lévis, in Casgrain, 1889, 1 : 273.

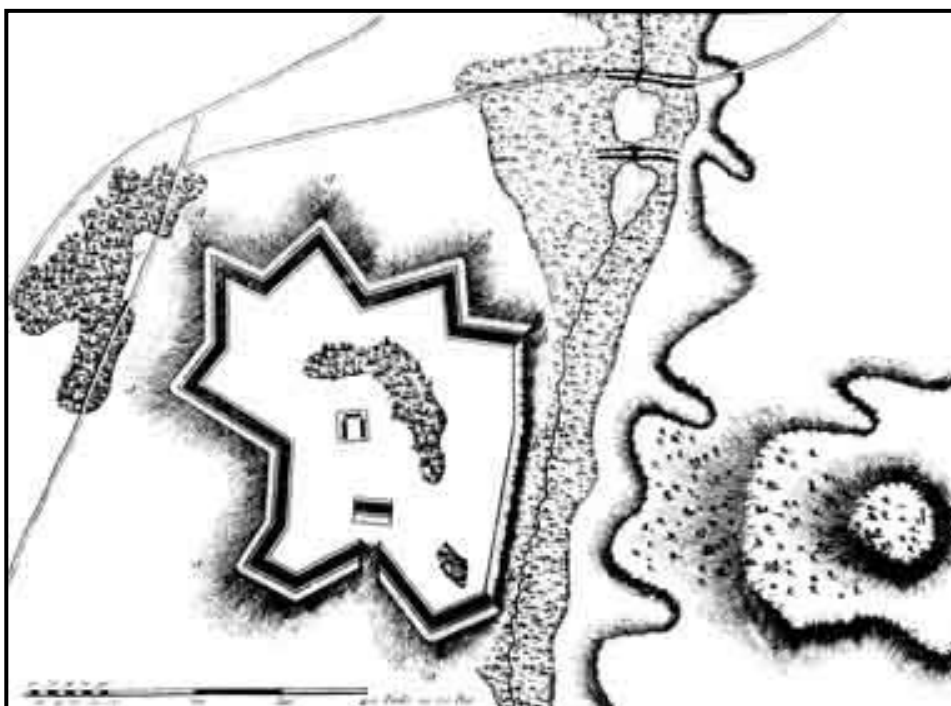


Juché sur un promontoire naturel « imprenable » (sic), la forteresse de Québec n'en tomba pas moins aux mains de l'ennemi, le 13 septembre 1759, comme un fruit mûr laissé sans soins et sous mauvaise surveillance.

Carte de John Bennet, London, 1776

[224]

À propos de fortifications de campagne, de places fortes et d'artillerie, le manuel d'instruction adressée aux officiers d'infanterie pour tracer et construire toutes sortes d'ouvrages de campagne, donnera finalement raison à l'expertise critique de Dumas.



« Les ouvrages de campagne sont de différentes espèces. Il y a des fléchés, des redoutes rondes ou à plusieurs faces, des redoutes étoilées, des têtes de pont, des retranchemens, derrière lesquels on fait camper des troupes, et [...] »

Dans la pl. XVII, par exemple, on a construit un ouvrage d'une grande étendue sur une montagne, dont on a suivi le contour pour l'emplacement des lignes, à quoi il faut absolument faire attention dans les cas pareils. Il faut que la vue soit libre, et que du poste retranchée on puisse découvrir les approches, en sorte que l'ennemi ne trouve jamais l'occasion d'avancer sans beaucoup de perte ; il faut même brûler les maisons et couper le bois et les broussailles par lesquels il pourrait masquer son attaque... »

(Cf. Gaudi, 1793 : 1, 25, 26)

[225]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XVII

Suite du même sujet

[Retour à la table des matières](#)

Des fortifications dans le grand genre, élevées sur les bords de la mer tourneraient bientôt à l'avantage de l'assaillant. Une armée navale renferme dans son sein tant de moyens pour ruiner et détruire, que lorsque le point d'attaque est à la portée et pour ainsi dire, à pied d'œuvre, l'effort quelle est capable de faire est irrésistible.

Une place de guerre est nécessairement un lieu de dépôt. Elle contient les magasins, les arsenaux, les ressources en tout genre. Il n'en reste plus pour la défense ultérieure après sa capitulation. Elle entraîne immédiatement une colonie entière, ou sert à l'ennemi de point d'appui dominant pour la réduire. Il n'y a point d'exception à cette règle générale, tous les exemples la confirment.

Une place de guerre dans une colonie doit être un point central de sûreté, qui porte partout ses rayons, l'âme et la vie à la circonférence. Le grand art consiste dans l'ouverture des communications qui doivent être pratiquées avec une telle intelligence, qu'en offrant partout à l'ennemi des difficultés à vaincre, des dangers à courir et des pertes à essuyer, elles procurent en même temps à la défense toute la facilité des transports.

[226]

Ce qui vient d'être dit des communications suppose une disposition des postes qu'indiquera la situation des lieux. L'homme de guerre ne négligera pas la faveur du terrain qui donne le point d'appui pour

l'attaque et pour la retraite. Il en disposera selon son projet général de défense dont toutes les parties, liées entre elles, se correspondront tellement, que leur action d'impulsion ou de résistance ne soit dans aucun événement sans utilité directe.

Toute colonie, soit île, presque-île ou continent dont on n'aura pas saisi le centre par une fortification redoutable, ne sera pour l'État possesseur qu'une jouissance précaire.

L'étendue, la forme géographique et topographique, peuvent en exiger deux, quelquefois trois ; mais il n'y a qu'un homme d'expérience à la guerre, qui puisse déterminer sur les lieux la place, la quantité et la qualité des fortifications permanentes.

L'ingénieur en chef les exécutera sous ses ordres contradictoirement avec le commandant de l'artillerie dont le sentiment sera toujours d'un grand poids dans toute construction militaire.

[227]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XVIII

Sur l'artillerie

[Retour à la table des matières](#)

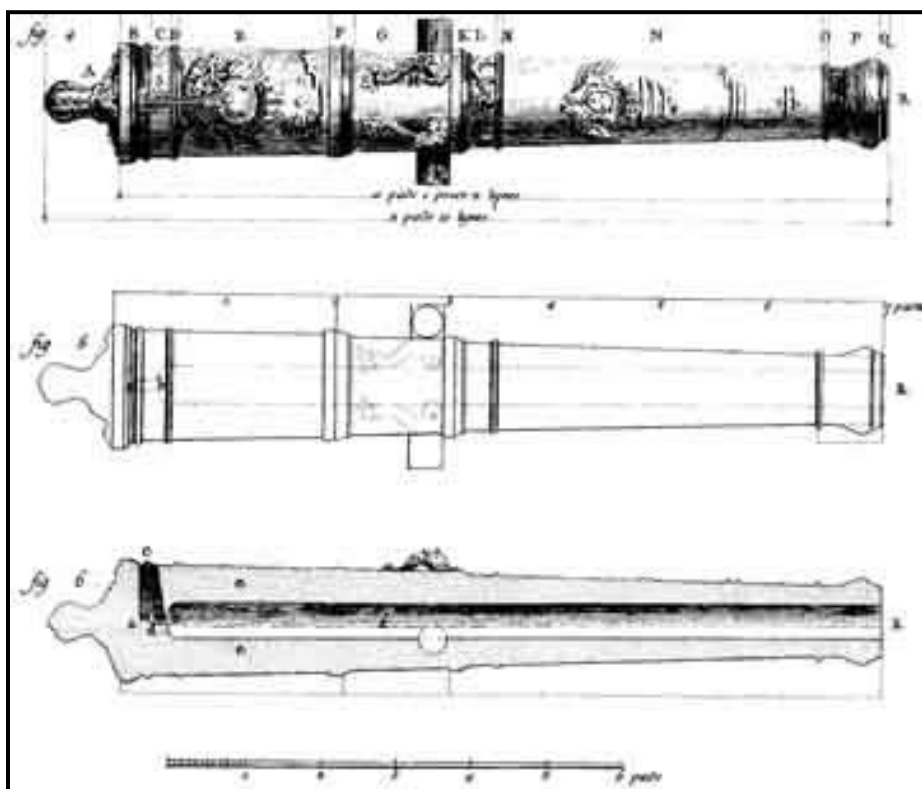
Multiplier les batteries sur les côtes dans une colonie, c'est diviser les forces défensives qu'il est si important de conserver en masse, pour les porter sur l'ennemi, dans le lieu où il exécutera sa descente.

À cette division funeste par elle-même, se joint l'inconvénient de jeter sur les rives un grand nombre de pièces de canon que vous ne pourrez ni garder ni retirer, si la descente s'exécute, et dont l'ennemi se servira contre vous à l'instant même.

Les batteries abandonnées ou prises, des prisonniers, des fuyards, tout cela aura déjà mis l'ennemi en curée avant que vous puissiez l'attaquer en force.

Cette quantité de bouches à feu que vous étalez en vain, au lieu d'en imposer à l'ennemi, lui annonce le vice de votre disposition. Il vous voit, vous compte, vous calcule, vous amuse, vous fatigue ; détermine son point de descente, l'exécute de nuit ; tourne vos batteries, et se trouve pourvu d'une nombreuse artillerie, sans avoir eu la peine de la descendre de ses vaisseaux. Il n'y a qu'une profonde ignorance des principes et une inexpérience absolue, qui puisse faire adopter une telle disposition.

[228]



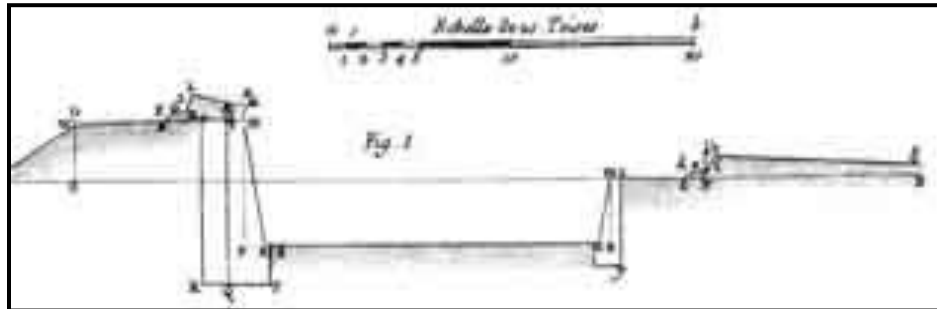
Tiré de l'Encyclopédie de Didérot et d'Alembert

Fig. 4. Pièce de canon français, de 24 livres, encore en usage à l'époque de Dumas. Retenons simplement : (A) culasse avec son bouton ; (B) plate-bande & moulures de la culasse ; (C) le champ de la lumière ; (D) astragale de lumière ; (E) premier renfort ; (F, G, K) plate-bande & moulures des renforts ; (H) les anses ; (I) tourillons ; (L) ceinture ou ornement de volée ; (M) astragale de la ceinture ; (N) volée ; (O) astragale du collet ; (P) collet avec le bourelet en tulipe ; (Q) couronne avec ses moulures ; (R) bouche ; (S) lumière.

Fig. 5. Longueur du canon divisée dans les différentes parties selon lesquelles on diminue l'épaisseur du métal depuis la plate-bande de la culasse jusqu'au collet de la tulipe.

Fig. 6. Coupe du même canon, montrant la mécanique de mise à feu : du canal de la lumière (c, d) ; en passant par l'âme (entre les parties ee) ; jusqu'à la bouche (R).

[229]



Tiré de l'Encyclopédie de Didérot et d'Alembert.

Profil coupé de la ligne de tir d'une pièce d'artillerie du rempart jusqu'au glacis.

« (AB) niveau de la campagne ; (AW) talud intérieur du rempart ; (GH) banquette ; (HL) côté intérieur du parapet ; (LM) partie supérieure ou plongée du parapet ; (VYQX) contrefort ; (MNRSTQY) revêtement du rempart ; (NR) escarpe ; (N) cordon ; (Su) fossé ; (un) contrescarpe ; (my) revêtement de la contrescarpe ; (mc) chemin couvert ; (ef) banquette du chemin couvert ; (fh) côté intérieur du parapet du chemin couvert ; (hg) glacis ; (lr) palissade du chemin couvert plantée sur la banquette au pié du côté intérieur ; (ab) échelle. »

La défense d'une colonie n'exige pas moins un grand nombre de bouches à feu de toute espèce. Tout poste y doit être à l'abri du coup de main. Les postes de cette espèce supportent partout l'artillerie : dans les colonies, ils l'exigent parce que l'on n'y met point comme en Europe, un bataillon dans une redoute.

Outre les pièces attachées aux troupes, on doit avoir un train d'artillerie de campagne proportionné au corps défensif qui comprend les troupes entretenues et les milices nationales.

La France fut la première en Europe qui porta l'artillerie, par la théorie et par la pratique, au degré de force où toutes les autres puissances l'ont portée depuis. Mais cette émulation ne s'est pas étendue jusques dans ces colonies où elle serait [230] si nécessaire ; l'artillerie y est restée sans forme, sans activité, sans manutention, sans instruction. Un si beau modèle ne laisse point d'excuse, l'application est si aisée à faire, la proportion si facile à prendre.

Dans les armées en Europe, on attache un ou plusieurs bataillons au service de l'artillerie pour servir d'aide et de renfort. La milice y suppléera dans les colonies : tous les ouvriers accoutumés à manier la règle et le compas, doivent être formés en compagnies d'artillerie ; instruits à cet exercice et attachés à ce service en temps de guerre.

[231]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XIX

Sur la sûreté des ports

[Retour à la table des matières](#)

Les attaques ne se dirigent plus sur les ports depuis que leur entrée est partout hérissée de canons ; l'usage de les tourner a prévalu et cette manière d'opérer se soutiendra ; parce qu'elle est la meilleure dans les principes de la guerre de terre et de mer.

Mais un port qui serait dénué de toute défense, comme nous en connaissons, offrirait à l'ennemi de nouvelles combinaisons dans ses attaques, que l'on ne pourrait ni prévoir ni prévenir, il est indispensable d'en saisir l'entrée par des redoutes construites de manière qu'elles présentent au feu de l'ennemi le plus petit front et le plus grand nombre de bouches à feu.

Un glacis ²⁹² un peu plus allongé que les règles de l'art ne l'ont déterminé, une contrescarpe un peu plus élevée, rendront les coups de

²⁹² [En marge du texte/ Il est inconcevable que depuis 150 ans, on n'ait pas établi en principe qu'un glacis était plus nécessaire à une fortification construite au bord de la mer, que partout ailleurs. Des murailles avec des embrasures se présentent partout au bord de l'eau à des vaisseaux embossés, et une longue expérience de leur destruction infaillible ne nous a rien appris.

Sans aller plus loin, l'île d'Aix dont on pourrait faire un poste inexpugnable qui assurerait la rade de Rochefort, a été mal saisie : c'était au centre qu'il fallait construire et allonger le glacis jusques aux bords, sans s'embarrasser des règles établies par les maîtres de l'art.

l'assaillant plus incertains et moins [232] meurtriers, parce que les boulets s'enseveliront dans les terres, ou s'élèveront au-dessus des têtes par le ricochet, mais cela ne suffit pas.

D'autres redoutes avantageusement situées, ou dont la construction supplée à la faveur que le terrain peut refuser, serviront en même temps à battre l'intérieur et à la défendre au revers.

La disposition de ces postes est subordonnée au projet général de défense, qui lie et embrasse toutes les parties.

[233]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XX

Sur les devoirs des gouverneurs généraux dans les colonies

[Retour à la table des matières](#)

Si les colonies sont des établissements formés pour opérer le débouché et la consommation du superflu que donnent dans un grand État l'agriculture et l'industrie, leur utilité ne sera plus un problème, puisque de tels établissements tendent à augmenter l'agriculture, l'industrie, le commerce, la population et les richesses d'un empire, ce qui constitue sa force.

Après le premier homme de la nation à qui le Souverain destine le commandement de ses armées de terre et de mer pour la conservation de son héritage, la sûreté de ses provinces, et la tranquillité de ses sujets, personne ne sera trop bon pour aller commander dans ses colonies.

Les provinces intérieures sont rarement en danger, la force centrale les couvre ; mais les colonies sont sans cesse en péril parce qu'elles ne sont garanties que par les traités malheureusement peu respectés aujourd'hui entre les nations.

D'après ces principes, le Souverain donne une grande marque de confiance à celui de ses sujets qu'il charge de [234] l'administration de ces possessions éloignées, à la conservation desquelles tient en partie la prospérité de l'État.

Et si l'on considère les obligations de celui qui remplit une mission de cette importance, on trouvera qu'elles sont une émanation de celles du Souverain même qu'il a l'honneur de représenter.

Agir sur les mœurs par la force de l'exemple ; veiller sur la justice distributive et sur l'exécution des lois ; inspirer et contenir les gens de guerre ; animer l'agriculture et le commerce ; protéger tous les sujets du Roi en son nom ; maintenir l'autorité et la rendre douce et facile ; attribuer à chacun le degré de considération qui lui appartient ; arrêter le cours des dissensions publiques et domestiques ; réprimer la licence ; tourner tous les esprits vers l'intérêt public ; faire chérir la forme du gouvernement établie ; en un mot, soumettre le physique par le moral. Telle est la tâche que le Souverain impose à celui qu'il honore de sa confiance pour aller commander en chef dans une colonie. Mais si la guerre survient, quelle extension ne donnera-t-elle pas à un si beau rôle !

Avoir prévu les surprises des cabinets des cours de l'Europe, pour éviter celles de l'ennemi ; au milieu de la plus profonde paix, se trouver à chaque instant en état de guerre et de défense ; avoir des dispositions faites déjà familières à ceux qui doivent les exécuter ; voir la sérénité régner dans tous les cœurs, au lieu de l'effroi qu'y fait naître la surprise ; inspirer aux troupes le zèle qui nous anime ; avoir distingué d'avance tous les bons serviteurs du Roi qui sont capables de sacrifice ; n'en exiger que de raisonnables, et toujours au nom de l'honneur ; enflammer les esprits par la confiance ; c'est de là qu'il faut partir pour aller à la victoire.

[235]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XXI

Sur la mutation triennale des gouverneurs généraux dans les colonies

[Retour à la table des matières](#)

Le chapitre précédent sert à faire connaître les qualités désirables dans celui que le Souverain destine à commander en chef dans une colonie.

Ces qualités ne sont pas si communes, quelles se trouvent indistinctement réunies dans tous ceux qui par leurs grades et par leurs services, sont à portée de prétendre à cette marque de confiance, ces commandements ont un caractère particulier qui les distingue de tous les autres et ce caractère varie encore sensiblement d'un climat à l'autre.

Un homme instruit et d'expérience qui arrive dans une colonie, a encore beaucoup à acquérir avant d'être en état d'opérer le bien du service dans toutes les parties. Il y parviendra, s'il est appliqué ; mais les mois et les années coulent rapidement, et il a plus d'une étude à faire.

Le rappeler après trois années d'exercice, c'est perdre le fruit d'un temps employé à connaître.

[236]

L'amovibilité nécessaire des gouverneurs généraux des colonies, ne doit exister qu'en puissance, dans le fait, les mutations rapides ruinent tout.

L'esprit de retour n'est pas celui de prévoyance, il est insouciant et quelquefois corrupteur.

Il ne s'établit point de maximes dans un gouvernement toujours mobile, l'un édifie, l'autre détruit. Tout varie d'un instant à l'autre. La présomption qui ne consulta jamais avance et recule, les fautes ont leur effet et conservent leur influence ; mais l'instruction que l'on pourrait en tirer est toujours perdue.

Le gouverneur général d'une colonie, qui se fait distinguer dans l'exercice de cet emploi, n'est pas toujours facile à remplacer, conservez-le : mais dira-t-on, un homme ne s'expatrie pas pour sa vie — ne s'est-il pas dévoué par son premier serment ? La vie d'un homme de guerre est-elle autre chose qu'un sacrifice continu ? Le Souverain a-t-il perdu la puissance d'encourager, de récompenser ?

[237]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XXII

Sur les dépenses excessives de l'administration des colonies

[Retour à la table des matières](#)

D'énormes déprédations exercées de nos jours, que l'impunité doit reproduire et perpétuer, ont accredité une grande erreur sur l'administration des colonies, c'est que leur sûreté et leur conservation tiennent à des dépenses indéfinies ; le vice de nos mœurs est de mettre sans cesse l'argent à la place de tout ce qui est honnête.

L'argent est un moyen de corruption avoué et reconnu, il ne saurait être en même temps, le moyen contraire.

La sûreté d'une colonie est dans le cœur des hommes de courage qui l'habitent, dans l'âme des citoyens vertueux.

L'argent ne détermine que les hommes médiocres que la nature a placés entre le vice et la vertu, et les détermine toujours à mal.

Les dépenses utiles sont simples, faciles à soumettre au calcul. L'administrateur infidèle s'en abstient, les écarte, pour se livrer à des opérations de spéculation indéfinie.

L'état par lequel le Roi arrête et fixe annuellement la somme de dépense attribuée à chaque colonie, et qui partage [238] cette somme entre les différents objets du service, devrait être inviolable et sacré pour les administrateurs, j'ai fait en sorte qu'il fut tel pendant mon commandement aux îles de France et de Bourbon.

Il a été dépensé des sommes immenses aux îles de France et de Bourbon depuis la rétrocession, sans qu'il ait été élevé un parapet de quatre pieds, ni mis une pièce de canon en batterie.

La faveur des administrateurs qui se sont trop rapidement succédé, a fait des fortunes énormes à trente particuliers inutiles ou pernicious au service du Roi : mais on n'a pas daigné pourvoir à l'existence d'un gentilhomme²⁹³ criblé de blessures, ignoré ou, plutôt oublié du gouvernement, capable de sauver un jour de combat la colonie qu'il habite.

Les dépenses excessives dans les colonies sont toujours l'ouvrage de l'infidélité ; ne leur cherchez pas une autre origine.

L'administration de ces possessions éloignées a été plus d'une fois considérée comme une place de fermier général, et supportée des croupes comme elle. Voilà le principe de l'impunité.

Concluons que les grandes dépenses dans les colonies sont indépendantes de leur défense et de leur conservation.

Le grand inconvénient de l'administration des colonies est la distance immense qui les sépare du centre du pouvoir [239] à qui appartient l'impulsion première. Cet éloignement est si propre à favoriser le mensonge, les ministres ont si souvent autour d'eux des hommes intéressés à accréditer l'imposture, qu'il n'est point de mortel à qui sa vertu puisse répondre de l'en garantir.

Et s'il arrive qu'un homme constitué en commandement, ami du bien public, bon serviteur du Roi et reconnu pour tel, soit opprimé par l'effet de ces sortes de surprises ; que le vice soit récompensé, la cupidité protégée, la déprédation autorisée ; si l'impunité se montre, il n'y a plus d'administration, plus de sûreté, plus de colonies : il faut que le découragement des citoyens vertueux et le triomphe des pervers amènent l'anarchie.

Si au contraire la confiance dont le Souverain honore son représentant se manifeste, et que le gouverneur général d'une colonie soit une fois connu pour un homme jaloux de remplir ses devoirs, il a déjà acquis la faculté d'électriser tout ce qui l'environne ; il touche le

²⁹³ [En marge du texte] Le comte d'Harembure, oublié à l'île de France depuis la dernière guerre.

premier anneau de la chaîne qui lie ensemble tous les ordres de citoyens, et le plus humble des sujets s'ennoblit en obéissant à l'impulsion, à l'extrémité opposée.

[240]

[241]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XXIII

Sur Pondichéry

[Retour à la table des matières](#)

Pondichéry tenait le premier rang entre les établissements des nations de l'Europe sur les côtes d'Asie. La dernière guerre fit disparaître cette ville florissante ²⁹⁴.

²⁹⁴ Depuis l'affaire de la reddition de Madras et sa restitution à l'Angleterre (1746), Pondichéry, capitale française de l'Hindoustan, qui dut sa libération à la flotte de La Bourdonnais cantonnée aux îles Mascareignes, fut l'enjeu d'une interminable joute de conquêtes où se mesurèrent avec beaucoup de violence et d'arrogance les forces navales anglaises et françaises en cette partie du monde. Au cours de l'année 1760, alors que ce qui restait de la Nouvelle-France était sur le point de passer officiellement du lys à la rose, les Anglais poursuivirent leurs conquêtes à l'autre bout du monde, dans l'océan Indien.

En janvier 1761, au terme d'un puissant blocus naval, ils prirent Pondichéry, alors privée du support des navires de guerre ancrés aux Mascareignes. Face à la déveine, le Conseil supérieur intrigua encore une fois contre son gouverneur général et commandant en chef (le comte Thomas Arthur, comte de Lally, baron de Tollendal, 1702-1766, un héros de la bataille de Fontenoy). Malgré ses états de service brillants, l'homme, un peu brusque il est vrai, fut accusé de haute trahison et de concussion, condamné à mort au terme d'un procès inique (le 6 mai 1766), et mené au supplice, un bâillon à la bouche comme le plus vulgaire des criminels. Quelques années plus tard, en 1778, sa mémoire et son honneur furent réhabilités par la grand-chambre du Parlement de Paris, grâce à la campagne menée en sa faveur par son fils, lui aussi aidé de Voltaire, en guerre contre l'Injustice et l'infâme ; il y eut deux cassations, et on s'acheminait vers une troisième quand éclata la Révolution. Voir Voltaire, 1828, vol. II : 219-250 ; Martineau, 1732 : 245-247 ; Goulemot, 1995 : 789-790.

[242]



Lally-Tollendal, sur les remparts fumants de Pondichéry.
Tiré de l'œuvre de Guizot

[243]



« J'ai manqué mon coup, fustigea Lally à ses juges, et maintenant il faut périr sur l'échafaud. » Apeuré par sa verve et sa fougue, on le bâillonna avant de le livrer à ses bourreaux qui le jettèrent dans un tombereau pour le mener de suite à l'échafaud. Lally y monta la tête haute, raconte un témoin oculaire, et promena autour de lui son regard étincelant chargé de toute l'éloquence du désespoir ; sa langue était enchaînée, dit-on encore, mais son regard adressé aux Parisiens venus nombreux assister à son trépas, laissait deviner l'impétuosité de son caractère, son courage lui tenant lieu d'éloquence. Devant un tel déni de justice et une telle ingratitude envers un si fidèle serviteur, cette exécution témoignait à elle seule de l'incurie d'un régime décadent qui punissait la bravoure et la loyauté au profit des prévaricateurs, une couronne prête à subir l'outrage des piques citoyennes.

Tiré de l'œuvre de Arnoul et collaborateurs

[244]

Il aurait fallu relever ses murailles avant de réédifier ses palais ; mais les gouvernements ne prennent pas toujours conseil de l'expérience. La France se reposa sur sa Compagnie des Indes, du soin de fortifier la nouvelle Pondichéry, elle est encore ouverte, et 14 ans se sont écoulés.

Deux ingénieurs en chef y ont été employés successivement et alternativement. Ces mutations ont été rapides. L'un a travaillé sur un plan systématique ; l'autre fidèle aux principes et aux règles de l'art, en a imprimé le caractère sur une partie de l'enceinte. Mais le vice de la première construction subsiste ; ce système fut même adopté par le gouvernement : heureusement ou malheureusement les fonds ont toujours manqué depuis.

Les établissements que les puissances maritimes de l'Europe ont obtenus sur les bords de la presqu'île de l'Inde, ne sont point des colonies proprement dites ; ils ne sont que des concessions conditionnelles faites par les souverains du pays.

Les Portugais qui s'y établirent par droit de conquête, ne s'y soutiennent que par la sûreté des lieux et par l'habitude : on ne reconnaît plus leur ancienne puissance, à ses débris dispersés.

Une autre nation a fait de nos jours dans ces contrées, des conquêtes d'un autre genre, et les a poussées avec une vigueur et des succès prodigieux.

Nous avons dit que ces établissements n'étaient que des concessions conditionnelles faites par les souverains du pays : l'abus que les Anglais ont fait de tout leur fait appeler [245] par anticipation leurs possessions dans l'Indostan, l'Empire britannique en Asie.

La politique de l'Europe doit considérer cette dénonciation comme une prophétie qui s'accomplira et rompra toute balance en moins de 20 ans, si les puissances maritimes ne se réveillent.

Ce colosse de puissance et de richesse encore sur une base sans proportion ; mais il opère pendant qu'il subsiste, un retrait singulier.

L'or et l'argent sortent depuis longtemps de l'Amérique, passent par l'Espagne et le Portugal, se répandent par mille canaux, dans tous les États de l'Europe, y circulent quelque temps et vont se perdre en Asie.

L'Angleterre par près de 300 milliers de rente territoriale, qui va toujours croissant, dans la presque île de l'Inde, et par un commerce que l'on peut appeler exclusif, attire ces richesses dans son sein ; elle est à son tour le gouffre qui les engloutit.

Les richesses de l'Indostan n'entrent point dans Londres par la voie directe de la Compagnie des Indes, mais par des canaux détournés et particuliers qui a bien considéré une compagnie exerçant un privilège exclusif, les a toutes vues.

Les conquêtes des Portugais les épuisèrent et les engourdirent ; celles de l'Angleterre l'enrichissent et la corrompent. Voilà des résultats bien différents qui pourraient un jour en donner un troisième commun aux deux nations.

Pondichéry était autrefois le centre d'un grand commerce ; elle n'est maintenant qu'un point d'appui. Plus cette [246] place est isolée, plus sa conservation sera difficile, et plus elle mérite l'attention du gouvernement.

Se reposer sur la foi des traités existants serait une absurdité en politique. Dans quelques dispositions pacifiques que soient les puissances respectives, des ennemis imprévus peuvent changer la face des affaires d'un moment à l'autre : et n'a-t-on pas vu récemment le gouvernement des Madrast exercer les droits de l'épée sans l'aveu du prince, attaquer le roi de Tranyous sans commission du souverain et en être désavoué après la révolution. Dans cet éloignement, qu'un puissant intérêt se montre, les barrières posées disparaissent, il est si facile d'agir au nom d'un prince du pays que l'on tient dans sa dépendance !

Concluons :

1. Que Pondichéry n'est qu'une jouissance précaire pour la France, tant qu'elle n'a pas un homme de guerre, une garnison suffisante et des murailles avec le secours subsidiaire des îles de France et de Bourbon.

2. Que cette sage précaution de la part de la France intéresse le repos de l'Europe, une entreprise faite sans autorisation et sans aveu sous le spécieux prétexte de la nécessité des circonstances dont il est si facile d'abuser dans cet éloignement, peut entraîner une guerre générale et tous les maux qui en sont la suite. J'ai vu de près l'origine de la dernière

guerre, j'en ai prédit et subi les événements ; fort peu de gens ont remonté jusqu'à sa véritable source ²⁹⁵.

[Monsieur, je crois que le mot d'administration signifie manutention, [247] gestion. Les directeurs de la Compagnie des Indes, demeurant à Paris, ne peuvent gérer dans l'Inde ; et il est impossible qu'un conseil qui donne des ordres de si loin puisse être responsable à Paris des malversations, des négligences et des démarches inconsidérées qu'on peut faire dans la province de Carnate.

En ouvrant le mémoire de la Compagnie des Indes contre M. Dupleix, je trouve ces mots à la page 161 des pièces justificatives : DALMÈDE ; compte de ses friponneries.

Je trouve à la page 153 : Compte des révérends pères jésuites pour 67,490 livres ; plus, 6,000 livres ; et, si j'étais janséniste, je pourrais demander où saint Ignace a pris cette somme.

La page 95 du mémoire m'apprend qu'un domestique d'un conseiller de Pondichéry, qui était devenu receveur général de la province, a commis une infinité de brigandages.

Je me flatte que, quand je lirai le reste du mémoire, je trouverai quelques autres articles aussi délicats. En attendant, si vous savez l'anglais, je vous exhorte à lire, dans Pope, l'histoire de sir Balaam. Le diable voulait absolument acquérir l'âme de sir Balaam ; il ne trouva point de meilleur secret pour s'en assurer que de le faire supercargo de la Compagnie des Indes de Londres.

Que voulez-vous qu'on pense lorsque l'on voit la faction de M. Dupleix accuser le conquérant de Madras d'infâmes rapines, le faire enfermer à la Bastille avant qu'il ait été entendu, et faire perdre à la France tout le fruit de la conquête ?

Enfin il est évident que M. Dupleix lui-même est accusé de malversation dans le mémoire de la Compagnie des Indes, tandis qu'il redemande une somme de treize millions. Je ne connais point M. Dupleix, je n'ai point connu M. de La Bourdonnais ; je sais seulement que l'un a pris Madras, et que l'autre a sauvé Pondichéry.

Il est bien vrai, monsieur, comme vous le dites, que l'un n'aurait pu défendre Pondichéry, ni l'autre prendre Madras, si on ne leur avait fourni des forces suffisantes ; mais, en vérité, aucun historien, depuis Hérodote jusqu'à Hume, ne s'est avisé d'observer que ceux qui ont pris ou défendu

²⁹⁵ La lettre que Voltaire adresse à Gilli, en décembre 1764 (« Sur la Compagnie des Indes »), est d'ailleurs, à ce sujet, des plus inspirantes.

des villes aient reçu des soldats et des munitions des puissances pour lesquelles ils combattaient : la chose parle d'elle-même ; on ne fait ni on ne soutient de sièges sans quelques dépenses et quelques

[248]



L'Inde du Sud, au milieu du XVIIIe siècle.
Tiré de l'œuvre de Hanotaux

[249]

secours préalables.

J'ajoute encore qu'on peut prendre et sauver des villes et des provinces, et faire de très grandes fautes. Vous en reprochez d'importantes à M. Duplex, qui en a reproché à M. de La Bourdonnais, lequel en a reproché à d'autres. Le sieur Amat est accusé de ne s'être pas oublié à Madras, et le sieur Amat a accusé plusieurs personnes de ne s'être pas oubliées ailleurs. Enfin votre général est à la Bastille ; c'est donc vous, bien plus que moi, qui vous plaignez de brigandages.

Il y en a donc eu ; les lois divines et humaines permettent donc de le dire. Ces brigandages ne peuvent avoir été commis que dans l'Inde, où vos nababs donnent des exemples peu chrétiens, et où les jésuites font des lettres de change.

Il résulte de tout cela que l'administration dans l'Inde a été extrêmement malheureuse, et je pense que notre malheur vient en partie de ce qu'une compagnie de commerce dans l'Inde doit être nécessairement une compagnie guerrière. C'est ainsi que les Européens y ont fait le commerce depuis les Albuquerque. Les Hollandais n'y ont été puissants que parce qu'ils ont été conquérants. Les Anglais, en dernier lieu, ont gagné, les armes à la main, des sommes immenses, que nous avons perdues ; et j'ai peur qu'on ne soit malheureusement réduit à être oppresseur ou opprimé. Une des causes principales de nos désastres est encore d'être venus les derniers en tout, à l'occident comme à l'orient, dans le commerce comme dans les arts ; de n'avoir jamais fait les choses qu'à demi. Nous avons perdu nos possessions et notre argent dans les deux Indes, précisément de la même manière dont nous perdîmes autrefois Milan et Naples.

Nous avons été toujours infortunés au-dehors. On nous a pris Pondichéry deux fois, Québec quatre ; et je ne crois pas que de longtemps nous puissions tenir tête, en Asie et en Amérique, aux nations nos rivales.

Je ne sais, monsieur, comment l'éditeur du livre dont vous me faites l'honneur de me parler a mis huit lieues au lieu de vingt-huit, pour marquer la distance de Pondichéry à Madras. Pour moi, je voudrais qu'il y en eût deux cents ; nous serions plus loin des Anglais.

Je vous avoue, monsieur, que je n'ai jamais conçu comment la Compagnie d'Occident avait prêté réellement cent millions au roi en 1717. Il faudrait quelle eût trouvé la pierre philosophale. Je sais quelle donna du papier ; et je vous avoue que j'ai toujours regardé l'assignation [250] de neuf millions que le roi nous donne par an comme un bienfait. Je ne suis pas directeur, mais je suis intéressé à la chose, et je dois au roi ma part de la reconnaissance.

Je suis fâché que nous ayons eu quatre cent cinquante canons à Pondichéry, puisqu'on nous les a pris. Les Hollandais en ont davantage, et on ne les leur prend point, et ils prospèrent, et leurs actionnaires sont payés sur le gain réel de la Compagnie. Je souhaite que nous en fassions beaucoup, que nous dépensions moins, et que nous ne nous mêlions de faire des nababs que quand nous aurons assez de troupes pour conquérir

Au reste, monsieur, ne vous comparez point aux Juifs. On peut faire des compliments à un honnête et estimable Juif, sans être extrêmement attaché à la semence d'Abraham ; mais quand je vous dirai que je suis très attaché à votre personne, et que je regarde tous les directeurs de notre Compagnie comme des hommes dignes de la plus grande considération, je ne vous ferai pas un vain compliment.

Je sais qu'on travaille actuellement à des recherches historiques assez curieuses. On doit y insérer un chapitre sur la Compagnie des Indes. On m'assure que vous en serez content ; et si vous voulez avoir la bonté de fournir quelques mémoires curieux à la même personne à qui vous avez bien voulu envoyer votre paquet, on ne manquera pas d'en faire usage. Celui qui y travaille n'a pour objet que la vérité et son plaisir ; il vous aura double obligation.

J'ai l'honneur d'être avec tous les sentiments que je vous dois, etc.]

[251]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XXIV

Sur l'administration des colonies et la sollicitude que mérite cet objet important de la part du gouvernement

[Retour à la table des matières](#)

Je n'ai traité jusqu'ici que de la défense des colonies, de la nécessité de s'occuper, pendant la paix, de leur conservation en temps de guerre, et des moyens d'y parvenir.

En relisant ce que j'ai écrit, je persiste à en reconnaître la vérité, l'utilité, la solidité, si les ministres du Roi, à qui j'en ai remis des exemplaires en ont jugé autrement, il faut que j'aie mal aperçu pendant 25 ans tous les objets qui m'ont frappé sur les lieux mêmes, en paix comme en guerre : et cependant j'ai vu les faits dans leurs principes, et, pour ainsi dire, les événements dans leur matrice.

La prospérité d'un État quelconque, son activité intérieure, son commerce au dehors, ses moyens de conservation et de progression, en un mot sa force et ce qui la constitue, ne seront jamais que l'effet d'une bonne administration : le corps politique vicié dans ce principe de toute prospérité publique, n'acquerra jamais le degré de vigueur que la nature lui avait destiné en le créant.

[252]

Ainsi les plus beaux climats de la terre sont habités par les peuples les plus malheureux.

Ainsi la plus belle vigne embrasse inutilement des chênes antiques dans des pays inhabités depuis le déluge.

Ainsi le Canada, négligé pendant 150 ans dans la progression nécessaire de sa population et de sa culture, comme dans les moyens de sûreté et de défense dont il était susceptible, trop souvent confié, dans ce long intervalle à des hommes peu versés dans cette économie politique, civile et militaire qu’embrasse le gouvernement des colonies, a passé de nos jours sous le joug de l’étranger ²⁹⁶.

²⁹⁶ Cette sentence particulièrement sévère de Dumas, sied comme un gant à François Bigot (1703-1778), qui fut commissaire ordonnateur de l’île Royale (île du Cap-Breton) et intendant de la Nouvelle-France (1748-1760) — une calamité administrative qui ouvrit la porte toute grande à la Conquête anglaise. Il faut dire que ce fripon avait fait du détournement des biens publics une sorte d’art de vivre et avait rapidement magnifié les manières d’y arriver. La Nouvelle-France était son butin ; il pouvait tout prendre à sa guise, favoriser qui il voulait quand bon lui semblait, et ne rien rendre. Il était, en Amérique, une sorte de prolongement du vice parti des grands salons de Louis XV pour infecter ceux des colonies.

Fraudeur et prévaricateur de très haut niveau, vénal au point d’inspirer poème, le nom de Bigot est du reste vite devenu, après son embastillement et sa condamnation au bannissement (il est mort en Suisse, un 12 janvier, personne ne s’en souvient et ne s’en attriste), le synonyme de corrupteur et de concussionnaire méprisants. À la fin de son célèbre procès, Voltaire, qui nous sert de guide et de témoin dans le parcours de ce singulier *Traité* de Dumas, en fut ironiquement inspiré pour établir, par un puissant jeu de mots dont il était passé grand maître, le lien entre une insulte surgit du fin fond du XII^e siècle pour transiter par Saint-Simon : « C’est à mon très cher frère à peser mûrement ces raisons. Je me souviens d’un petit bossu qui vendait autrefois des Meslier sous le manteau ; mais il connaissait son monde et n’en vendait qu’aux amateurs. [...] Je n’entends pas parler de frère Thieriot. Je sais l’aventure des Bigots. Voilà le seul bigot qu’on ait puni. Pardon de cette mauvaise plaisanterie. Bonsoir, mon cher frère. » Voltaire à M. Damilaville, 21 décembre 1763. Bloch et Martburg, Dictionnaire étymologique..., 1960 : 71.

[253]

Ainsi l'usurpateur sera puni à son tour de la sécurité qu'il a cru trouver dans la conquête.

Ainsi les hommes abuseront toujours de tout et reviendront à leurs premiers termes par le cercle des événements que la succession des temps ramène sans cesse.

L'habileté des gouvernements consiste à profiter des conjonctures pour remonter la machine.

Sans cette altération qu'il semble que la fortune des États amène pour réveiller l'attention des gouvernements, les ressorts usés ensemble et vieillis à la fois ne seraient plus réparables.

Dans la concurrence universelle des nations et des empires, cette surveillance habituelle est la sauvegarde générale : malheur au gouvernement qui cesse un moment de l'exercer avec le degré de sollicitude quelle mérite de la part de tous.

Il n'y a qu'une bonne administration continue dans ses parties et dans son cours, qui puisse porter une colonie à son plus haut degré de prospérité relativement à l'intérêt de la métropole, intérêt toujours respectif : s'il pouvait cesser d'être tel, bientôt le lien trop tendu par des efforts contraires n'éprouverait que des secousses et des vibrations dangereuses et finirait par se rompre avec éclat.

Cette réciprocité reçoit une atteinte mortelle de la part de la métropole, lorsqu'une administration dévorante sur les lieux, soutenue par des cabales et sûre de l'impunité, détruit jusqu'au germe des productions ; lorsque la propriété est violée dans les titres les plus sacrés du commerce ; lorsqu'elle [254] devient précaire faute de sûreté sur les lieux ; et de la part des colonies, lorsque devenues indifférentes envers la métropole, le sort de la guerre ne les intéresse plus. L'expression de ce sentiment antipatriotique, qui consiste en ces mots trop souvent répétés de nos jours — *Nous ne manquerons pas de maître* ²⁹⁷ —, devrait être puni comme le blasphème.

La décadence des mœurs amène insensiblement différentes manières de sentir et dépenser. Quand on compare les efforts que les

²⁹⁷ Souligné dans le texte. La ponctuation déficiente limitant de part et d'autre cette radicale expression a été retouchée, les tirets ajoutés.

colons ont faits autrefois pour se garantir de l'invasion et les succès qui les ont suivis, avec le caractère qui domine aujourd'hui, la pensée se tourne naturellement sur les Canadiens et l'on s'écrie : *Ah ! quel peuple* ²⁹⁸ !

Tout, dans la nature commence, s'accroît, décline, finit, se reproduit sous de nouvelles formes, les corps physiques, les empires, les sciences, les arts, &c^a. &c^a. Telle est l'essence de tout ce qui est créé, les bons ou les mauvais gouvernements préparent les révolutions favorables ou désastreuses, les éloignent ou les précipitent : c'est l'histoire ancienne et moderne, ce sera aussi l'histoire de nos colonies ²⁹⁹.

[255]

Je l'ai déjà dit, et je le répète : le commandement triennal dans les colonies sera toujours un obstacle à leur prospérité, trop de gens se mêlent de leur régime. Si la France possédait à la fois cinq ou six hommes supérieurs en ce genre, elle serait plus riche que les puissances voisines, rivales, alliées, ennemies ou neutres (de cette sorte de richesse qui n'est pas assez appréciée et qui est peut-être la première).

Un homme d'intention droite et pure, sans intérêts et sans tache (et un homme simple ne sont pas communs) ne suffit pas pour remplir une place de cette importance ; il faut encore qu'il ait une certaine connaissance de notre droit public : s'il joint à tout cela une grande expérience à la guerre, vous avez trouvé l'homme, conservez-le.

²⁹⁸ Souligné de cette manière dans le texte.

²⁹⁹ Le propos est, ici, prémonitoire, sinon prophétique. Notre héros authentique sait lire les signes des temps, c'est le moins qu'on puisse dire ! Dans 14 ans presque jour pour jour, le 14 juillet 1789 plus précisément, un groupe d'insurgés s'emparera de la Bastille (justement là où a croupi, deux ans durant, le triste Bigot), le pire symbole lié à la moribonde monarchie capétienne. Le peuple, le tiers état et ses hérauts, n'auront plus alors qu'une passion commune : réduire à néant les auteurs de leurs malheurs et les institutions qui leur servent d'assises, briser les symboles de leur asservissement, et construire, sur les monceaux de cadavres qui en sortiront enrubannés de slogans, une république.

L'épée se rouille ³⁰⁰ ; la plume se salit ³⁰¹ ; les ressorts perdent leur force et leur élasticité ³⁰² ; il n'y a plus d'administration dans les colonies : tout s'y réduit au courant monotone d'une correspondance minutieuse et vaine, par laquelle des hommes médiocres peuvent encore en temps de paix, obtenir parmi nous, une sorte de réputation éphémère qui ne résistera pas aux événements.

Cependant la régie de ces établissements coûte des sommes immenses dans le temps même qu'ils existent sans sûreté, sans protection, sans prospérité intérieure, sans progression, en un mot sans l'influence de ces rayons vivifiants dont l'essence est de partir du centre pour aller animer tous les points de la circonférence.

[256]

³⁰⁰ Comprendons : les cadres militaire et de police.

³⁰¹ Comprendons : les cadres politique et philosophique.

³⁰² Comprendons : les cadres législatif et exécutif.

[257]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XXV

Sur la législation des colonies

[Retour à la table des matières](#)

Le partage des pouvoirs appartient à la monarchie comme à la république ; dans celle-ci, ils se divisent en puissance législative et en puissance exécutive ; l'une, est la tête, l'autre, les bras du souverain dans la monarchie. Cette division est l'ouvrage de la loi dictée par le monarque qui choisit dans l'étendue de son empire un ordre entier, ou un certain nombre d'individus pris dans tous les ordres, pour exercer certaines fonctions à sa décharge.

Il limite leurs pouvoirs pour qu'ils n'en abusent jamais, et conserve le droit inaliénable et imprescriptible d'en surveiller l'exercice.

Partout, la noblesse est possession du commandement militaire.

En France, les gouverneurs généraux des provinces sont dans l'étendue de leur commandement, seuls représentants de la personne de Sa Majesté. Les intendants ont des fonctions de détail et de confiance, en qualité de commissaires départis ; ailleurs d'autres titres, avec des modifications diverses, tendent au même but et remplissent le même objet.

Partout, des tribunaux composés d'un certain nombre de magistrats choisis exercent la justice distributive au civil [258] et au criminel, et ont des fonctions et des prérogatives plus ou moins étendues relatives à la constitution essentielle de l'État.

Tels sont à peu près les éléments de l'harmonie de tous les gouvernements dont les caractères divers et l'analyse n'entrent point dans mon sujet.

Ils sont plus ou moins parfaits selon que les différents pouvoirs sont bien ou mal énoncés par la loi ; selon qu'elle en a posé les limites à leurs véritables termes ; selon qu'elle a pourvu à l'entière liberté de leur exercice ; enfin, selon qu'elle a bien ou mal caractérisé l'indépendance nécessaire de leur action respective, la vie du corps politique consiste, comme celle des corps physiques dans un mouvement déterminé dont l'altération donne la maladie et dont la cessation porte la mort.

La législation de nos colonies est établie, comme celle du royaume, par un nombre indéterminé d'édits, d'ordonnances, de déclarations et de lettres patentes du Roi. La bonne ou mauvaise constitution de ces établissements dépend de l'harmonie ou de la non-concordance de ces lois diverses ³⁰³.

³⁰³ À l'instar des provinces de France, la Nouvelle-France reçut, en principe, en 1663, le pouvoir à deux têtes qui allait caractériser son administration jusqu'à la Conquête anglaise: le gouverneur et l'intendant. Mais dans la réalité des faits, parlons plutôt de 1665, puisque cet ordre nouveau ne devint effectif qu'avec l'arrivée simultanée de Daniel de Rémy de Courcelle (le gouverneur, qui débarquait avec le régiment de Carignan) et de Jean Talon (l'intendant). En 1664, pour coordonner ces deux ordres de pouvoir et administrer la justice en son nom, le roi créa un Conseil souverain (réunissant l'exécutif et le législatif), et établit conséquemment la Coutume de Paris comme fondement du droit, à l'exclusion de toute autre coutume provinciale. Et tout ce beau monde devait répondre de ses actes devant le ministre de la Marine (à compter de 1669), premier représentant du roi en ses colonies.

Au XVIII^e siècle, le Conseil souverain devint le Conseil supérieur (plus exactement par l'ordonnance du 16 juin 1703), et le bras de la justice institua l'Amirauté (établie dans tous les ports et colonies françaises, le 12 janvier 1717) qui était une sorte de tribunal maritime relevant directement de l'amiral de France. Voir Pouliot, 1925.

[259]

Celles qui donnent entrée et voix délibérative aux gouverneurs généraux ³⁰⁴ et intendants ³⁰⁵ dans les conseils supérieurs ³⁰⁶ pêchent essentiellement en cela contre les principes de tout bon gouvernement.

Le gouverneur général et l'intendant sont dans les colonies les dépositaires de la principale portion d'autorité communiquée par le Souverain. Cela en fait des hommes puissants, ou considérés comme tels, dans ces parties éloignées du centre du pouvoir : ils sont sujets aux passions comme les autres hommes et leurs affections sont encore quelquefois, et même souvent plus à craindre que leurs haines.

La puissance de juger est assez imposante par elle-même pour ne pas dire redoutable, dans l'état de société : éloignons des jugements la trop grande influence des hommes constitués en autorité et en dignité, surtout à cette distance immense où [260] les objets s'écartent presque toujours de leur véritable point de vue.

Le gouverneur général d'une colonie qui a l'honneur d'y représenter la personne du Roi, ne devrait prendre séance au Conseil supérieur, à la place d'honneur que la loi lui assigne, que dans les occasions de nécessité où Sa Majesté, elle-même, fait porter ses ordres suprêmes à ses cours supérieures par ses représentants dans les provinces de l'intérieur.

³⁰⁴ En Nouvelle-France, le gouverneur (gouverneur général, dans les autres colonies) est le plus haut dignitaire en titre. Il représente plus spécifiquement le bras coercitif du roi, soit le pouvoir militaire. Il chapeaute l'administration de la défense coloniale, et on l'appelle monseigneur.

³⁰⁵ En Nouvelle –France, l'intendant représente plus spécifiquement le bras administratif du roi (justice, police et finances), et son influence supplante celle du gouverneur général. Comme son coéquipier, il a le titre de monseigneur.

³⁰⁶ En Nouvelle-France, le Conseil supérieur limite donc les pouvoirs du premier et du second, et coordonne leurs activités au nom du roi. Dans une colonie, on l'aura compris dans la critique de Dumas, cette institution suprême a pour fonction intrinsèque de limiter les abus et les empiètements de l'un et de l'autre sans toutefois nuire à leurs prérogatives respectives qui est aussi l'objet de leur efficacité. Pour tout ce qui fait référence à l'administration de la Nouvelle-France, voir Trudel, 1968 : 160-171 ; Mathieu, 1991 : 95-111.

L'intendant y assisterait alors comme commissaire du Roi selon la forme établie dans le royaume.

Je pourrais copier ici ce qui est écrit au *Traité des délits et des peines*, page 17, [et] qui est fort applicable à mon sujet par la communication que le Roi a faite à ses représentants, conjointement avec ses délégués, dans les colonies, d'une portion du droit législatif, mais il est inutile de répéter ce qui est entre les mains de tout le monde.

Les instructions des gouverneurs généraux et intendants ne doivent rien laisser à désirer pour tous les cas à prévoir dans l'exercice de cette suprême surveillance : son abus serait dangereux, il tendrait à altérer le respect dû à la magistrature, respect du premier devoir, reconnu chez toutes les nations civilisées, parce que dans l'état des sociétés, ce sentiment appartient à l'office du magistrat, qui consiste à remplir dignement une des plus augustes fonctions du Souverain.

Cette surveillance que l'esprit de la législation entière dont nous faisons l'analyse attribue aux gouverneurs dans sa généralité et aux intendants, dans les parties de détail qui les concernent en leurs qualités réunies d'ordonnateurs et de président des conseils supérieurs, est absolument détruite par [261] la lettre même d'une multitude d'articles de ces lois diverses, contradictoires entr'eux.

La présidence des conseils supérieurs attribuée aux intendants, est une seconde disposition que les mêmes vices ont rendue dangereuse dans l'ordre public par ses conséquences et trop souvent par ses effets : tout ce qu'on vient de lire s'y trouve également caractérisé, vient s'encadrer dans soi-même et fait pendant.

Les différentes portes de l'administration dans l'intérieur du royaume ne peuvent pas être sujettes aux mêmes inconvénients que dans ces contrées éloignées, où l'amour-propre, la vanité et d'autres passions plus dangereuses assiègent les hommes constitués en autorité.

Cette réunion de deux places de confiance dont les fonctions ont assez peu d'analogie pour être souvent en opposition, n'est sans doute pas sujette aux mêmes conséquences dans les provinces du royaume, puisqu'elle existe dans plusieurs. Mais j'ai quelque expérience en fait de colonies et je ne crains pas d'affirmer que la bonne administration de la justice dans ces établissements exige que ces deux places soient séparées.

Les conseils supérieurs auront un président. Ils n'acquerront point par-là un degré d'indépendance qui puisse tourner à mal, puisque la surveillance générale, en devenant moins suspecte de partialité, sera aussi plus tempérée et plus sûre.

Des citoyens timides et souvent affectés de l'extrême éloignement où ils sont du recours au trône, et que la puissance de juger en Souverain effraye quelquefois, seront [262] rassurés quand les hommes chargés de la surveillance universelle ne participeront pas eux-mêmes aux jugements ³⁰⁷.

L'ouverture des chemins royaux dans les colonies entre dans l'ordre de la police générale qui est attribuée aux gouverneurs généraux et intendants conjointement, et la prépondérance absolue dans les délibérations appartient aux gouverneurs généraux.

Cette dernière disposition est essentielle par les rapports que l'ouverture des communications a nécessairement avec la défense dont le gouverneur général est personnellement chargé : j'ai dit par les rapports ; mais, dans les principes de la guerre défensive, les communications sont plus qu'accessoires ; un habile homme en fera toujours la base et le fondement de toute disposition militaire de ce genre.

Si ces principes ne sont pas suivis dans nos colonies, comme ils doivent l'être par toute la terre, celles qui nous restent, défendues par les plus braves gens du monde, auront le sort de celles que nous n'avons plus.

Les gouverneurs généraux et intendants ont donc le droit de statuer conjointement sur l'ouverture des chemins royaux et de communication, sur la concession des terres et leur réunion au domaine, sur le saignement des rivières et la distribution [263] des eaux, et sur

³⁰⁷ Ce que propose avec beaucoup d'acuité Dumas dans ce discours des plus républicains, c'est la séparation réelle des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, ce que l'histoire est appelée à reconnaître, d'ailleurs, partout où la démocratie est destinée à prendre son envol. Pour bien apprécier cette portion du *Traité*, il faut comprendre également — la guerre que livre Dumas à la bureaucratie versaillaise le prouve aisément — que le principe de la division de ces pouvoirs en colonie se heurte aux passions des hommes et trouve difficilement son harmonie ; chacun découvrant toujours une raison morale pour justifier ses empiètements dans les prérogatives de l'autre.

une multitude d'autres objets compris dans différents articles de l'ordonnance concernant le gouvernement civil. De là on conçoit que le commandement des colonies est une sorte de magistrature : l'idée abstraite qu'on peut s'en faire se rapproche de celle que nous avons des magistratures romaines.

Autrefois les gouverneurs généraux et intendants connaissaient seuls des contestations particulières qui pouvaient naître entre les habitants relativement à ces différents objets de police générale.

La nouvelle législation ne leur attribue que le droit de faire des ordonnances et des règlements généraux, qui doivent être enregistrés aux conseils supérieurs sans difficulté et provisoirement exécutés jusqu'à ce que Sa Majesté en ait autrement ordonné.

Cette disposition de la loi qui attribuait aux gouverneurs généraux et intendants conjointement et exclusivement à tous autres, une multitude de contestation qui peuvent naître entre les habitants sur ces différentes matières, était sans doute vicieuse en ce que ces contestations présentent souvent autant de questions de droit que de questions à résoudre : elle dut être suivie de grands inconvénients : on y a remédié dans la nouvelle législation par l'établissement d'un tribunal terrier qui connaît, seul, de toutes les contestations de ce genre.

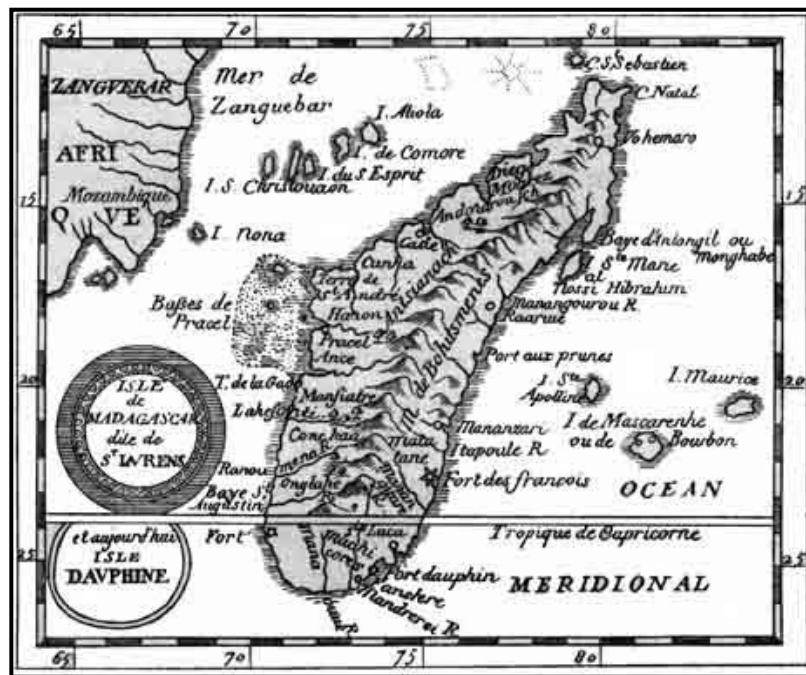
Mais dans cette partie de la législation, les objets ont été mêlés et confondus, et faute de clarté dans la rédaction et de précision dans l'énoncé, le droit de statuer sur les matières, inexplicitement attribuées aux gouverneurs généraux et intendants conjointement, est implicitement détruit par le droit de [264] juger les contestations sur ces objets mêmes, attribués au tribunal terrier.

Le gouverneur général d'une colonie est donc un magistrat qui a le droit d'ordonner conjointement avec l'intendant et avec prépondérance absolue, mais qui n'a pas le droit de contraindre ce qui ne présente à l'esprit que l'idée d'une disposition législative absurde.

Je sais bien qu'on m'objectera que le tribunal terrier, en jugeant les contestations qui s'élèvent dans l'exécution des ordonnances de police générale, ne touche point à leur disposition ; qu'il est au contraire tenu de s'y conformer. Aussi ai-je dit que l'ambiguïté de la loi ne lui donnait que le droit implicite de faire le contraire.

C'est à la faveur de cette ambiguïté que des hommes de [Meant ?], que leurs intérêts et leurs passions ont rendus trop coupables, sont parvenus depuis dix ans à détruire la puissance que la nature a accordée, dans la mer des Indes, aux îles de France et de Bourbon, dont M. de La Bourdonnais fit le premier essai en 1747 ³⁰⁸, et que des factions et des intrigues criminelles ont peut-être anéanties pour toujours : Ô, impunité, funeste, avant-courrière de la décadence des empires !

[265]



Madagascar et les îles Mascareignes, selon une carte du père Du Val, 1672.

Tiré de l'œuvre de Hanotaux

³⁰⁸ [En marge du texte] Que l'ignorance énerva et sut rendre inutile depuis, qu'un penseur des Lumières allait ressusciter en 1764.

[Cette année-là, Voltaire fait la promotion de son *Traité sur la tolérance* (publié l'année précédente), et publie, coup sur coup, *Olympie Mars*, le *Dictionnaire philosophique*, le *Triumvirat*, et le *Sentiment des citoyens*. De quoi remettre en question tout le système monarchique et proposer le menu d'une révolution à venir.]

Les gouverneurs généraux des colonies sont dans le fait personnellement et exclusivement chargés de la défense, ils en répondent en leur propre et privé nom.

Les fortifications permanentes sont ordonnées sur plans et devis, et les fonds attribués en conséquence.

Tout le monde sait qu'on n'a recours à la fortification passagère ou de campagne qu'en temps de guerre ou d'apparence de guerre ; c'est précisément le cas qui a été prévu par les articles 16,17 et 18 de l'ordonnance concernant le gouvernement civil.

Le lecteur va croire que c'est alors que l'autorité du gouverneur général prendra de l'extension par le suprême [266] intérêt de la conservation dont il est seul responsable : point du tout.

S'il lui faut une redoute en terre et en gazonnage, il doit assembler un conseil qui décide à la pluralité des voix : ce conseil est composé de gens de métier et d'autres, et le gouverneur répond seul des événements.

Cela s'appelle fournir un prétexte à la timidité : on a vu des hommes de guerre de ce caractère préférer à l'honneur des armes une faible résistance et une capitulation. Dans cet état de choses, une colonie passe sous le joug de l'étranger et tout le monde a raison. Il n'en peut résulter ni punition ni récompense. Le premier événement de ce genre donnera une exemple funeste, qui ne sera que trop suivi.

L'article 13 est directement contraire, en ce qu'il contient de particulier, à ce que l'article 1^{er} contient de général : celui-ci n'est pas entièrement conforme aux lettres patentes qui constituent l'autorité des gouverneurs généraux. Les hommes avides ou inquiets, que l'intérêt ou la passion pousse à la contradiction, argumentent de cette non-concordance.

L'article 18 ne serait praticable que dans les provinces du centre du royaume. Les frontières ne l'admettraient pas en cas d'une invasion subite ; l'éloignement des colonies le rejette absolument ; l'intérêt de leur sûreté le proscrit.

Toute la législation des colonies est ainsi litigieuse, incertaine, captieuse. L'homme de mauvaise intention trouve partout ce qui pourrait autoriser ses déportements, et l'administrateur fidèle est trop souvent arrêté par la crainte d'outrepasser ses pouvoirs, sans compter le désagrément qui suit une démarche faite dans des vues de bien public, dans [267] laquelle son action est suspendue par un pouvoir subordonné

auquel il est contraint de céder pour ne pas se mettre en opposition avec quelques articles de différentes lois, parce qu'il n'est aucun genre de contradiction quelles ne favorisent par leur combinaison. Alors, grand scandale public, grand sujet de sarcasme, et, dans cet éloignement, la dignité du commandement ne peut être compromise sans que le service du Roi soit exposé.

Cependant, les gouverneurs généraux, les intendants se succèdent tous les trois ans dans les colonies ; et il faut croire qu'aucun d'eux ne relève dans sa correspondance ces contradictions destructives de toute administration : les choses restent in *statu quo*, c'est-à-dire dans une sorte de contradiction habituelle, générale ou particulière, qui varie selon les affections, les haines ou les intérêts personnels. Cet état de convulsion éternelle mérite toute l'attention du gouvernement, car rien n'est plus propre à favoriser l'invasion de l'étranger au jour de la rupture.

Eh ! quel homme pourrait bien exprimer les nuances, les diversités, les variations de ces affections personnelles ou relatives dont la sottise vanité et l'intérêt sordide réunis et combinés sont le thermomètre !

Il existe dans les colonies trois pouvoirs séparés et confondus, exercés par des hommes de différents états. Chacun de ces pouvoirs se croit indépendant ; et l'ambiguïté de la loi favorise cette prétention ; elle a l'air d'attribuer la surveillance universelle au gouverneur général. Tel est l'esprit de la législation entière : mais cette prépondérance n'est formellement exprimée dans l'article 27 de l'ordonnance concernant le gouvernement civil, que pour les deux articles qui précèdent ; elles restent sur les autres dans un état [268] d'incertitude litigieuse et funeste ; il n'y a pas de sur-arbitre, et les prétentions respectives s'exaltent d'autant.

Telle est la législation des colonies. Il serait d'un ennui mortel d'en faire et d'en supporter l'analyse suivie : cette esquisse suffira à tout lecteur.

L'esprit résiste à sa perception en parcourant ces lois diverses, ce n'est qu'en se repliant sur l'objet qu'il est forcé d'avouer et de reconnaître les contradictions littérales, morales et métaphysiques qu'elles renferment.

En fait de ces contradictions partout renaissantes, que n'aurions-nous pas à dire sur les lois prohibitives ³⁰⁹ dans nos [269] colonies, toujours maintenues et violées sans cesse par une tolérance nécessaire ?

Comment concilier la loi positive qui défend aux gouverneurs généraux de *s'entremettre directement ou indirectement dans toute affaire contentieuse entre particuliers*, avec les ordres que les ministres leur adressent constamment, qui entrent même dans leurs instructions, de faire payer d'autorité ce qui est dû par les habitants aux négociants du royaume ?

³⁰⁹ Ce que conteste ici et tend à remettre en question Dumas, c'est la formule du mercantilisme telle qu'enfantée par Richelieu et parrainée par Colbert. Cela a été autrement dit dans la première partie : la métropole prélève tout ce qu'elle peut, et les colonies n'ont qu'à s'exécuter en fonction des intérêts d'*ycelle*, qui se confondent admirablement bien avec ceux des fermiers généraux et des grandes sociétés (dont la Compagnie des Indes, à l'origine fondée pour rivaliser plus spécifiquement avec la Hollande, l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre). Le principe de base est, pour ainsi dire, épicurien ! C'est la formule protectionniste, à son paroxysme, qui favorise les affaires et le commerce en circuit fermé, et qui s'énonce à peu près comme suit: ce qui est à moi, chez moi et outre-mer, ne regarde pas le voisin ; j'en suis le seul ayant droit ; j'ai l'exclusivité du commerce avec mes colonies ; mes domaines, je les ravitaille seul et avec mes propres navires ; et je suis le seul exutoire de mes colonies. C'est d'ailleurs cette philosophie particulièrement archaïque et perverse, qui a royalement étouffé l'économie de la Nouvelle-France, à une époque où les colonies britanniques d'Amérique du Nord étaient déjà prêtes à faire leur révolution qui allait les affranchir, pour leur plus grand bien, du lien colonial.

Nous sommes alors en 1776. L'encre du Traité de Dumas est encore humide. Un général — George Washington (1732-1799) — qui a pourtant perdu, voilà 21 ans, la bataille de la Monongahéla où Dumas s'est lui-même illustré comme héros et vainqueur, a réussi à bouter hors les murs la tyrannie britannique, et s'active à instaurer les préceptes de la République des États-Unis d'Amérique dont l'indépendance a été déclarée le 4 juillet. Dans quelques années, une fois les mauvais sentiments passés, l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique deviendront des partenaires commerciaux d'une capacité jusqu'alors inégalée. Tout le contraire de la France qui n'a pas compris qu'elle aurait eu intérêt à faire de ses colonies des partenaires plutôt que des départements feudataires.

Une excellente synthèse de la problématique mercantiliste dans l'espace colonial international a été rédigée par René Sédillot, 1958, 2 vol.

Dans nos lois ou hors de nos lois, il existe des arrêts d'attribution décernés par le Conseil, qui enlèvent quelquefois aux tribunaux établis une partie de leur juridiction.

Ces arrêts ont une forme ou au moins une apparence de forme légale.

Mais dans les colonies, il s'établit insensiblement un arbitraire qui effraye ; et il arrive que le gouverneur général, homme juste dans son cœur, mais peu versé dans la connaissance de notre droit public, est circonvenu, sans s'en apercevoir, et devient par là très capable de commettre des injustices criantes.

[270]

Eh ! pourquoi, dans des pays où tout est marchandise, ne pas établir une juridiction consulaire qui juge sommairement tout ce qui est du fait du commerce ?

Eh ! depuis quand, parmi nous, un homme de guerre est-il en même temps un jurisconsulte ? L'histoire nous dit cela des Grecs et des Romains : je ne crois aux ambidextres qu'en fait d'escrime.

Dans nos anciennes colonies, nos pères, moins éclairés que nous, établirent solidement l'ordre intérieur.

Deux degrés de juridiction assurent l'état des citoyens.

Un tribunal sous le grand amiral de France fut constitué comme dans les ports du royaume pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime.

Il n'a manqué à cet ordre public qu'une juridiction consulaire.

Mais nous avons vu créer en 1766, des conseils supérieurs pour juger au civil et au criminel, en première instance et en dernier ressort, pour faire en même temps les fonctions du siège que nous appelons l'Amirauté, et celle de la juridiction consulaire³¹⁰.

³¹⁰ *Les juridictions consulaires*, origine des tribunaux de commerce, sont apparues au XVI^e siècle, à la requête des marchands ; elles exprimaient, sous une forme modernisée, cette vieille idée selon laquelle les procès commerciaux, très techniques, étaient plus vite jugés par des commerçants. Ces juridictions consulaires, compétentes en matière de commerce terrestre et protégées par le roi, étaient composées d'un juge et de consuls, élus par les commerçants notables de la place. Par la nature des intérêts conflictuels qui

[271]

Rien n'est si monstrueux en législation.

Ajoutons, pour rendre la chose plus touchante, que la plupart des membres de ces compagnies étaient de ces hommes que la loi appelle gens ignares et non lettrés, mais encore le service du Roi n'aurait-il pas été ruiné, s'ils n'avaient été que cela.

La valeur numéraire des espèces d'or et d'argent augmente de moitié en sus dans nos colonies de l'Amérique.

Aux îles de France et de Bourbon elles diminuaient à peu près d'un tiers du temps de la Compagnie des Indes.

Ces inégalités ne présentent à l'esprit que des opérations proposées, ordonnées et perpétuées sans intelligence, comme si les valeurs numéraires, toujours arbitraires, ne prenaient pas leur niveau le lendemain du jour qu'elles sont fixées.

Dans une nation très éclairée (peut-être trop) comment l'esprit dont elle abonde a-t-il pu glisser si longtemps sur de telles inconséquences ?

À la rétrocession des îles de France et de Bourbon, le Souverain voulut exercer son action avec des espèces d'or et d'argent, qui furent mises dans la circulation à la place du papier-monnaie établi autrefois par la Compagnie des Indes mais personne encore, n'a su m'expliquer pourquoi il avait été trouvé utile ou nécessaire de substituer dans ces colonies la monnaie d'Espagne à la monnaie française.

Si c'est l'appât d'un petit bénéfice dans le change, cet attrait n'est pas digne du gouvernement d'une grande nation [272] qui doit porter son titre et son empreinte partout où elle aborde.

Les espèces d'or et d'argent ne sont chez tous les peuples civilisés que des signes convenus de la valeur des choses.

Il s'est introduit entre eux d'autres signes représentatifs des premiers ; ce sont les lettres de change ³¹¹ et le papier-monnaie établis

les supportaient, on comprendra du reste pourquoi les baillages (noblesse d'épée, à laquelle appartenait Dumas) et les parlements (gens de robe) menèrent contre elles une guerre ouverte ou larvée. Voir Olivier-Martin, 1953 : 340-343.

³¹¹ On ne frappait pas de monnaie en Nouvelle-France ; le troc était à l'honneur entre les habitants, et l'administration publique comptait sur l'envoi du

chez quelques nations dans les colonies pour avoir cours dans le commerce public à la place des espèces réelles, lequel papier-monnaie doit être converti annuellement en lettres de change, et celles-ci converties à leur tour en numéraires effectifs en arrivant dans la métropole.

C'est ainsi qu'avant que nous eussions abusé de tout, l'espèce sonnante perdait, en Canada, sur la place en concurrence du papier circulant représentatif au 3^e degré ³¹².

numéraire par le *vaisseau du roi* pour payer fonctionnaires, employés et fournisseurs. En 1685, l'intendant Demeulle inventa la *monnaie de carte* (avec des cartes à jouer où étaient inscrits divers montants et portant son cachet) pour augmenter la quantité de monnaie en circulation, et il rachetait cette monnaie à l'arrivée du vaisseau du roi. À cette monnaie au cours plus ou moins sûr, s'ajoutèrent, au XVIII^e siècle, le *certificat*, l'*ordonnance*, la *lettre de change*, l'*acquit*, voire la *traite*.

³¹² Sous l'intendant Gilles Hocquart (1729-1748), ce système des plus archaïques montre déjà des fissures importantes : les fonctionnaires subalternes se mettent de la partie ; les régimes successifs outrepassent les cartes autorisées par le roi, l'inflation fait son œuvre et la monnaie subit des dévaluations ; le peuple perd confiance envers le système ; la crise de la monnaie devient récurrente et mine l'efficacité des pouvoirs publics ; le commerce est perturbé ; c'est l'agiotage effréné qui succède au désarroi.

Si la guerre de 1745-1748 porte un dur coup au système monétaire de la colonie, celle de Sept Ans achève de le ruiner. Et comme un malheur n'arrive jamais seul en de telles circonstances, l'arrivée de François Bigot en remplacement de Hocquart contribue à faire perdre au système de ce qui lui reste d'efficace.

Bigot est d'avis que le support monétaire (or ou papier) importe peu, mais comme le surplus d'argent dont dispose la colonie provient des dépenses militaires du roi plutôt que d'une production accrue des denrées, il s'ensuit un déséquilibre entre l'offre et la demande que l'envoi d'or ne règle pas : de 2 millions de livres qu'elles étaient en 1750, les dépenses courantes générées par la guerre passent à 6 millions en 1755 pour atteindre 30 millions en 1759. Dépassé par le phénomène qu'il n'a su juguler à temps, en octobre 1759, Louis XV suspend le paiement des lettres de change ; 1760 livrera le cours de la monnaie française aux aléas des spéculateurs londoniens ; et 1763 confirmera la banqueroute de l'archaïque système, alors que les nouveaux maîtres refouleront la valeur de la monnaie de carte restante au quart de ce qu'elle était. Voir Short, 1925 ; Ouellet, 1966 : 45-70 ; Hamelin, 1970 : 37-46.

[273]

Alors toutes les lettres de change étaient payées à terme préfixe, parce que les traites étaient fidèles et par conséquent modérées. M. Hocquart était intendant.

La balance des espèces d'or et d'argent avec le papier- monnaie établi par le souverain dans le commerce public, sera toujours le thermomètre de la prospérité d'une colonie : quand le papier du Roi perd sur la place, c'est la faute du gouvernement et le plus grand préjudice qu'il puisse porter au Trésor royal dans cette partie.

Tout le monde sait aujourd'hui combien il est délicat, ou plutôt combien il serait dangereux de faire hausser ou baisser la valeur numéraire des espèces dans un grand État. Altérer cette valeur dans les colonies pendant qu'elle demeure fixe dans la métropole serait une opération funeste.

Ne pas convertir annuellement le papier-monnaie en lettres de change ou ne pas acquitter celles-ci à leur échéance sont des opérations destructives.

Tous les raisonnements viennent se briser contre ces principes.

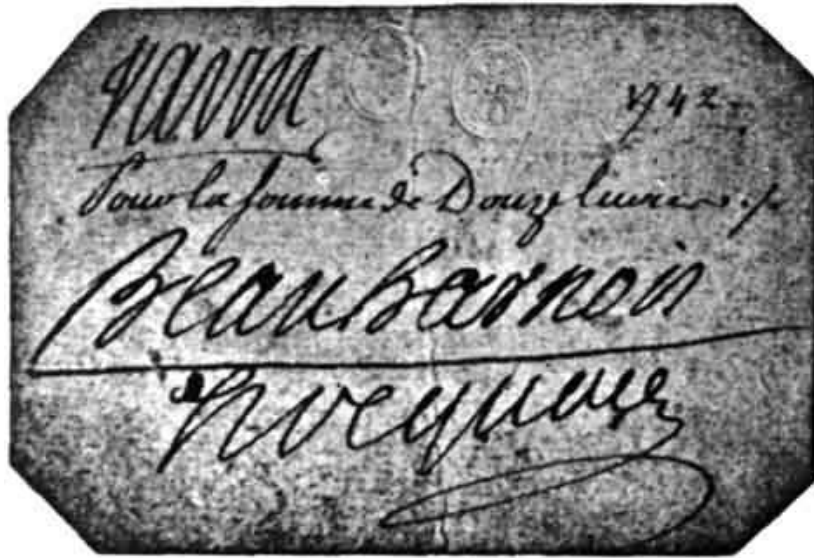
[274]



Exemplaires de monnaie de carte qui ont eu cours en Nouvelle-France, de 1685 à 1760 Ci-contre, une carte valant 100 livres, validée en 1714 par les signatures du gouverneur Rigaud de Vaudreuil et de l'intendant Michel Bégon.

Ci-dessous, une carte valant 12 livres, validée en 1742, par les signatures du gouverneur de Beauharnois et de l'intendant Gilles Hocquart.

Tiré de l'œuvre de Trudel



Dans l'état actuel des choses, il n'y a que des hommes médiocres qui n'aperçoivent les abus qu'au travers des nuages dont la nature les a environnés, ou qui, esclaves d'une partie politique, disent comme Sozie : *ami de tout le monde*.

Qui puisse commander dans les colonies sans contradiction. *Le monde comme il va* est leur devise, mais cette devise, très philosophique, est aussi très vulgaire, très populaire, très inerte, selon l'homme qui la prend : et c'est elle qui nous fera perdre, à la première rupture, les colonies qui nous restent.

[275]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XXVI

Sur le danger des mémoires présentés par le premier venu

[Retour à la table des matières](#)

On a prodigieusement écrit sur les colonies depuis vingt ans. La fureur des mémoires est devenue une espèce d'épidémie. On ferait d'immenses volumes de ceux qui ont été présentés aux ministres de la Marine qui se sont succédé depuis cette époque.

Il faut avoir servi et commandé dans les colonies pendant le temps d'effervescence pour connaître tout le danger de cet abus de l'émulation.

À mon arrivée aux îles de France et de Bourbon, je fus accablé de mémoires de projets offensifs et défensifs : l'absurdité de ces projets divers est inimaginable : mais encore faut-il être homme de métier pour les analyser ; il y en a d'ingénieusement faits et bien artisés ; il faut être ferré à glace pour s'en garantir. En un mot, voici le résultat.

Le 13 novembre 1767 j'adressai au secrétaire d'État tenant alors le département de la Marine, un projet de fortification et de défense, conformément à l'ordre que j'en avais reçu. Les ministres se sont succédé depuis ; il a été dépensé plus de 80 millions dans ces colonies, et l'objet n'est pas encore rempli, ou plutôt, il n'y a pas un projet de fortification et de défense de commencé ni même d'arrêté.

[276]

Cette lenteur ne peut être attribuée qu'à l'incertitude que produit dans l'esprit des ministres la multiplicité des projets divers et contradictoires.

Cependant, je suis homme de guerre comme un autre ; le temps et les circonstances m'ont donné quelques expériences ; je n'ai adressé mon projet de défense au ministre du Roi qu'après six mois de calculs, d'estimations, de reconnaissances souvent répétées de l'assiette du terrain, de combinaisons du physique et du moral, et j'ai offert plus d'une fois depuis mon retour de le discuter en présence d'un conseil de guerre assemblé à cet effet.

Tel est le danger des donneurs d'avis sur les matières étrangères à leur état et à leurs connaissances.

Disons que tout homme de guerre qui donnera des projets sur la défense des colonies sans les avoir pratiquées, et tout particulier qui en raisonnera sans être homme de guerre, seront au même niveau : ni l'un ni l'autre n'est compétent.

Eh ! quel ministre, fut-il choisi entre nos généraux renommés, oserait décider légèrement, comme cela s'est trop souvent pratiqué, d'un projet défensif, quand il s'agit d'un terrain inconnu ? Cependant,

tout le monde s'en mêle : et [277] le grand art des *Scipion* ³¹³ des *César* ³¹⁴, des *Condé* ³¹⁵ et des *Turenne* ³¹⁶ est profané.

L'utilité des colonies une fois reconnue (et il faut se borner à plaindre ceux de nos concitoyens qui ne reconnaissent [278] pas cette utilité). Les premiers hommes de guerre de la nation ne seront pas mal employés à voir les lieux, et à jeter sur le terrain le coup d'œil du maître, pour assurer à la Couronne des possessions qui donnent la richesse à laquelle, en partie tient la puissance. Je l'ai déjà dit au commencement

³¹³ Scipion (235 av. J.-C.-183 av. J.-C.), dit Scipion l'Africain, homme politique et général romain nommé proconsul en Espagne. En 211 av. J.-C., durant la seconde guerre punique, il prit Carthagène, battit Hasdrubal Barca en 209 av. J.-C., entreprit la conquête de l'Andalousie et réussit à chasser les Carthaginois d'Espagne, en 206 av. J.-C.

³¹⁴ Jules César (101 av. J.-C.-44 av. J.-C.), général et homme d'État romain, qui franchit le Rubicon (50 av. J.-C.) pour finalement devenir le maître absolu de l'Empire romain.

³¹⁵ Condé (Louis II de Bourbon, quatrième prince de Condé, dit le Grand Condé, 1621-1686)). Fils d'Henri II de Bourbon, il reçut, à l'âge de 22 ans, le commandement des armées du nord contre les Espagnols. Il se distingua d'abord aux batailles de Rocroi (1643), de Nördlingen (1645), de Dunkerque (1646) et de Lens (1648) pour finalement hâter la conclusion du traité de Westphalie ; puis il prit part aux batailles de Dunes (1658), de la Franche-Comté (1668), de Wiesel (1672) et de Seneffe (1674). Bien que des plus sinieux, son parcours de frondeur et de militaire talentueux lui valut les honneurs de l'Histoire qu'il termina entouré d'écrivains tout aussi talentueux, tels Boileau, Racine et Bossuet.

Un autre Condé (Louis-Joseph de Bourbon, prince de), contemporain de la lutte que mène Dumas contre le pouvoir militaire d'une France décadente, mérite également l'éloge. Né en 1736 et mort en 1818, ce second personnage était également homme de guerre français, grand maître de la Maison du roi, administrateur de la Bourgogne. Présenté comme une des figures marquantes de la guerre de Sept Ans, après le départ de Choiseul, il s'opposa au ministère de Maupeou, ce qui le rapprocha de Dumas. En 1792, à l'aube de la Terreur, il devint l'un des principaux chefs des *émigrés*, et migra lui-même pour prendre une part active dans la guerre livrée aux armées républicaines

³¹⁶ Turenne, Henri de La Tour d'Auvergne (1611-1675), est le second fils du duc de Bouillon. Il prit part à la guerre de Trente Ans, se distingua à la prise de Turin, et se joignit au Grand Condé pour vaincre à Nördlingen (1645). Après avoir combattu sur les plus grands fronts d'Europe, le destin l'appela finalement à Sasbach, en Allemagne occidentale, en 1675, au cours d'une bataille contre Montecuccoli.

de cet ouvrage, et je le répète : L'Europe, autrefois guerrière, est aujourd'hui commerçante.

Mais tel est le vice de nos connaissances ; elles font confusion. L'homme de guerre ne parle que de la sûreté, de la conservation, de la défense ; le magistrat ne considère que l'ordre intérieur ; le politique n'aperçoit que la balance générale du commerce ; le négociant ne voit que l'intérêt du moment ; le philosophe est abusé par des rapports incertains ; tout le monde écrit et abonde dans son sens ; et les ministres s'arrêtent parce que tant de discours, tant d'écrits contradictoires portent nécessairement incertitudes.

Les gens de lettres, les auteurs de profession, livrés aux relations des voyageurs, ont porté inutilement le flambeau de la critique sur ces productions éphémères de la sottise vanité d'un homme qui vient de loin. Hélas ! en parcourant l'espace d'Occident en Orient, je n'ai vu que mensonges imprimés trop souvent cités comme autorité.

Un voyageur, que le hasard des circonstances a fait tel, revient dans son pays après une longue absence.

Il a nécessairement acquis quelques connaissances neuves pour nous, en abordant des terres étrangères ; mais il est peu connu dans la patrie.

Une fortune quelconque pourvu qu'elle soit au-dessus de son premier état suivie d'une bonne dose de vanité dont [279] les hommes se garantissent rarement, lui fait désirer de se produire.

Une collection d'objets d'histoire naturelle qui lui a peu coûté et qu'il distribue à propos, lui ouvre les voies. On l'introduit, on le questionne, il parle ; on l'écoute. Un conte merveilleux lui réussit et dès ce moment il ne raconte plus que des visions ; l'avidité de l'esprit humain les fait adopter comme des vérités ; il est copié ; il est cité. Et voilà le fruit des voyages et des relations.

Mais s'il joint à cela le talent de fronder le gouvernement, de déprimer sa nation. S'il parvient à obtenir la réputation d'un esprit libre, d'un esprit fort, on finit par en raffoler.

Je souhaite fort que ce que je viens de dire ne soit pas applicable à toute l'histoire des voyages : mais je réponds d'une bonne partie.

Un lettré de la Chine que la nature aurait fait naître supérieur à son siècle, ou plutôt à sa nation (car la Chine n'a point de siècle), rirait bien, s'il pouvait lire toutes les pauvretés qui ont été écrites en français sur cet empire sans cesse au premier occupant.

Dans un royaume comme la France, chez un peuple généreux, toujours prêt à se sacrifier pour le service de ses Rois, comment ose-t-on vanter et exalter ainsi par des mensonges cumulés, un peuple vil dont la lâcheté lui fait constamment et indifféremment recevoir pour maître le premier aventurier qui se présente ?

[280]

[281]

DEUXIÈME PARTIE

Traité de la défense et de la conservation des colonies.

Chapitre XXVII

Sur le commerce des colonies

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a point de commerce là où il n'y a point d'objets d'échange. Fort peu de pays sont dans ce cas d'une manière absolue. J'appelle ici objets d'échange en général la solde en matière quelconque des objets de consommation importés.

Lorsque l'échange est réel, le commerce est plus utile, quoiqu'il soit sujet à plus de variations.

Lorsqu'une nation solde avec une autre en numéraire, celle qui reçoit l'or et l'argent a l'air de gagner dans la balance générale du commerce, tandis qu'elle perd réellement le prix du fret de retour et la valeur des circonstances que le négociant habile prévoit et attend.

Telle est la règle en général.

Son exception ou sa modification se trouve dans le commerce que les actions de l'Europe font dans l'Inde, (commerce entièrement passif, dont la navigation est à faux fret à la sortie, l'achat, en monnaie d'or et d'argent, et le retour au préjudice des manufactures nationales).

Je dis ici des choses communes que tout le monde sait.

[282]

Mais tout le monde ne sait pas que le Canada qui était une colonie pauvre ; qui n'avait que ses pelleteries pour solder directement avec la métropole, objet d'échange fort borné et fort au-dessous de la balance de sa consommation, était malgré sa pénurie, une colonie très précieuse pour la France.

Ses grains, ses bois, sa pêche, formaient la matière d'un grand commerce avec les îles Antilles ³¹⁷. Et cette circulation, ce mouvement, étaient pour le Canada, une richesse de supplément qui soutenait le commerce national dans les temps mêmes où les dépenses de l'administration ne passaient pas 1500 mille livres. M. Hocquart était alors intendant.

Louisbourg n'avait que sa pêche ! Quelle mine inépuisable !

L'immense navigation que ces colonies ouvraient à la métropole, le débouché qu'elles donnaient à nos vins et [283] eaux-de-vie, au produit de nos manufactures ; l'incalculable circulation qu'elles opéraient dans l'intérieur comme sur les rives, le mouvement, l'activité dans tous les genres qu'elles entretenaient dans le royaume, la protection imposante qu'elles donnaient à nos autres possessions, sur le continent et dans

³¹⁷ Dumas parle ici du fameux « commerce triangulaire » qui a permis de rentabiliser, effectivement, au profit de la mère patrie, l'armement des navires et les frais de transport de ses colonies atlantiques. Cette manière de maximiser les échanges transatlantiques a été instaurée par Tracy, en 1665, lieutenant général des colonies françaises en Amérique.

L'idée était tout ce qu'il y a de plus simple : plutôt que de faire les voyages de retour avec des cales vides ou presque, il s'agissait d'étendre le circuit commercial aux Antilles pour revenir en France avec des produits à la mode. Au XVIII^e siècle, le calendrier annuel, devenu une sorte de tradition commerciale, se lisait comme suit : juin-juillet, départ de France avec des produits manufacturés (textiles, mobilier, outils, fusils, marchandises sèches et produits de traite) ; septembre-octobre, arrivée à Québec, délestage des produits et embarquement de denrées alimentaires tels farine et pois ; départ pour les Antilles avec escale à Louisbourg pour prendre livraison du poisson (d'où l'importance stratégique de ce port) ; décembre, arrivée aux Antilles, vente de denrées, et achat de café, de sucre, de mélasse, de rhum ; mars-avril, retour en France pour fermer les comptes, radoubage, nouvel armement et renouvellement des cargaisons. Pour une synthèse des plus complètes sur le sujet, lire absolument Jacques Mathieu, 1981

l'archipel de l'Amérique, formaient un genre de prospérité, de richesse et de force en même temps, pour lequel il n'existe point de compensation.

Je l'ai déjà dit : la pêche en général, que le droit des gens accorde à toutes les nations, le droit de la nature ne l'a donnée qu'aux terres adjacentes : nous n'étions réellement que co-propriétaires du banc de Terre-Neuve que par la possession du golfe St-Laurent. La nation qui ne jouit qu'en vertu de traités qui ne sont pas une conséquence de ces principes n'obtient que des jouissances précaires.

Ne calculons point les sommes que ce grand mouvement, cette immense circulation, portaient en droit de fisc dans le Trésor royal : ce n'est pas en cela que consiste la richesse d'un État, encore moins sa force et on ne manquerait pas de nous opposer les dépenses énormes que coûtèrent ces colonies, et qui firent tant de bruit dans le monde : mais ces dépenses excessives ne sont qu'accidentelles, il ne faut les attribuer qu'au défaut de surveillance de la part des gouvernements.

Une bonne législation, une surveillance toujours active, et de bons choix en hommes assurent, quand on veut, le service du dehors.

Je ne parle de ces biens perdus que pour reprocher à ma nation et surtout à la capitale, la légèreté avec laquelle elle s'en est consolée.

[284]



Le monde atlantique au XVIII^e siècle, et le circuit emprunté par le commerce dit « triangulaire ». Adaptation d'une carte tirée de l'œuvre de Corvisier

Si dans un grand État comme la France, le siège de l'empire pouvait être aux extrémités ; si Louis XVI ³¹⁸ pouvait tenir sa cour à Bordeaux, ou à Marseille, comme George III à Londres, Gustave à Stokolm et Christiern VII à Copenhague ; les grands seigneurs du royaume, qui ont le premier intérêt [285] à la durée de la monarchie et à sa prospérité, les

³¹⁸ Louis XVI n'étant décédé que le 10 mai 1774, comme nous le savons des suites de la petite vérole dont il avait été atteint en avril, on ne peut que reporter la rédaction du présent *Traité* à une date antérieure à celle attribuée au document, une date qui devrait se situer aux alentours de 1772. Cela étant, 1775 nous apparaît au reste comme la date des annotations rédigées ultérieurement au corps du texte.

magistrats qui veillent sans cesse à sa conservation, les citoyens enfin de tout état et de toute classe, mieux instruits que nous ne le sommes des intérêts du dehors, de futilité des colonies, et du commerce en général, ne le céderaient point en fait de connaissances maritimes, à des insulaires, qui n'ayant en domaine solide qu'une circonférence trop étroitement limitée, ont été contraints de s'étendre sur un autre élément.

Le gouvernement, jaloux du pavillon, comme de l'étendard, n'admettrait qu'une concurrence d'égalité sur la vaste étendue des mers, comme il la conserve dans la possession territoriale et respective en Europe.

L'empire de la mer ne serait affecté par personne, parce qu'il n'appartient à aucune nation.

Quand le législateur de la Russie voulut donner à son empire le poids qui lui appartenait dans la balance de l'Europe, il en porta le siège sur le golfe de Finlande ; c'est le trait d'un génie qui avait à créer ; il n'est pas applicable à l'Empire français, dans l'âge où il se trouve au XVIII^e siècle ; mais il sert à prouver que tout État borné par la mer dans une partie de sa circonférence, a une force d'action et de résistance à exercer sur cet élément ; ce que cet intérêt n'est pas moins important que celui des frontières territoriales.

*Le trident de Neptune
est le sceptre du monde*

[286]

La maison de Bourbon n'ambitionne point ce sceptre, mais aucune nation de l'Europe n'est capable de lui arracher le trident, quand elle voudra le tenir : c'est une vérité matérielle que je me réserve de démontrer ailleurs géométriquement.

Les riches productions de nos colonies, dans l'archipel des Antilles, sont trop connues pour en dissérer ici, personne n'ignore l'avantage qu'elles donnent à la France dans la balance générale des commerces de l'Europe.

Les îles de France et de Bourbon sont pauvres comme le Canada. La nature a refusé la richesse partout où elle a voulu placer la force ;

cependant, l'industrie s'exerce et supplée en quelque sorte par son activité à la rigueur de cette disposition universelle.

L'île de France est la dominatrice de la mer des Indes ; c'est un assez beau titre, qu'elle s'en glorifie, et quelle n'oublie jamais que l'immense mobilier que le luxe et l'avarice de l'Europe accumulent sur les côtes de l'Asie est pour elle l'objet d'une conquête toujours facile, parce que dans tous les siècles et dans tous les pays, la richesse est tributaire de la force.

La France n'eut d'abord avec l'Indostan qu'un rapport de commerce. À l'exemple des autres nations, nous doublâmes le cap de Bonne-Espérance. L'empereur mogol permit à nos vaisseaux de trafiquer dans ses ports ; nous y portâmes notre argent et nous en rapportâmes des marchandises.

Ainsi ce commerce dès son établissement, fut par sa nature, désavantageux à l'État, en ce qu'il ne se fit point par échange réel, mais avec des espèces d'or et d'argent de notre part ; et sa prohibition serait sans doute une opération du gouvernement bien entendue, si on pouvait donner à des lois [287] somptuaires assez de vigueur pour réprimer un luxe qui a mis par nous le produit des manufactures de la presque-île de l'Inde et de la Chine au rang des choses de nécessité.

Mais ce luxe effréné, s'il n'obtenait pas de notre propre commerce les moyens de se satisfaire, se les procurerait par les autres nations dont le commerce en Asie changerait de caractère et cesserait d'être passif pour elles dans cette incidence.

Le retrait qu'elles acquerraient sur nous ferait pencher en leur faveur la balance du commerce qui, à beaucoup, est celle du pouvoir.

Il est donc de l'économie et de la politique de la France de faire le commerce de l'Inde plutôt que d'en recevoir les productions par les mains des autres puissances maritimes : voilà la solution du problème éternel de l'utilité de ce commerce. Cette utilité se convertit en nécessité.

Argonautes nouveaux, les Portugais avaient ouvert au commerce de l'Europe une route qui changeait le système commercial du monde entier. La France, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande et successivement la Suède et le Danemark voulurent la pratiquer à leur tour.

La mer se partage entre les nations dont elle baigne les limites et borne l'étendue. Chacune d'elles opère selon ses facultés en vertu du droit des gens : de manière que celle qui abuse de la prépondérance que lui donne la fortune devient un tyran : malheur au gouvernement qui abuse des circonstances, il est une justice éternelle que les nations et les particuliers ne violent jamais impunément.

[288]

Des compagnies exclusives furent établies chez la plupart de ces nations dans un commerce inconnu, la prudence, la précaution, la timidité, la méfiance des négociants particuliers furent estimées et calculées par les gouverneurs. C'est la marche que la France observa depuis dans l'établissement de ses colonies en Amérique.

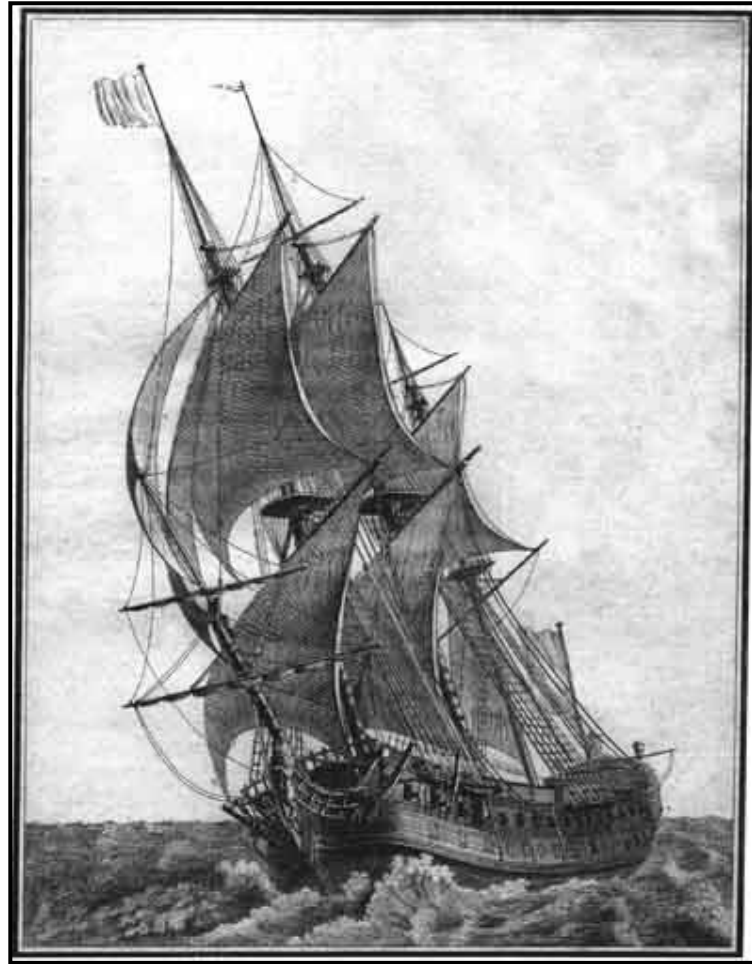
Chez toutes les nations, le privilège exclusif n'embrasse qu'un certain nombre d'années déterminé pendant le cours desquelles les profits sont censés avoir couvert avec bénéfice la dépense des tentatives et des découvertes : cet espace de temps suffit pour éclairer sur l'objet une nation entière.

L'armateur particulier fait ses expéditions dès que le gouvernement lui ouvre la voie ; il acquiert une nouvelle branche de commerce dont il multiplie les rameaux par la marche qui lui est propre, et donne au commerce national l'extension que l'exclusif lui refusait. Je m'explique.

Il est de l'intérêt d'une compagnie qui exerce un privilège exclusif de réduire au moindre nombre de points possible, l'exploitation d'un commerce dans lequel elle n'a point de concurrents : certaine de ramener à ces points donnés toutes les marchandises dont elle a besoin, elle ne craint point qu'un autre négociant aille les lui enlever dans les marchés particuliers d'où elle les attire à son comptoir. On voit de ce premier coup d'œil par quel calcul une compagnie exclusive rétrécit les voies du commerce qui ne peut jamais avoir une carrière trop étendue à parcourir.

Ce vice pernicieux au commerce d'un État entre les mains d'une compagnie exclusive, devient fatal à ce même commerce lorsqu'il est rendu libre. Les armateurs particuliers courant en foule au même lieu, la concurrence leur fait

[289]



La puissance des empires coloniaux européens des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, repose essentiellement sur leur capacité respective de monter des flottes de guerre à la fois capables de s'imposer dans les quatre coins du monde et de résister aux velléités des États concurrents qui se le partagent. Au milieu du XVII^e, l'Angleterre, la Hollande et la France ont entrepris d'harmoniser leurs capacités navales. Ces flottes se distinguent par des subtilités techniques qui ne confondent pas les spécialistes. Elles font appel à un type de navire de combat particulier — le « vaisseau de ligne » (« ship of line » pour les Anglais, et « oorlog ship » pour les Hollandais) — plus ou moins armé pour défendre le butin qu'il transporte contre les navires pirates et pour prêter main forte à la métropole en cas de conflit militaire.

Ces « vaisseaux de ligne » portent, au moins, 50 canons répartis en deux batteries ; ils sont caractérisés par l'importance de leur artillerie, et se classifient selon leur longueur (variant de 40 à 60 mètres), leur tonnage et leur puissance de feu (variant de 40 à 100 canons). Tous sont mus par un système de mâtures (il y en a trois) construites selon des normes spécifiques, et par une variété de voiles choisies selon l'usage plus particulier auquel chaque unité est destinée. Parmi l'éventail de ces coursiers des hautes mers qui font l'orgueil des armateurs et marquent la grandeur

des États dont ils portent les couleurs, on retrouve : au premier rang, les bâtiments de 100 canons et plus, répartis habituellement sur trois ponts ; au deuxième, ceux de 90 à 99 canons ; au troisième, ceux de 64 à 89 canons ; au quatrième, ceux de 50 à 60 canons ; au cinquième, ceux de 32 à 40 canons ainsi que les brûlots et les navires servant d'hôpitaux ; et, au sixième rang, les frégates de 20 à 28 canons, les galiotes à bombes et les corvettes.

Gravure réalisée vers 1740, qui représente un vaisseau de ligne de 80 canons. Tirée de l'article de Hourblin.

[290]

donner au rabais leurs marchandises importées, et acheter à l'enchère leurs effets d'exportation, ce qui ruine le négociant et détruit le négoce, jusqu'à ce que le génie du commerce ait surmonté ces obstacles et vaincre ces difficultés en s'ouvrant de nouvelles routes et de nouveaux canaux.

Il marche à pas de géant si la justice et la protection du gouvernement l'animent, le rassurent, l'encouragent ; il meurt, il s'éteint, si l'administration publique ne lui répond pas de sa sûreté, de sa liberté, et de certains moyens domaniaux dont elle seule dispose, pour garantir la fortune des particuliers.

Cette transition de privilège exclusif à la liberté est une espèce de pierre de touche : le ministre qui l'opère sans l'avoir préparée après de profondes méditations est jugé, non pas par son siècle, mais par les trois années qui précèdent et qui suivent cette révolution.

Le Souverain qui voudra faire le commerce pour son compte, le ruinera dans ses États : quel est le négociant particulier qui osera tenter la concurrence ?

Les représentants du Souverain dans les parties éloignées, sont à cet égard le Souverain lui-même.

Tant qu'il n'y aura pas une loi suprême, capitale, indestructible, inéluctable, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui interdira tout commerce direct ou indirect aux gouverneurs généraux et intendants dans les colonies, il faut nécessairement que le commerce national succombe sous cette espèce de pécumat.

Avant la rétrocession, l'administration de la Compagnie des Indes manquant de fonds avait imaginé de prendre des [291] lettres de change

en Angleterre sur Madrast et sur Calcutta pour faire ses achats et se procurer des ventes publiques destinées à soutenir le crédit.

Depuis la rétrocession, deux hommes constitués en autorité sur les lieux, se sont substitués à la Compagnie de l'aveu du gouvernement : ils approvisionnent le royaume des marchandises de l'Inde par l'importation qui s'en fait pour leur compte particulier, mais leurs propres fonds n'étant pas assez considérables pour un envoi annuel de 20 millions de cargaison, ils y suppléent par des marchandises appartenant aux Anglais.

Dans cette spéculation ces marchandises transportées sur nos vaisseaux et vendues aux marchés publics de l'Orient font illusion aux ignorants. Mais les lettres de change tirées sur la France au profit de l'Angleterre, enlèvent annuellement au royaume des sommes très considérables, qui, de moins chez nous, et de plus chez nos voisins, font un double poids dans la balance du commerce entre les deux puissances : ainsi depuis longtemps, les ventes publiques de l'Orient n'ont été qu'une illusion.

L'opération exécutée plusieurs années de suite par la Compagnie des Indes avec des lettres de change tirées de Londres sur Calcutta, était ruineuse par elle-même. Celle que fait le commandant français à la côte de Coromandel et sur le Gange, de l'aveu du gouvernement, n'est ruineuse que pour l'État.

[292]

[293]

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

L'administration des colonies fait depuis longtemps le désespoir du ministère.

Les principes de leur institution, insensiblement oubliés, semblent être de nos jours entièrement inconnus.

Leurs rapports essentiels avec la métropole, mal aperçus par le gouvernement, comme par des écrivains célèbres, ne nous ont été rappelés que par un homme seul ³¹⁹ : on le

³¹⁹ De toute évidence, Dumas pointe du doigt Voltaire (1694-1778), la lanterne du Siècle des lumières, qui trouvait Dieu un peu trop effacé à son goût (« Nous nous voyons souvent, mais nous nous parlons peu... »), et qui n'a jamais perdu une occasion de casser du sucre sur le dos du Canada qu'il ne connaissait d'ailleurs que fort mal. Du reste, pour apprécier les arcanes politiques et militaires de ce Siècle des lumières perpétuellement assombri par la petitesse de ceux et celles qui l'écrivent, Voltaire, qui se présente lui-même comme l'historiographe des rois, est un incontournable.

Le Canada, écrit justement le patriarche de Ferney tandis que la guerre de Sept Ans déchaîne les passions dans les beaux palais de France, est un « pays couvert de neiges et de glaces huit mois de l'année », (*Essai sur les mœurs*, 1756) ; « quelques arpents de neige [alors que la France et l'Angleterre] dépensent pour cette belle guerre beaucoup plus que tout le Canada ne vaut » (*Candide*, 1759) ; « un coin de terre endurcie sous la glace pendant sept mois, et stérile pendant les cinq autres. » (*Notes sur Olympie*, 1762) ; « quinze lieues, dont les trois quarts sont des déserts glacés » (*Précis du Siècle de Louis XV*, 1768). Des taches d'encre de cette couleur, l'œuvre de Voltaire en est criblée ; ce qui fut loin de déplaire à tous les Bigot de Versailles et à Louis XV, il faut dire aussi, le vrai coupable de la défaite des plaines d'Abraham, le plus médiocre des rois de France qui trouvait là une consolation à tous ses manquements envers la Nouvelle-France.

[294]



Voltaire dans son cabinet de travail. Anonyme français du XVIII^e siècle.

retrouve dans tout ce qui a été écrit depuis qu'il a parlé sur ce sujet important.

On n'avait point d'idée autrefois de ces administrations toujours mobiles, transitoires, versatiles, enfants de l'intrigue, à qui leur mère imprime trop souvent son caractère, où les administrateurs ne se considèrent que comme passagers et voyageurs.

Les *Frontenac*, les *Callière*, les *Vaudreuil*, les *Larnages*, ces hommes précieux qui firent fleurir nos colonies, y passèrent une grande partie de leur vie et y moururent. M. Hocquart intendant du Canada, y a passé 20 années en cette qualité.

[295]

Honorés de la confiance du Souverain, ils faisaient consister leur bonheur et leur gloire à s'en rendre chaque jour plus dignes : et leurs services n'ont pas été perdus pour leur postérité.

Les colonies n'épuisèrent pas alors comme aujourd'hui le Trésor royal, on n'avait pas encore oublié qu'elles n'avaient été formées que pour enrichir le royaume.

La base la plus solide de toute bonne doctrine en fait de gouvernement est l'expérience.

Le Canada n'aurait jamais été pris, si le gouvernement s'était occupé pendant la paix de sa conservation en temps de guerre ; s'il avait été pourvu d'avance d'armes, de munitions de guerre, d'embarcations ; si les fortifications de Québec commencées en 1747, s'étaient trouvées finies en 1759. Si l'esprit de prévoyance avait fait saisir les principaux points des environs par des redoutes ; en un mot, si le génie de la guerre avait plané sur cette étendue pendant la paix.

Cette place à 150 lieues de l'embouchure du fleuve St-Laurent, avait cependant le même inconvénient que nous avons fait remarquer au chapitre XVIII dans celles qui seraient construites au bord de la mer, puisqu'une armée navale pouvait venir mouiller au pied de ses murailles et que des vaisseaux de 50 canons remontaient encore le fleuve 60 lieues au delà.

Quand je dis que cette colonie n'aurait jamais été prise, l'opiniâtreté de sa résistance, le courage et l'énergie de ses habitants, les efforts incroyables qu'eux et les troupes firent à l'envi pour la défendre, sont mes garants. On aura peine à croire que, dans la disette extrême où elle se trouva après [296] cinq années de victoire qui avaient réduit le nombre de ses combattants à la proportion d'un contre six, sa perte fut encore sans ressource, que faute d'armes, de poudre et de pierre à fusil ³²⁰.

³²⁰ [En marge du texte] Ce que je dis ici n'est point contradictoire aux principes que j'ai établis. Le Canada fait exception à toutes les règles, parce qu'on ne trouve point sur le globe un peuple de cette trempe. Cette colonie, d'ailleurs, était assise sur un continent. Voyez le chapitre IX, paragraphe 3.

Plus tard, bien des décennies après que les canons se furent tus le long de la Monongahéla et du Saint-Laurent, un autre Français, plus politique que militaire celui-là, vint constater *de visu* ce fait de civilisation comme une des particularités de la démocratie en Amérique, et témoigna dans ses écrits de ce qui restait de l'esprit français sur le nouveau continent. L'éloge qu'il nous fait mérite le détour pour nous permettre de conclure à notre tour ainsi :

On sait dans quel état étaient les fortifications à Louisbourg. Cette place, construite au bord de la mer, devait être prise dès que l'escadre assaillante ne trouvait pas de résistance sur son élément.

La Martinique et la Guadeloupe n'étaient point fortifiées ; elles n'avaient point de défenseurs dans leur sein. L'escadre [297] de protection arriva trop tard. Six cents grenadiers royaux que l'on jeta à la Martinique avant l'attaque et un nombre à peu près égal en compagnies détachées de la marine, sans forme et sans discipline, ne laissaient rien à espérer.

La perte de nos établissements dans l'Inde eut des causes qui entraîneront une trop longue discussion et qui trouveront leur place ailleurs. Voilà les matériaux qui ont servi à l'édifice du dernier traité de paix.

Louis XV victorieux, avait dicté en Roi (pour me servir de l'expression de son ministre plénipotentiaire) les conditions de celui d'Aix-la-Chapelle. L'Angleterre dicta dans un autre esprit, les articles de celui de Fontainebleau. Toutes les nations ont un caractère particulier, sentence que l'on pourrait appeler inaliénable, imprescriptible ; le premier objet d'observation en fait de gouvernement et de politique.

« Ils sont aussi français que vous et moi. Ils nous ressemblent même bien plus que les Américains des États-Unis ne ressemblent aux Anglais. Je ne puis vous exprimer quel plaisir nous avons ressenti à nous retrouver au milieu de cette population. Nous nous sentions comme chez nous, et partout on nous recevait comme des compatriotes, enfants de la vieille France, comme ils l'appellent. [...]

« Ne serait-on pas tenté de croire que le caractère national d'un peuple dépend plus du sang dont il est sorti que des institutions politiques ou de la nature du pays ? Voilà des Français mêlés depuis quatre-vingts ans à une population anglaise ; soumis aux lois de l'Angleterre, plus séparés de la mère patrie que s'ils habitaient aux antipodes. Eh bien ! Ce sont encore des Français trait pour trait ; non pas seulement les vieux, mais tous, jusqu'au bambin qui fait tourner sa toupie. Comme nous, ils sont vifs, alertes, intelligents, railleurs, emportés, grands parleurs et fort difficiles à conduire quand leurs passions sont allumées. Ils sont guerriers par excellence et aiment le bruit plus que l'argent. »

Voir Alexis de Tocqueville, Lettre du 7 septembre 1831, dans *Lettres choisies. Souvenirs*, Gallimard, 2003 : 220-223.

Concluons enfin, et répétons sans cesse, que les colonies ne seront désormais qu'une possession précaire pour tout État dont le gouvernement ne s'occupera pas essentiellement et efficacement, pendant la paix, de leur conservation en temps de guerre.

FIN.

Retranscription, correction, commentaires et annotations :

Russel Bouchard,
Chicoutimi, Qc.
Automne 2004

[298]

[299]

Jean-Daniel Dumas,
héros méconnu de la Nouvelle-France.

Repères bibliographiques

[Retour à la table des matières](#)

ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA. *Documents concernant l'histoire constitutionnelle du Canada (1759-1791)*, Document parlementaire n° 18, Ottawa, 1911, 704 pages.

ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA. *Sommaire des documents à Paris*, Rapport concernant les Archives canadiennes pour l'année 1905, vol. 1, 6e part., Ottawa, 1906, 668 pages.

ARNOULD, A., ALBOIZE DU PUJOL ET A. MAQUET, *Histoire de la Bastille depuis sa fondation 1374 jusqu'à sa destruction 1789*, Paris, Administration de Librairie, 1845, 6 volumes.

ARSENAULT, Bona. *Louisbourg 1713-1758*, Québec, Conseil de la vie française en Amérique, 1971, 239 pages.

AUBERT DE GASPÉ, Philippe. *Mémoires*, Tours et Montréal, Maison Alfred Marne & Fils, 1930, 2 volumes.

AUDET, Francis-J. *Jean-Daniel Dumas. Le héros de la Monongahéla*, Montréal, G. Ducharme Libraire-Éditeur, 1920, 135 pages.

AZÉMAS, Georges. *Histoire de l'île Bourbon depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848*, Paris, Plon, 1859.

BIBAUD, Maximilien. *Le Panthéon canadien. Choix de biographies*, Montréal, Jos. M. Valois Libraire-Éditeur, 1891, 320 pages

BLOCH, Oscar, et W. von WARTBURG. *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris, Éditions W. von Wartburg, Presses universitaires de France, 1960, 674 pages.

BOUCHARD, Russel. *[Les fusils de Tulle en Nouvelle-France \(1691-1741\)](#)*, à compte d'auteur, 1980, 109 pages.

Ce livre a été traduit en anglais par R. L. Fournier (avec la collaboration de René Chartrand et de Simon Gilbert), et publié sous la direction de James Gooding, sous le titre *The fusil de Tulle in New France (1691-1741)*, dans *Historical Arms Sériés* n° 36, Museum Restoration Service, Alexandria Bay (NY) et Bloomfield (Ont.), 1998.

BOUCHARD, Russel. *[Les armes à feu en Nouvelle-France](#)*, Sillery, Septentrion, 1999, 177 pages.

[300]

BOUGAINVILLE, Louis-Antoine de. « Mémoire sur l'État de la Nouvelle-France (1757) », *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1923-1924*, Québec, Ls-A. Proulx Imprimeur, 1924, p. 42-70.

BOUGAINVILLE, Louis-Antoine de. « Journal de l'expédition d'Amérique commencée en l'année 1756, le 15 mars », *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1923-1924*, Québec, Ls-A. Proulx Imprimeur, 1924, p. 204-378.

BOUGAINVILLE, Louis-Antoine de. *Écrits sur le Canada. Mémoires - Journal - Lettres*, Sillery, Septentrion, 2003, 425 pages.

BRYCE, Douglas. *L'armement du Machault. Une frégate française du XVIII^e siècle*, Ottawa, Parcs Canada, 1984, 69 pages.

CASGRAIN, Henri-Raymond. *Guerre du Canada (1756-1760). Montcalm et Lévis*, Québec, Imprimerie L.-J. Demers 8c Frère, 1891, 2 volumes.

CASGRAIN, Henri-Raymond. *Montcalm et Lévis. Les héros de Québec*, Tours, Maison Alfred Marne et Fils, 1927, 215 pages.

CASGRAIN, Henri-Raymond. *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis, Montréal et Québec, 1889-1895*, 12 volumes.

CASGRAIN, Henri-Raymond. *Extraits des archives des ministères de la Marine et de la Guerre à Paris. Canada, correspondance générale : MM. Duquesne et Vaudreuil gouverneurs-généraux, 1755-1760*, Québec, 1890, vol. 1 (seul volume publié), 244 pages.

CASGRAIN, P.-B. *Les batailles des Plaines d'Abraham et de Sainte-Foye*, Québec, Imprimerie du Daily Telegraph, 1908, 93 pages.

CHARLAND, Thomas-M. « C'est arrivé le 4 octobre 1759 », *BRH*, vol. 13, n° 3, décembre 1959, p. 328-334.

CHARLAND, Thomas-M. *Les Abénakis d'Odanak*, Montréal, Éditions du Levrier, 1964, 368 pages.

CHARTRAND, René. *Le patrimoine militaire canadien d'hier à aujourd'hui (1000-1754)*, t. 1, ministère de la Défense nationale du Canada, Montréal, Art Global, 1993, 239 pages.

CHARTRAND, René. *Le patrimoine militaire canadien d'hier à aujourd'hui (1755-1871)*, t. 2, ministère de la Défense nationale du Canada, Montréal, Art Global, 1995, 239 pages.

CHARTRAND, René. *Quebec 1759*, Order of battle series n° 3, Oxford, Osprey Military, 1999, 96 pages.

CHARTRAND, René, et Stephen WALSH. *Monongahela 1754-55. Washington defeat, Braddock's disaster*, Campaign 140, Oxford, Osprey Publishing, 2004, 96 pages.

CHAUSSINAND-NOGARET, Guy. *Voltaire et le Siècle des lumières*, Bruxelles, Complexe, 1994, 166 pages.

[301]

Collection de documents inédits sur le Canada et l'Amérique publiés par le Canada-Français, Québec, L.-J. Demers & Frère, 3 tomes., publiés respectivement en 1888, 1889 et 1890.

Collection de documents relatifs à l'histoire de la Nouvelle-France, Québec, 1885, 4 volumes.

Collection des manuscrits du maréchal de Lévis, 12 volumes, édités par l'abbé H.-R. Casgrain et publiés à Montréal de 1889 à 1895.

- 1- *Journal du chevalier de Lévis*, 1889.
- 2- *Lettres du chevalier de Lévis*, 1889.
- 3- *Lettres de la cour de Versailles*, 1890.
- 4- *Pièces militaires*, 1891.
- 5- *Lettres de M. de Broulmaque*, 1891.
- 6- *Lettres du marquis de Montcalm*, 1894.
- 7- *Journal du marquis de Montcalm*, 1895.

- 8- *Lettres du marquis de Vaudreuil*, 1895.
- 9- *Lettres de l'intendant Bigot*, 1895.
- 10- *Lettres de divers particuliers*, 1895.
- 11- *Relations et journaux de différentes expéditions faites durant les années 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1895.*
- 12- *Table analytique de la collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, 1895.

CORVISIER, André. *L'armée française de la fin du XVII^e siècle au ministère de Choiseul (Le soldat)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1964, 2 tomes.

CORVISIER, André. *Précis d'histoire moderne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971, 477 pages.

COSTE, Gabriel. *Les anciennes troupes de la Marine (1622-1792)*, Paris, Librairie militaire de L. Baudoin, 1893, 321 pages.

Côté, André. *Joseph-Michel Cadet (1719-1781), négociant et munitionnaire du roi en Nouvelle-France*, Sillery, Septentrion, 1998, 400 pages.

CREPIN, Pierre. « Les îles de France et de Bourbon », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotau et d'Alfred Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1933, t. 6, p. 305-417.

De CHENEVIÈRES, François de. *Détails militaires, dont la connoissance est nécessaire à tous les Officiers, & principalement aux Commissaires de la Guerre*, Paris et Versailles, C.-A. Jombert et J.-H. Fournier, 1750, 431 pages.

DE La RONCIÈRE, Ch. « Les colonies éphémères et les colonies perdues », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotau et d'Alfred Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1929, t. 1, p. 1-95.

[302]

DEPRÉAUX, Albert. *Les armées françaises d'outre-mer. Les uniformes des troupes de la marine et des troupes coloniales et nord-africaines*, Paris, Ateliers d'impression d'Art, 1931, 128 pages

DESBIENS, Albert. « 9 juillet 1755 : la bataille de Malanguelé (sic) », *Histoire du Canada. Une expérience tricentenaire*, Montréal, Sainte-Marie, 1967, p. 51-63.

DESTRAIS, Jacques. *Dictionnaire international des traités, des origines à nos jours*, Saint-Étienne, Horvath, Reboul Imprimerie, 1981, 486 pages.

DIDEROT, Denis, et Jean Le Rond d'ALEMBERT. *Encyclopédie. Arts militaires*, Paris, Imprimerie Nouvelle Lescaret, réédition 1986.

DOUGHTY, Arthur G., et G. W. PARMELEE, *The siege of Quebec. Battle of the Plains of Abraham*, Québec, Dussault & Proulx, 1901, 6 volumes.

DOUGHTY, Arthur G. *An Historical Journal of the Campaigns in North America for the Years 1757-1758, 1759 and 1760, by Captain John Knox*, Toronto, 1914-1916, 3 volumes.

DUMAS, Jean-Daniel. « Mémoires sur les limites du Canada » (Paris, 5 avril 1761), *Bulletin de recherches historiques*, publié par P.-G. Roy, Lévis, 1919, p. 50-57.

DUSSIEUX, L. *Le Canada sous la domination française d'après les archives de la Marine et de la Guerre*, Paris, 1883.

Fauteux, Aegidius. *Les Chevaliers de Saint-Louis en Canada*, Montréal, Éditions des Dix, 1940.

FERREROV Guglielmo. *Nouvelle histoire romaine*, Paris, Hachette, coll. « L'Histoire racontée à tous », 1949, 334 pages.

FRANKLIN, W. T. *Mémoires sur la vie et les écrits de Benjamin Franklin*, Paris, W. T. Franklin, 1818.

FRANQUET, Louis. « Voyage du Sieur Franquet au port Lajoie, au havre de Saint Pierre, au fort des Trois-Rivières de l'île Saint-Jean, à la baie Verte, à Beauséjour, au fort Gaspereau, sur le continent du Canada, et au port de Toulouse de l'île Royale... », *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec* (RAPQJ, 1923-1944, p. 111-140.

FRÉGAULT, Guy. *François Bigot, administrateur français*, Montréal, Les Études de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, 1948, 2 tomes.

FRÉGAULT, Guy. *La guerre de la Conquête (1754-1760)*, Montréal et Paris, Fides, 1955, 514 pages.

FRÉGAULT, Guy, et Marcel TRUDEL, *Histoire du Canada par les textes*, Fides, Montréal et Paris, 1963, 2 tomes.

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES, *Histoire du Canada* (avec 69 gravures, dont 33 portraits hors texte et 31 cartes historiques), Montréal, Frères des Écoles chrétiennes, 1914, 634 pages.

FROIDEVAUX, Henri. « L'Inde du XVI^e siècle à 1720 », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotaux et d'Alfred [303] Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1932, t. 5, p. 1-90.

FROIDEVAUX, Henri. « Madagascar du XVI^e siècle à 1811 », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotaux et d'Alfred Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1933, t. 6, p. 1-116.

FRY, Bruce W. « Un air de forts ». *Les fortifications de Louisbourg*, Ottawa, Parcs Canada, 1984, 2 volumes.

FUNCK-BRENTANO, Frantz. *La Bastille et ses secrets*, Paris, Librairie Jules Tallander, 1979, 283 pages.

GAXOTTE, Pierre. *Le siècle de Louis XV*, Paris, Rencontre, Arthème Fayard, 1966, 2 volumes.

GARNEAU, François-Xavier. *Histoire du Canada, depuis sa découverte jusqu'à nos jours*, Montréal, Beauchemin & Fils, 1882, 4 tomes.

GATIEN, Félix. *Histoire du Cap-Santé. Depuis la fondation de cette paroisse en 1679 jusqu'à 1830*, Québec, Cap-Santé, 1955, 332 pages.

GAUDI, F., et A. P. J. BELAIR. *Instruction adressée aux officiers d'infanterie pour tracer et construire toutes sortes d'ouvrages de campagne*, Paris, Chez Magimel, Libraire pour l'art militaire, 1793, 160 pages (accompagnées d'une multitude de croquis).

Gignoux, C.-J. *Monsieur Colbert*, Paris, Bernard Grasset, 1941, 252 pages.

GOULEMOT, Jean, André MAGNAN et DIDIER MASSEAU. *Inventaire Voltaire*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 1995, 1479 pages.

GROULX, Lionel. *Histoire du Canada français*, Montréal et Paris, Fides, 1960, 2 volumes.

GUIZOT, François, et Mme DE WITT, *L'histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789 racontée à mes petits-enfants par M. Guizot*, Paris, Hachette, 1869-1876, 5 volumes.

HAMELIN, Jean. *Économie et société en Nouvelle-France*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, 137 pages.

HANOTAUX, Gabriel, et Alfred MARTINEAU. *Histoire de la colonisation française en Amérique*, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1929-1933, 6 tomes.

HARDY, Georges. *Histoire sociale de la colonisation française*, Paris, Larose, 1953, 268 pages.

HÉBERT, Jean-Claude. *Le siège de Québec en 1759, par trois témoins*, Civilisation du Québec, Série Place Royale (n° 10), ministère des Affaires culturelles, 1972, 130 pages.

HOURBLIN, Xavier. « Les bâtiments de la Marine royale aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Le Grand Siècle de France. Le siècle de Louis XIV*, n° 6, Château de Damigny, Bayeux, Heimdal, août-septembre-octobre 2004, p. 13-23.

[304]

HUBERT-ROBERT, Régine. *L'histoire merveilleuse de la Louisiane française. Chronique des XVII^e et XVIII^e siècles et de la Cession aux États-Unis*, New-York, Éditions de la Maison Française inc., 1941, 374 pages.

HUGUES, major général B. P. *La puissance de feu. L'efficacité des armes sur le champ de bataille de 1630 à 1850*, traduit et adapté en français par A. Mouravieff-Apostol et D. Reichel, Lausanne, Editavilo, 1976, 170 pages

INSTITUT CANADIEN DE QUÉBEC. *Voyages et mémoires sur le Canada par Franquet*, Montréal, Élysée, 1974, 212 pages.

J.-C. B. *Voyage au Canada fait depuis l'an 1751 jusqu'en l'an 1761*, Paris, Aubier Montaigne, 1978, 190 pages.

« Jean-Félix Récher, curé de Québec, et son journal (1757-1760) », *BRH*, vol. 9, n° 10, 11, et 12, octobre-novembre, décembre 1903.

LACOUR-GAYET, G. *La marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*, 2^e éd., Paris, Librairie ancienne Honoré Champion, 1910, 581 pages.

LACOURSIÈRE, Jacques, Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS. *Canada-Québec 1534-2000*, Sillery, Septentrion, 2000, 591 pages.

LANCTÔT, Gustave. « Les troupes de la Nouvelle-France », *The Canadian Historical Association*, Rapport de 1926, Ottawa, p. 40-60.

LANCTÔT, Gustave. *Histoire du Canada. Du traité d'Utrecht au traité de Paris (1713-1763)*, Montréal, Librairie Beauchemin Ltée, 1969, t. 3, 405 pages.

LA PAUSE, Charles de Plantavit, chevalier de. « Les mémoires du chevalier de La Pause », *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec (RAPQ)*, 1932-1933, p. 305-391.

LA PAUSE, Charles de Plantavit, chevalier de. « Papiers La Pause », *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec (RAPQ)*, 1933-1934, p. 65-391.

LAUVRIÈRE, Émile. « L'Acadie », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotaux et d'Alfred Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1929, t. 1, p. 189-242.

LÉGISLATURE DE QUÉBEC. *Nouvelle-France. Documents historiques*. Correspondance échangée entre les autorités françaises et les gouverneurs et intendants, Publiés par ordre de la Législature de la Province de Québec, Québec, Imprimerie L.-J. Demers & Frères, 1893, 244 pages.

LEJEUNE, P. L. « Dumas (Jean-Daniel) (1721-92) », *Dictionnaire général du Canada*, Ottawa, Université d'Ottawa, 1931, t. 1, p. 551-553.

LÉON, Paul. *La guerre pour la paix (1740-1940)*, Paris, Fayard, coll. « Les grandes études historiques », 1950, 700 pages.

LEROI-GOURHAN, André. *Les explorateurs célèbres*, Paris, Éditions d'Art Lucien Mazenod, 1965, 383 pages.

MALCHELOSSE, Gérard. « Milice et troupes de la Marine en Nouvelle-France, 1669-1760 », *Les Cahiers des Dix*, n^o 14, Montréal, 1949, p. 115-148.

[305]

MARTINEAU, Alfred. « L'Inde de 1720 à nos jours », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotaux et d'Alfred Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1932, t. 5, p. 91-309.

MATHIEU, Jacques. *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Paris et Québec, Belin et Presses de l'Université Laval, 1991, 254 pages.

Mathieu, Jacques. *Le commerce entre la Nouvelle-France et les Antilles au XVIII^e siècle*, Montréal, Fides, coll. « Fleur de Lys », 1981, 276 pages.

MAURO, Frédéric. *L'expansion européenne (1600-1870)*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Nouvelle Clio », 1967, 417 pages.

MEYER, Jean, Jean TARRADE, Annie REY-GOLDZEIGUER et Jacques THOBIE. *Histoire de la France coloniale. Des origines à 1914*, Paris, Armand Colin, 1991, 847 pages.

MONTANDRE, M. de, et chevalier de ROUSSEL, *État militaire de France pour l'année 1770*, Paris, Guillyn Libraire, 1770, 372 pages.

MONTESQUIEU, *Œuvres complètes*, préface de Georges Vedel, présentation et notes de Daniel Oster, Paris, Seuil, coll. « L'Intégrale », 1964, 1120 pages.

MULLER, John. *Treatise of fortifications*, London, 1746, 232 pages, réédition Ottawa, Museum Restoration Service, 1968.

NANDAIS, Napoléon. Dictionnaire général et grammatical des dictionnaires français. Extrait et complément de tous les dictionnaires anciens et modernes les plus célèbres, 11^e éd., Paris, Didier Libraire-Éditeur, 1851, 2 tomes.

ORGEIX, Émile d'. *Plans de fortifications et de batailles. Catalogue de la collection Auclair (1677-1779)*, Bourges, Archives départementales du Cher, Conseil général du Cher, 2000, 80 pages (livret accompagné d'un DVD).

OLIVIER-MARTIN, Fr. Petits précis Dalloz. Précis d'histoire du Droit français, 5^e éd., Paris, Librairie Dalloz, 1953, 487 p.

ORIEUX, Jean. *Voltaire*, Paris, Flammarion, coll. « Grandes biographies », 1966, 827 pages.

OUELLET, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850)*, Montréal et Paris, Fides, 1966, 639 pages.

Papiers Contrecœur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1745 à 1756, sous la dir. de Fernand Grenier, Québec, Presses de l'Université Laval, 1952, 485 pages.

PARKMAN, Francis. *Montcalm and Wolfe*, Markham (Ont.), Canada Viking / Penguin Books of Canada Ltd, publié par Book-of-the-Month Club Inc. (pour le 100^e anniversaire de l'édition originale, en 1884), 1984, 590 pages.

[306]

PARKMAN, Francis. *La prise de Québec et ses conséquences*, traduit en français par Ulric Barthe, Québec, 1908, 233 pages.

POUCHOT, Pierre. *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale*, Sillery, Septentrion, 2003, 321 pages.

POULIOT, J. Camille. *Autour de l'Ordonnance de la Marine de 1681*, Québec, Dussault & Proulx, 1925, 141 pages.

PROULX, Gilles. *Entre France et Nouvelle-France*, La Prairie, Marcel Broquet, 1984, 197 pages.

RENOUVIN, Pierre. *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1953-1958, 7 volumes.

ROUSSEAU, Edmond. *La Monongahéla. Histoire du Canada popularisée*, typographie de C. Darveau, Québec, 1890, 237 pages.

ROUSSEAU, Jacques, Guy BÉTHUNE et Pierre MORISSET, *Voyage de Pehr Kalm au Canada en 1749*, Montréal, Pierre Tisseyre, 1977, 674 pages.

ROY, Pierre-Georges. *La ville de Québec sous le régime français*, Québec, Archives de la Province de Québec, 1930, 2 volumes.

ROY, Pierre-Georges. « Le conseil de guerre du 13 septembre 1759 », *BRH*, vol. 29, n^o 1, janvier 1923, p. 115-117.

RUMILLY, Robert. *Histoire des Acadiens*, Montréal et Paris, Fides, 1955, 2 tomes.

SAINT-PÈRE, Rameau de. *Une colonie féodale en Amérique. L'Acadie (1604-1881)*, Paris et Montréal, Plon, 1889, 2 tomes.

SCHERER, André. *La Réunion*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » (n° 1846), 1980, 127 pages.

SÉDILLOT, René. *Histoire des colonisations*, Paris, Librairie Arthème Fayard, coll. « Les grandes études historiques », 1958, 2 tomes.

SHORTT, Adam. *Documents relatifs à la monnaie, au change et aux finances du Canada sous le régime français*, Ottawa, Bureau des Publications historiques, Archives du Canada, vol. 1, 1925, 577 pages.

TAILLEMITE, Étienne. « Dumas, Jean-Daniel », *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1980, vol. IV (de 1771 à 1800), p. 261-262.

TESSIER, Albert. *Neuve-France*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 2^e éd., 1956, 350 pages.

TOUSSAINT, Auguste. *Histoire de l'île Maurice*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » (n° 1449), 1974, 128 pages.

TRAMOND, Joannès. « Le Canada après le traité d'Utrecht », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotaux et d'Alfred Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1929, t. 1, p. 97-187.

TRAMOND, Joannès. « Les Antilles après le traité d'Utrecht », *Histoire de la colonisation française en Amérique*, sous la dir. de Gabriel Hanotaux [307] et d'Alfred Martineau, Société de l'histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1929, t. 1, p. 431-616.

TRUDEL, Marcel. « L'affaire Jumonville », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, vol. VI, n° 3, décembre 1952, p. 331-373.

TRUDEL, Marcel. *Initiation à la Nouvelle-France. Histoire et institutions*, Montréal et Toronto, Holt, Rinehart et Winston Ltée, 1968, 323 pages.

TRUDEL, Marcel. *Histoire de la Nouvelle-France. Tome X : Le régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France (1759-1764)*, Montréal, Fides, 1999, 612 pages.

TRUDEL, Marcel. *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, coll. « Les Cahiers du Québec : Histoire », 2001, (voir en particulier « La conquête de 1760 a eu aussi ses avantages », p. 209-234).

VAUGEOIS, Denis. *La fin des alliances franco-indiennes*, Montréal et Sillery, Boréal et Septentrion, 1995, 290 pages.

VERDIER, Henri. *Le duc de Choiseul. La politique et les plaisirs*, Paris, Nouvelles Éditions Debresse, coll. « L'Histoire au singulier », 1969, 334 pages.

VIGER, D. B. *Siège de Québec en 1759. Copié d'après un manuscrit apporté de Londres*, publié dans Jean-Claude Hébert, Série Place Royale (n° 10), ministère des Affaires culturelles, 1972, p. 51-122.

VOLTAIRE. *Siècle de Louis XV, dans Œuvres complètes de Voltaire avec des remarques et des notes historiques, scientifiques et littéraires*, Paris, Baudouin Frères Éditeurs, 1828, 2 tomes., vol. 28 et 29.

WALTER, Gérard. *Le comte de Provence*, Paris, Albin Michel, 1950, 460 pages.

YACONO, Xavier. *Histoire de la colonisation française*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » (n° 452), 1969, 127 pages.

ZELLER, Gaston. *Les temps modernes. De Louis XIV à 1789, dans Histoire des relations internationales*, sous la dir. de Pierre Renouvin), Paris, Hachette, 1955, t. 3, 375 pages.

[308]

[309]

Table des matières

En guise d'avant-propos [9]

Partie I - Sur la piste de Jean-Daniel Dumas [25]

Partie II - Traité de la défense et de la conservation des colonies [135]

Épître dédicatoire [137]

Préface [139]

Introduction [145]

Chapitre I. Des colonies en général [147]

Chapitre II. Suite du même sujet [163]

Chapitre III. Sur les divers caractères des colonies et leurs rapports respectifs [165]

Chapitre IV. Sur la guerre défensive en général [171]

Chapitre V. Sur la guerre défensive particulière aux colonies [175]

Chapitre VI. Suite du même sujet [177]

Chapitre VII. Suite du même sujet [181]

Chapitre VIII. Suite du même sujet [185]

Chapitre IX. Suite du même sujet [187]

[310]

Chapitre X. Suite du même sujet. Sur la descente des troupes [189]

Chapitre XI. Sur les troupes entretenues dans les colonies [195]

Chapitre XII. Suite du même sujet [201]

- Chapitre XIII. Sur les hôpitaux [203]
- Chapitre XIV. Sur les milices dans les colonies [209]
- Chapitre XV. Suite du même sujet [217]
- Chapitre XVI. Sur le genre de fortification qui convient le mieux aux colonies en général [219]
- Chapitre XVII. Suite du même sujet [225]
- Chapitre XVIII. Sur l'artillerie [227]
- Chapitre XIX. Sur la sûreté des ports [231]
- Chapitre XX. Sur les devoirs des gouverneurs généraux dans les colonies [233]
- Chapitre XXI. Sur la mutation triennale des gouverneurs généraux dans les colonies [235]
- Chapitre XXII. Sur les dépenses excessives de l'administration des colonies [237]
- Chapitre XXIII. Sur Pondichéry [241]
- Chapitre XXIV. Sur l'administration des colonies et la sollicitude que mérite cet objet important de la part du gouvernement [251]
- Chapitre XXV. Sur la législation des colonies [257]
[311]
- Chapitre XXVI. Sur le danger des mémoires présentés par le premier venu [275]
- Chapitre XXVII. Sur le commerce des colonies [281]
- Conclusion [293]
- Repères bibliographiques [299]

Imprimé sur du Rolland Enviro 100, contenant 100% de fibres recyclées postconsommation, certifié Éco-Logo, Procédé sans chlore, FSC Recyclé et fabriqué à partir d'énergie biogaz.

La production du titre *Jean-Daniel Dumas, héros méconnu de la Nouvelle-France* sur du papier Rolland Enviro IOO Édition, plutôt que sur du papier vierge, réduit notre empreinte écologique et aide l'environnement des façons suivantes :

Arbres sauvés : 22

Évite la production de déchets solides de 631 kg Réduit la quantité d'eau utilisée de 59 655 L Réduit les matières en suspension dans l'eau de 4,0 kg Réduit les émissions atmosphériques de 1 385 kg Réduit la consommation de gaz naturel de 90 m³

Québec, Canada, mars 2008